

# ANNALES PARLEMENTAIRES DE BELGIQUE

SESSION ORDINAIRE DE 1961-1962  
du 14 novembre 1961 au 8 novembre 1962

## SÉNAT

### TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

Note: La table contient l'indication des « Pièces imprimées par ordre du Sénat » ou « Documents parlementaires ».

ABREVIATIONS: *Doc.* (Documents parlementaires). — *Ann.* (Annales parlementaires).

**A**

**Abus de puissance économique.** — V. Commerce et Industrie/Organisation de l'économie.

**Accès à la profession.** — V. Epargne.

**Accidents du travail.** — V. Sécurité sociale.

**Accords commerciaux.** — V. Affaires étrangères.

**Administration des finances.** — V. Finances/Comptabilité de l'Etat.

**Administrations publiques.**

**PERSONNEL.**

*Proposition de loi réglant le recrutement des handicapés par les administrations publiques et les organismes d'intérêt public.*

*Doc.* — N° 89: Proposition de loi de M. Smet.

*Ann.* — Prise en considération. — Renvoi en commission; p. 648 (14 février 1962).

*Proposition de loi réglant la carrière pécuniaire de certains agents de l'Etat, qui se sont vus privés des possibilités normales de promotion, en raison de la nature de leurs fonctions dans des administrations temporaires.*

*Doc.* — N° 91: Proposition de loi de M. De Man.

*Ann.* — Prise en considération (14 février 1962).

Intervention de MM. DE MAN (demande le renvoi de la proposition à la commission de l'Intérieur et de la Fonction publique) et le **PRESIDENT**;

La proposition de loi est renvoyée à la commission de l'Intérieur et de la Fonction publique; pp. 648, 649.

**Administrations publiques. — PERSONNEL (suite).**

*Projet de loi fixant les règles relatives à l'inscription dans les deux rôles linguistiques des agents de la carrière du service extérieur et des agents de la carrière de chancellerie du Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce extérieur.*

*Nouvel intitulé: Projet de loi fixant les règles relatives à l'inscription aux deux rôles linguistiques des agents de la carrière du service extérieur et des agents de la carrière de chancellerie du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.*

*Doc.* — N° 116: Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 172: Rapport de M. Van Bogaert.

N° 177: Amendement proposé par M. Moureaux.

N° 183: Amendement proposé par M. Duvieusart.

*Ann.* — *Discussion générale* (20 mars 1962).

Discussion générale jointe du projet de loi relatif aux mesures temporaires et exceptionnelles permettant, en vue de promouvoir l'équilibre linguistique dans la carrière du service extérieur du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, l'admission d'agents dans les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> classes administratives.

Intervention de MM. DUVIEUSART (qui estime inopportun de commencer la discussion à cette heure tardive) et le **PRESIDENT**; p. 889;

Discours de MM. FAYAT, m.adj.a.étr. (concernant le but des deux projets, la situation qui existait jusqu'en 1950 en matière de recrutement pour la carrière diplomatique, l'absence d'examen d'admission en langue néerlandaise avant 1937, la répartition linguistique des fonctionnaires des quatre classes supérieures, la constitutionnalité du projet n° 117, les conditions mises au recrutement exceptionnel); pp. 889, 890;

DEKEYZER (remercie le ministre de l'initiative qu'il a prise en déposant les deux projets; concernant l'aspect social du problème, la nomination d'attachés sociaux dans les principaux postes diplomatiques, la répartition linguistique des diplomates-chefs de poste, l'argument du mécontentement que les projets provoqueraient parmi le personnel diplomatique en fonction); pp. 890, 891.

*Reprise de la discussion générale* (22 mars 1962).

Discours de MM. DEHOUSSE (concernant le caractère quelque peu insolite de la procédure suivie à propos du projet 117, le problème de la constitutionnalité du projet, l'interprétation de l'article 6 de la Constitution, le déséquilibre linguistique dans les services extérieurs des Affaires étrangères, un règlement d'ensemble des problèmes flamands-wallons, le projet 116); pp. 914 à 916;

**Administrations publiques. — PERSONNEL (suite).**

Observations de MM. DE WINTER, DE BOODT et VAN CAUWELAERT ; p. 916 ;

le baron NOTHOMB (déclare qu'il votera contre le projet relatif aux rôles linguistiques ; concernant la situation des jeunes diplomates flamands en fonction) ; pp. 916, 917 ;

Observations de M. FAYAT ; p. 917 ;

GILLON (concernant l'importance pour les diplomates de connaître la langue des pays où ils sont accrédités) ; pp. 917, 918 ;

VAN BOGAERT, rapp. (concernant la non-application de la loi de 1932 au département des Affaires étrangères, la nécessité d'une loi pour remédier à cette situation, la constitutionnalité du projet, la nécessité de mesures de recrutement exceptionnelles) ; p. 918 ;

DUVIEUSART (concernant la création de deux rôles linguistiques au Ministère des Affaires étrangères, la justification de ce projet, sa constitutionnalité, un examen global des rapports entre Flamands et Wallons) ; pp. 918 à 920 ;

Observations du baron NOTHOMB, de MM. DEHOUSSE, DE WINTER, DE BOODT et HARMEGNIES ; p. 919 ;

DE WINTER (concernant la non-application de la loi de 1932 au département des Affaires étrangères, le déséquilibre qui subsistera dans les deux plus hautes classes de la diplomatie belge après l'adoption des deux projets en discussion, la nécessité d'atteindre l'équilibre linguistique dans toutes les classes, le comité de direction du département) ; pp. 922, 923 ;

Observations de MM. DE BOODT et DEHOUSSE ; p. 923 ;

HOUSIAUX (concernant la nécessité de réparer l'injustice existant au département des Affaires étrangères au détriment des Flamands) ; pp. 923, 924 ;

Observations de M. DEHOUSSE ; pp. 923, 924 ;

MOREAU de MELEN (concernant la constitutionnalité du projet 117) ; p. 924 ;

FAYAT, m.adj.a.étr. (concernant l'urgence des projets, leur modération) ; p. 924 ;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles* (22 mars 1962).  
(Texte présenté par la commission).

*Art. 1<sup>er</sup> à 3.*

Adoptés sans observations ; p. 925.

*Art. 4.*

Intervention de MM. DUVIEUSART et FAYAT ; observations de MM. DEHOUSSE, DE BAECK, DE WINTER et le PRÉSIDENT ; l'amendement de M. DUVIEUSART est rejeté (vote nominatif) ;

Intervention de MM. MOUREAUX et FAYAT ; l'amendement de MM. MOUREAUX et DESCAMPS est rejeté ;

L'article est adopté ; pp. 925 à 928.

*Art. 5 à 12.*

Adoptés sans observations ; pp. 928, 929.

Le nouvel intitulé français est adopté ; p. 929.

*Vote* (22 mars 1962).

M. DIEPENDAELE justifie son vote ; p. 933.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 111 voix contre 2 et 6 abstentions ; pp. 933, 934.

Le projet de loi, amendé, est renvoyé à la Chambre des Représentants.

*Projet de loi relatif aux mesures temporaires et exceptionnelles permettant, en vue de promouvoir l'équilibre linguistique dans la carrière du service extérieur du Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur, l'admission d'agents dans les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> classes administratives.*

*Doc. — N° 117 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.*

N° 173 : Rapport de M. Van Bogaert.

N° 176 : Amendements proposés par le baron Nothomb.

N° 178 : Amendement proposé par M. Moureaux.

**Administrations publiques. — PERSONNEL (suite).**

*Ann. — Discussion générale* jointe à celle du projet de loi fixant les règles relatives à l'inscription dans les deux rôles linguistiques des agents de la carrière du service extérieur et des agents de la carrière de chancellerie du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.

*Discussion des articles* (22 mars 1962).

*Art. 1<sup>er</sup> et 2.*

Adoptés sans observations ; pp. 929, 930.

*Art. 3.*

Les amendements du baron NOTHOMB sont retirés ;

Intervention de MM. MOUREAUX et FAYAT, m.adj. a. étr. ; l'amendement de MM. MOUREAUX et DESCAMPS est rejeté (vote nominatif) ;

L'article est adopté ; pp. 929 à 931.

*Art. 4 à 12.*

Adoptés sans observations ; pp. 931 à 933.

*Vote* (22 mars 1962).

M. VERSE justifie son vote ; p. 934.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 86 voix contre 21 et 8 abstentions ; p. 934.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

*Projet de loi fixant le texte français de l'article 8, troisième alinéa, de la loi du 6 avril 1962 relative aux mesures temporaires et exceptionnelles permettant, en vue de promouvoir l'équilibre linguistique dans la carrière du service extérieur du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, l'admission d'agents dans les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> classes administratives.*

Pas de documents au Sénat.

*Ann. — Discussion générale* (24 mai 1962).

Discours de M. VAN BOGAERT, rapp. (concernant la portée du projet) ; p. 1113 ;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles* (24 mai 1962).

*Art. 1<sup>er</sup> et 2.*

Adoptés sans observations ; p. 1113.

*Vote* (24 mai 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 127 membres présents ; p. 1123.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

*Proposition de loi portant création d'un statut des agents de l'Etat.*

*Doc. — N° 201 : Proposition de loi de M. Maisse.*

*Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 1112 (24 mai 1962).*

*Proposition de loi tendant à régulariser la situation administrative des agents temporaires et auxiliaires de l'Etat.*

*Doc. — N° 329 : Proposition de loi de M. Coppens.*

*Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 1636 (2 octobre 1962).*

*Proposition de loi modifiant les lois des 28 décembre 1950 et 27 juillet 1953 portant de nouvelles mesures temporaires relatives à l'admission aux emplois dans les Administrations de l'Etat.*

*Doc. — N° 360 : Proposition de loi de M. Debucquoy.*

*Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 1636 (2 octobre 1962).*

**Affaires africaines.****DOMMAGES.**

*Proposition de loi relative à l'indemnisation du préjudice professionnel subi par les victimes des événements du Congo.*

Doc. — N° 229 : Proposition de loi de M. Lahaye.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 1128 (12 juin 1962).

**EVENEMENTS DU KATANGA.**

Ann. — M. le PRESIDENT annonce le dépôt par M. HOU-GARDY d'une proposition de résolution à propos de la responsabilité des dommages encourus par des Belges au Katanga et propose de renvoyer la motion à la commission des Affaires étrangères ;

Intervention de MM. HARMEGNIES et SPAAK, v.p.m., m.a.étr. (concernant les événements qui se déroulent au Katanga, le problème de droit international posé dans la motion de M. HOU-GARDY) ; la proposition est renvoyée à la commission des Affaires étrangères ; pp. 239, 240 ;

M. le PRESIDENT déclare que M. HOU-GARDY a retiré sa motion et donne lecture du texte d'une résolution adoptée à l'unanimité par la commission des Affaires étrangères ; cette résolution est adoptée ; p. 248 (7 décembre 1961).

M. le PRESIDENT annonce le dépôt de deux propositions de résolution, l'une de MM. VANAUDENHOVE et HOU-GARDY, l'autre de M. VERSE ; p. 252 ; il propose de joindre ces propositions à l'interpellation de M. MOREAU de MELEN ; p. 268 (12 décembre 1961).

**PERSONNEL D'AFRIQUE.**

*Projet de loi accordant certaines garanties aux fonctionnaires, magistrats et militaires belges autorisés à accepter des fonctions publiques au Congo et au Rwanda-Urundi.*

Nouvel intitulé : *Projet de loi accordant certaines garanties aux fonctionnaires, magistrats et militaires belges autorisés à accepter des fonctions publiques au Congo et au Rwanda et au Burundi.*

Doc. — N° 253 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 267 : Rapport de M. Flamme.

Ann. — Pas de discussion générale.

Le nouvel intitulé est adopté.

*Discussion des articles* (27 juin 1962).

*Art. 1<sup>er</sup> à 5.*

Adoptés sans observations ; pp. 1261, 1262.

*Vote* (28 juin 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 122 membres présents ; pp. 1276, 1277.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**Affaires étrangères.****ACCORDS COMMERCIAUX.**

*Projet de loi portant approbation de l'Accord de Commerce entre l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise et le Royaume des Pays-Bas, d'une part, et le Japon, d'autre part, des premier et second Protocoles, du procès-verbal rédigé de commun accord avec l'Annexe à la partie C de ce procès-verbal, et de l'échange de lettres, signés à Tokyo, le 8 octobre 1960.*

Doc. — N° 81 : Rapport de M. De Winter.

Ann. — *Discussion générale* (6 février 1962).

Intervention de M. DE WINTER, rapp. (qui demande l'approbation du projet) ; p. 597.

La discussion générale est close.

*Discussion de l'article unique* (6 février 1962).

Adopté sans observations ; p. 597.

**Affaires étrangères. — ACCORDS COMMERCIAUX (suite).**

*Vote* (7 février 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 133 membres présents ; pp. 607, 608.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**AGRICULTURE ET HORTICULTURE.****HUILE D'OLIVE.**

*Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants :*

a) *Accord international sur l'huile d'olive et Annexe, conclu à New York, le 15 février 1956 ;*

b) *Protocole modifiant cet accord, conclu à Genève, le 3 avril 1958.*

Doc. — N° 232 : Rapport de M. Housiaux.

Ann. — Pas de discussion générale.

*Discussion des articles* (24 mai 1962).

*Art. 1<sup>er</sup> et 2.*

Adoptés sans observations ; p. 1113.

*Vote* (24 mai 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 127 membres présents ; p. 1123.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**BENELUX.**

*Projet de loi portant approbation de la Convention, signée à Bruxelles le 19 septembre 1960, portant exécution des articles 55 et 56 du Traité instituant l'Union économique Benelux.*

Doc. — N° 205 : Rapport de M. Leynen.

Ann. — *Discussion générale* (12 avril 1962).

Intervention de M. LEYNEN, rapp. (concernant le recours prévu à l'article 6 de la Convention) ; p. 1093 ;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles* (12 avril 1962).

*Art. 1<sup>er</sup> et 2.*

Adoptés sans observations ; pp. 1093, 1094.

*Vote* (12 avril 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 133 membres présents ; p. 1094.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**CONSEIL CONSULTATIF INTERPARLEMENTAIRE.**

Ann. — M. DE GRÄUW est élu en qualité de membre effectif du Conseil, en remplacement de M. WARNANT, qui devient membre suppléant ; p. 50 (21 novembre 1961).

— Le Sénat doit désigner un délégué effectif en remplacement de M. Mullie, décédé ; M. DE BOODT, délégué suppléant est élu en qualité de membre effectif et M. SLEDSSENS est élu en qualité de membre suppléant, en remplacement de M. DE BOODT ; pp. 1665, 1666 (3 octobre 1962).

**COMMERCE ET INDUSTRIE.****BREVETS, MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE.**

*Projet de loi portant approbation de l'Arrangement de Nice concernant la classification internationale des produits et des services auxquels s'appliquent les marques de fabrique ou de commerce, signé le 15 juin 1957.*

Doc. — N° 64 : Rapport de M. Rolin.

Ann. — Pas de discussion générale.

*Discussion de l'article unique* (20 décembre 1961).

Adopté sans observations ; p. 423.

### Affaires étrangères. — COMMERCE ET INDUSTRIE (suite).

#### BREVETS, MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE (suite).

Vote (20 décembre 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 107 membres présents ; pp. 435, 436.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

*Projet de loi portant approbation de l'arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce du 14 avril 1891, révisé à Bruxelles le 14 décembre 1900, à Washington le 2 juin 1911, à La Haye le 6 novembre 1925, à Londres le 2 juin 1934 et à Nice le 15 juin 1957.*

Doc. — N° 65 : Rapport de M. Rolin.

Ann. — Pas de discussion générale.

*Discussion des articles* (20 décembre 1961).

Art. 1<sup>er</sup> et 2.

Adoptés sans observations ; pp. 422, 423.

Vote (20 décembre 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 107 membres présents ; pp. 435, 436.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

### ETAÏN.

*Projet de loi portant approbation du deuxième Accord international sur l'Étain, et des Annexes, faits à Londres le 1<sup>er</sup> septembre 1960.*

Doc. — N° 207 : Rapport de M. De Winter.

Ann. — *Discussion générale* (12 avril 1962).

Discours de M. DE WINTER, rapp. (concernant l'importance d'une stabilisation des prix des matières premières pour les pays en voie de développement, l'absence de signature de l'Accord par l'Allemagne) ; p. 1093 ;

La discussion générale est close.

*Discussion de l'article unique* (12 avril 1962).

Adopté sans observations ; p. 1093.

Vote (12 avril 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 133 membres présents ; p. 1094.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

### COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE.

*Projet de loi portant approbation des Actes internationaux suivants :*

a) *Accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Grèce, Annexes, Protocoles, Acte final et ses Annexes, et échange de lettres ;*

b) *Accord relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour l'application de l'Accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Grèce et Accord relatif au Protocole financier, Annexe à l'Accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Grèce, signés à Athènes le 9 juillet 1961.*

Doc. — N° 107 : Exposé des motifs et projet de loi.  
N° 133 : Rapport de M. de la Vallée Poussin.

Ann. — *Discussion générale* (7 mars 1962).

Discours de MM. de la VALLEE POUSSIN, rapp. (concernant la première application de l'article 238 du Traité de Rome que constitue le traité d'association avec la Grèce, les difficultés particulières que comportait cette association, l'établissement d'une union douanière, la création d'un conseil d'association) ; pp. 762, 763 ;

VAN BOGAERT (concernant l'évolution de l'attitude des pays tiers à l'égard de la C.E.E. ; les aspects politique et juridique de l'application de l'article 238 du Traité de Rome, les catégories de personnes juridiques avec lesquelles l'association est possible, les conditions de l'association, la clause de l'unanimité prévue pour le conseil d'association, le recours à la solution arbitrale pour les différends éventuels) ; pp. 763, 764 ;

### Affaires étrangères. — COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (suite).

FAYAT, m.adj.a.étr. (demande une suspension de la discussion pour accomplir une obligation diplomatique) ; p. 764 ; Intervention de M. le PRESIDENT ; p. 764 ;

DUVIEUSART (se réjouit de l'association qui est proposée ; concernant le phénomène d'élargissement de la C.E.E., le renouvellement de la convention d'association établie avec les pays africains, le problème des relations entre la C.E.E. et Israël) ; pp. 764, 765 ;

DE BLOCK (concernant la situation des travailleurs grecs, l'absence d'une liberté syndicale réelle en Grèce ; demande que lors de la conclusion de nouveaux traités d'association, la situation des travailleurs des pays en cause soit examinée ; concernant la demande d'association d'Israël) ; pp. 765, 766 ;

de la VALLEE POUSSIN (concernant le progrès de la Grèce au point de vue économique et social) ; pp. 766, 767 ;

Observations de M. DE BLOCK et Mme BEECKMAN-Vve VANDERVELDE ; pp. 766, 767 ;

DEHOUSSE (concernant la situation intérieure en Grèce, le caractère exagérément technique du traité, le mécanisme du traité relatif au contrôle parlementaire, la consultation tardive de l'Assemblée parlementaire européenne, le problème de l'adhésion et de l'association au Marché commun, le problème britannique, la révision du traité d'association avec les pays et territoires d'outre-mer, la participation d'Israël en application de l'article 111 du Traité de Rome, une organisation politique européenne pour compléter la communauté existante, l'association de l'Espagne au Marché commun, l'action des « Six ») ; pp. 767 à 769 ;

Observations de MM. DE WINTER, le PRESIDENT ; p. 768 ;

JANSSEN (concernant l'association de la Grèce, l'emprunt lancé par la Société des Nations pour la reconstruction financière de la Grèce, la suspension par la Grèce de tout paiement des intérêts et de l'amortissement) ; p. 769 ;

ORBAN (concernant les critiques au sujet de la situation politique intérieure de la Grèce, l'attitude de la délégation grecque aux organismes internationaux, la liberté syndicale) ; p. 769 ;

Observations de M. DE BLOCK ; p. 769 ;

FAYAT, m.adj. a.étr. (revient sur l'incident provoqué par son départ et s'excuse ; concernant l'urgence du projet, l'association de la Grèce en application de l'article 238 du Traité de Rome, la nécessité d'une période d'adaptation, la procédure de vote, le conseil d'association, l'organisation interne, la compétence de la Cour européenne, le principe de l'association, les nombreuses demandes d'association, le renouvellement de la convention avec les territoires d'outre-mer, les demandes d'adhésion de l'Irlande, du Danemark et du Royaume-Uni, le succès de la C.E.E.) ; pp. 770, 771 ;

La discussion générale est close.

*Discussion de l'article unique* (7 mars 1962).

Adopté sans observations ; p. 771.

Vote (7 mars 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 133 voix contre 1 ; p. 771.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

M. le PRESIDENT souligne que la discussion a dépassé quelque peu le cadre de l'association de la Grèce à la C.E.E. et se rapportait également à la politique générale d'association de l'Europe des Six ; il se réjouit du vote émis par le Sénat au sujet de l'association de la Grèce ; pp. 771, 772.

### COMMUNICATIONS.

#### AVIATION.

*Projet de loi portant approbation de la Convention internationale de Coopération pour la Sécurité de la Navigation aérienne « Eurocontrol », des Annexes I et II, et du Protocole de signature, signés à Bruxelles, le 13 décembre 1960.*

Doc. — N° 114 : Rapport de M. De Winter.

Ann. — *Discussion générale* (14 février 1962).

Discours de MM. DE WINTER, rapp. (concernant la non-participation de l'Italie à la convention) ; p. 668 ;

FAYAT, m.adj.a.étr. (répond à M. DE WINTER) ; p. 668 ;

ROLIN (concernant le caractère supranational des dispositions de la Convention) ; p. 668 ;

Observations de M. DEHOUSSE ; p. 669 ;

La discussion générale est close.

**Affaires étrangères. — COMMUNICATIONS (suite).**  
AVIATION (suite).

*Discussion de l'article unique* (14 février 1962).

Adopté sans observations ; p. 669.

*Vote* (14 février 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 107 membres présents ; p. 669.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

*Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement belge et le Gouvernement de l'Union de Birmanie relatif aux transports aériens, et de l'Annexe, signés à Rangoon, le 17 août 1960.*

Doc. — N° 209 : Rapport de M. Machtens.

Ann. — Pas de discussion générale.

*Discussion de l'article unique* (12 avril 1962).

Adopté sans observations ; p. 1094.

*Vote* (12 avril 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 133 membres présents ; p. 1094.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

*Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement du Royaume Hachémite de Jordanie, relatif à l'établissement de services aériens réguliers entre leurs territoires respectifs et au-delà, et de l'Annexe, signés à Amman, le 19 octobre 1960.*

Doc. — N° 304 : Rapport de M. Moreau de Melen.

Ann. — Pas de discussion générale.

*Discussion de l'article unique* (18 juillet 1962).

Adopté sans observations ; p. 1471.

*Vote* (19 juillet 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 129 membres présents ; p. 1515, 1516.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

*Projet de loi portant approbation de l'Accord aérien entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement royal d'Afghanistan et de l'Annexe, signés à Caboul, le 10 août 1961.*

Doc. — N° 305 : Rapport de M. Moreau de Melen.

Ann. — *Discussion générale* (18 juillet 1962).

Intervention de M. MOREAU de MELEN, rapp. (qui regrette certaines faiblesses du texte français de l'Accord) ; p. 1471 ; La discussion générale est close.

*Discussion de l'article unique* (18 juillet 1962).

Adopté sans observations ; p. 1471.

*Vote* (19 juillet 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 129 membres présents ; pp. 1515, 1516.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

## POSTES.

*Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants :*

- a) *Arrangement concernant les colis postaux et Protocole final, Règlement d'exécution, Protocole final et Annexes ;*
- b) *Arrangement sur le service international de l'épargne, Règlement d'exécution et Annexes ;*

*signés à Ottawa, le 3 octobre 1957, et modifiant la loi du 26 décembre 1956 sur le service des postes.*

Doc. — N° 231 : Rapport de M. Dekeyzer.

Ann. — Pas de discussion générale.

*Discussion des articles* (24 mai 1962).

*Art. 1<sup>er</sup> et 2.*

Adoptés sans observations ; p. 1114.

**Affaires étrangères. — COMMUNICATIONS (suite).**  
POSTES (suite).

*Vote* (24 mai 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 127 membres présents ; p. 1123.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

## TELECOMMUNICATIONS.

*Projet de loi portant approbation de la Convention internationale des télécommunications et des Actes annexés, signés à Genève le 21 décembre 1959.*

Doc. — N° 345 : Rapport de M. De Winter.

Ann. — Pas de discussion générale.

*Discussion de l'article unique* (25 juillet 1962).

Adopté sans observations ; p. 1598.

*Vote* (25 juillet 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 123 voix et 2 abstentions ; pp. 1628, 1629.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

## VOIES D'EAU.

*Projet de loi portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas en vue de l'amélioration de la liaison entre le canal Albert et le canal Juliana et des Annexes, signés à Bruxelles, le 24 février 1961.*

Doc. — N° 313 : Rapport de M. Dehousse.

Ann. — Pas de discussion générale.

*Discussion de l'article unique* (18 juillet 1962).

Adopté sans observations ; p. 1472.

*Vote* (19 juillet 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 129 membres présents ; pp. 1515, 1516.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

## CONSEIL DE L'EUROPE.

*Projet de loi portant approbation du statut du Fonds de Rétablissement du Conseil de l'Europe, approuvé par la résolution du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe en date du 16 avril 1956, ainsi que du troisième Protocole Additionnel à l'Accord général sur les privilèges et immunités du Conseil de l'Europe, signé à Strasbourg le 6 mars 1959.*

Doc. — N° 310 : Rapport de M. Duvieusart.

Ann. — Pas de discussion générale.

*Discussion de l'article unique* (18 juillet 1962).

Adopté sans observations ; pp. 1471, 1472.

*Vote* (19 juillet 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 125 voix et 1 abstention ; pp. 1514, 1515.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

## CONSEIL DE L'EUROPE ET UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE.

Ann. — M. le PRESIDENT annonce la nomination des délégués du Sénat près des assemblées de ces organisations ; demande aux chefs de groupe de faire connaître les noms de leurs candidats ; p. 6 (14 novembre 1961). MM. MOLTER, MOTZ et STRUYE sont élus en qualité de membres effectifs ; MM. de la VALLEE POUSSIN, HOUSIAUX, LEYNEN et MAGE sont élus en qualité de membres suppléants ; p. 238 (7 décembre 1961).

M. le PRESIDENT demande l'accord du Sénat pour procéder à la nomination de ses délégués au Conseil, au cours de la prochaine séance ; p. 1023 (29 mars 1962). MM. MOLTER, MOTZ et STRUYE sont élus en qualité de membres effectifs ; MM. de la VALLEE POUSSIN, HOUSIAUX, LEYNEN et MAGE sont élus en qualité de membres suppléants ; p. 1042 (3 avril 1962).

**Affaires étrangères (suite).****DOUANES.**

*Projet de loi portant approbation de la Convention européenne relative au régime douanier des palettes utilisées dans les transports internationaux, conclue à Genève, le 9 décembre 1960.*

*Doc.* — N° 66 : Rapport de M. Dekeyzer.

*Ann.* — Pas de discussion générale.

*Discussion de l'article unique* (20 décembre 1961).

Adopté sans observations ; p. 422.

*Vote* (20 décembre 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 107 membres présents ; pp. 435, 436.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**CONVENTION T.I.R.**

*Projet de loi portant approbation de la Convention douanière relative au transport international de marchandises sous le couvert des carnets T.I.R. (Convention T.I.R.), des Annexes et du Protocole de signature, signés à Genève, le 15 janvier 1959.*

*Doc.* — N° 67 : Rapport de M. Dekeyzer.

*Ann.* — Pas de discussion générale.

*Discussion de l'article unique* (20 décembre 1961).

Adopté sans observations ; p. 423.

*Vote* (20 décembre 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 107 membres présents ; pp. 435, 436.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**DROIT INTERNATIONAL PRIVE.**

*Projet de loi portant approbation de la Convention concernant la reconnaissance de la personnalité juridique des sociétés, associations et fondations étrangères, signée à La Haye, le 1<sup>er</sup> juin 1956.*

*Doc.* — N° 80 : Rapport de M. Van Hemelrijck.

*Ann.* — Pas de discussion générale.

*Discussion de l'article unique* (6 février 1962).

Adopté sans observations ; p. 597.

*Vote* (7 février 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 133 membres présents ; pp. 607, 608.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

*Projet de loi portant approbation de la Convention pour régler les conflits entre la loi nationale et la loi du domicile, conclue à La Haye, le 15 juin 1955.*

*Doc.* — N° 141 : Rapport de M. Orban.

*Ann.* — Pas de discussion générale.

*Discussion de l'article unique* (7 mars 1962).

Adopté sans observations ; p. 774.

*Vote* (7 mars 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 134 voix contre 1 ; p. 797.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

*Projet de loi portant approbation de la Convention sur la loi applicable aux ventes à caractère international d'objets mobiliers corporels, signée à La Haye le 15 juin 1955.*

*Doc.* — N° 306 : Rapport de M. Orban.

*Ann.* — Pas de discussion générale.

**Affaires étrangères. — DROIT INTERNATIONAL PRIVE (suite).**

*Discussion de l'article unique* (18 juillet 1962).

Adopté sans observations ; p. 1471.

*Vote* (19 juillet 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 129 membres présents ; pp. 1515, 1516.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

*Projet de loi portant approbation de la Convention sur la compétence du for contractuel en cas de vente à caractère international d'objets mobiliers corporels, signée à La Haye, le 15 avril 1958.*

*Doc.* — N° 423 : Rapport de M. Orban.

**EXEQUATUR.**

*Projet de loi portant approbation de la Convention entre la Belgique et la Suisse sur la reconnaissance et l'exécution des décisions judiciaires et des sentences arbitrales, signée à Berne, le 29 avril 1959.*

*Doc.* — N° 206 : Rapport de M. Moreau de Melen.

*Ann.* — *Discussion générale* (12 avril 1962).

Intervention de M. MOREAU de MELEN, rapp. (rappelle qu'il s'agit de l'exequatur de sentences arbitrales) ; p. 1093 ; La discussion générale est close.

*Discussion de l'article unique* (12 avril 1962).

Adopté sans observations ; p. 1093.

*Vote* (12 avril 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 133 membres présents ; p. 1094.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**FINANCES.****FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL.**

*Projet de loi portant approbation de l'Accord intervenu entre le Gouvernement belge et le Fonds monétaire international en vue de l'adhésion de la Belgique à la décision du Conseil d'Administration du Fonds monétaire international en date du 5 janvier 1962.*

*Doc.* — N° 336 : Exposé des motifs et projet de loi + Annexe.

*Ann.* — *Ajournement* (25 juillet 1962).

Intervention de MM. le PRESIDENT et P. DE SMET ; L'ajournement est décidé ; p. 1628.

**FORCES ARMEES.****UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE.**

*Ann.* — Texte de la recommandation n° 71 adoptée par l'Assemblée, au cours de la deuxième partie de la septième session ordinaire, qui s'est tenue du 11 au 15 décembre 1961, à Paris. — Transmis par le Président de l'Assemblée ; p. 532 (31 janvier 1961).

Texte de quatre recommandations (n°s 74, 76, 77 et 79), adoptées par l'Assemblée au cours de la première partie de la huitième session ordinaire qui s'est tenue du 4 au 8 juin 1962, à Paris. — Transmis par le Président de l'Assemblée ; p. 1570 (25 juillet 1962).

*Projet de loi portant approbation de la Convention, signée à Paris, le 14 décembre 1957, concernant les mesures à prendre par les Etats membres de l'Union de l'Europe Occidentale pour permettre à l'agence pour le contrôle des armements d'exercer efficacement son contrôle et établissant la garantie d'ordre juridictionnel prévue par le Protocole n° IV du Traité de Bruxelles modifié par les Protocoles signés à Paris, le 23 octobre 1954.*

*Doc.* — N° 57 : Projet transmis par la Chambre des Représentants. N° 134 : Rapport de M. de la Vallée Poussin.

**Affaires étrangères. — FORCES ARMEES (suite).**  
UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE (suite).

Ann. — *Discussion générale* (7 mars 1962).

Discours de MM. de la VALLEE POUSSIN, rapp. (concernant le traité de l'U.E.O., l'importance et le fonctionnement de l'agence de contrôle des armements, les armements allemands et la propagande communiste à ce sujet, la préparation au désarmement général, la nécessité de nommer des agents de contrôle nucléaire; les façons d'exercer le contrôle des armements: étude des documents et contrôle à l'usine, la garantie juridictionnelle à donner aux industriels; la nécessité du traité); pp. 772, 773;

FAYAT, m.adj.a.étr. (concernant le développement des moyens de contrôle des armements, la nécessité de cet accord nouveau); p. 773;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles* (7 mars 1962).

Art. 1<sup>er</sup> à 6.

Adoptés sans observations; pp. 773, 774.

*Vote* (7 mars 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 134 voix contre 1; p. 797.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**IMPOTS.**

**DOUANES ET ACCISES.**

**Droits d'entrée.**

*Projet de loi portant approbation de cinq Protocoles Benelux relatifs aux tarifs des droits d'entrée et confirmation de quatre arrêtés royaux pris au cours de l'année 1960 en matière de douane.*

Doc. — N° 87: Rapport de M. Godin.

Ann. — Pas de discussion générale.

*Discussion des articles* (6 février 1962).

Art. 1<sup>er</sup> et 2.

Adoptés sans observations; pp. 598, 599.

*Vote* (7 février 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 133 membres présents; p. 607, 608.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

*Projet de loi portant approbation de l'Accord concernant l'établissement d'une partie du tarif douanier commun relative aux produits de la liste G prévue au Traité instituant la Communauté Economique Européenne, de l'Annexe contenant les taux des droits fixés pour les produits de la liste G, des Protocoles et de l'Acte final, signés à Rome, le 2 mars 1960.*

Doc. — N° 303: Rapport de M. De Winter.

Ann. — *Discussion générale* (25 juillet 1962).

Discours de MM. DE WINTER, rapp. (souligne la volonté montrée par les Six de réaliser effectivement l'union douanière convenue entre eux; concernant les mesures spéciales prévues pour quatorze des septante rubriques tarifaires, le protocole XV relatif au zinc et au plomb, la menace de pénurie de ces minerais, la suppression des contingents tarifaires et l'application intégrale du tarif extérieur commun); pp. 1578, 1579;

SPINOY, m.a.éc.én. (concernant les difficultés de l'industrie belge du zinc et du plomb); pp. 1579, 1580;

La discussion générale est close.

*Discussion de l'article unique* (25 juillet 1962).

Adopté sans observations; p. 1580.

*Vote* (25 juillet 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 139 voix et 1 abstention; pp. 1597, 1598.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**Affaires étrangères (suite).**

**PACTE ATLANTIQUE.**

*Projet de loi autorisant le passage et le séjour en Belgique des troupes des pays liés à la Belgique par le Traité de l'Atlantique-Nord.*

Doc. — N° 82: Rapport de M. Moreau de Melen.

N° 119: Amendement proposé par M. Rolin.

Ann. — *Discussion générale* (14 février 1962).

Intervention de MM. FAYAT, m.adj.a.étr. (estime souhaitable que le débat soit remis à la semaine prochaine vu le dépôt d'un amendement par M. ROLIN); p. 669;

le PRESIDENT (estime qu'il serait opportun d'aborder le débat dès ce jour); p. 669.

Discours de MM. MOREAU de MELEN, rapp. (précise la portée du projet et traite notamment des accords qui seront conclus pour chaque cas avec l'allié intéressé, de l'amendement de M. ROLIN, du problème des rampes de lancement); pp. 669, 670;

Observations de MM. ROLIN, MOUREAUX et DEHOUSSE; p. 670;

NOEL (concernant les oppositions d'ordre psychologique suscitées par la possibilité d'installation de troupes allemandes en Belgique, le nombre de bases étrangères, les obligations qui résultent de l'alliance atlantique, le rôle de la Belgique dans les relations Est-Ouest); pp. 670, 671;

Observations de MM. DEHOUSSE et MOREAU de MELEN; p. 671.

*Reprise de la discussion générale* (1<sup>er</sup> mars 1962).

Discours de MM. ROLIN (déclare accepter personnellement le principe de la loi; concernant la délégation de pouvoirs prévue dans le projet, sa constitutionnalité, le contrôle du parlement sur l'usage qui sera fait de la délégation de pouvoirs, l'information du parlement au sujet des accords d'exécution, les objections psychologiques et politiques soulevées dans le pays par le projet; son amendement relatif à l'établissement de bases nucléaires, les questions qu'il a posées au sujet de l'équipement de l'armée belge en armes nucléaires, l'objection d'irrecevabilité opposée à l'amendement, la portée de l'amendement, le désavantage d'une action unilatérale de la Belgique, la dénucléarisation sur le plan international, la menace d'extension de l'arme nucléaire à d'autres pays, le contrôle des armements, l'idée d'un désarmement, la proposition de la Suède relative à une enquête auprès des pays ne disposant pas d'armes nucléaires en vue de connaître les conditions dans lesquelles ces pays pourraient s'engager à ne pas acquérir d'armes nucléaires, la réponse de la Belgique à cette enquête); pp. 745 à 749;

Observations de MM. DE WINTER, le PRESIDENT, MOREAU de MELEN, GILLON et SPAAK; pp. 746, 747;

SPAANK, v.p.m., m.a.étr. (estime que le projet de loi en cause est superflu; concernant l'usage d'armes atomiques tactiques, les initiatives en faveur d'un désarmement préconisées par M. ROLIN); pp. 749, 750;

Observations de MM. VAN CAUWELAERT et HERCOT; pp. 749, 750;

GILLON (propose, par motion d'ordre, d'instituer en commission un débat sur les problèmes soulevés ce jour à la tribune et de discuter la question à fond lors de l'examen du budget des Affaires étrangères au Sénat); p. 750;

SPAANK, v.p.m., m.a.étr. (demande au Sénat de repousser la proposition de M. GILLON et souligne que le projet est en fait un projet de toilette juridique); pp. 750, 751;

Observations de M. le PRESIDENT; p. 750;

GILLON (retire sa proposition); p. 751;

VAN CAUWELAERT (demande que le Gouvernement soit prudent en matière d'autorisations de passage ou de stationnement de troupes étrangères); p. 751;

JANNE (concernant le doute à propos de la nécessité du projet de loi en cause, la portée de l'amendement de M. ROLIN, la densité de la population en Belgique, la limitation de la délégation à laquelle tend l'amendement de M. ROLIN; le vote du projet, conséquence de l'adhésion de la Belgique au traité de l'Atlantique-Nord; les réactions au sujet des troupes allemandes, la psychologie de la nouvelle armée allemande); pp. 751, 752;

**Affaires étrangères. — PACTE ATLANTIQUE (suite).**

Observations de MM. ORBAN, MOREAU de MELEN, SPAAK, HOUSIAUX et DELMOTTE; pp. 751, 752; GODIN (se déclare partisan du projet qui renforce l'O.T.A.N.); pp. 752, 753;

DIEPENDAELE (justifie l'abstention de son groupe au vote du projet; concernant la liquidation de la répression, le maintien de troupes belges à l'étranger); p. 753;

SPAAK, v.p.m., m.a.étr. (répète que le Gouvernement s'engage à ne pas permettre l'installation en Belgique de rampes de lancement); p. 753;

ROLIN (déclare que le projet en cause constitue un corollaire du traité de l'O.T.A.N.; concernant l'éventuelle participation de la Belgique à un accord de dénucléarisation, la sanction de la déclaration du Ministre des Affaires étrangères par les porte-parole des groupes); pp. 753, 754;

VAN HEMELRIJCK (précise la position de son groupe à l'égard de l'installation de bases nucléaires); p. 754;

Intervention de MM. le PRESIDENT, SPAAK et ROLIN; p. 754.

*Reprise de la discussion générale (7 mars 1962).*

Intervention de M. JANNE (concernant le retrait de l'amendement de M. ROLIN); p. 762.

La discussion générale est close.

*Discussion de l'article unique (7 mars 1962).*

Adopté sans observations; p. 762.

*Vote (7 mars 1962).*

L'ensemble du projet de loi est adopté par 93 voix contre 33 et 11 abstentions; pp. 794, 795.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

*Ann. — Rapport sur les réunions que la Convention atlantique des nations de l'O.T.A.N. a tenues à Paris, du 8 au 20 janvier 1962, ainsi que sur les résultats importants auxquels ont abouti ses travaux. — Transmis par M. van Zeeland, délégué belge à cette Convention; p. 894 (21 mars 1962).*

**PASSEPORTS.**

*Proposition de loi relative à la délivrance des passeports.*

*Doc. — N° 32: Proposition de loi de M. Hougardy.*

*Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission; p. 579 (6 février 1962).*

**RADIODIFFUSION — TELEVISION.**

*Projet de loi portant approbation de l'Arrangement européen sur l'échange des programmes au moyen de films de télévision, signé à Paris, le 15 décembre 1958.*

*Doc. — N° 63: Rapport du baron Nothomb.*

*Ann. — Pas de discussion générale.*

*Discussion des articles (20 décembre 1961).*

*Art. 1<sup>er</sup> et 2.*

Adoptés sans observations; p. 423.

*Vote (20 décembre 1961).*

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 107 membres présents; pp. 435, 436.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**RUANDA-URUNDI.**

*Projet de loi relatif à l'abrogation de l'Accord de tutelle du 13 décembre 1946 pour le territoire du Ruanda-Urundi.*

*Doc. — N° 341: Projet transmis par la Chambre des Représentants. N° 347: Rapport de M. Housiaux.*

*Ann. — Pas de discussion générale.*

*Discussion des articles (25 juillet 1962).*

*Art. 1<sup>er</sup> à 3.*

Adoptés sans observations; p. 1598.

**Affaires étrangères. — RUANDA-URUNDI (suite).**

*Vote (25 juillet 1962).*

L'ensemble du projet de loi est adopté par 123 voix et 2 abstentions; pp. 1628, 1629.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**SECURITE SOCIALE.**

*Projet de loi portant approbation de la Convention générale de Sécurité sociale entre le Royaume de Belgique et la République fédérale d'Allemagne, des Accords complémentaires, de la Convention spéciale, des Protocoles finals, signés à Bonn le 7 décembre 1957, et du Protocole complémentaire, signé à Bonn le 10 novembre 1960.*

*Doc. — N° 425: Rapport de M. Machtens.*

**TRANSPORT.**

*Projet de loi portant approbation de la Convention relative au Contrat de Transport international de Marchandises par Route (C.M.R.) et du Protocole de signature, conclus à Genève, le 19 mai 1956.*

*Doc. — N° 346: Rapport de M. Dekeyzer.*

*Ann. — Pas de discussion générale.*

*Discussion de l'article unique (25 juillet 1962).*

Adopté sans observations; p. 1599.

*Vote (25 juillet 1962).*

L'ensemble du projet de loi est adopté par 123 voix et 2 abstentions; pp. 1628, 1629.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**TRAVAIL.**

*Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants:*  
a) *Convention internationale (n° 91) concernant les congés payés des marins (révisée 1949);*  
b) *Convention internationale (n° 92) concernant le logement de l'équipage à bord (révisée 1949);*  
*adoptées à Genève, le 18 juin 1949, par la Conférence Internationale du Travail, au cours de sa trente-deuxième session.*

*Doc. — N° 230: Rapport de M. Dekeyzer.*

*Ann. — Pas de discussion générale.*

*Discussion de l'article unique (24 mai 1962).*

Adopté sans observations; pp. 1113, 1114.

*Vote (24 mai 1962).*

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 127 membres présents; p. 1123.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL**

*Ann. — Textes: a) de la Convention internationale (n° 115) concernant la protection des travailleurs contre les radiations ionisantes; b) de la recommandation (n° 114) concernant la protection des travailleurs contre les radiations ionisantes; c) de la Recommandation (n° 113) concernant la consultation et la collaboration entre les autorités publiques et les organisations d'employeurs et de travailleurs aux échelons industriel et national, adoptées par la Conférence internationale du Travail au cours de sa 44<sup>e</sup> session tenue à Genève, du 1<sup>er</sup> au 23 juin 1960. — Transmis par le Ministre des Affaires étrangères; p. 341 (19 décembre 1961).*

**Agents des pouvoirs publics. — V. Pensions/Vieillesse et décès prématuré.**

**Agriculture.****ARBRES.**

*Proposition de loi complétant l'article 35 de la loi du 7 octobre 1886, formant le Code rural.*

*Doc. — N° 235: Rapport du comte d'Aspremont Lynden.*

**Agriculture. — ARBRES (suite).**

*Ann. — Discussion générale (21 juin 1962).*

Discours de MM. GODIN (demande au Sénat de ne pas voter cette proposition qui créerait une servitude occulte pour de nombreuses propriétés; concernant un renvoi de la proposition au Conseil supérieur des Eaux et Forêts); p. 1188;

Observations de MM. ADAM, HARMEGNIES et HAMBYE; p. 1188;

le comte d'ASPREMONT LYNDEN, rapp. (rappelle la situation dans les régions ardennaises et demande le vote de la proposition); p. 1188;

HAMBYE (concernant l'interprétation des termes « moitié des propriétaires ou exploitants »); p. 1188;

HEGER, m.a. (répond à M. HAMBYE); p. 1188;

ROLIN (propose une modification afin de rendre le texte plus clair); pp. 1188, 1189;

Observations de MM. ORBAN, le PRESIDENT et ADAM; pp. 1188, 1189;

L'amendement de M. ROLIN est adopté; p. 1189;

Discours de MM. ROLIN (concernant l'incidence de l'orientation des plantations pour l'application de la loi); p. 1189;

HEGER, m.a. (concernant l'acidification du sol par les feuilles des arbres, la plantation de résineux le long des cours d'eau); p. 1189;

La discussion générale est close.

*Discussion de l'article unique (21 juin 1962).*  
(Texte présenté par la commission).

L'article unique est adopté avec l'amendement de M. ROLIN; pp. 1189, 1190.

Une modification dans l'intitulé néerlandais est adoptée; p. 1190.

*Vote (21 juin 1962).*

L'ensemble de la proposition de loi est adopté par 121 voix contre 2 et 1 abstention; p. 1206.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

**FONDS D'INVESTISSEMENT AGRICOLE.**

*Ann. — Rapport sur l'activité du Fonds durant l'année 1961. — Transmis par le Ministre de l'Agriculture; p. 1127 (12 juin 1962).*

**Agriculture et horticulture. — V. aussi Affaires étrangères.****Aide familiale. — V. Professions.****Ajournement. — V. Chambres Législatives. — Sénat.****Aliénés.**

*Projet de loi modifiant la loi du 18 juin 1850, sur le régime des aliénés.*

*Doc. — N° 46: Rapport de M. Nihoul.*

*Ann. — Renvoi en commission; p. 421 (20 décembre 1961).*

**Allocations familiales. — V. Sécurité sociale.****Anciens combattants. — V. Guerre.****Anormaux. — V. Droit pénal.****Arbres. — V. Agriculture.****Architectes. — V. Professions.****Armée.****CONTINGENT.**

*Projet de loi fixant pour l'année 1962 le contingent de l'armée.*

*Ann. — Discussion générale (16 novembre 1961).*

Discours de MM. SLEDSSENS (concernant la date de l'appel définitif des miliciens sous les armes, les conséquences qui peuvent en résulter notamment pour ceux qui cherchent une place dans l'enseignement, l'appel des miliciens à l'époque choisie par eux); pp. 37, 38;

SEGERS, m.d.n. (répond à M. SLEDSSENS); p. 38;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles (16 novembre 1961).*

*Art. 1<sup>er</sup> et 2.*

Adoptés sans observations; p. 38.

*Vote (21 novembre 1961).*

L'ensemble du projet de loi est adopté par 129 voix contre 1; p. 58.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

**LANGUES.**

*Ann. — Rapport sur l'application de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée, pour ce qui concerne l'année 1960. — Transmis par le Ministre de la Défense nationale; p. 50 (21 novembre 1961).*

**MILICE.**

*Projet de loi apportant des modifications aux lois sur la milice.*

*Doc. — N° 74: Projet transmis par la Chambre des Représentants.*

N° 101: Rapport de M. Sledsens.

N° 111: Amendement proposé par M. De Man.

N° 121: Amendement proposé par M. Smet.

*Ann. — L'ajournement est décidé; p. 668 (14 février 1962).*

*Discussion générale (22 février 1962).*

Discours de MM. SLEDSSENS, rapp. (concernant la suppression du contingent spécial, les avantages que le projet apporte à bon nombre de miliciens, les modifications en matière d'exemption du service, la réduction du nombre d'ajournements); pp. 715, 716;

DE MAN (expose la portée de son amendement prévoyant l'exemption de service pour les orphelins de père qui sont le soutien de leurs frères et sœurs); p. 716;

MACHTENS (appuie l'intervention de M. DE MAN); pp. 716, 717;

SMET (concernant son amendement); p. 717;

A. GILSON, m.i.f.p. (répond aux orateurs; concernant le danger d'abus que pourrait engendrer la disposition prévue dans l'amendement de M. DE MAN, le système des libérations, l'amendement de M. SMET); pp. 717, 718;

Observations de M. DE MAN, SLEDSSENS et SMET; pp. 717, 718;

GHEYSEN (concernant le cas des orphelins de père qui se trouvent à la tête d'une entreprise); pp. 718, 719;

MACHTENS (constate l'engagement du ministre en ce qui concerne les soutiens de veuve); p. 719;

Intervention de MM. DE MAN, VAN CAUWELAERT, SLEDSSENS et A. GILSON; p. 719;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles (22 février 1962).*

*Art. 1<sup>er</sup> à 9.*

Adoptés sans observations; pp. 719 à 721;

*Art. 10.*

Les amendements de M. DE MAN et de M. SMET, ainsi que l'article sont réservés; pp. 721, 722.

*Art. 11 à 77.*

Adoptés sans observations; pp. 722 à 731.

**Armée. — MILICE (suite).**

*Reprise de la discussion des articles (1<sup>er</sup> mars 1962).*

*Art. 10 réservé.*

Intervention de MM. DE MAN et SMET (qui retirent leurs amendements);

L'article est adopté; pp. 739, 740.

*Vote (1<sup>er</sup> mars 1962).*

L'ensemble du projet de loi est adopté par 133 voix contre 2; p. 741.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**OBJECTEURS DE CONSCIENCE.**

*Proposition de loi portant le statut des objecteurs de conscience.*

Doc. — N° 294: Proposition de loi de M. Rolin.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission; p. 1450 (17 juillet 1962).

**OFFICIERS.**

*Projet de loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve.*

Doc. — N° 225: Exposé des motifs et projet de loi.  
N° 297: Rapport de M. Moreau de Melen.

Ann. — Discussion générale (12 juillet 1962).

Intervention de M. MOREAU de MELEN, rapp. (qui rappelle brièvement la portée du projet); p. 1402;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles (12 juillet 1962).*

*Art. 1<sup>er</sup> à 3.*

Adoptés sans observations; pp. 1402, 1403.

*Vote (12 juillet 1962).*

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 142 membres présents; pp. 1433, 1434.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

**SOUS-OFFICIERS.**

*Projet de loi portant statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale.*

Doc. — N° 53: Rapport de M. Godin + Annexe.

Ann. — Discussion générale (20 décembre 1961).

Discours de MM. GODIN, rapp. (concernant l'avancement des sous-officiers, la nomination des adjudants-chefs); p. 409;

Observations de M. le PRÉSIDENT; p. 409;

MACHTENS (concernant l'accès au grade d'adjudant-chef); p. 409;

HOUARDY (concernant l'octroi d'une avance aux sous-officiers sur la base du nouveau statut, l'avancement des musiciens); pp. 409, 410;

Observations de MM. le PRÉSIDENT, TIELEMANS, m.adj.f. et MACHTENS; p. 410;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles (20 décembre 1961).*

*Art. 1<sup>er</sup> à 80.*

Adoptés sans observations; pp. 410 à 420.

*Vote (20 décembre 1961).*

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 107 membres présents; pp. 435, 436.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**TRAITEMENTS.**

*Proposition de loi relative aux barèmes des traitements du personnel militaire des cadres actifs et auxiliaires des Forces armées.*

Doc. — N° 186: Proposition de loi de M. Debucquoy.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission; p. 1081 (12 avril 1962).

**Art de guérir.****MEDECINS.**

*Projet de loi prorogeant le mandat des membres des divers conseils de l'Ordre des médecins.*

Doc. — N° 152: Exposé des motifs et projet de loi.

N° 184: Rapport de Mme Beeckman-Vve Vandervelde.

Ann. — Discussion générale (3 avril 1962).

Intervention de Mme BEECKMAN-Vve VANDERVELDE, rapp.; p. 1036;

Discours de M. MAISSE (déclare que l'Ordre des médecins de Liège estime que le projet vient trop tard, les opérations d'élection des membres du Conseil de l'Ordre étant en cours en application de la loi en vigueur); p. 1036;

Mme BEECKMAN-Vve VANDERVELDE (déclare que tous les ordres des médecins ne partagent pas le sentiment de l'Ordre de Liège); p. 1036;

MM. ROOSENS (estime préférable de laisser se dérouler les élections en cours, quoiqu'il était en principe favorable à la remise des élections); pp. 1036, 1037;

CUSTERS, m.s.p.f. (répond aux orateurs et rappelle notamment les démarches faites par le Conseil supérieur de l'Ordre des médecins en vue d'une prorogation des mandats des membres des conseils de l'Ordre); p. 1037;

Observations de M. MAISSE; p. 1037;

La discussion générale est close.

*Discussion de l'article unique (3 avril 1962).*

Adopté sans observations; p. 1037.

*Vote (3 avril 1962).*

L'ensemble du projet de loi est adopté par 125 voix contre 14 et 2 abstentions; pp. 1041, 1042.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

**Arts, Sciences et Lettres.****PRIX NOBEL.**

Ann. — Un exemplaire d'une circulaire concernant l'attribution du Prix Nobel de la Paix en 1962. — Transmis par le Ministre, Adjoint aux Affaires étrangères; p. 198 (5 décembre 1961).

**THEATRES.**

*Projet de loi créant un établissement public dénommé « Théâtre royal de la Monnaie ».*

Doc. — N° 421: Exposé des motifs et projet de loi.

**Assistance publique.**

*Projet de loi modifiant la loi du 27 novembre 1891 sur l'assistance publique.*

Doc. — N° 144: Projet transmis par la Chambre des Représentants.

**MONTS-DE-PIETE.**

*Projet de loi modifiant la loi du 30 avril 1848 sur la réorganisation des monts-de-piété.*

Doc. — N° 147: Rapport de M. Claeys.

Ann. — Pas de discussion générale.

*Discussion de l'article unique (20 mars 1962).*

Adopté sans observations; p. 867.

*Vote (20 mars 1962).*

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 125 membres présents; pp. 875, 876.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**Autoroutes. — V. Travaux publics/Voirie.****Aviation. — V. Affaires étrangères/Communications.  
V. Communications.**

## B

Bail à ferme. — V. Droit civil.

Banque d'Emission. — V. Occupation allemande.

Banqueroutes. — V. Droit commercial.

Baux à loyer. — V. Droit civil.

Benelux. — V. Affaires étrangères.

Brevets, marques de fabrique ou de commerce. —  
V. Affaires étrangères/Commerce et Industrie.

Budgets. — Exercice 1962.

AFFAIRES ECONOMIQUES ET ENERGIE.

*Budget du Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie pour l'exercice 1962.*

Doc. — N° 5-XIII : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Ann. — *Discussion générale* (12 décembre 1961).

Discours de MM. MOTZ (concernant la situation de l'économie belge, le chômage, l'évolution lente de notre production industrielle, la programmation, l'assainissement de l'industrie charbonnière, le directoire charbonnier, les investissements, l'incidence de la réforme fiscale en la matière); pp. 255 à 257 ;

DE BLOCK (concernant le vote du budget avant la fin de l'année, la situation économique du pays, la nécessité de l'expansion économique; les conditions de cette expansion: politique démographique, investissements, transports et énergie à bon marché; le problème charbonnier, le directoire, les prix des produits pétroliers et de l'électricité; la programmation de l'économie, la recherche scientifique; l'adaptation des industries existantes et la création de nouvelles industries notamment d'une industrie sidérurgique près de la mer); pp. 257 à 259, 261 à 263 ;

Observations de MM. DE WINTER et ORBAN; pp. 259, 261 ;

P. DE SMET (concernant la normalisation des produits, l'Institut belge de normalisation, la subvention insuffisante de l'Etat à l'Institut, les raisons de l'intervention de l'Etat); pp. 263, 264 ;

JANNE (concernant les crédits relatifs à la recherche scientifique appliquée, le crédit prévu pour l'I.R.S.I.A.; la politique du ministre à la tête du département, le directoire charbonnier, la création d'une direction générale de l'énergie, le prix de l'électricité; la programmation économique et sociale); pp. 264 à 266 ;

NIHOUL (concernant la position du ministre dans la politique économique du secteur agricole, les super-marchés, la fermeture du dernier puits d'extraction du Gosson); pp. 266, 267 ;

Observations de M. SPINOY, m.a.éc.; p. 267.

*Reprise de la discussion générale* (13 décembre 1961).

Discours de MM. VAN DONINCK (concernant la situation économique dans la région de la Campine du Sud et le Hageland, la construction d'un collecteur de Mol à l'Escaut); p. 278 ;

DEKEYZER (concernant la création d'emplois nouveaux, la politique d'investissement, les transports); pp. 278, 279 ;

OLAEYS (concernant la situation de l'industrie textile, les opérations de troc avec la Hongrie, l'opposition des milieux patronaux et syndicaux du secteur textile à des importations anormales); pp. 279, 280 ;

Budgets. — Exercice 1962. — AFFAIRES ECONOMIQUES ET ENERGIE (*suite*).

VAN BUGGENHOUT (concernant le prix de l'énergie, le problème charbonnier, la société d'investissement, le coût des transports, la construction de pipelines pour le transport de pétrole, la liaison de la région industrielle du Hainaut à la mer, le chômage dans la région d'Ypres, Dixmude et Furnes); pp. 280 à 282 ;

DELBUILLE (concernant la baisse du prix de l'électricité, les prix de l'électricité dans les autres pays du Marché commun, le prélèvement de profits des producteurs au stade de la production à haute tension, le financement des investissements des sociétés privées d'électricité, les difficultés des sociétés distributrices et des régions); pp. 282 à 284 ;

Observations de MM. ADAM, SPINOY et DE WINTER; pp. 282, 283 ;

NOEL (concernant la fermeture du Charbonnage de l'Ouest de Mons, la mise en veilleuse du puits « Vedette », les causes du déficit de la Société des Charbonnages du Borinage, la crainte d'une concurrence aux charbonnages de Campine); pp. 284, 285 ;

Observations de MM. SPINOY et DE WINTER; p. 285 ;

DE WINTER (concernant l'intervention de M. MOTZ, la nécessité de créer un climat d'expansion, l'encouragement de l'épargne et des investissements, l'incidence de la fiscalité, la politique charbonnière, les prix des produits pétroliers); pp. 286, 287 ;

Observations de MM. SPINOY, P. DE SMET et DE BLOCK; pp. 286, 287 ;

L. DESMET (concernant la question des prix imposés, l'assainissement du domaine de la distribution, le problème du cinéma, l'assainissement de la meunerie, l'enregistrement comptable, la reconversion de la région du Centre); pp. 287 à 289 ;

Observations de MM. ORBAN, DELIEGE et DE WINTER; pp. 288, 289 ;

SPINOY, m.a.éc.é. (concernant la situation de l'économie belge, la nécessité de l'expansion économique, la charge fiscale, la programmation, la réorganisation des fonctions consultatives, la politique de l'énergie; répond aux orateurs et traite notamment des problèmes du charbon, de l'électricité et du pétrole, de la politique du département dans le secteur de l'économie agricole, du problème de la viande, du charbonnage du Gosson, des procédés de concurrence dans le commerce de détail, de l'inquiétude qui règne dans l'industrie textile, de la reconversion du Borinage et du Centre, du charbonnage de l'Ouest de Mons, de la politique des prix, des problèmes du cinéma); pp. 289 à 294 ;

Observations de MM. DE WINTER, le PRESIDENT et NOEL; pp. 290 à 294 ;

ROELANTS (concernant l'industrialisation insuffisante dans l'arrondissement de Turnhout, les conditions faites aux travailleurs belges occupés aux Pays-Bas, le transport des travailleurs en Belgique); pp. 294, 295 ;

DUA (concernant la concurrence dans le domaine de la distribution, l'aide aux coopératives); p. 295 ;

Observation de M. SPINOY; p. 295 ;

LAUWEREINS (concernant les problèmes de la pêche maritime et des entreprises connexes); pp. 295, 296 ;

HAMBYE (concernant la fermeture du Charbonnage de l'Ouest de Mons, la situation de la Société des Charbonnages du Borinage, la reconversion de la région); p. 296 ;

SPINOY, m.a.éc.é. (répond à M. HAMBYE); pp. 296, 297 ;

Observations de MM. HAMBYE et DUA; p. 297 ;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles du tableau* (13 décembre 1961).

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 297.

*Discussion des articles du projet de loi* (13 décembre 1961).

*Art. 1<sup>er</sup> à 10.*

Adoptés sans observations; pp. 297, 298.

*Vote* (14 décembre 1961).

M. VAN HEMELRIJCK justifie le vote de son groupe ;

L'ensemble du projet de loi est adopté par 124 voix contre 14 et 4 abstentions; p. 322.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**Budgets. — Exercice 1962.****AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR ET ASSISTANCE TECHNIQUE.**

*Budget du Ministère des Affaires Etrangères, du Commerce Extérieur et de l'Assistance Technique pour l'exercice 1962.*

Doc. — N° 5-IX : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Ann. — Crédits : Affaires étrangères.

*Discussion générale (21 mars 1962).*

Discussion jointe de l'interpellation de M. MOREAU de MELEN au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères « sur 1° l'état des négociations relatives à l'enquête internationale proposée précédemment par le Sénat et portant sur les faits graves reprochés à des unités des forces de l'O.N.U. stationnées au Katanga; cette enquête pourrait porter aussi sur les faits survenus depuis lors, notamment le meurtre d'un de nos compatriotes et de sa mère à Elisabethville; 2° l'opportunité de publier à ce sujet un livre blanc; 3° la nécessité de faire accepter par les Nations Unies un arbitrage à propos des crimes de droit commun au moins ».

Discours de MM. GILLON (concernant les relations entre l'Est et l'Ouest, la mésentente entre les nations atlantiques, la ligne Oder-Neisse, la réparation des dommages causés par l'O.N.U. au Katanga, l'avis de M. Paul De Visscher, l'indépendance du Ruanda-Burundi, l'amélioration de la position internationale de la Belgique); pp. 894 à 896;

ROLIN (concernant l'assistance belge au Congo, les rapports entre l'Est et l'Ouest, le statu-quo en Allemagne, la conciliation, le désarmement régional, les conditions d'une interdiction des armements atomiques; l'évolution des Nations Unies, le rôle des neutres, la représentation de la Chine à l'O.N.U.; les problèmes européens, l'élaboration de règlements défectueux, l'admission d'Etats nouveaux comme membres à part entière des communautés ou comme membres associés, l'adhésion à l'idéal politique, la réalisation d'une communauté politique); pp. 896 à 900;

Observations de MM. DEHOUSSE, SPAAK, v.p.m.a.étr., et Mme BEECKMAN-Vve VANDERVELDE; p. 899;

le baron NOTHOMB (concernant la politique planétaire des Russes, l'union économique belgo-luxembourgeoise, Benelux, l'Europe des Six, l'entrée de l'Angleterre dans le Marché commun, l'intégration politique, le plan Fouchet, une communauté européenne de la culture, le problème du choix entre l'adhésion ou l'association aux communautés européennes, le cas de l'Espagne, la conférence des parlementaires de l'O.T.A.N., l'élargissement de la communauté atlantique, la solidarité nécessaire des membres de l'O.T.A.N. au sein de l'O.N.U.); pp. 900 à 902;

Observations de M. LEYNEN, Mme BEECKMAN-Vve VANDERVELDE, MM. HANOTTE, DEHOUSSE, ROLIN et MOULIN; pp. 900 à 902;

P. DE SMET (demande si la quote-part belge dans les frais de l'O.N.U. ne sera payée que par compensation partielle avec la créance belge sur l'O.N.U.); p. 903;

DEHOUSSE (concernant les problèmes de l'O.N.U. spécialement dans leurs rapports avec la Belgique et le Congo, la tâche des Nations Unies au Congo, la majorité émotionnelle qui existe aux Nations Unies, le statut de la force d'urgence de l'O.N.U. au Congo, la question de la réparation des dommages causés aux personnes et aux biens, la consolidation de l'O.N.U., l'idée d'un retrait de l'O.N.U., le problème de la cotisation belge à l'O.N.U.; les problèmes de l'unification européenne, le passage à la deuxième étape du Marché commun, la fixation du siège définitif des institutions, la demande d'adhésion de la Grande-Bretagne, la rationalisation des institutions européennes, le problème soulevé par la candidature de certains neutres à l'association, l'opposition à une participation de l'Espagne aux institutions européennes, le renouvellement de la convention d'association avec les pays et territoires d'outre-mer; la coopération politique en Europe; l'Europe des patries, la création d'une université européenne; l'idée d'un groupe européen au sein de l'O.T.A.N., l'admission dans l'union politique européenne); pp. 903 à 907;

Observations du baron NOTHOMB, de MM. ROLIN et VERSE; p. 906;

Intervention de M. le PRESIDENT (qui donne lecture du télégramme qu'il a adressé au Président du Sénat français à l'occasion de l'issue heureuse de la conférence d'Evian et de la réponse reçue); p. 907;

**Budgets. — Exercice 1962. — AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR ET ASSISTANCE TECHNIQUE (suite).**

DUVIEUSART (concernant l'évolution de l'Europe, l'accélération dans l'application du Traité de Rome, le problème énergétique, la détermination du siège de la Communauté européenne, l'expansion de la Communauté vers l'extérieur, le problème de l'adhésion ou de l'association, l'association avec les Etats africains, l'union politique de l'Europe, le rapprochement des politiques internationales des Six, le rôle de l'Europe à l'O.N.U.); pp. 907 à 910;

LAHAYE (concernant l'absence de réponse aux questions posées lors de son interpellation du 1<sup>er</sup> mars, la réparation des dommages subis par des Belges du fait de l'O.N.U., l'enquête internationale sur les atrocités de l'O.N.U., la publication d'un livre blanc, le rapport de la Commission Delahaye, l'indépendance du Ruanda-Burundi); pp. 910, 911;

Observations de M. SPAAK; p. 911.

*Reprise de la discussion générale (28 mars 1962).*

Discours de MM. MOREAU de MELEN (concernant les délits et crimes commis par des militaires de l'O.N.U. au Katanga; l'assassinat de M. Derricks, conseiller à l'Union Minière, et de sa mère, les conclusions des médecins qui ont procédé à l'autopsie, la déposition d'un serviteur de M. et Mme Derricks, la nationalité des soldats assaillants; l'ouverture d'une enquête internationale en vue de l'établissement éventuel des responsabilités, la rédaction d'un livre blanc, l'acceptation par l'O.N.U. d'un arbitrage); pp. 969 à 973;

Observations de MM. CHOT et ORBAN; pp. 969, 972;

MOUREAUX (concernant le problème de Berlin, la question de la frontière Oder-Neisse, le problème du désarmement et la conférence de Genève, le règlement des problèmes en suspens avec le Congo, l'accession du Ruanda et du Burundi à l'indépendance, l'union de l'Europe); pp. 973 à 975;

Observations de M. SPAAK; p. 974;

VAN BOGAERT (concernant l'incompétence de la Cour internationale de Justice en matière de réclamation d'indemnités à l'O.N.U., l'absence de statut organique spécifique des forces armées des Nations Unies, les problèmes européens, la coopération de l'Europe à la détente, l'utilisation de l'énergie nucléaire et l'uniformisation de la législation en la matière); pp. 975, 976;

de la VALLEE POUSSIN (concernant le problème de la communauté politique européenne, l'unification des exécutifs, l'élection au suffrage universel du parlement européen, la fonction publique européenne, l'U.E.O. et ses raisons d'être, l'Agence de contrôle des armements, le Comité permanent des armements, le contrôle réel de la défense commune par la commission de défense de l'U.E.O., l'intégration de l'U.E.O. aux communautés; le problème des relations Est-Ouest, les négociations sur le désarmement, l'élimination de la méfiance, le désarmement financier); pp. 976 à 979;

Observations de M. HOUSIAUX; p. 977;

SPAAK, v.p.m., m.a.étr. (répond aux orateurs et traite notamment des relations avec la république du Congo, de l'action diplomatique concernant une reconnaissance de responsabilité de l'O.N.U. pour des dommages subis par des Belges au Congo, la constitution des dossiers, la solvabilité de l'O.N.U., de la contribution de la Belgique à l'O.N.U., la compensation entre cette contribution et la somme réclamée à l'O.N.U. par la Belgique; des relations Est-Ouest, de la frontière orientale de l'Allemagne, du désarmement, des problèmes européens; des demandes d'adhésion et d'association au Marché commun, de la relance de l'Europe politique, la création d'un parlement européen élu au suffrage universel); pp. 979 à 986;

Observations de MM. ORBAN, le baron NOTHOMB, MOREAU de MELEN, LAHAYE, VAN HEMELRIJCK, VAN HOUTTE, le PRESIDENT, GODIN, VAN BUGGENHOUT, DE WINTER, MOUREAUX, HOUARDY et Mme BEECKMAN-Vve VANDERVELDE; pp. 981 à 985;

DEKEYZER (concernant le relèvement du prestige de la Belgique, la reprise des relations diplomatiques avec le Congo, l'attitude belge aux Nations Unies, le renforcement de notre délégation à l'O.N.U., la question de Berlin, les adhésions au Marché commun, la liaison Escout-Rhin); pp. 986 à 988;

DE BAECK (concernant les résolutions adoptées par la récente conférence de l'Union interparlementaire notamment au sujet de la réorganisation de l'O.N.U. et du contrôle des organisations internationales; la liaison Escout-Rhin); pp. 988, 989;

**Budgets. — Exercice 1962. — AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR ET ASSISTANCE TECHNIQUE (suite).**

LEYNEN (regrette qu'aucun membre flamand de son groupe n'ait pu prendre la parole avant que le ministre des Affaires étrangères ne parle); p. 989;

Observations de M. le PRESIDENT; p. 989;

DIEPENDAELE (concernant l'équilibre linguistique au département, l'insuffisance du projet récemment voté, l'adhésion de l'Espagne au Marché commun, la liquidation des séqueles de la répression, le sort des soldats belges qui furent prisonniers à Stanleyville, les plaintes d'enseignants belges se trouvant au Ruanda-Burundi, la protection des Belges qui y résident); pp. 989, 990;

LAHAYE (concernant la sécurité des Belges qui se trouvent au Ruanda-Burundi); pp. 990, 991;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles du tableau (28 mars 1962).*

Les articles du tableau relatifs aux crédits Affaires étrangères sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 991.

*Crédits : Commerce extérieur et Assistance technique.*

*Discussion générale (27 mars 1962).*

Discours de MM. BRASSEUR, m.c.e.a.t. (souligne la part prise par S.A.R. le Prince Albert dans l'effort d'expansion belge; concernant les problèmes nés des événements du Congo, l'application des lois de garanties du 27 juillet 1961, la rationalisation de l'ancien département des Affaires africaines, le rétablissement des relations diplomatiques avec le Congo, la coopération belge au développement, les missions en Amérique latine en vue d'y étudier les possibilités de reclassement de Belges rentrés d'Afrique; la mission au Canada, les perspectives offertes par ce pays; la politique en matière d'échanges commerciaux, les résultats de 1961, l'amélioration de l'efficacité de notre appareil de vente, la difficulté des échanges avec l'Est, la pénétration sur les marchés des pays en cours de développement et des pays intermédiaires, l'intégration européenne, l'accord entre la C.E.E. et les Etats-Unis portant sur des concessions tarifaires, les récentes mesures américaines en matière de tapis et de verre, la riposte belge); pp. 939 à 943;

HOUGARDY (concernant les problèmes des Belges revenus du Congo, la création d'un Office de la coopération au développement, la recherche scientifique outre-mer, la liquidation du contentieux belgo-congolais); pp. 944, 945;

DE WINTER (concernant la nécessité d'une programmation des prévisions de notre commerce extérieur, l'élargissement de nos marchés dans l'ensemble du monde, la défense des intérêts des Etats-membres par la C.E.E. et l'O.C.D.E., les mesures prises par les Etats-Unis en matière de tapis de laine et de verre, une meilleure collaboration extérieure des organismes internationaux à l'égard des pays en voie de développement, les conclusions de l'Union interparlementaire); pp. 945, 946;

MOLTER (concernant une plus grande concentration des services qui s'intéressent au commerce extérieur, la collaboration entre le Parlement et le ministre, l'activité dans les communautés, la spécialisation de notre corps diplomatique, l'information de nos diplomates au sujet de l'évolution économique en Belgique, le problème de l'information statistique, l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun, les récentes mesures prises par les Etats-Unis, notre politique à l'égard des pays en voie de développement); pp. 946 à 948;

DE GRAUW (concernant la situation en matière d'échanges commerciaux pour l'exercice écoulé, la concentration accrue de nos exportations vers les pays les plus industrialisés, la diminution de nos exportations vers les Etats-Unis et l'Amérique latine, l'extension de la gamme de produits belges destinés à l'exportation, la collaboration technique avec les pays d'Amérique latine, l'accroissement des moyens de propagande, le financement de nos exportations, l'assistance technique, le reclassement des colons belges); pp. 948 à 950;

DEMARNEFFE (concernant notre balance commerciale, la concentration de nos exportations sur les pays de la C.E.E., la prospection de marchés pour les produits finis; le crédit à l'exportation, ses dangers, l'exportation de produits agricoles et horticoles, l'importance du marché ouest-allemand, la recherche d'autres débouchés); pp. 950, 951;

LAHAYE (concernant le caractère marginal de notre commerce extérieur, l'extension insuffisante du champ d'action des exportations belges, l'exportation de produits agricoles

**Budgets. — Exercice 1962. — AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR ET ASSISTANCE TECHNIQUE (suite).**

et horticoles, l'assistance technique, la réduction de l'effectif « aide technique » au Congo); pp. 951, 952;

BRASSEUR, m.c.e.a.t. (répond aux orateurs; traite notamment de la liquidation du département des Affaires africaines, l'Office de coopération au développement, l'I.B.E.R.S.O.M., des contacts entre le Ministre et le Parlement, de l'information de nos agents à l'étranger, des volontaires de la paix, du crédit à l'exportation, du reclassement des colons, des problèmes du Marché commun, de l'exportation de produits agricoles, des critères fixés pour l'entrée dans le cadre de l'assistance technique); pp. 952 à 954;

Observations de MM. HOUGARDY, le PRESIDENT, DE WINTER, SLEDSSENS et LAHAYE; pp. 952 à 954;

Intervention de MM. DE WINTER, BRASSEUR et HOUGARDY; p. 954.

*Reprise de la discussion générale (28 mars 1962).*

Discours de MM. PAIRON (concernant l'avenir de l'industrie diamantaire, la composition du conseil d'administration de l'O.B.C.E. et de la commission du Fonds du Commerce extérieur, la politique d'assistance technique, les problèmes des transports internationaux par route, l'importation de meubles de pays d'Europe de l'Est); pp. 955, 956;

DEKEYZER (concernant le rythme d'accroissement de notre commerce extérieur, les conséquences du Marché commun en matière de production et de distribution, l'augmentation par les Etats-Unis des droits d'entrée sur les tapis et le verre belges, les missions économiques, la nomination d'un nouveau directeur général à l'O.B.C.E.); pp. 957, 958;

de STEXHE (concernant la répartition des compétences de l'ancien département des Affaires africaines, le cas du secrétaire général de ce département; le plan de liquidation envisagé pour ce département, la situation des Belges revenus du Congo, le reclassement des anciens agents d'Afrique, le cas des colons et indépendants, la création de l'Office de la coopération au développement, les principes sur lesquels devrait reposer l'assistance technique au Congo, les critères pour l'envoi de personnel belge au Congo); pp. 958 à 960;

HOUSIAUX (concernant l'Office de la Coopération au développement, la création d'une organisation belge pour le développement économique et la promotion sociale des régions rurales des pays en voie de développement, la politique européenne en matière d'assistance, le renouvellement du Fonds de développement dans le cadre du Marché commun, la manière d'associer les nouveaux Etats africains à la direction du Fonds); pp. 960 à 962;

HERCOT (concernant l'incidence qu'aurait pour l'industrie verrière une diminution des exportations vers les Etats-Unis); p. 962;

de la VALLEE POUSSIN (concernant la recommandation du Conseil de l'Europe sur le problème des pays en voie de développement, le problème du marché des matières premières); pp. 962, 963;

VAN CAUWELAERT (concernant les investissements privés dans les pays d'outre-mer, le contrôle des investissements belges nouveaux au Congo, l'aide aux colons belges restés au Congo pour l'écoulement de leur production, la situation des biens belges abandonnés au Congo, l'émigration des Batutsi du Ruanda); pp. 963, 964;

HOUGARDY (concernant les organismes privés qui s'occupent d'émigration, la situation des émigrés belges en Australie); p. 964;

BRASSEUR, m.c.e.a.t. (répond aux orateurs; traite notamment des nominations à l'O.B.C.E. et à l'Office de coopération, du problème des transports, de l'augmentation des droits d'entrée sur les tapis et le verre annoncée par les Etats-Unis, de la répartition des compétences de l'ancien département des Affaires africaines, du problème du reclassement des colons et des fonctionnaires revenus du Congo, des questions qui ont trait à la coopération au développement, de l'O.B.D.R., de l'association des nouveaux Etats africains au Marché commun, de l'émigration); pp. 964 à 967;

Observations de MM. HOUGARDY, de STEXHE et HOUSIAUX; pp. 965 à 967;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles du tableau (28 mars 1962).*

Les articles du tableau relatifs aux crédits Commerce extérieur et Assistance technique sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 967.

## Budgets. — Exercice 1962. — AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR ET ASSISTANCE TECHNIQUE (suite).

*Discussion des articles du projet de loi (28 mars 1962).*

*Art. 1<sup>er</sup> à 10.*

Adoptés sans observations; pp. 991, 992.

*Vote (29 mars 1962).*

M. JANSSEN justifie son vote; p. 1000.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 121 voix contre 12 et 5 abstentions; p. 1000.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

## AGRICULTURE.

*Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1962.*

Doc. — N° 5-XII: Projet transmis par la Chambre des Représentants.

*Ajournement (24 janvier 1962).*

Ann. — Intervention de M. VAN HEMELRIJCK, qui propose d'ajourner la discussion du budget de l'Agriculture au lendemain; intervention de MM. le PRÉSIDENT, HEGER, m.a., SLEDSSENS et DEKEYZER; la proposition d'ajournement est adoptée; p. 482.

*Discussion générale (25 janvier 1962).*

Discours de MM. HEGER, m.a. (concernant les décisions qui sont intervenues lors de la dernière conférence du Marché commun, l'esprit communautaire qui les a imprégnées; l'institution d'un comité de gestion, émanation du Conseil des Ministres; le Fonds européen d'orientation et de garantie agricoles, le financement du Fonds, la clause de sauvegarde, les règles de concurrence; le règlement sur les céréales, le prélèvement à la frontière et le rapprochement des prix nationaux; les règlements pour la viande porcine, les œufs et la viande de volaille; le règlement dans le domaine des fruits et légumes; l'extension du Marché commun, les répercussions sur l'avenir de l'agriculture belge des décisions prises au cours des dernières semaines; pp. 486 à 490, 493, 494;

Observations de M. ORBAN; pp. 487, 488;

DESCAMPS (concernant la nécessité d'une politique agricole nationale préparant une intégration harmonieuse, l'insuffisance du budget de l'agriculture, le déficit du Fonds agricole, l'augmentation de la charge fiscale des agriculteurs, le rôle de l'Institut économique agricole, les problèmes du froment et de la betterave sucrière, l'utilisation de la saccharine, la situation dans le secteur du beurre, la viticulture, les cultures fruitière et maraîchère; les modifications dans la structure du département, la loi de parité agricole); pp. 494 à 496;

Observations de MM. VAN HEMELRIJCK et HEGER; p. 495;

VAN HEMELRIJCK (concernant la sécurité d'existence dans l'agriculture, la revalorisation de la fonction économique de l'agriculture, le problème des prix dans l'agriculture, notamment pour les porcs, pour le froment et les fruits et légumes, les investissements agricoles, l'adaptation de la loi sur le bail à ferme, l'incidence de l'aménagement du territoire sur l'agriculture, les problèmes sociaux des agriculteurs); pp. 496 à 499;

CHARDOME (concernant le financement de travaux forestiers demandés par les ingénieurs des Eaux et Forêts, la suppression des directions provinciales de l'agriculture, la coopération agricole, le bail à ferme); pp. 499, 500;

ADAM (concernant le Fonds européen agricole d'orientation et de garantie, la réglementation de la viande bovine et des produits laitiers, l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, la situation du marché du beurre, la fabrication de fromage et de lait en poudre, la fraude de beurre à la frontière hollandaise, l'avenir de la production laitière, la propagande pour la consommation du beurre et d'autres mesures en vue de l'élargissement du marché intérieur, le regroupement de l'industrie laitière, l'activité de la station de recherche de Libramont); pp. 500 à 503;

Observations de MM. HEGER et VAN HEMELRIJCK; pp. 500 et 502;

SOBRY (concernant les mesures qui viennent d'être prises sur le plan européen, la situation de l'agriculture belge, la politique du froment, les problèmes de l'orge de brasserie et des betteraves sucrières, l'importation de sucre du Congo, la production laitière, les terres hydromorphes, le curage

## Budgets. — Exercice 1962. — AGRICULTURE (suite).

des cours d'eau non navigables et les digues, la lutte contre les épizooties); pp. 503 à 505;

MONDELAERS (concernant l'amélioration de l'infrastructure de l'agriculture, le remembrement, le rythme trop lent, l'assainissement des terres hydromorphes, la suppression des servitudes de vaine pâture, la lutte contre la brucellose, le contrôle du lait, la suppression des subsides aux fédérations des éleveurs de taureaux, la vente de produits agricoles étrangers dans des emballages belges, la politique agricole commune dans le cadre du Marché commun); pp. 505 à 507.

*Reprise de la discussion générale (31 janvier 1962).*

Discours de MM. WILLEMS (concernant l'importance des crédits alloués au ministère de l'Agriculture, l'exportation de produits de première qualité, la nécessité d'un contrôle du département sur les produits agricoles, les problèmes du bail à ferme et du remembrement); pp. 566, 567;

SLEDSSENS (concernant la nécessité d'une véritable politique des cours d'eau et d'un assainissement efficace des terres hydromorphes, le service de l'hydraulique agricole, le plan quinquennal annoncé par M. le Ministre HEGER, l'insuffisance de la réglementation actuelle sur les cours d'eau, la suppression des directions provinciales, la revalorisation du service de l'hydraulique agricole); pp. 567 à 569;

Observation de M. DE BOODT; p. 569;

BEAUDUIN (concernant le rôle joué par le ministre au cours de la récente session du Marché commun à Bruxelles, les dispositions que le ministre a obtenues en faveur de l'agriculture belge; les problèmes des secteurs du sucre, du beurre, du lait et de la viande, le Fonds d'investissement agricole, la part de l'agriculture dans le revenu national, le relèvement du niveau de vie de l'agriculteur); pp. 569 à 571;

DEMARNEFFE (concernant l'augmentation des dépenses que doit supporter l'agriculture, la coopération entre producteurs et transformateurs de nos produits agricoles, la promotion de l'exportation de produits agricoles, le subsidie pour le raccordement des fermes isolées au réseau de distribution de courant électrique, l'état de la cartographie des sols, les activités du Fonds d'investissement, l'adjonction d'aides techniques aux conseillers horticoles, la conservation des fruits dans des frigos à gaz, la création d'une station de recherche scientifique pour la culture fruitière); pp. 571 à 573;

Observations de M. DE BOODT; p. 572;

USELDING (concernant l'organisation des cours d'agriculture, d'horticulture et d'économie rurale, les restrictions contenues dans la circulaire ministérielle du 5 décembre 1961); pp. 573, 574;

BALTUS (concernant la part de l'agriculture dans le revenu national, la surproduction laitière due à la fraude de beurre hollandais, le déficit du Fonds agricole, l'incidence de la politique de l'index sur l'agriculture); pp. 574, 575.

*Reprise de la discussion générale (6 février 1962).*

Discours de MM. DEKEYZER (concernant les problèmes de la pêche maritime, les subventions dont elle bénéficie, la réglementation permettant de retirer du marché le poisson n'atteignant pas le prix minimum, la création de la commission chargée d'étudier les problèmes de la recherche scientifique appliquée à la pêche maritime, l'extension des eaux territoriales et la recherche de nouveaux terrains de pêche, la propagande en faveur de la consommation de poisson, les primes de recrutement pour les mousses, la publication et l'étude de la comptabilité relative à l'exploitation des navires de pêche); pp. 579 à 581;

DE BOODT (concernant la situation du Fonds agricole; les dépenses du Fonds: intervention pour les céréales fourragères et ristournes pour le malt et l'orge, intervention dans le secteur laitier par suite de l'importation frauduleuse de beurre néerlandais; la réglementation du lait de qualité, la répercussion de l'accord intervenu dernièrement entre les pays du Marché commun pour passer à la seconde phase, la répartition des « heffingen » sur les produits laitiers importés des Pays-Bas, la rationalisation du fonctionnement des associations provinciales, la revalorisation de la fonction de contrôleur du lait, la réorganisation du département, la reconnaissance de l'équivalence entre les titres d'ingénieur agronome et d'ingénieur civil; le problème de la Nêthe, l'assainissement des terres hydromorphes, l'indispensable coordination entre les départements intéressés); pp. 581 à 584;

Observations de MM. LEYSEN et DE WINTER; pp. 583, 584;

**Budgets. — Exercice 1962. — AGRICULTURE (suite).**

LAHAYE (concernant la politique agricole, la création de coopératives de planteurs de houblon, les prix des betteraves sucrières et de la viande porcine, la peste porcine, l'aide à la culture du lin, l'assainissement des terres hydromorphes; les problèmes de la pêche maritime et de la chasse); pp. 584 à 586;

Observations de M. DEMARNEFFE; p. 585;

MULLIE (concernant l'octroi de subsides à l'électrification des écarts, la création de nouveaux centres de travail, l'augmentation de la productivité dans l'agriculture); pp. 586, 587;

le comte d'ASPREMONT LYNDEN (concernant l'octroi de subsides aux planteurs de tabac de la Semois, la reconversion de cette région, le remembrement, les coopératives de stockage de froment, les problèmes du Marché commun, la mise sur pied d'une politique agricole européenne commune); pp. 587 à 589;

VAN BUGGENHOUT (concernant la situation de la pêche maritime, l'augmentation de la consommation de poisson de qualité, l'équipement frigorifique des bateaux de pêche); pp. 589, 590;

Observations de M. DE WINTER; p. 589;

HEGER, m.a. (répond aux orateurs; traite notamment de la révision du cadre du personnel du département, de la suppression des directions provinciales, des groupes de travail, des négociations dans le cadre du Marché commun, de l'index des produits agricoles, l'Institut économique agricole, l'enseignement agricole, l'hydraulique agricole, du Fonds d'investissements, de la bonification foncière et du remembrement, de l'état sanitaire du cheptel, de la politique des prix et de la qualité; des problèmes des céréales, des orges de brasserie, du lin, du tabac, du houblon et des betteraves sucrières, du secteur laitier et du secteur des viandes, des fruits et légumes; de la situation du Fonds agricole, des problèmes de la pêche maritime; d'une politique agricole offensive); pp. 590 à 595;

Observations de MM. SLEDESENS, ORBAN et VAN HEMELRIJCK; pp. 592 à 594;

DESCAMPS (concernant l'incorporation du blé indigène); p. 595;

HEGER, m.a. (répond à M. DESCAMPS); p. 595;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles du tableau* (6 février 1962).

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 596.

*Discussion des articles du projet de loi* (6 février 1962).

*Art. 1<sup>er</sup> à 10.*

Adoptés sans observations; pp. 596, 597.

*Vote* (7 février 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 118 voix contre 11 et 3 abstentions; p. 607.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**CLASSES MOYENNES.**

*Budget du Ministère des Classes Moyennes pour l'exercice 1962.*

*Doc. — N° 5-XIV: Projet transmis par la Chambre des Représentants.*

*Ann. — Discussion générale* (30 novembre 1961).

Discours de MM. WARNANT (concernant la majoration des crédits pour le département, la répartition de la subvention prévue pour divers centres d'assistance technique, l'O.P.E.M., le budget du Comité national de formation et de perfectionnement professionnels, la refonte du système d'apprentissage, la connaissance des besoins fondamentaux des classes moyennes, la majoration des cotisations des indépendants au régime d'allocations familiales, la pension des indépendants, l'évolution vers un système de pension unique généralisée; l'abolition de la concurrence déloyale, le rétablissement de l'égalité fiscale, l'aide aux petites et moyennes entreprises); pp. 178 à 180;

Observation de M. WIARD; p. 179;

WIARD (concernant l'organisation du département, le crédit professionnel, la réforme du secteur des pensions, les ventes avec primes, les ventes publicitaires à prix démarqués,

**Budgets. — Exercice 1962. — CLASSES MOYENNES (suite).**

les procédés de distribution des « discount houses » ou super-bazars, la vente en dessous du prix de revient, les procès en cours); pp. 180 à 182;

Observations de MM. VANDEPUTTE, WARNANT, MOULIN et ORBAN; pp. 180, 181;

VANDENBERGHE (concernant l'augmentation du budget des classes moyennes, la concurrence faite par les « discount houses », la politique du crédit aux classes moyennes, les lacunes de la loi du 24 mai 1959, l'octroi du bénéfice de la loi De Taeye aux classes moyennes); pp. 185, 186;

VANDER BRUGGEN (concernant le développement considérable des grands magasins, le problème de la pension des indépendants, les répercussions de la loi du 15 juillet 1960 interdisant l'accès aux salles de danse aux mineurs de moins de 18 ans, l'assouplissement de cette loi); pp. 186, 187;

Observations de MM. JESPERS et VANDEPUTTE; p. 187;

LAUWEREINS (concernant l'apprentissage et la formation professionnelle, la liberté du choix de l'institution d'enseignement pour les cours de perfectionnement); p. 187;

HOUGARDY (concernant les ventes avec primes, les interventions sociales de l'Etat pour les salariés et les indépendants, les super-bazars); pp. 187, 188;

DE CLERCK, m.c.m. (répond aux orateurs et traite notamment de la compétence du département, des subventions sociales accordées aux salariés et aux indépendants, de la formation et du perfectionnement professionnels, du crédit aux classes moyennes, de la politique sociale pour les indépendants, de la concurrence déloyale); pp. 191 à 194;

Observations de MM. WARNANT, LAUWEREINS, VANDENBERGHE et VAN CAUWELAERT; pp. 192 à 194;

DIEPENDAELE (concernant la limitation des réunions dansantes privées, la concurrence faite à l'hôtellerie par les exploitants de mess, homes de vacances et fancy-fairs); p. 195;

Observation de M. DE CLERCK; p. 195;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles du tableau* (30 novembre 1961).

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 195.

*Discussion des articles du projet de loi* (30 novembre 1961).

*Art. 1<sup>er</sup> à 4.*

Adoptés sans observations; pp. 195, 196.

*Vote* (5 décembre 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 119 voix contre 14 et 4 abstentions; pp. 205, 206.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**COMMUNICATIONS ET POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES.**

*Budget du Ministère des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones pour l'exercice 1962.*

*Doc. — N° 5-XV: Projet de loi + Annexes.*

N° 52: Rapport de MM. Dekeyzer, Goossens et Vandeputte.

N° 60: Amendement présenté par le Gouvernement.

N° 85: Amendement proposé par M. Goossens.

*Ann. — Discussion générale* (23 janvier 1961).

Discours de MM. BERTRAND, m.c. (concernant la R.T.T., la situation financière, les investissements en vue de la modernisation et de l'extension du réseau téléphonique, le réseau des telex, la distribution des télégrammes, le problème de la gestion autonome des postes, les cadres des postes, l'amélioration de l'exploitation); pp. 444, 445;

GOOSSENS, rapp. (concernant le déficit de l'exploitation de la S.N.C.B., le boni de l'exploitation de la R.T.T. et le déficit des postes, l'application de l'article 5 de la loi du 2 août 1955 pour les pensionnés de la S.N.C.B. et de la R.T.T., l'application de la loi du 30 avril 1958 relative aux veuves de pensionnés, la pollution de l'air); pp. 445, 446;

HOUGARDY (concernant le malaise qui règne au sein du personnel des postes, la désorganisation dans les services des postes; fait des suggestions pour rendre à la poste la possibilité de remplir sa mission; concernant l'achat par la poste d'une machine à confectionner les enveloppes, la gestion du service social de la R.T.T. par une association

**Budgets. — Exercice 1962. — COMMUNICATIONS ET POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES (suite).**

- sans but lucratif composée de membres de deux catégories, l'effectif des postes aux armées); pp. 446 à 448 ;
- Observations de MM. HANOTTE et DEBUCQUOY ; pp. 446, 447 ;
- COPPENS (concernant le travail des standardistes dans les centrales téléphoniques, la régularisation du personnel temporaire des postes, les bâtiments des postes, l'engagement de temporaires, la mauvaise politique de recrutement de personnel pour les postes, le service social des postes); pp. 449, 450 ;
- DELPORT (concernant le découragement parmi le personnel des postes par suite de l'absence de nomination définitive d'un tiers de ce personnel, l'ampleur limitée du cadre supérieur à la poste); p. 450 ;
- BERTRAND, m.c. (répond aux orateurs et traite notamment des problèmes des pensions et des traitements à la S.N.C.B., de la réorganisation nécessaire de l'administration des postes, de la situation du personnel des postes, des bâtiments des postes); pp. 450 à 452 ;
- Observations de MM. HOUARDY, DEKEYZER et COPPENS ; p. 451 ;
- VANDEPUTTE, rapp. (concernant la politique des transports, les problèmes des chemins de fer : charge des pensions et tarifs des abonnements ; les transports par route, les ports) ; pp. 452, 453 ;
- BERTRAND, m.c. (expose sa politique en matière de transports ; concernant l'activité de la conférence européenne des Ministres des Communications, la portée des résolutions qu'elle adopte, les dispositions des traités de Benelux et de la C.E.C.A. en matière de transports, la libération du transport de marchandises par route prévue par le Traité de Benelux, l'amélioration de la liaison Escaut-Rhin, les modifications profondes provoquées dans le domaine des transports par l'évolution sociale et économique de l'Europe Occidentale, les principes de base formulés par la Commission de la C.E.E. en matière d'organisation future des transports européens, l'égalité de traitement pour les entreprises de transport, la coordination des investissements ; la nécessité d'une adaptation des transports nationaux à la situation nouvelle créée par les traités européens, la nécessité d'un assainissement de la concurrence sur le marché belge des transports, la promotion de la qualité des transports en Belgique, le problème des chemins de fer, l'assainissement financier des chemins de fer, le remplacement de trains par des autobus, la modification de la réglementation en matière de navigation intérieure, la réglementation en matière de transports par route, le transport de produits liquides par pipe-lines, nos ports, les transports aériens, l'augmentation de la circulation routière, la sécurité routière, l'instauration du permis de conduire, la circulation dans les grandes villes, les transports en commun); pp. 453 à 459 ;
- Observations de MM. VANDEPUTTE et DE WINTER ; pp. 457, 458 ;
- PONTUS (concernant la péréquation des pensions à la S.N.C.B. et à la R.T.T., l'application par la S.N.C.B. de la loi du 30 avril 1958 relative aux veuves de pensionnés, la gare de Montzen); pp. 459, 460 ;
- SIMOENS (concernant la politique portuaire nationale, le transport de voyageurs par chemin de fer, les relations humaines au sein du personnel); p. 460 ;
- HANOTTE (concernant l'atelier central de Cuesmes, le personnel du groupe de Mons, la suppression de certaines lignes de trains de voyageurs dans le Hainaut, la péréquation des pensions à la S.N.C.B. et à la R.T.T.); pp. 460 à 462 ;
- Observation de M. BERTRAND ; p. 461 ;
- LAUWEREINS (concernant le sort des équipages des bateaux-phares, l'enseignement maritime, la situation des marconistes des paquebots, le statut de la R.V.A., l'insuffisance de personnel à l'aérodrome d'Ostende, la S.N.C.V., les prestations des chauffeurs dans les firmes privées de transport); pp. 462, 463 ;
- Observations de M. DE WINTER ; p. 463 ;
- TRAPPENIERS (concernant la situation financière de la Sabena, l'extension des transports par hélicoptères, Air-Union, le transport de marchandises par air, le statut du personnel de la R.V.A., la liaison ferroviaire avec l'aéroport national); pp. 463, 464.

**Budgets. — Exercice 1962. — COMMUNICATIONS ET POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES (suite).**

*Reprise de la discussion générale (24 janvier 1962).*

- Discours de MM. DEKEYZER (concernant la prévention des accidents de la circulation routière, les limitations de vitesse, l'instauration de la priorité de droite généralisée, les mesures à prendre en vue de diminuer le nombre d'accidents de la route, la circulation dans les villes et le problème du parking ; la marine marchande belge, la pêche maritime, le manque d'équipages, la navigation intérieure, la politique portuaire ; les transports par route, Air-Union, les problèmes des transports sur le plan européen); pp. 466 à 469 ;
- SLEDSSENS (concernant la papeterie administrative, l'exemple des voies de train désaffectées mais non enlevées, l'autobus Anvers-Turnhout, les conditions de transport dans les autobus, les communications avec la Campine); pp. 471, 472 ;
- Observations de MM. VANDEPUTTE et LAUWEREINS ; p. 472 ;
- DERUELLES (concernant la péréquation des pensions à la S.N.C.B. et à la R.T.T., l'interprétation de l'article 5 de la loi du 2 août 1955); pp. 472, 473 ;
- Observation de M. BERTRAND ; p. 473 ;
- DELPORT (concernant le transport de marchandises par route dans le cadre de Benelux, le prix de revient plus élevé du transport en Belgique, la nécessité d'uniformiser les tarifs); pp. 473, 474 ;
- DEMARNEFFE (concernant la situation financière de la S.N.C.B., les transports à prix réduit, le problème des pensionnés des chemins de fer, les panneaux publicitaires le long des routes, d'autres problèmes routiers dans le Limbourg, la situation financière de la Sabena); pp. 474 à 476 ;
- COPPENS (concernant le maintien d'un certain potentiel de traction à vapeur aux chemins de fer, les passages à niveau, la suppression de lignes non rentables, le nettoyage des voitures, les buffets des gares, les problèmes du personnel des chemins de fer, la modernisation de la gare de Denderleeuw, le tourisme); pp. 476, 477 ;
- de STEXHE (concernant la suppression de lignes de chemin de fer dans le Hainaut); p. 477 ;
- BERTRAND, m.c. (répond aux orateurs ; concernant la péréquation des pensions à la S.N.C.B., l'application de la loi du 30 avril 1958 relative aux veuves de pensionnés, la gare de Montzen, les conditions de transport dans les autobus, la liaison Anvers-Turnhout par autobus, la liaison ferroviaire avec l'aéroport national, l'atelier des chemins de fer de Cuesmes, la suppression de lignes de chemin de fer dans le Hainaut, la politique portuaire, les problèmes des pêcheurs, les difficultés rencontrées à l'application du Traité Benelux relatif aux transports par route, la situation financière des chemins de fer, la Sabena); pp. 477 à 481 ;
- Observations de MM. SLEDSSENS, HANOTTE et DEKEYZER ; pp. 479, 480 ;
- La discussion générale est close.

*Discussion des articles du tableau (24 janvier 1962).*

*Art. 1<sup>er</sup> à 24-8.*

Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 481.

*Art. 24-9.*

Intervention de MM. GOOSSENS et BERTRAND ; le vote sur l'amendement de M. GOOSSENS et consorts et sur l'article est réservé ; pp. 481, 482.

Les autres articles du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés ; p. 482.

*Discussion des articles du projet de loi (24 janvier 1962).*

La discussion et le vote sont réservés ; p. 482.

*Reprise de la discussion des articles du tableau (25 janvier 1962).*

*Art. 24-9.*

M. DELPORT justifie le vote de son groupe ; M. TIELEMANS, m.adj.f., demande à M. GOOSSENS de retirer son amendement ; M. GOOSSENS retire son amendement ;

L'article est adopté ; pp. 490, 491.

*Discussion des articles du projet de loi (25 janvier 1962).*

*Art. 1<sup>er</sup> à 14.*

Adoptés sans observations ; pp. 491, 492.

**Budgets. — Exercice 1962. — COMMUNICATIONS ET POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES (suite).**

Vote (25 janvier 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 120 voix contre 14 et 2 abstentions; pp. 492, 493.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

**DEFENSE NATIONALE.***Budget du Ministère de la Défense Nationale pour l'exercice 1962.*

Doc. — N° 5-X: Projet de loi + Annexes.

N° 23: Rapport de M. Gendebien + Annexe.

Ann. — *Discussion générale* (5 décembre 1961).

Discours de MM. SEGERS, m.d.n. (concernant les critiques dont l'armée a été l'objet, le nombre des militaires de carrière et des miliciens, l'absence de divergences de vues entre le ministre et la direction de l'armée; les deux facteurs de base: respect de nos obligations à l'égard de l'O.T.A.N. et politique d'économie; la contribution belge à l'O.T.A.N. prévue dans le document MC 70, la situation actuelle, le programme pour 1962, les mesures prises à la suite de l'augmentation de la tension internationale due à la crise de Berlin, le retour de nos unités stationnées au Ruanda-Urundi; la rationalisation des services logistiques et de l'administration centrale de son département, la revalorisation de la fonction militaire, le statut des sous-officiers et la restructuration de leurs barèmes, la réduction des effectifs, le reclassement du personnel civil complémentaire, la situation linguistique à l'armée, l'encouragement du bilinguisme, l'amélioration du matériel à la force terrestre, les bataillons Hawk, le charroi, le contrôle des dépenses, la politique de défense belge dans le cadre de l'O.T.A.N.); pp. 201 à 205;

HOUGARDY (concernant le manque d'effectifs dans les unités combattantes, le nombre de techniciens O.T.A.N., le moral des cadres, la réorganisation des services de la place Dailly, les traitements à l'armée, la mise à la pension des officiers, la situation des combattants vétérans des deux guerres en matière de pension et des officiers du cadre de complément de l'ex-Force publique, le statut des sous-officiers, l'inscription du programme d'équipement militaire dans une loi); pp. 206 à 208;

Observations de MM. HANOTTE, MACHTENS et le PRESIDENT; p. 207;

le baron NOTHOMB (rend hommage au ministre; concernant la création d'une école flamande à Arlon pour les enfants de militaires de langue flamande, la circulaire du 8 décembre 1961 relative au remplacement de commandants de compagnies flamandes, le camp de Vogelzang, sa réunion au camp d'Elsenborn, la situation des forces de l'intérieur, l'absence de défense valable de la population civile, l'échange de lettres à ce sujet avec le précédent ministre, le stationnement des troupes d'intervention belges en Belgique); pp. 208 à 212;

Observations de MM. DE BOODT, ROLIN, de la VALLEE POUSSIN et LEYNEN; pp. 208 à 211;

ROLIN (concernant la situation linguistique à l'armée, le rapport sur l'application de la loi relative à l'usage des langues à l'armée, la détermination du régime linguistique réel des officiers, l'enquête sur la langue principale, l'accord du groupe socialiste sur le principe de la défense nationale, le problème des objecteurs de conscience, l'augmentation des dépenses extraordinaires pour la défense nationale, la portée et la limite des engagements de la Belgique à l'O.T.A.N., la consécration des économies résultant d'une réduction des dépenses militaires à l'aide aux pays en voie de développement, l'importance des forces de l'intérieur); pp. 212 à 215;

Observations de MM. SEGERS, DE BOODT et FLAMME; pp. 213 à 215;

DESCAMPS (précise la portée de l'argumentation développée dans son interpellation); p. 215;

NOEL (concernant l'efficacité de l'armée, les avions F. 104 G, l'attitude du groupe socialiste à l'égard des dépenses militaires, l'augmentation des dépenses extraordinaires, le changement radical de la politique étrangère qui aurait pour conséquence la réduction des dépenses militaires); pp. 215 à 217;

Observations de MM. VERSE et SEGERS; p. 216;

WILLEMS (concernant la nécessité d'un bon moral au sein des unités en Allemagne, la suppression des exemptions de service militaire, le logement des familles de militaires en

**Budgets. — Exercice 1962. — DEFENSE NATIONALE (suite).**

Allemagne, l'enseignement en Allemagne, l'armement de notre armée, les langues à l'armée); pp. 217, 218.

*Reprise de la discussion générale* (6 décembre 1961).

Discours du comte d'ASPREMONT LYNDEN (concernant le malaise de l'opinion publique à l'égard de la politique militaire de la Belgique, la nécessité de forces conventionnelles, le maintien de forces belges en Allemagne, l'efficacité de l'armée, le malaise des cadres militaires, les problèmes linguistiques, la nécessité de l'alliance atlantique, l'intégration des forces de l'O.T.A.N., l'instauration d'une collaboration avec les Pays-Bas); pp. 219 à 221;

Observations du baron NOTHOMB et de M. DE BOODT; pp. 220, 221;

de MM. MACHTENS (concernant l'urgence du vote du statut des sous-officiers, les commandes d'avions F. 104 G; demande la disjonction de l'article 62.464 du reste du budget au moment du vote); pp. 221, 222;

GENDEBIEN, rapp. (concernant les rationalisations prévues dans les services de la place Dailly, le problème linguistique à l'armée, l'équipement de l'armée); pp. 222, 223;

Observations de MM. ROLIN, DE WINTER, P. DE SMET et DE BOODT; p. 222;

LAHAYE (concernant la décentralisation des services d'approvisionnement de la Force aérienne décidée en 1957, les conséquences d'une suppression du dépôt n° 4 créé à Ypres en 1958); p. 223;

FLAMME (concernant les techniciens O.T.A.N., le logement en Allemagne, les avions F. 104 G., les différences entre les programmes initiaux et les programmes ajustés, le contrôle des dépenses militaires, le nombre des officiers, sous-officiers et soldats); pp. 223 à 225;

Observations de MM. GILLON, SEGERS et NOEL; pp. 223 à 225;

MOREAU de MELEN (concernant la part de la Belgique dans l'Alliance atlantique, les effectifs de nos forces d'intervention, les forces de l'intérieur, le moral des troupes, les directives récemment élaborées en matière de nominations de commandants d'unité, l'absence de la notion de langue principale dans la loi de 1938, le vieillissement du matériel de l'armée); pp. 225 à 227;

Observations de MM. ROLIN et FLAMME; pp. 226, 227; de la VALLEE POUSSIN (concernant la création d'un pool d'armements; les avantages de cette création: accroissement de l'efficacité de notre logistique, économies sur les stocks et les prix d'achat, contrôle des industries d'armement); pp. 227, 228;

Observations de M. ROLIN; p. 227;

DEBUCQUOY (concernant le statut des sous-officiers, l'indemnité des miliciens rappelés ayant charge de famille, le logement des familles de militaires en Allemagne, le problème du transport pour les retours en permission, la direction supérieure de l'information et des loisirs, l'accomplissement de leur tâche par les officiers chargés des activités éducatives et sociales, la « demi-heure du soldat », une « demi-heure » télévisée); pp. 228 à 230;

Observations de MM. SEGERS et OBLIN; p. 228;

DE BOODT (proteste contre l'action de l'O.N.U. au Katanga; concernant l'attitude de nos alliés de l'O.T.A.N. dans l'affaire congolaise, nos obligations envers l'O.T.A.N., le retrait de nos troupes d'intervention d'Allemagne, la quote-part de la Belgique à l'O.T.A.N.; la situation linguistique à l'armée, deux récents incidents; le matériel de l'armée, l'utilisation de beurre à l'armée, le statut des sous-officiers); pp. 230 à 232;

Observations de M. VAN BUGGENHOUT; pp. 231, 232.

*Reprise de la discussion générale* (7 décembre 1961).

Discours de MM. VANDENBERGHE (concernant le charroi et l'armement de l'armée, les effectifs et le moral de l'armée, la situation linguistique, le nombre d'officiers d'expression néerlandaise admis à l'École de guerre, le nombre de généraux flamands); pp. 234, 235;

Observation de M. DE BOODT; p. 235;

DIEPENDAELE (concernant la situation linguistique à l'armée, le logement des soldats en Allemagne, la protection des populations civiles contre une attaque atomique, le sort des anciens combattants de l'Est); pp. 235, 236;

DE BLOCK (concernant l'attribution d'un chevron de service aux soldats internés aux Pays-Bas pendant la guerre 1914-1918); pp. 236, 237;

**Budgets. — Exercice 1962. — DEFENSE NATIONALE (suite).**

HANOTTE (concernant l'opinion de l'homme de la rue au sujet de l'opportunité des dépenses militaires, la réduction de ces dépenses, la durée du temps de service); pp. 237, 238 ; Observations de MM. ADAM et FLAMME ; pp. 237, 238 ;

COPPENS (concernant la réparation de dommages physiques encourus à l'armée, la réparation de dommages causés par l'armée à des civils, les indemnités de milice, la pratique des sports par les miliciens); p. 238 ;

GHEYSEN (concernant le nombre d'officiers d'expression néerlandaise, la circulaire du 6 novembre 1961 relative au commandement d'unités flamandes, le recrutement de nouveaux volontaires de carrière); pp. 238, 239 ;

SCHEIRE (concernant la suppression de l'hôpital militaire de Gand); p. 240 ;

GENDEBIEN (concernant l'emploi des langues à l'armée); p. 241 ;

SEGBERS, m.d.n. (répond aux orateurs ; traite notamment du maintien de forces belges en Allemagne, des forces de l'intérieur, de l'efficacité des forces armées, des techniciens O.T.A.N., des frais de renouvellement du matériel, du logement des militaires en Allemagne, du statut des officiers et sous-officiers, du problème linguistique à l'armée, des dispositions prévues quant au commandement d'unités flamandes, du contrôle des dépenses de défense nationale); pp. 241 à 244 ;

le baron NOTHOMB (concernant les effectifs de l'unité stationnée à Vielsalm); p. 244 ;

Observations de MM. DE BOODT et SEGBERS ; p. 244 ;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles du tableau (7 décembre 1961).*

Les articles, sauf l'article 62.464 du titre II, sont successivement mis aux voix et adoptés ; p. 245.

M. GILLON justifie le vote de son groupe ;

L'article 62.464 du titre II est adopté (vote nominatif) ; p. 245.

*Discussion des articles du projet de loi (7 décembre 1961).*

*Art. 1<sup>er</sup> à 15.*

Adoptés sans observations ; pp. 245 à 247.

*Vote (7 décembre 1961).*

L'ensemble du projet de loi est adopté par 112 voix contre 10 et 2 abstentions ; p. 247.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

**DETTE PUBLIQUE.**

*Budget de la Dette publique pour l'exercice 1962.*

Doc. — N° 5-II : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Ann. — Discussion générale jointe à celles des Budgets des Voies et Moyens et des Recettes extraordinaires pour l'exercice 1962.

*Discussion des articles du tableau (20 décembre 1961).*

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés ; p. 395.

*Discussion des articles du projet de loi (20 décembre 1961).*

*Art. 1<sup>er</sup> et 2.*

Adoptés sans observations ; p. 395.

*Vote (20 décembre 1961).*

L'ensemble du projet de loi est adopté par 93 voix contre 9 et 5 abstentions ; p. 434.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**DOTATIONS.**

*Budget des Dotations pour l'exercice 1962.*

Doc. — N° 5-IV : Projet de loi.

N° 14 : Rapport de M. Franck.

N° 5-IVbis : Projet amendé par la Chambre des Représentants.

Ann. — Discussion générale (20 décembre 1961).

Discours du baron NOTHOMB (concernant la parution tardive des Annales parlementaires); p. 405 ;

**Budgets. — Exercice 1962. — DOTATIONS (suite).**

Intervention de M. le PRESIDENT (dit que le Bureau examinera la question); p. 405.

La discussion générale est close.

*Discussion des articles du tableau (20 décembre 1961).*

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés ; p. 405.

*Discussion de l'article unique du projet de loi (20 décembre 1961).*

Adopté sans observations ; p. 405.

*Vote (20 décembre 1961).*

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 107 membres présents ; pp. 435, 436.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Amendé par la Chambre des Représentants ; p. 734 (1<sup>er</sup> mars 1962).

Pas de discussion générale.

*Discussion de l'article unique du projet de loi (7 mars 1962).*

Adopté sans observations ; p. 793.

*Vote (7 mars 1962).*

L'ensemble du projet de loi est adopté par 134 voix contre 1 ; p. 797.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**EDUCATION NATIONALE ET CULTURE.**

*Budget du Ministère de l'Education Nationale et de la Culture pour l'exercice 1962.*

Doc. — N° 5-XIX : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Ann. — Discussion générale (19 juillet 1962).

Discours de MM. LEFEVRE, p.m. (concernant la déclaration gouvernementale faite à la Chambre ; la notion de neutralité ; le problème des désignations, nominations et promotions dans l'enseignement de l'Etat, la commission du pacte scolaire ; les préoccupations qui ont guidé le Gouvernement pour la transformation du département, l'autonomie culturelle, la réorganisation de l'éducation nationale, le titre et la compétence des ministres, la politique de la jeunesse, l'application du pacte scolaire) ; pp. 1510, 1511 ;

LAROCK, m.é.n.c. (concernant la non-discussion du budget en commission sénatoriale ; les changements administratifs proposés, le principe de l'autonomie et sa répercussion sur le budget, la scission des services, l'équilibre linguistique, le bilan, l'exécution du pacte scolaire, le travail de la commission du pacte scolaire, les programmes de l'enseignement, les classes d'orientation, la formation des enseignants, les relations des parents avec l'école, les nouveaux moyens audio-visuels au service de l'enseignement, les réformes universitaires, l'accès à l'université, la collation des grades, le postgraduat ; les affaires culturelles) ; pp. 1511 à 1514 ;

Observations de MM. DEBUCQUOY, NOEL et DE WINTER ; pp. 1513, 1514 ;

VAN HEMELRIJCK (concernant le discours du premier ministre, la notion de la neutralité et la circulaire de M. LAROCK, le travail de la commission du pacte scolaire ; la désignation, la nomination et la promotion dans l'enseignement ; la réorganisation du département, les centres P.M.S., les expropriations pour nouveaux établissements scolaires, le transport des élèves, la nécessité d'une rationalisation dans tous les secteurs de l'enseignement, les petites écoles rurales) ; pp. 1516, 1517 ;

Observations de M. LAUWEREINS ; p. 1516 ;

MOUREAUX (concernant les réactions suscitées par la demande du P.L.P. de suspendre temporairement les travaux de la commission du pacte scolaire ; justifie cette demande au nom de son groupe) ; p. 1517 ;

R. HOUBEN (concernant l'attitude correcte du P.L.P. à la commission du pacte scolaire) ; p. 1518 ;

LAROCK, m.é.n.c. (abonde dans le sens de M. HOUBEN) ; p. 1518 ;

JANNE (se joint à la déclaration de M. R. HOUBEN) ; p. 1518 ;

VAN ELSLANDE, m.c.adj.é.n. (exprime son opinion personnelle au sujet de l'attitude correcte du P.L.P. à la commission du pacte scolaire) ; p. 1518 ;

**Budgets. — Exercice 1962. — EDUCATION NATIONALE ET CULTURE (suite).**

**CROMMEN** (concernant la neutralité de l'enseignement officiel et la circulaire de M. LAROCK; l'information donnée au sujet de l'attitude des libéraux lors d'une réunion de la commission du pacte scolaire); p. 1518;

**VANDERMEULEN** (concernant le retard dans la discussion du budget; l'enseignement spécial, les normes de la population scolaire, les classes d'orientation, le mécontentement de certains enseignants, la modification du traitement des instituteurs communaux et libres, une certaine catégorie de professeurs d'éducation physique, les écoles de musique de deuxième catégorie, l'éducation dite populaire, notre organisation culturelle, les bibliothèques publiques, la nécessité d'une expansion culturelle dans les cantons de l'Est, l'enseignement dans cette région); pp. 1518 à 1520;

Observations de MM. HANOTTE, WYN et LAROCK; p. 1519.

*Reprise de la discussion générale* (24 juillet 1962).

Discours de MM. JENNARD (concernant la discussion tardive du budget, la démocratisation de l'enseignement, les normes de la population scolaire, la situation au degré inférieur de l'école primaire, la répartition du Fonds national des études, la formation du personnel enseignant, la neutralité dans l'enseignement de l'Etat); pp. 1531, 1532;

**HOUARDY** (concernant la notion de neutralité dans l'enseignement de l'Etat, les répercussions du retard apporté à la discussion du budget, la socialisation de l'enseignement officiel, les dépenses exagérées faites pour certains secteurs de l'enseignement, le reclassement et la rémunération du corps enseignant; notre politique culturelle, la promotion de la culture, les musées royaux, le fonctionnement de la radio-télévision belge, la médiocrité des émissions d'expression française, les relais de Paris, le fonctionnarisme, la création d'un comité pour établir les programmes, les relations télévision-cinéma, le système de détaxation, le cinéma, la création d'un centre national du cinéma, la production cinématographique belge, le théâtre national, le musée de la parole, la nécessité d'une politique d'encouragement des artistes); pp. 1532 à 1535;

**PHILIPS** (concernant l'application du pacte scolaire, la notion de la neutralité dans l'enseignement de l'Etat, l'enseignement neutre ou confessionnel; l'autonomie culturelle et la réorganisation correspondante du département, l'évolution de la situation dans le pays aboutissant à la création de deux communautés culturelles distinctes; l'enseignement universitaire et post-universitaire, Anvers comme centre universitaire, les études supérieures dans la province de Limbourg, l'étalement des candidatures universitaires); pp. 1535 à 1538;

**ROLIN** (concernant les musées royaux et plus spécialement le Musée d'Art moderne et le Musée d'Art ancien); p. 1538;

**JESPERS** (concernant l'élaboration du budget pour 1963, la création de nouvelles écoles, la nécessité d'un inventaire complet des établissements d'enseignement; le programme des diverses sections de l'enseignement, la rémunération du personnel enseignant, la stabilité de l'emploi, le problème du 4<sup>e</sup> degré, l'enseignement des enfants handicapés); pp. 1538 à 1541;

Observations de M. SMET; p. 1540;

**HANOTTE** (concernant le droit des enseignants au subside annuel de 800 francs que l'Etat accorde aux mutualistes, la légalisation de la péréquation des barèmes, le barème des professeurs à horaire réduit, le manque de coordination entre les services s'occupant des constructions scolaires, la pénurie d'instituteurs primaires due à l'insuffisance des traitements, l'expérience de Couvin, les normes de la population scolaire, le malaise dans le corps professoral, le paiement des intérimaires, le paiement du traitement au personnel de l'enseignement primaire qui doit se présenter au service de Santé, la visite médicale du personnel enseignant du 4<sup>e</sup> degré transformé en école professionnelle, l'enseignement technique, le contrôle de la destination des subsides, le recrutement des vérificateurs, la rationalisation nécessaire, les écoles expérimentales, le paiement direct aux instituteurs des écoles subventionnées officielles, le personnel enseignant technique pensionné, le calcul de la pension dans l'enseignement moyen et l'enseignement technique, le sort des professeurs de pratique professionnelle); pp. 1541 à 1543;

le baron **NOTHOMB** (concernant la discussion tardive du budget, la promotion de toutes les branches artistiques, les émissions de la radio et de la télévision, l'éducation populaire, la scission et la réorganisation du département, la radio « pour les Belges d'expression allemande », les deux expressions de notre culture, l'éventualité d'un pacte culturel,

**Budgets. — Exercice 1962. — EDUCATION NATIONALE ET CULTURE (suite).**

la constitution de deux régions de culture autonome, le discours de M. PHILIPS, les moyens d'interpénétration, le contact entre écrivains belges d'expression française et d'expression néerlandaise, les traductions, le bilinguisme); pp. 1543 à 1545;

Observations de MM. VANDEKERCKHOVE et ROLIN; p. 1544;

**DELBOUILLE** (concernant la scission du département, l'existence et la compétence des deux ministres, les problèmes de la culture, l'autonomie culturelle, les conseils culturels, une réforme du travail des commissions, la coexistence des enseignements, la neutralité, la fonction enseignante, le rétablissement d'une école normale supérieure à côté de l'université, la révision des programmes et des méthodes, le personnel scientifique des universités, l'essai de certaines universités, la propédeutique, la médiocrité de certaines émissions de la radio et de la télévision); pp. 1545 à 1547;

Observations de MM. VAN HEMELRIJCK, R. HOUBEN, LAROCK, le baron NOTHOMB, DEHOUSSE et HOUSSIAUX; p. 1546;

**DUVIEUSART** (concernant les conséquences de l'autonomie culturelle, la nécessité de parler et d'écrire correctement, l'enseignement de la diction et de l'histoire, l'enseignement horticole en pays wallon, le transfert de la section française de l'école d'horticulture de Vilvorde); pp. 1547, 1548;

Observation de M. LAROCK; p. 1548;

**FLAMME** (concernant le statut du personnel enseignant, la valorisation des diplômés décernés par les écoles d'économistes et d'intendants à Wemmel et à Irchonwelz); p. 1548;

**GILLON** (concernant les critiques émises par une revue artistique à l'adresse d'un haut fonctionnaire du département); p. 1548;

**R. HOUBEN** (concernant la publication de l'arrêté organique des centres psycho-médico-sociaux et de l'orientation professionnelle; l'enseignement universitaire, l'accès à l'enseignement universitaire, la structure de l'enseignement supérieur, l'essai de certaines universités (Anvers); les solutions au problème, un programme d'années de complément et de réorientation, un programme d'enseignement technique supérieur, l'enseignement post-universitaire (médecine), la création du diplôme de médecin-spécialiste, l'étalement des candidatures); pp. 1549, 1550;

**NOEL** (concernant la notion de la neutralité de l'enseignement, certains concours organisés par le département sous l'égide de firmes commerciales, les critères de nomination et de promotion dans l'enseignement, les titres requis pour accéder à l'enseignement, la rationalisation dans l'enseignement, les dossiers d'agrégation, le contrôle des subventions, l'éducation des parents, les écoles à horaire réduit, la démocratisation de l'enseignement, les assistants aux universités, les prestations des professeurs de pratique dans l'enseignement technique, les normes de la population scolaire, l'affectation des crédits du budget, les dépenses résultant de la scission du département); pp. 1550 à 1553;

Observations de MM. VAN HEMELRIJCK, DE WINTER, LAROCK, R. HOUBEN, JANNE et HANOTTE; pp. 1550 à 1553;

**LACROIX** (concernant l'école technique de Namur, l'école d'horticulture de Grand-Manil, le transfert de la section française de l'école d'horticulture de Vilvorde, les normes de la population scolaire, la révision des traitements du personnel enseignant); pp. 1553, 1554;

**JANNE** (concernant l'augmentation constante du budget, l'incidence du pacte scolaire, la comparaison avec le budget de l'instruction publique aux Pays-Bas, la nécessité de « programmer » notre politique d'enseignement, la nouvelle structure du département, le pacte scolaire, le projet d'omnivale des diplômés (accès à l'enseignement supérieur), l'enseignement vespéral, l'enseignement par correspondance, le problème de l'accès à l'université, l'étalement des candidatures, la propédeutique, la création d'une rhétorique supérieure dotée d'un statut spécial, la surcharge du programme des études secondaires); pp. 1554 à 1557;

Observations de MM. HOUSSIAUX et DELBOUILLE; pp. 1554 et 1556;

La séance est suspendue pendant un quart-d'heure.

Discours de MM. MOLTER (concernant l'éducation populaire, la création d'une université à Anvers); pp. 1557, 1558;

de la **VALLEE POUSSIN** (concernant le Musée de Peinture moderne, les musées d'art et d'histoire, le théâtre national, l'enseignement de l'art théâtral; justifie son vote et parle de la dualité culturelle); p. 1558;

### Budgets. — Exercice 1962. — EDUCATION NATIONALE ET CULTURE (suite).

VAN ELSLANDE, m.c.adj.é.n. (concernant la scission du département, l'arrêté organique relatif aux centres P.M.S., la commission spéciale du transport des élèves, la rationalisation de l'enseignement, la commission du pacte scolaire, les écoles à classe unique, les problèmes universitaires, l'étalement des candidatures, la réforme des structures de l'enseignement secondaire, l'autonomie culturelle, la politique d'expansion culturelle, les catégories de promoteurs et de dispensateurs de la culture, les conditions réelles dans lesquelles il faut pratiquer une politique culturelle belge, la prolongation des loisirs, l'accroissement des besoins culturels, les dépenses à fin culturelle, le mécénat, les conditions financières défavorables pour appliquer une politique culturelle, la construction de théâtres, la nécessité d'éveiller l'intérêt pour la culture, les problèmes de la jeunesse, une coordination entre les divers secteurs culturels, les conseils culturels); pp. 1558 à 1561;

LAROCK, m.é.n.c. (répond à M. GILLON au sujet de l'attitude d'un haut fonctionnaire du département; concernant l'enfance handicapée, l'enseignement spécial, le transport des élèves, les centres P.M.S., les solutions de rationalisation, les normes de la population scolaire, les plaintes d'instituteurs du secteur subventionné, l'enseignement de l'histoire, l'école d'horticulture de Vilvorde, la création d'une université à Anvers, la radio, la télévision, le théâtre, les musées, l'utilité d'une école normale supérieure, l'autonomie culturelle, la neutralité scolaire, la démocratisation des études; rend hommage aux enseignants de toutes les écoles); pp. 1562 à 1564;

Observation de M. HANOTTE; p. 1563;

GILLON (concernant la réponse du ministre au sujet du fonctionnaire en cause); p. 1564;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles du tableau* (24 juillet 1962).

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 1564.

*Discussion des articles du projet de loi* (24 juillet 1962).

*Art. 1<sup>er</sup> à 17.*

Adoptés sans observations; pp. 1564 à 1566.

*Vote* (25 juillet 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 112 voix contre 19 et 8 abstentions; pp. 1596, 1597.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

### EMPLOI ET TRAVAIL.

*Budget du Ministère de l'Emploi et du Travail pour l'exercice 1962.*

Doc. — N° 5-XVII: Projet de loi + Annexes.  
N° 10: Rapport de M. Magé + Annexes.

Ann. — *Discussion générale* (14 novembre 1961).

Discours de MM. MAGE, rapp. (concernant les problèmes du chômage, la formation professionnelle accélérée, la mise au travail des chômeurs par les communes, la mise au travail des handicapés, les difficultés que rencontrent de nombreux jeunes qui veulent se perfectionner, l'octroi de distinctions honorifiques aux ouvriers et employés); pp. 7, 8;

DEBUCQUOY (concernant la création d'une administration de l'emploi, la réadaptation professionnelle, la politique de l'emploi, l'O. N. E. M., le reclassement de travailleurs de charbonnages fermés, l'inadaptation de notre appareil d'enseignement, les lacunes qui existent dans certaines régions, les études à faire sur les plans démographique et économique, les cours du soir et par correspondance, les aménagements en vue d'humaniser les cours du soir; les problèmes des employés, la protection des rémunérations, la durée du travail, les abonnements aux chemins de fer, la réforme des conseils de prud'hommes, la reconnaissance syndicale, la réadaptation et le reclassement d'employés licenciés par suite de fermetures d'entreprises, la suppression de la limite d'âge à l'embauche dans l'administration); pp. 8 à 11;

MOULIN (concernant la diminution du chômage, la réadaptation professionnelle, l'augmentation des indemnités de chômage; l'inspection médicale et technique du département, la scission du département du Travail et de la Prévoyance sociale, l'application de la loi du 28 avril 1958 en faveur des handicapés, la restauration de l'autonomie du Fonds des handicapés); pp. 12, 13;

### Budgets. — Exercice 1962. — EMPLOI ET TRAVAIL (suite).

Observations de MM. VAN HEMELRIJCK et DEBUCQUOY; pp. 12, 13;

SMET (concernant les problèmes que pose l'enseignement technique, l'enseignement du soir, l'organisation d'un enseignement technique post-scolaire pendant les heures de travail; les problèmes du chômage, la suppression du contrôle journalier pour les chômeurs de plus de 60 ans, le montant des indemnités de chômage, la création d'ateliers sociaux, le contrôle médical des travailleurs); pp. 13 à 15;

Observations de MM. DECOUX et DEVUYST; p. 14.

*Reprise de la discussion générale* (16 novembre 1961).

Discours de MM. MERCHIEERS (concernant le programme social du P.L.P., l'assouplissement de la réglementation en matière de durée du travail, l'interdiction de travailler faite aux pensionnés, l'uniformisation progressive du contrat de travail et du contrat d'emploi; le salaire hebdomadaire garanti, le chômage, l'avis du Conseil national du Travail en la matière, la lutte contre les abus, les idées émises par un des chercheurs du Centre Paul Hymans, la fusion du Conseil national du Travail et du Conseil central de l'Economie, le statut de l'apprenti); pp. 18 à 21;

Observations de MM. DE BOODT, HARMEGNIES, R. HOUBEN et WARNANT; pp. 18 à 20;

R. HOUBEN (concernant le Fonds des handicapés, son maintien sous la compétence du ministère de l'Emploi et du Travail, le problème du chômage, la politique de mise au travail, les statuts respectifs des ouvriers et des employés); pp. 21, 22;

JESPERS (concernant la mise au travail des handicapés); p. 22;

GODIN (concernant le chômage des femmes mariées); pp. 22, 23;

Observation de M. BENOIT; p. 23;

SERVAIS, m.e.t. (répond aux orateurs; traite notamment de la protection des rémunérations, des tribunaux du travail, de la reconnaissance syndicale, de l'inspection médicale, du contrôle médical des travailleurs, de la durée du travail, du rapprochement entre le contrat de travail et le contrat d'emploi, de la réglementation du chômage, du problème des handicapés, de la formation professionnelle, du placement des chômeurs âgés, de la réadaptation professionnelle, de l'étude des possibilités de main-d'œuvre de certaines régions pour les industries nouvelles, du recours à la main-d'œuvre féminine, de la mise au travail de chômeurs par les communes); pp. 23 à 27;

Observations de MM. DEBUCQUOY, WARNANT, JANNE, VAN CAUWELAERT et HARMEGNIES; pp. 23 à 27;

MOLTER (concernant la ratification de la Charte sociale du Conseil de l'Europe); p. 27;

SERVAIS, m.e.t. (répond à M. MOLTER); p. 27;

HARMEGNIES (concernant la mise au travail de chômeurs par les communes); p. 27;

Observations de MM. DE WINTER, VERSE, VAN CAUWELAERT et VANDER BRUGGEN; p. 27;

SERVAIS, m.e.t. (concernant l'occupation de chômeurs par les communes); p. 28;

Observations de MM. HARMEGNIES et VAN CAUWELAERT; p. 28;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles du tableau* (16 novembre 1961).

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 28.

*Discussion des articles du projet* (16 novembre 1961).

*Art. 1<sup>er</sup> à 4.*

Adoptés sans observations; p. 28.

*Vote* (16 novembre 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 96 voix contre 11 et 1 abstention; pp. 28, 29.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

### FINANCES.

*Budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1962.*

Doc. — N° 5-XXI: Projet transmis par la Chambre des Représentants.

**Budgets. — Exercice 1962. — FINANCES (suite).**

*Ann.* — Pas de discussion générale.

*Discussion des articles du tableau* (31 janvier 1962).

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés ; p. 565.

*Discussion des articles du projet de loi* (31 janvier 1962).

*Art. 1<sup>er</sup> à 10.*

Adoptés sans observations ; pp. 565, 566.

*Vote* (7 février 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 112 voix contre 10 et 7 abstentions ; p. 606.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**GENDARMERIE.**

*Budget de la Gendarmerie pour l'exercice 1962.*

*Doc.* — N° 5-XI : Projet de loi + Annexe.

N° 8 : Rapport de M. Vandenberghe + Annexe.

*Ann.* — *Discussion générale* (16 novembre 1961).

Discours de MM. VANDENBERGHE, rapp. (concernant l'augmentation du budget, l'équilibre linguistique à la gendarmerie, la modernisation de l'équipement, l'amélioration du logement des gendarmes) ; pp. 30, 31 ;

HOUIGARDY (concernant les difficultés dans le recrutement de gendarmes, l'insuffisance des logements, le rôle de la gendarmerie en tant que police préventive de la route, la promotion plus rapide au grade de premier maréchal de logis) ; p. 31 ;

Observations de MM. DEHUSSE et WARNANT ; p. 31 ;

GHEYSEN (concernant le recrutement d'officiers de rôle néerlandais, la promotion au grade de premier maréchal des logis, la revalorisation des traitements, la situation des gendarmes engagés pendant les années de guerre et maintenus en service, le logement) ; pp. 31, 32 ;

WILLEMS (concernant la protection des gendarmes de la police routière contre les accidents, l'utilisation de véhicules automobiles rapides au lieu de motocyclettes, l'octroi de l'intervention dans les cotisations de mutualiste libre versées par les gendarmes pensionnés) ; p. 32, 33 ;

BERTINCHAMPS (concernant la reconnaissance aux gendarmes des mêmes droits que ceux reconnus aux membres de l'armée par la loi du 24 avril 1958) ; p. 33 ;

HANOTTE (concernant l'augmentation du budget extraordinaire de la gendarmerie, l'emploi auquel sont destinés les chars légers, la standardisation des munitions, le crédit prévu pour l'adaptation des moyens de transmission ; le logement des gendarmes) ; pp. 33, 34 ;

SEGRS, m.d.n. (répond aux orateurs ; traite notamment des missions de la gendarmerie, de l'amélioration de l'équipement, du logement des gendarmes, de l'accession au grade de premier maréchal des logis, de l'équilibre linguistique, de la police de la route, des traitements dans la gendarmerie, des services prestés par les gendarmes pendant la guerre, de la situation des gendarmes engagés pendant les années de guerre) ; pp. 34 à 36 ;

Observations de MM. TRAPPENIERS et DE WINTER ; pp. 35, 36 ;

WILLEMS (concernant l'octroi de voitures rapides à la police de la route) ; p. 36 ;

SEGRS, m.d.n. (concernant l'augmentation des automobiles pour la gendarmerie) ; p. 36 ;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles du tableau* (16 novembre 1961).

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés ; p. 36.

*Discussion des articles du projet de loi* (16 novembre 1961).

*Art. 1<sup>er</sup> à 5.*

Adoptés sans observations ; p. 36, 37.

*Vote* (21 novembre 1961).

MM. GILLON et ROLIN justifient leur vote ; p. 57 ;

L'ensemble du projet de loi est adopté par 108 voix contre 3 et 16 abstentions ; pp. 57, 58.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

**Budgets. — Exercice 1962.****INTERIEUR ET FONCTION PUBLIQUE.**

*Budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction Publique pour l'exercice 1962.*

*Doc.* — N° 5-VIII : Projet de loi + Annexes.

N° 7 : Amendement présenté par le Gouvernement.

N° 11 : Rapport de M. Lacroix + Annexes.

*Ann.* — *Discussion générale* (21 novembre 1961).

Discours de MM. LACROIX, rapp. (concernant les finances communales, l'octroi aux communes du huitième des ressources fiscales au lieu du neuvième actuellement attribué ; la protection civile, la refonte des statuts des intercommunales ; les traitements des bourgmestres et échevins, l'exercice de fonctions supérieures ; le maintien de l'ordre, les cadres du personnel des provinces et des communes ; les rapports entre Flamands et Wallons, le problème des grandes villes ; les traitements des gardes champêtres, la revendication de la croix du déporté pour les déportés de la guerre 1914-1918) ; pp. 53 à 55 ;

Observations de MM. HARMEGNIES et A. GILSON, m.i.f.p. ; pp. 53, 54 ;

DE MAN (concernant l'assainissement des finances communales, l'augmentation de la dotation du Fonds des communes, les critères de répartition plus objectifs du Fonds, le regroupement de communes, la déconcentration, le rôle des commissaires d'arrondissement dans ce domaine, le contrôle des commissions d'assistance publique, le statut des greffiers provinciaux, la protection civile, l'information de la population au sujet de la protection en cas de conflit atomique, l'exercice de fonctions supérieures) ; pp. 56, 57 ;

Observations de MM. A. GILSON et MACHTENS ; p. 57 ;

CLAEYS (concernant la situation financière déficitaire des grandes villes, l'insuffisance des subventions allouées en vertu de la loi de 1948, l'augmentation de la fiscalité communale, les charges d'intérêt régional et national que supportent les grandes villes, l'augmentation de la charge de la dette de la ville de Gand, les charges d'enseignement supportées par les grandes villes, les charges qui découlent des parquets de police et du fonctionnement du centre de secours 900 ; demande le doublement du Fonds spécial des grandes villes) ; pp. 59 à 61 ;

Observations de M. SLEDSSENS ; p. 60 ;

SLEDSSENS (concernant l'attitude qu'adoptent certaines grandes villes formant le centre de grandes agglomérations, la quote-part des communes des agglomérations dans les frais de fonctionnement des tribunaux de police, les charges que supportent les grandes villes, les objectifs que le ministre s'est assignés, l'assainissement des finances communales, les additionnels à l'impôt foncier et la péréquation cadastrale, l'augmentation des charges à supporter par les commissions d'assistance publique, la réorganisation des commissions, le discours prononcé à Namur par le professeur Périn) ; pp. 61 à 64 ;

Observations de MM. ORBAN, VAN BUGGENHOUT et HARMEGNIES ; pp. 62, 63 ;

NOEL (concernant les finances communales, les taxes communales, le supplément communal à la taxe professionnelle, la situation des agents communaux, les projets linguistiques, le maintien de l'ordre, l'acquisition de chars légers pour la gendarmerie) ; pp. 64, 65 ;

Observations de MM. ORBAN, A. GILSON, DEBUCQUOY, HOUSIAUX et LACROIX ; pp. 64, 65 ;

de la VALLEE POUSSIN (concernant la crise de l'administration, la politisation de l'administration, le droit de grève des agents de l'Etat, l'efficacité de l'administration, le problème linguistique, le bilinguisme dans la haute administration) ; pp. 65 à 67 ;

Observations de MM. ORBAN et de STEXHE ; pp. 66, 67 ;

de STEXHE (concernant le problème du maintien de l'ordre, les promesses du gouvernement et l'absence de réalisations dans ce domaine, les promotions de fonctionnaires grévistes dans certains départements) ; pp. 67, 68 ;

Observations de MM. A. GILSON et ORBAN ; pp. 67, 68 ;

NIHOUL (concernant les projets linguistiques, le maintien de l'ordre, les finances communales, l'incidence de la péréquation cadastrale) ; pp. 68, 69 ;

Observations de MM. ORBAN, A. GILSON et de STEXHE ; p. 69 ;

DE BRUYNE (concernant les répercussions de la péréquation cadastrale, le système de péréquation pour les bâtiments industriels et leur équipement) ; pp. 69, 70 ;

**Budgets. — Exercice 1962. — INTERIEUR ET FONCTION PUBLIQUE (suite).**

DEBUCQUOY (concernant la protection civile, l'absence de rendement valable des dépenses, les interventions de la protection civile, le recrutement et la formation des volontaires, la réorganisation de la protection civile); pp. 70, 71;

Observations de MM. LACROIX et A. GILSON; p. 70;

TRAPPENIERS (concernant le statut syndical du personnel communal, la déconcentration et la décentralisation, l'augmentation des additionnels communaux à l'impôt foncier); pp. 71, 72;

Observations de M. ORBAN; p. 72.

*Reprise de la discussion générale* (22 novembre 1961).

Discours de MM. DE GRAUW (concernant le déficit croissant des grandes villes, les pertes de revenus résultant pour la ville de Bruxelles de l'accroissement de la superficie occupée par les services publics, les charges nationales de la capitale dans le domaine de la police et de l'enseignement); pp. 74, 75;

HARMEGNIERS (concernant le régime des allocations familiales de certains fonctionnaires d'Afrique, le congrès de l'Union internationale des Villes, le problème des traitements dans les communes reclassées, les finances communales, l'augmentation du Fonds des communes, l'octroi aux communes d'une quote-part d'un huitième des impôts cédulaires de l'Etat, les mesures fiscales impopulaires que les communes devront prendre en 1962, le déficit des finances des communes); pp. 75 à 77;

Observations de MM. A. GILSON, DE MAN, ORBAN et MACHTENS; pp. 75 à 77;

VAN CAUWELAERT (concernant les délais pour l'approbation ou l'improbation par les instances supérieures de décisions prises par les communes, la délégation de certains pouvoirs aux gouverneurs de province et aux commissaires d'arrondissement, l'examen des budgets communaux par les instances supérieures, les traitements du personnel des communes et des commissaires d'assistance publique, le traitement et la pension des bourgmestres, la revalorisation des traitements du personnel de l'Etat); pp. 77, 78;

Observations de MM. SLESENS, MACHTENS et DE MAN; pp. 77, 78;

MACHTENS (concernant le projet sur le renforcement des mesures d'ordre, les finances communales, la réalisation de travaux extraordinaires par des communes aux finances obérées, les dépenses d'assistance publique, la protection civile, les délais pour l'approbation d'emprunts communaux); pp. 78 à 80;

Observations de MM. DE MAN, VREVEN, DELMOTTE, VAN CAUWELAERT et HARMEGNIERS; p. 78, 79;

MERCHERS (concernant les finances communales, la situation des grandes villes et de la ville de Gand en particulier, la majoration des centimes additionnels à la contribution foncière, le cadre et les barèmes du personnel des communes, la reprise par l'Etat des bâtiments et du personnel des tribunaux de police, le maintien de l'ordre, le droit de grève des agents des services publics, le crédit prévu pour le congrès international de l'Union des Villes et Communes; la réforme électorale); pp. 80 à 82;

Observation de M. VAN CAUTEREN; p. 81;

A. GILSON, m.i.f.p. (répond aux orateurs; traite notamment du cas de M. Périn, de l'augmentation du subside à l'Union des Villes et Communes, de l'assainissement des finances communales, de la réorganisation des communes, du problème des grandes villes, de la responsabilité financière des communes, de la modernisation de nos institutions et des services administratifs, de la revalorisation des traitements, la revalorisation professionnelle, l'expérience du stage, l'amélioration du contrôle de la gestion, le projet de loi tendant à la déconcentration des pouvoirs; le maintien de l'ordre dans le pays, les problèmes d'information, l'action préventive, le complément des moyens légaux, la loi de 1948 sur les prestations d'intérêt vital); pp. 82 à 87;

Observations de MM. HARMEGNIERS, le PRESIDENT, DELMOTTE, de STEXHE, NIHOUL, de la VALLEE POUSSIN et MACHTENS; pp. 82 à 85;

DELMOTTE (concernant le contrôle de la tutelle administrative, les modifications au système de répartition du Fonds des communes); pp. 87, 88;

Observations de M. le PRESIDENT; p. 87;

**Budgets. — Exercice 1962. — INTERIEUR ET FONCTION PUBLIQUE (suite).**

MERCHERS (concernant le projet de loi sur la réforme électorale); p. 88;

A. GILSON, m.i.f.p. (répond à M. MERCHERS); p. 88;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles du tableau* (22 novembre 1961).

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 88.

*Discussion des articles du projet de loi* (22 novembre 1961).

*Art. 1<sup>er</sup> à 11.*

Adoptés sans observations; pp. 88, 89.

*Vote* (23 novembre 1961).

M. de STEXHE justifie son vote; p. 108.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 112 voix contre 15 et 7 abstentions; pp. 108, 109.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

**JUSTICE.**

*Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1962.*

*Doc. — N° 5-VII: Projet de loi.*

N° 18: Rapport de M. Vandekerckhove + Annexes.

N° 19: Amendements présentés par le Gouvernement.

*Ann. — Discussion générale* (22 novembre 1961).

Discours de MM. VANDEKERCKHOVE, rapp. (concernant l'exécution des petites peines d'emprisonnement, l'application de la législation linguistique dans les cours et tribunaux, la loi du 30 juin 1961 en matière d'épuration, la nomination d'anciens magistrats du Congo dans les tribunaux belges); pp. 89, 90;

MAISSE (concernant la détention préventive, la rémunération des magistrats, le traitement des personnes arrêtées et détenues par suite d'une arrestation administrative, notamment pour ivresse au volant); pp. 90, 91;

VERMEYLEN, m.j. (répond aux deux premiers orateurs; traite notamment de l'exécution des petites peines, de la situation linguistique dans les tribunaux, de la dernière loi relative à l'épuration, de la nomination d'anciens magistrats du Congo, de la détention préventive, des traitements des magistrats, des délits d'ivresse au volant); pp. 91 à 93;

Observations de M. ROLIN; p. 92.

*Reprise de la discussion générale* (23 novembre 1961).

Discours de MM. ROLIN (concernant l'élaboration des textes législatifs, les anormaux, la délinquance juvénile, l'accroissement du nombre d'enfants confiés par les tribunaux d'enfants à des institutions privées, l'évolution dans le domaine du traitement des délinquants); pp. 104, 105;

Observations de MM. DE BAECK et SLESENS; p. 105;

DE BAECK (concernant les nominations dans la magistrature, leur soustraction à l'influence politique, la situation linguistique dans la magistrature bruxelloise, la réforme de la procédure pénale, les libérations provisoires, la libération d'inciviques encore détenus, la loi de juin 1961 relative à l'épuration); pp. 105 à 107;

Observations de MM. ROLIN, DE BOODT, SLESENS, VERMEYLEN et JESPERS; pp. 106, 107;

MERCHERS (concernant la traduction néerlandaise du Code civil, les projets de loi relatifs à la défense sociale et à la réhabilitation, la modification de la loi sur la protection de l'enfance, l'état des bâtiments de la protection de l'enfance, les nominations de magistrats du Congo, la police judiciaire, la situation à la brigade de Gand); pp. 107, 108;

Observations de MM. VERMEYLEN et VAN CAUWELAERT; p. 107.

*Reprise de la discussion générale* (29 novembre 1961).

Discours de MM. DEKEYZER (concernant les infractions au règlement général sur la protection du travail); p. 152;

CHOT (concernant la réforme judiciaire, le rajustement des traitements des magistrats, les barèmes des greffiers, la détention préventive, les nombreux procès-verbaux dressés dans certaines brigades de gendarmerie pour infraction aux articles 372 et suivants et 383 et suivants du Code pénal, la protection des animaux); pp. 152 à 154;

**Budgets. — Exercice 1962. — JUSTICE (suite).**

Observation de M. DUVIEUSART ; p. 153 ;  
 DUA (concernant la réforme de la procédure civile, l'introduction de la procédure dirigée, la police judiciaire, la situation à la police judiciaire de Gand, le palais de justice de Gand, les pièces où sont détenus les suspects) ; pp. 154, 155 ;  
 Observation de M. MERCHERS ; p. 154 ;  
 ROOSENS (concernant le sort des condamnés politiques encore détenus) ; p. 155 ;  
 VERSE (concernant le problème du reclassement des magistrats de l'ex-Congo belge) ; pp. 156, 157 ;  
 Observations de MM. MOULIN et HARMEGNIES ; p. 156 ;  
 DIEPENDAELE (concernant la loi du 30 juin 1961, la liquidation de la répression par l'amnistie) ; p. 157 ;  
 VANDER BRUGGEN (concernant le barbouillage de plaques indicatrices le long des routes) ; pp. 157, 158 ;  
 VERMEYLEN, m.j. (répond aux orateurs et traite notamment de l'application de la loi du 30 juin 1961, de la nomination de magistrats coloniaux, de la mise en liberté de condamnés politiques, de la réforme judiciaire, de la procédure dirigée, de la police judiciaire de Gand, des traitements des magistrats et des fonctionnaires de l'ordre judiciaire, de la détention préventive, du projet de loi relatif à la réhabilitation, de la protection de l'enfance, de la rédaction des textes législatifs, de la délinquance juvénile) ; pp. 158 à 161 ;  
 Observations de MM. ORBAN et DE BAECK ; pp. 158 à 160 ;  
 DIEPENDAELE (concernant le nombre de demandes introduites en vertu de la loi du 30 juin 1961) ; p. 161 ;  
 VERMEYLEN, m.j. (répond à M. DIEPENDAELE) ; pp. 161, 162 ;  
 La discussion générale est close.

*Discussion des articles du tableau (29 novembre 1961).*

*Art. 1<sup>er</sup> à 21.*

Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés ; p. 162.

*Art. 22.*

L'amendement du gouvernement est adopté ;  
 L'article, amendé, est adopté ; p. 162.

*Art. 28 et 29 de la section I.*

*Art. 3 à 28 de la section II.*

Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés ; p. 162.

*Art. 3 de la section III.*

L'amendement du gouvernement est adopté ;  
 L'article, amendé, est adopté ; p. 162.

*Art. 7 et 8 de la section III.*

Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés ; p. 162.

*Discussion des articles du projet de loi (29 novembre 1961).*

*Art. 1<sup>er</sup> à 11.*

Adoptés sans observations ; pp. 163, 164.  
 M. ORBAN justifie son vote ; p. 164.

*Vote (30 novembre 1961).*

L'ensemble du projet de loi est adopté par 120 voix contre 14 et 6 abstentions ; pp. 184, 185.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

**NON-VALEURS ET REMBOURSEMENTS.**

*Budget des Non-Valeurs et des Remboursements pour l'exercice 1962.*

*Doc. — N° 5-V : Projet transmis par la Chambre des Représentants.*

*Ann. — Discussion générale jointe à celles des Budgets des Voies et Moyens et des Recettes extraordinaires pour l'exercice 1962.*

*Discussion des articles du tableau (20 décembre 1961).*

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés ; p. 395.

**Budgets. — Exercice 1962. — NON-VALEURS ET REMBOURSEMENTS (suite).**

*Discussion de l'article unique du projet de loi (20 décembre 1961).*

Adopté sans observations ; p. 395.

*Vote (20 décembre 1961).*

L'ensemble du projet de loi est adopté par 93 voix contre 9 et 5 abstentions ; p. 434.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**PENSIONS.**

*Budget des Pensions pour l'exercice 1962.*

*Doc. — N° 5-III : Projet transmis par la Chambre des Représentants.*

*Ann. — Discussion générale jointe à celles des Budgets des Voies et Moyens et des Recettes extraordinaires pour l'exercice 1962.*

*Discussion des articles du tableau (20 décembre 1961).*

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés ; p. 395.

*Discussion de l'article unique du projet de loi (20 décembre 1961).*

Adopté sans observations ; p. 395.

*Vote (20 décembre 1961).*

L'ensemble du projet de loi est adopté par 93 voix contre 9 et 5 abstentions ; p. 434.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**PREVOYANCE SOCIALE.**

*Budget du Ministère de la Prévoyance Sociale pour l'exercice 1962.*

*Doc. — N° 5-XVIII : Projet de loi + Annexes.*

*N° 13 : Rapport de M. Debucquoy + Annexes.*

*N° 28 : Amendement proposé par M. Smet.*

*Ann. — Discussion générale (23 novembre 1961).*

Discours de MM. DEBUCQUOY, rapp. (concernant la politique du gouvernement en matière de pensions, d'assurance maladie-invalidité, d'allocations familiales, de vacances annuelles, d'assurance accidents du travail ; le financement de la deuxième tranche de l'augmentation des pensions ouvrières, la révision complète des régimes de pension, l'assurance maladie-invalidité, l'augmentation des allocations familiales, la répartition des charges supportées par les industries visées par la législation sur les maladies professionnelles) ; pp. 109 à 111 ;

BEULERS (concernant le problème de la pension des mineurs invalides à 70 %, l'activité de la Commission d'appel pour les mineurs, la pension anticipée des mineurs, les centres médico-techniques, l'aide aux victimes de la silicose) ; pp. 111, 112 ;

Observations de M. VAN CAUWELAERT ; p. 112 ;

DEBAISE (concernant les taux de pension, les frais médico-pharmaceutiques des pensionnés, la simplification des formalités de demande de pension, les cas d'ouvriers licenciés par suite de la fermeture de charbonnages) ; pp. 112, 113 ;

DUVIEUSART (concernant la situation démographique du pays, les taux de natalité, les mesures préconisées par le comité d'études des problèmes de la dénatalité en Belgique, une politique nataliste) ; pp. 113, 114 ;

JANNE (concernant le problème de la sécurité sociale des étudiants) ; p. 114 ;

SMET (concernant les allocations familiales, la charge des allocations de naissance et des allocations d'orphelins, l'octroi d'allocations familiales pour des étudiants de plus de 21 ans, l'augmentation des allocations familiales, le financement de l'augmentation des pensions des salariés) ; pp. 114 à 116 ;

Observations de M. VANDEPUTTE ; p. 115 ;

Mlle DRIESSEN (concernant le paiement des allocations familiales pour enfants placés dans des institutions) ; p. 116 ;

MM. DEBUCQUOY (concernant la traduction d'un passage du rapport) ; p. 116 ;

**Budgets. — Exercice 1962. — PREVOYANCE SOCIALE (suite).**

Observations de M. SMET; p. 116;

JENNARD (concernant les difficultés rencontrées par l'O.N.S.S. dans la perception centralisée de toutes les cotisations, la création de bureaux régionaux, l'abandon de l'expérience, le retour à une déconcentration); pp. 116, 117;

BOGAERT (concernant l'aide aux handicapés mentaux); p. 117;

VAN CAUWELAERT (concernant les droits des enfants abandonnés par leurs parents, l'octroi de charbon gratuit aux mineurs pensionnés, l'aide spéciale en cas de maladie grave, la contestation entre le fonds spécial d'assistance et les mutualités à propos de soins physio-thérapeutiques); pp. 117, 118;

*Reprise de la discussion générale* (28 novembre 1961).

Discours de MM. DERUELLES (concernant l'évolution en matière de sécurité sociale, l'évolution dans le domaine des pensions, la suppression de certaines anomalies, l'individualisation de l'octroi de la pension, l'assurance maladie-invalidité, la généralisation de la gestion paritaire de la sécurité sociale, la décentralisation, la réorganisation de l'inspection sociale et de l'inspection du travail, l'unicité de juridiction pour les litiges du travail et de la sécurité sociale); pp. 122, 123;

VANDEPUTTE (concernant la sécurité sociale des travailleurs indépendants, les allocations familiales pour indépendants, l'assurance maladie-invalidité pour indépendants); pp. 123, 124;

LAUWEREINS (concernant la pension de vieillesse du personnel navigant de la pêche maritime, la procédure d'octroi de la pension, le paiement des allocations familiales pour les enfants placés dans des institutions, l'obligation alimentaire en faveur de personnes placées dans des institutions); p. 124;

MOULIN (concernant la scission du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale en 1958, l'augmentation des pensions de vieillesse, l'accélération de l'instruction de demandes de pensions, les «vacances de pensionnés» organisées par les mutualités, les pourparlers avec les représentants des médecins et des pharmaciens, l'assurance maladie-invalidité libre, le sort des estropiés et mutilés, les maladies professionnelles, le problème de la silicose, le Fonds des handicapés); pp. 124 à 126;

LEBURTON, m.p.s. (concernant la programmation sociale; les conditions du progrès social: humanisme social, équilibre financier, structure technique et administrative solide; répond aux orateurs et traite notamment de la décentralisation de la sécurité sociale, de la majoration des pensions et de son financement, des problèmes démographiques, des allocations familiales, des problèmes des mineurs, de la prévention des maladies professionnelles, des centres médico-techniques, des problèmes de l'assurance maladie-invalidité, de la sécurité sociale des travailleurs indépendants); pp. 126 à 129;

Observations de MM. VAN CAUWELAERT, BEULERS et MOULIN; pp. 128, 129;

PONTUS (concernant les problèmes sociaux en suspens entre la Belgique et l'Allemagne, l'installation dans les cantons de l'Est d'un bureau régional compétent dans tous les domaines sociaux); pp. 129, 130;

VERSE (concernant les retards considérables apportés par la Commission supérieure des pensions à statuer sur les appels portés devant elle); p. 130;

LEBURTON, m.p.s. (répond à M. VERSE); p. 130;

DEBUCQUOY (concernant la programmation sociale, les problèmes démographiques, la disproportion entre les interventions de l'Etat en matière de pensions et d'allocations familiales); pp. 135, 136;

ROOSENS (concernant la réorganisation de la sécurité sociale, la réduction du nombre des institutions qui relèvent du département, le regroupement de services disséminés, la traduction de certains termes, la situation du personnel du contrôle médical); pp. 136, 137;

RUITTEN (concernant la pension des mineurs, la pension d'invalidité accordée aux ouvriers déclarés inaptes au travail dans la mine); pp. 137, 138;

LEBURTON, m.p.s. (répond aux derniers orateurs et traite notamment de la programmation sociale, de la rationalisation des organismes dépendant du département, du fonctionnement de l'Institut du contrôle médical, de la pension des mineurs); p. 138;

**Budgets. — Exercice 1962. — PREVOYANCE SOCIALE (suite).**

Observations de M. DEBUCQUOY; p. 138;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles du tableau* (28 novembre 1961).

*Art. 1<sup>er</sup> à 20.*

Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 138.

*Art. 21.*

Intervention de M. LEBURTON; l'amendement de MM. SMET et SIMOENS est rejeté;

L'article est adopté; pp. 138 à 140.

*Art. 24 et suivants.*

Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 140.

*Discussion des articles du projet de loi* (28 novembre 1961).

*Art. 1<sup>er</sup> à 6.*

Adoptés sans observations; pp. 140, 141.

*Vote* (29 novembre 1961).

Le comte d'ASPREMONT LYNDEN justifie son vote; p. 156.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 103 voix contre 18 et 4 abstentions; p. 156.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

**RECETTES ET DEPENSES POUR ORDRE.**

*Budget des Recettes et Dépenses pour Ordre pour l'exercice 1962.*

*Doc. — N° 5-XXII: Projet transmis par la Chambre des Représentants.*

*Ann. — Pas de discussion générale.*

*Discussion des articles du tableau* (22 février 1962).

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 714.

*Discussion des articles du projet de loi* (22 février 1962).

*Art. 1<sup>er</sup> à 4.*

Adoptés sans observations; pp. 714, 715.

*Vote* (22 février 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 104 voix contre 13 et 2 abstentions; p. 715.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**SANTE PUBLIQUE ET FAMILLE.**

*Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1962.*

*Doc. — N° 5-XX: Projet de loi + Annexes.*

N° 42: Amendements présentés par le Gouvernement.

N° 48: Rapport de M. Verhaest.

N° 161: Amendement proposé par M. De Grauw.

N° 167: Amendement proposé par M. Van Hemelrijck.

*Ann. — Discussion générale* (13 mars 1962).

Discours de M. LEFEVRE, p.m. (concernant une remise du vote sur le budget, l'importance des problèmes de la jeunesse, la création d'une commission chargée d'élaborer un projet tendant à l'adaptation des organismes existants qui s'occupent de la jeunesse, l'adoption d'un règlement transitoire pour l'I.N.E.P.S.); pp. 802, 803;

Intervention de M. le PRESIDENT (qui rappelle la position prise par le Bureau du Sénat et propose d'aborder la discussion du budget sans discuter de ce qui concerne l'I.N.E.P.S., le vote étant remis à quinzaine); p. 803;

Observations de MM. MOULIN et LEFEVRE; p. 803;

Intervention de M. VAN HEMELRIJCK (concernant le souhait du groupe P.S.C. de connaître les grandes lignes du nouveau statut de l'I.N.E.P.S. avant de voter le budget); p. 803.

Discours de M. CUSTERS, m.s.p.f. (concernant la situation sanitaire générale dans le pays, les mesures prises pour pro-

**Budgets. — Exercice 1962. — SANTE PUBLIQUE ET FAMILLE (suite).**

- téger la population contre la variole ; les établissements hospitaliers, les hôpitaux universitaires, l'hospitalisation des vieillards et des malades chroniques, le statut du corps médical ; le service d'urgence 900 ; la politique de logement social, le « code du logement social », les arrêtés du ministre Meyers, la diminution des primes à la construction ; la protection sanitaire, le problème de la distribution d'eau, l'épuration des eaux résiduaires, la pollution de l'air, l'inspection des denrées alimentaires ; la politique familiale, la création d'un centre d'études des problèmes de la population et de la famille, l'augmentation des allocations familiales, l'aide familiale, les prêts nuptiaux) ; pp. 803 à 808 ;
- Observations de MM. le **PRESIDENT** et **STUBBE** ; p. 809 ;
- VERHAEST** (concernant le retard dans la discussion du budget, les vaccinations anti-variologiques, le prix de la journée d'entretien dans les institutions de psychiatrie, les aides familiales) ; pp. 809, 810 ;
- DE GRAUW** (concernant les discussions à propos de l'I.N.E.P.S., l'augmentation du budget, la politique du logement, l'Œuvre nationale de l'Enfance, les problèmes de l'assistance publique, la lutte contre le cancer, le remboursement des charges du traitement du cancer, les centres universitaires anticancéreux ; le problème hospitalier ; le prix de revient de la journée d'entretien, les hôpitaux universitaires, l'hospitalisation à domicile, la création d'un institut de l'asthme) ; pp. 810 à 813 ;
- VANDERMEULEN** (concernant l'inspection médicale scolaire, le problème des enfants handicapés, l'insuffisance de l'intervention des pouvoirs publics, la lutte contre le cancer, l'organisation de centres de diagnostic) ; pp. 813, 814 ;
- Observations de M. **CUSTERS** ; p. 813 ;
- SMET** (concernant la politique familiale, l'octroi d'avantages familiaux spéciaux aux régions dépeuplées, le projet relatif aux prêts nuptiaux, le respect de la maternité, le logement des vieillards, le contrôle des œuvres subsidiées par le département) ; pp. 814 à 816 ;
- Observations de M. **VAN HOEYLANDT** ; p. 815 ;
- PONTUS** (concernant le problème des invalides anciens soldats enrôlés de force dans la Wehrmacht et de leurs ayants droit) ; p. 816.

*Reprise de la discussion générale (14 mars 1962).*

- Discours de MM. **VAN CAUTEREN** (concernant l'augmentation des cas de cancer, la lutte contre le cancer, l'augmentation des subsides à la Ligue nationale contre le cancer) ; pp. 817, 818 ;
- MOULIN** (concernant l'extension du cancer, l'insuffisance des crédits mis à la disposition de la Ligue nationale contre le cancer ; les distributions d'eau ; la pollution des eaux ; les critères d'admission appliqués par le service de santé administratif en matière de reclassement des handicapés ; la question du logement, les difficultés rencontrées par une société locale d'habitations à bon marché pour l'acquisition de terrains) ; pp. 818 à 820 ;
- Observations de MM. de **STEXHE**, **HARMEGNIES**, Mme **BEECKMAN-Vve VANDERVELDE** et M. **DEBUQUOY** ; p. 819 ;
- VERHAEST** (concernant les questions relatives à l'I.N.E.P.S. qu'il avait posées au ministre en commission) ; p. 820 ;
- STUBBE** (concernant la construction d'habitations sociales, l'encouragement de la construction avec prime De Taeye, le soutien de l'action de la Société nationale du Logement, l'acquisition de terrains, le manque d'habitations sociales, les résultats des dernières adjudications en Flandre Occidentale, la construction d'habitations sociales avec promesse d'achat, l'achat-location ; l'adaptation de la loi sur l'assistance publique, les institutions pour malades chroniques, le Fonds spécial d'assistance) ; pp. 820 à 823 ;
- Observations de MM. **CUSTERS** et **VAN HOEYLANDT** ; pp. 820, 821 ;
- MERCHERS** (concernant le problème du logement, les difficultés financières que rencontrerait la Société nationale du Logement, l'insuffisance des crédits alloués à cette société, les besoins en matière de logements, la collaboration avec le secteur privé, la construction d'habitations modestes par des particuliers, la diminution des crédits pour primes à la construction ; la pollution des eaux, les subsides à la construction de stations d'épuration des eaux) ; pp. 823 à 825 ;
- Observations de M. **CUSTERS** ; p. 823 ;
- VAN BUGGENHOUT** (concernant l'approvisionnement en eau potable, la situation en Flandre Occidentale, le pro-

**Budgets. — Exercice 1962. — SANTE PUBLIQUE ET FAMILLE (suite).**

- blème de l'eau potable à la côte, l'établissement de réserves d'eau douce, la taxe sur les eaux de table) ; pp. 825, 826 ;
- HOUSIAUX** (concernant les conditions et les limites dans lesquelles les commissions d'assistance publique peuvent passer des conventions avec des congrégations religieuses qui desservent les établissements hospitaliers, les circulaires ministérielles de 1955 et 1959) ; pp. 827 à 829 ;
- Mlle **WIBAUT** (concernant l'hospitalisation des vieillards souffrant de maladies chroniques, le problème des frais de fonctionnement des établissements spécialisés pour cette hospitalisation, une intervention de l'assurance maladie-invalidité, l'organisation des soins à domicile, la situation du personnel infirmier, le service 900, les subsides aux services familiaux, les autorisations du cumul médico-pharmaceutique, la diminution du subside à l'O.N.E.) ; pp. 829, 830 ;
- MM. **FRANCO** (concernant les services d'aide familiale, la gestion des établissements hospitaliers des commissions d'assistance publique, l'arrêté royal du 27 février 1961, la protection des eaux souterraines, le danger de contamination par les dépôts d'hydrocarbures, l'usage de pesticides, les déchets radio-actifs) ; pp. 830 à 832 ;
- Observations de MM. **HOUSIAUX** et **CUSTERS** ; p. 831 ;
- MAISSE** (concernant le problème des accidents de la route, la coordination des moyens d'action, le numéro 900, les conclusions de la commission de l'Académie de médecine chargée d'étudier le problème des secours d'urgence, la prévention des accidents de la route) ; p. 833 ;
- LACROIX** (concernant les conditions d'octroi des primes à la construction, les problèmes des victimes civiles de la guerre) ; pp. 833, 834 ;
- Observations de MM. **CUSTERS** et **MOULIN** ; p. 834.
- Reprise de la discussion générale (15 mars 1962 — matin).*
- Discours de MM. **JANNE** (concernant la recherche scientifique médicale, le crédit en sa faveur, la proposition du Conseil national de la politique scientifique, la nécessité d'une réforme des hôpitaux universitaires) ; pp. 836, 837 ;
- CLAEYS** (concernant le problème du traitement des malades mentaux, la situation au Groupement des plus grands Mutilés et Invalides de guerre ; la lutte contre les taudis, l'insuffisance de la législation belge, le cas du quartier de la Kerkstraat à Gand, la nécessité d'une politique sérieuse en matière de lutte contre les taudis, la synchronisation de la construction des logements et de l'établissement de la voirie et l'équipement nécessaires) ; pp. 837 à 839 ;
- Observations de M. **CUSTERS** ; p. 838 ;
- MACHTENS** (concernant l'application des arrêtés de M. Meyers relatifs aux logements sociaux, le cas des logements équipés de façon moderne destinés à la classe moyenne) ; pp. 839, 840 ;
- Observations de MM. **CUSTERS** et **VERHAEST** ; pp. 839, 840 ;
- BONJEAN** (concernant la lutte contre le cancer, l'insuffisance des subsides accordés à l'Œuvre nationale ; la lutte contre la tuberculose, la création de centres de santé intercommunaux, l'insuffisance de l'armement hospitalier, la construction de bassins de natation par les communes, la politique de démolition de taudis) ; pp. 840 à 842 ;
- DEHANDSCHUTTER** (concernant la diminution des primes à la construction, la nécessité de l'octroi plus large de crédit à la construction, la limitation du volume des habitations sociales) ; pp. 842, 843 ;
- Observations de M. **CUSTERS** ; p. 842 ;
- DELIEGE** (concernant l'entretien des vieillards malades, la nécessité de centres de gériatrie, la subsidiation de ces centres par l'Etat) ; p. 843 ;
- GODIN** (concernant la subsidiation d'associations privées qui s'occupent de remédier aux misères du public, la pollution des eaux de la Warche, la situation des ressortissants des cantons de l'Est enrôlés de force dans l'armée allemande et invalides) ; pp. 843 à 845 ;
- Observations de M. **CUSTERS** ; p. 844 ;
- BOGAERT** (concernant les handicapés mentaux, la synchronisation des travaux de distributions d'eau et d'égouts) ; p. 845 ;
- MOUREAUX** (concernant la décision du gouvernement de diminuer une subvention fixée au budget et sur laquelle le Parlement est appelé à voter) ; p. 845.

**Budgets. — Exercice 1962. — SANTE PUBLIQUE ET FAMILLE (suite).**

*Reprise de la discussion générale* (15 mars 1962 — après-midi).  
Discours de MM. DELPORT (concernant la vaccination contre la variole, la lutte contre le cancer, une réglementation en vue de la protection contre les radiations radioactives); p. 847;

TRAPPENIERS (concernant la lutte contre la variole, l'hospitalisation des malades chroniques et des vieillards, le service 900, les habitations sociales, les arrêtés royaux des 13 et 14 décembre 1960); pp. 847, 848;

VAN HEMELRIJCK (concernant l'importation d'œufs sans coquille); p. 848;

Mlle DRIESSEN (concernant les subsides aux services d'aide familiale, la lutte contre l'alcoolisme, la subvention des dispensaires anti-alcooliques, le problème de l'hygiène mentale et en particulier des enfants anormaux); pp. 848, 849;

MM. ROOSENS (concernant le problème des spécialités pharmaceutiques, les prix des spécialités, le rôle des grossistes, la publicité pour les spécialités, le contrôle des spécialités pharmaceutiques; le service 900, le transport des blessés, les établissements où peuvent être prodigués les soins, l'aspect financier du remboursement des frais, l'accord belgo-norvégien relatif à l'installation de bureaux médicaux belge à Oslo et norvégien à Anvers); pp. 849 à 853;

Observations de M. HOUSIAUX; p. 850;

CUSTERS, m.s.p.f. (répond aux orateurs; déclare qu'il fera un exposé en commission concernant les institutions de psychiatrie; traite des problèmes du logement, de la lutte contre les taudis, des arrêtés du ministre Meyers, de la politique familiale, des services d'aide familiale, des prêts nuptiaux, des problèmes de l'hospitalisation, du logement des vieillards, des problèmes des victimes de la guerre, de la lutte contre le cancer, des hôpitaux publics universitaires, des soins à domicile, des enfants handicapés, du nombre insuffisant d'infirmières, de l'importation d'œufs sans coquille, du danger des radiations ionisantes, des problèmes relatifs aux spécialités pharmaceutiques, de l'approvisionnement en eau, du service de secours d'urgence n° 900, des subventions à l'O.N.E., de la recherche scientifique médicale); pp. 853 à 859;

Observations de MM. VERHAEST, MACHTENS, HOUSIAUX, Mme BEECKMAN-Vve VANDERVELDE et M. VAN HEMELRIJCK; pp. 853 à 858;

ORBAN (concernant la pension des présidents de commissions d'assistance publique); p. 860;

DEBUCQUOY (concernant les critères médicaux d'accession aux emplois publics, les problèmes du logement, le prix de revient et la lenteur de construction des logements sociaux, l'usage d'éléments préfabriqués, le manque de coordination entre les différents services qui ont à intervenir pour mener à bien des constructions groupées); pp. 860, 861;

Observations de M. CUSTERS et Mme BEECKMAN-Vve VANDERVELDE; pp. 860, 861;

Mme BEECKMAN-Vve VANDERVELDE (concernant le service de secours d'urgence aux accidentés de la route, la lutte contre le cancer, le contrôle des denrées alimentaires, la réglementation en matière de colorants alimentaires, les services d'aides familiales, le coût de la journée d'entretien dans les hôpitaux, la pollution de l'air, les problèmes des malades mentaux et des enfants handicapés); pp. 862 à 864;

Observations de M. CUSTERS; pp. 863, 864.

*Discussion des articles du tableau* (4 avril 1962).

*Art. 1<sup>er</sup> à 20.*

Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 1066.

*Art. 21.*

Intervention de MM. DE GRAUW et CUSTERS; l'amendement de MM. DE GRAUW et VAN CAUTEREN est rejeté;

Intervention de Mlle DRIESSEN et de M. CUSTERS; l'amendement de Mlle DRIESSEN et consorts est retiré;

L'amendement de M. VAN HEMELRIJCK et consorts est retiré;

L'article est adopté; pp. 1066, 1067.

*Art. 22 à fin du tableau.*

Ces articles, avec les amendements du Gouvernement, sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 1067.

**Budgets. — Exercice 1962. — SANTE PUBLIQUE ET FAMILLE (suite).**

*Discussion des articles du projet de loi* (4 avril 1962).

*Art. 1<sup>er</sup> à 8.*

Adoptés sans observations; pp. 1067, 1068.

*Vote* (4 avril 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 119 voix contre 14 et 7 abstentions; p. 1072.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

**SERVICES DU PREMIER MINISTRE.**

*Budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1962.*

*Doc. — N° 5-VI: Projet de loi.*

N° 22: Rapport de M. Godin.

N° 31: Amendement proposé par M. Hougardy.

*Ann. — Discussion générale* (29 novembre 1961).

Discours de MM. LEFEVRE, p.m. (concernant la politique scientifique, l'activité de la commission nationale des sciences, les dépenses de l'Etat en faveur de la recherche scientifique, l'accroissement du nombre des universitaires, l'accès à l'université, le statut du chercheur dans les établissements scientifiques de l'Etat et dans le secteur privé, l'infrastructure matérielle de la recherche scientifique, l'application des nouvelles découvertes par le secteur privé, la participation du secteur privé au développement futur de la politique scientifique); pp. 164 à 166;

GODIN, rapp. (concernant les dépenses supplémentaires pour la recherche nucléaire, la rentabilité du centre de Mol, la recherche spatiale, l'installation d'un bureau d'information de la presse); p. 166;

Observations de MM. ROLIN, P. DE SMET et LEFEVRE; p. 166;

HOUGARDY (concernant l'importance capitale de la recherche scientifique, la coordination de la politique scientifique, le statut des chercheurs, l'insuffisance du montant et du nombre des bourses, la création d'un fonds national d'aide aux jeunes chercheurs, la création d'un institut belge d'information et de documentation, la position du comité directeur de l'A.G.P.B., de l'entente des directeurs de journaux de Bruxelles et de la Fédération des journaux belges); pp. 166 à 168;

DE BLOCK (concernant la politique scientifique, l'éparpillement des efforts faits en matière de recherche scientifique, le rajeunissement des méthodes, la création d'une université européenne à Florence); pp. 168 à 170;

WARNANT (concernant la recherche appliquée, la recherche spatiale, l'insuffisance des crédits attribués à l'I.R.S.I.A.); p. 170;

Observation de M. JANNE; p. 170;

R. HOUBEN (concernant le développement de l'enseignement post-secondaire, l'aspect social du problème, la décentralisation de l'enseignement universitaire de l'Etat ou libre, le niveau de l'enseignement universitaire); pp. 170, 171;

JANNE (concernant la création d'un enseignement post-gradué de haute classe, l'implantation de l'enseignement universitaire, le détachement de fonctionnaires de l'Etat dans des universités ou des centres de recherche, la jonction entre l'enseignement secondaire et l'enseignement post-secondaire, la recherche scientifique); pp. 171, 172;

VAN CAIWELAERT (concernant la difficulté de se documenter, la création d'un grand centre de documentation scientifique, le sort de ceux qui se consacrent à la recherche scientifique pure); p. 172;

LEFEVRE, p.m. (répond aux orateurs et traite notamment de la recherche spatiale, de la dispersion éventuelle de l'enseignement universitaire, de l'université européenne de Florence, de la création d'un institut d'information et de documentation); pp. 172 à 174;

Observations de MM. WARNANT, DE BLOCK et HOUGARDY; pp. 172, 173;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles du tableau* (29 novembre 1961).

*Art. 1 à 19.*

Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 174.

**Budgets. — Exercice 1962. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE (suite).****Art. 24.**

Intervention de MM. HOUARDY, LEFEVRE et MOLTER ; observations de MM. VAN CAUWELAERT et DE BLOCK ; l'amendement de M. HOUARDY et consorts et l'article sont réservés ; pp. 174, 175.

**Art. 25 à fin du tableau.**

Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés ; p. 175.

*Vote sur l'article 24 réservé (30 novembre 1961).*

Intervention de MM. VAN HOUTTE (qui propose l'ajournement du vote), le PRESIDENT, VERMEYLEN, m.j., HARMEGNIES et HOUARDY ; la proposition d'ajournement est rejetée ; l'amendement de M. HOUARDY et consorts est rejeté (vote nominatif) ;

L'article est adopté ; pp. 182 à 184.

*Discussion des articles du projet de loi (30 novembre 1961).*

**Art. 1<sup>er</sup> à 5.**

Adoptés sans observations ; p. 184.

*Vote (30 novembre 1961).*

L'ensemble du projet de loi est adopté par 117 voix contre 15 et 6 abstentions ; p. 185.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

**TRAVAUX PUBLICS.**

*Budget du Ministère des Travaux publics pour l'exercice 1962.*

*Doc. — N° 5-XVI : Projet transmis par la Chambre des Représentants.*

*Ann. — Discussion générale (14 décembre 1961 — matin).*

Discours de MM. MONDELAERS (concernant les routes secondaires, la loi du 9 août 1948, la reprise de routes provinciales et communales par l'Etat, le reclassement de la voirie vicinale, la nécessité d'une collaboration entre l'Etat et les communes, le recours à des fondations souples pour la voirie communale) ; pp. 301 à 304 ;

Observation de M. SOBRY ; p. 303 ;

RASSART (concernant l'inscription des investissements du département dans un programme d'ensemble des investissements de l'Etat, le projet de loi relatif à l'aménagement du territoire, l'absence d'une politique foncière de la puissance publique) ; p. 304 ;

SOBRY (concernant la zone industrielle de Dixmude, la normalisation de l'Yser, la reprise du canal de Handzame par l'Etat, diverses routes dans la région de Dixmude) ; pp. 304 à 306 ;

HARMEGNIES (concernant la construction d'une autoroute Bruxelles-Paris, le boulevard du Borinage, la reprise des chemins de grande communication par l'Etat) ; pp. 306, 307 ;

Observation de M. MERLOT, m.t.p. ; p. 306 ;

HAMBYE (concernant le projet d'érection d'un établissement de défense sociale à Paifve, la réalisation du plan incliné de Ronquières, l'insuffisance des moyens financiers dont dispose le ministre, le projet de loi sur l'aménagement du territoire, les écarts entre les estimations de l'administration et les résultats d'adjudications, la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique) ; pp. 307, 308 ;

MATERNE (concernant la réalisation de l'autoroute de Wallonie, la route nationale n° 4, la mise à grande section des voies fluviales, le plan incliné de Ronquières, le projet Sidemar, la route nationale de la Basse-Sambre) ; pp. 308 à 310 ;

Observations de MM. MERLOT, VAN DEN STORME et LAUWEREINS ; pp. 308, 309 ;

DUVIEUSART (concernant la route Liège-Tournai, le bouchon de Ronquières, la liaison de Seneffe à l'Escaut, la jonction Rhône-Mer du Nord) ; pp. 310, 311 ;

Observations de MM. MATERNE et MERLOT ; p. 310 ;

HERCOT (concernant le recrutement d'ouvriers des routes sous le patronage du Secrétariat permanent au recrutement, le problème des cadres du département, les subsides pour les travaux communaux, l'éclairage public des routes, le bouchon de Ronquières, les travaux de la Sambre, les inondations, la réalisation de la route de Wallonie) ; pp. 311, 312 ;

**Budgets. — Exercice 1962. — TRAVAUX PUBLICS (suite).**

Observations de MM. MERLOT, MOULIN et HARMEGNIES ; pp. 311, 312 ;

GODIN (concernant les dommages de guerre aux biens privés, les chemins de grande communication, les subsides accordés aux communes) ; pp. 312, 313 ;

TRAPPENIERS (concernant l'éclairage public des routes de l'Etat, le ring de Bruxelles et le boulevard de la Woluwe) ; p. 313 ;

VAN IN (concernant la reconstruction du pont sur le canal de Bruxelles au Rupel à Tisset, les inondations de la Nèthe) ; p. 313 ;

Observation de M. MERLOT ; p. 313 ;

MAISSE (concernant la route de Wallonie, le plan de quinze ans du précédent ministre des Travaux publics, le financement des travaux publics, les travaux dans la région liégeoise, l'infrastructure de la Wallonie) ; pp. 314, 315 ;

Observations de MM. VAN DEN STORME, VERHAEST, RASSART et MERLOT ; pp. 314, 315.

*Reprise de la discussion générale (14 décembre 1961 — après-midi).*

Discours de MM. DELOR (concernant les routes dans le Brabant wallon, la création d'un zoning industriel, la construction de grands réseaux d'égouts, le démergement de la vallée de la Dyle, les besoins du Brabant wallon en constructions scolaires ; l'accroissement des crédits prévus au budget, la répartition des crédits pour les voies d'eau et les autoroutes entre la Flandre et la Wallonie, la priorité à donner à l'autoroute de Wallonie) ; pp. 317 à 319 ;

CLAEYS (concernant les travaux du canal de Terneuzen, notamment à Zelzate, l'urgence de la nouvelle écluse de Terneuzen) ; pp. 319, 320 ;

DEKEYZER (concernant la nécessité d'accélérer la modernisation du port d'Anvers, le creusement d'une septième darse, l'harmonisation des salaires et conditions de travail dans les ports de Belgique, de France et des Pays-Bas, l'accès au port d'Anvers, la liaison avec l'arrière-pays, la nouvelle liaison entre les rives de l'Escaut à Anvers) ; pp. 320, 321 ;

Observations de M. VAN BUGGENHOUT ; p. 321 ;

VANAUDENHOVE (concernant la discussion du budget en une seule journée, le discours du ministre à la Chambre des Représentants, les retards dans l'exécution de certains travaux publics, le coût des travaux de Ronquières, les crédits qui avaient été prévus pour la modernisation du canal Albert, l'effort fait pour la construction d'autoroutes par les gouvernements précédents ; demande le vote du projet de loi relatif à l'urbanisme ; concernant la nécessité d'un plan d'investissements s'étendant sur dix ou quinze ans) ; pp. 323 à 327 ;

Observations de MM. CROMMEN, HARMEGNIES, le PRESIDENT, ROLIN et MERLOT ; pp. 323 à 325 ;

VAN BUGGENHOUT (concernant le vote du projet de loi sur l'urbanisme, la réalisation des routes E3 et Liège-Tournai, l'adaptation du canal Albert au passage, le coût des travaux, le plan incliné de Ronquières, la liaison Charleroi-Escaut, le canal d'Ypres à Comines, le port d'Anvers, sa gestion, l'accessibilité du port pour les navires de très gros tonnage, les possibilités d'établir un port en mer à Nieupoort, la protection de la région côtière contre la mer et son approvisionnement en eau douce) ; pp. 327 à 330 ;

Observations de MM. VANAUDENHOVE et JESPERS ; pp. 327 à 329 ;

LERUSE (concernant la situation dans l'industrie de la pierre dans la région de l'Ourthe et de l'Ambève, les possibilités d'emploi de la pierre dans la construction de routes, habitations et bâtiments publics) ; pp. 330, 331 ;

MERLOT, m.t.p. (répond aux orateurs ; traite notamment de la situation budgétaire en ce qui concerne les voies navigables, du coût du plan incliné de Ronquières, du retard en matière de construction d'autoroutes, du problème de financement des travaux publics, de l'exécution du budget de 1961, du projet de loi sur l'aménagement du territoire, du programme des voies d'eau et des ports, du plan décennal pour le port d'Anvers, de l'accessibilité du port d'Anvers pour des navires de 70.000 tonnes, du canal et de l'écluse de Terneuzen, des autoroutes E3 et Liège-Tournai, de la route nationale 4) ; pp. 331 à 337 ;

Observation de M. DUVIEUSART ; p. 335 ;

DE WINTER (propose que lors de la construction d'une autoroute, un plan de remembrement soit prévu) ; p. 337.

## Budgets. — Exercice 1962. — TRAVAUX PUBLICS (suite).

*Reprise de la discussion générale* (19 décembre 1961).

Discours de MM. DEHANDSCHUTTER (concernant l'écoulement insuffisant des eaux dans la région de la Vliet, la troisième liaison routière Anvers-Bruxelles et le contournement de Kontich, la voirie communale); p. 352;

VAN DEN STORME (concernant la rentabilité des travaux publics, leur justification économique, la diminution du rendement du personnel des travaux publics par suite des modifications des programmes de travaux, la route E 3); pp. 352 à 354;

DELIEGE (concernant une liaison de la région de Binche à la route de Wallonie, la protection du patrimoine archéologique, l'enceinte fortifiée de Binche); p. 354;

NEYBERGH (concernant la création d'une autoroute Bruxelles-Knokke, les problèmes qu'elle fait naître pour l'urbanisation de Jette); pp. 354, 355;

Observation de M. SMET; p. 354;

DIEPENDAELE (concernant la nécessité de réaliser la route E 3, le système d'adjudication des travaux publics, la mise à charge de propriétaires riverains des frais de revêtement de routes); pp. 355, 356;

VANAUDENHOVE (concernant le vote du projet de loi relatif à l'aménagement du territoire, le coût des travaux du plan incliné de Ronquières, la justification économique de cette œuvre, le plan d'investissement de quinze ans qu'il avait déposé au Sénat); pp. 356, 357;

Observation de M. VAN DEN STORME; p. 356;

LAHAYE (concernant les routes de la région d'Ypres, le problème de l'Yser, le canal d'Ypres à Comines); pp. 357, 358;

SMET (concernant la route E 3, la nouvelle liaison par route et chemin de fer entre les deux rives de l'Escaut à Anvers, le contournement de Lokeren, le problème de la Durme); pp. 358, 359;

MERLOT, m.t.p. (répond aux orateurs et traite notamment du passage de l'Escaut par le chemin de fer, des expropriations et de la nécessité d'une véritable politique foncière, de la subsidiarité des travaux communaux, d'un plan de travaux publics, de la rentabilité des travaux, de la route E 3); pp. 359 à 361;

Observations de MM. DE WINTER et VANAUDENHOVE; pp. 360, 361;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles du tableau* (19 décembre 1961).

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 361.

*Discussion des articles du projet de loi* (19 décembre 1961).

Art. 1<sup>er</sup> à 13.

Adoptés sans observations; pp. 361 à 363.

*Vote* (20 décembre 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 94 voix contre 10 et 3 abstentions; p. 433.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

## VOIES ET MOYENS ET RECETTES EXTRAORDINAIRES.

*Budget des Voies et Moyens et Budget des Recettes extraordinaires pour l'exercice 1962.*

Doc. — N° 5-1: Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 50: Rapport de M. Adam + Annexe.

Ann. — *Discussion générale* (19 décembre 1961).

Discussions générales jointes du Budget de la Dette publique pour l'exercice 1962, du Budget des Pensions pour l'exercice 1962, du Budget des Non-Valeurs et des Remboursements pour l'exercice 1962, du projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1961 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1960 et antérieurs, du projet de loi ouvrant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1962.

## Budgets. — Exercice 1962. — VOIES ET MOYENS ET RECETTES EXTRAORDINAIRES (suite).

Discours de MM. ADAM, rapp. (concernant le quasi-équilibre du budget ordinaire, le budget extraordinaire, l'accroissement des recettes, l'augmentation des dépenses de l'Etat, la revalorisation de la fonction publique, la promotion des investissements, la préoccupation du gouvernement d'améliorer la trésorerie, la limitation de l'accroissement de la dette publique, la suppression du Fonds permanent d'égalisation des budgets, la réforme du marché monétaire, la nécessité d'une politique d'économie); pp. 342 à 344;

VREVEN (concernant le problème des crédits supplémentaires, les dépenses nouvelles sans recettes correspondantes, l'inefficacité du contrôle des dépenses de l'Etat, l'absence d'un contrôle parlementaire réel sur la manière dont les dépenses sont effectuées, les avis de MM. Rolin et Huysmans à ce sujet; l'augmentation des dépenses de l'Etat, l'estimation des recettes, l'assainissement de l'assurance maladie-invalidité, de l'assurance chômage et de la S.N.C.B., le financement de la majoration des pensions, l'alourdissement de la fiscalité, la promotion de l'expansion économique); pp. 344 à 348;

Observation de M. DEQUAE, m.f.; p. 348;

P. DE SMET (énumère des points favorables et défavorables de la situation financière; concernant les montants de la dette publique directe et indirecte à charge de l'Etat, le deuxième feuillet de crédits supplémentaires, la suppression des crédits pour l'action de l'O.N.U. au Congo); pp. 350 à 352.

*Reprise de la discussion générale* (20 décembre 1961).

Discours de MM. GODIN (concernant l'augmentation des dépenses publiques, la nécessité de réaliser des économies, le rétablissement de la confiance dans le pays, les conséquences d'une éventuelle récession); pp. 378, 379;

Observations de M. ADAM; p. 378;

WIARD, rapp. (concernant le montant élevé des crédits supplémentaires, le gonflement du budget de l'Etat, la révision cadastrale et la réforme fiscale, le civisme fiscal, les traitements des fonctionnaires du ministère des Finances); pp. 379 à 381;

Observations de M. ADAM; p. 380;

JANSSEN (concernant l'augmentation inquiétante des dépenses publiques et de la dette publique, l'étalement des dépenses d'investissement, les dépenses à effectuer en 1962 qui ne figurent pas au budget, la surestimation des recettes, la suppression du Fonds permanent d'égalisation des budgets, la consolidation de la dette extérieure à court terme); pp. 381 à 384;

Observations de MM. P. DE SMET, MOULIN et DELOR; pp. 381 à 383;

SCOKAERT (concernant l'insuffisance des investissements, l'accroissement des dépenses de l'Etat, l'augmentation des dépenses sociales, le budget de l'éducation nationale, l'absence de documentation permettant d'étayer des prévisions de recettes de contributions directes, la réforme fiscale, la lutte contre la fraude fiscale); pp. 384 à 386;

VAN LAEYS (concernant l'abus des crédits supplémentaires, l'équilibre du budget, les dépenses dues au pacte scolaire, la protection de l'épargne); pp. 386, 387;

DE WINTER (concernant les modalités d'application du précompte en matière de taxe mobilière); pp. 387, 388;

DEQUAE, m.f. (concernant la précarité de l'équilibre du budget; répond aux orateurs et traite notamment des crédits supplémentaires, de la révision du système des impôts indirects, de la péréquation cadastrale, de la dette publique, de l'évolution de l'Etat, des investissements, des dépenses pour l'éducation nationale, des modalités d'application du précompte, de la situation financière du pays); pp. 388 à 393;

Observations de MM. ADAM, VREVEN, P. DE SMET et DE WINTER; pp. 388 à 393;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles du tableau* (20 décembre 1961).

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 393.

*Discussion des articles du projet de loi* (20 décembre 1961).

Art. 1<sup>er</sup> à 17.

Adoptés sans observations; pp. 393 à 395.

**Budgets. — Exercice 1962. — VOIES ET MOYENS ET RECETTES EXTRAORDINAIRES (suite).**

Vote (20 décembre 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 83 voix contre 10 et 13 abstentions ; p. 433.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**Bureau définitif. — V. Chambres Législatives — Sénat.****C****Caisse d'amortissement. — V. Finances/Dette Publique.****Caisse de dépôts et consignations.**

*Ann.* — Le mandat de M. DE MAN, élu par le Sénat en qualité de membre de la commission de surveillance de la Caisse, venant à expiration le 31 décembre 1961, il sera procédé à son remplacement au cours d'une séance ultérieure ; p. 341 (19 décembre 1961); M. DE MAN, seul candidat, est réélu ; p. 378 (20 décembre 1961).

Rapport sur les opérations de la Caisse pour l'exercice 1961. — Transmis par le Ministre des Finances ; p. 1081 (12 avril 1962).

**Caisse générale d'Épargne et de Retraite.**

*Ann.* — Compte rendu des opérations et de la situation de la Caisse pour l'année 1960. — Transmis par le Ministre des Finances ; p. 579 (6 février 1962).

**Caisse nationale de Crédit professionnel. — V. Commerce et Industrie.****Caisse nationale des Pensions de Retraite et de Survie. — V. Pensions.****Catastrophes et accidents.**

*Ann.* — M. le PRÉSIDENT : Rend hommage aux victimes de l'accident d'aviation de Chièvres ; M. LAROCK, m.é.n.c., s'associe à cet hommage, au nom du Gouvernement ; pp. 250, 251 (12 décembre 1961); Rend hommage aux victimes de la catastrophe survenue dans un immeuble appartenant au Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, rue de la Loi ; M. DEQUAE, m.f. s'associe à cet hommage, au nom du Gouvernement ; p. 1634 (2 octobre 1962).

**Cessions de créances. — V. Droit civil/Vente.****Chambres législatives.**

*Ann.* — Par message du 14 novembre 1961, la Chambre des Représentants fait connaître au Sénat qu'elle s'est constituée dans sa séance de ce jour ; p. 18 (16 novembre 1961).

**SAISSABILITE DES PENSIONS.**

*Proposition de loi réglant la saisissabilité des pensions accordées aux anciens membres des Chambres législatives.*

Nouvel intitulé : *Proposition de loi réglant la saisissabilité des pensions des anciens membres des Chambres législatives.*

*Doc.* — N° 179 : Proposition de loi de M. Van Hemelrijck. N° 242 : Rapport de M. De Baeck.

**Chambres législatives. — SAISSABILITE DES PENSIONS (suite).**

*Ann.* — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 938 (27 mars 1962).

Renvoi à la commission de la Justice ; p. 1081 (12 avril 1962). Pas de discussion générale.

*Discussion de l'article unique* (21 juin 1962).

Adopté sans observations ; p. 1190.

Une modification dans l'intitulé de la proposition est adoptée ; p. 1190.

Vote (21 juin 1962).

L'ensemble de la proposition de loi est adopté par 131 voix et 1 abstention ; pp. 1205, 1206.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

**UNION INTERPARLEMENTAIRE.**

*Ann.* — Résolutions adoptées par la 50<sup>me</sup> Conférence interparlementaire qui s'est tenue à Bruxelles, du 14 au 22 septembre 1961. — Transmises par le Président du Groupe belge de l'Union interparlementaire ; p. 6 (14 novembre 1961).

**PROJETS ET PROPOSITIONS CADUCS.**

*Projet de loi portant dérogation à l'article premier de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1893 relative aux effets de la dissolution des Chambres à l'égard des projets de loi antérieurement déposés.*

*Doc.* — N° 174 : Rapport de M. Housiaux.

*Ann.* — Pas de discussion générale.

*Discussion des articles* (20 mars 1962).

*Art. 1<sup>er</sup> et 2.*

Adoptés sans observations ; pp. 879, 880.

Vote (20 mars 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 124 membres présents ; p. 880.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**Chambres législatives — Sénat.****AJOURNEMENT.**

*Ann.* — Le Sénat s'ajourne jusqu'à convocation ultérieure ; p. 436 (20 décembre 1961).

Le Sénat s'ajourne jusqu'à convocation ultérieure ; p. 1105 (12 avril 1962).

Le Sénat s'ajourne jusqu'à convocation ultérieure ; p. 1124 (24 mai 1962).

M. le PRÉSIDENT propose d'ajourner les débats au 2 octobre ; MM. GILLON, ROLIN, VAN HEMELRIJCK et DIEPENDAELE remercient le PRÉSIDENT et formulent des vœux de bonnes vacances ; au nom du Gouvernement, M. VERMEYLEN, m.j. s'associe à ces vœux ; M. le PRÉSIDENT remercie et souhaite à son tour à tous de bonnes vacances ; le Sénat s'ajourne jusqu'au 2 octobre ; pp. 1629, 1630 (25 juillet 1962).

Le Sénat s'ajourne jusqu'à convocation ultérieure ; p. 1921 (16 octobre 1962).

**BUREAU DEFINITIF.**

*Ann.* — *Nomination du Bureau définitif* (14 novembre 1961).

M. GILLON propose la réélection de M. STRUYE comme président ; il propose de réintégrer tous les membres du bureau précédent dans leurs anciennes fonctions. L'accord unanime de l'Assemblée étant constaté, sont réélus : Président : M. STRUYE ; Premier Vice-Président, M. CROMMEN ; Deuxième Vice-Président, M. MOREAU de MELEN ; Troisième Vice-Président, M. WARNANT ; Secrétaires : MM. JESPERS, MOULIN, DEMARNEFFE, L. DE SMET, GOOSSENS et VANDERBRUGGEN ; Questeurs : MM. VAN BUGGENHOUT, HARMEGNIES, DE MAN, OBLIN et MACHTENS ; p.3.

## Chambres législatives — Sénat (suite).

## COMMISSIONS PERMANENTES.

*Ann.* — Modification dans la composition des commissions de l'Agriculture, des Affaires économiques et de l'Energie et des Naturalisations ; p. 6 (14 novembre 1961).

Modification dans la composition des commissions des Travaux publics, de l'Emploi, du Travail et de la Prévoyance sociale, de la Défense nationale, des Classes moyennes, des Pétitions ; p. 72 (21 novembre 1961).

Modification dans la composition de la commission de la Santé publique et de la Famille ; p. 103 (23 novembre 1961).

Modification dans la composition des commissions de l'Emploi, du Travail et de la Prévoyance sociale et des Classes moyennes ; p. 121 (28 novembre 1961).

Modification dans la composition de la commission des Finances ; p. 579 (6 février 1962).

Modification dans la composition de la commission des Affaires économiques et de l'Energie ; p. 619 (7 février 1962).

Modification dans la composition des commissions des Communications et de la Défense nationale ; p. 754 (1<sup>er</sup> mars 1962).

Modification dans la composition de la commission de l'Emploi, du Travail et de la Prévoyance sociale ; p. 1064 (4 avril 1962).

Modification dans la composition de la commission des Finances ; p. 1128 (12 juin 1962).

Modification dans la composition des commissions de l'Emploi, du Travail et de la Prévoyance Sociale et des Finances ; pp. 1179, 1180 (14 juin 1962).

Modification dans la composition des Finances ; p. 1447 (12 juillet 1962).

Modification dans la composition des commissions de l'Agriculture, de la Justice, du Commerce Extérieur et de l'Assistance technique et des Pétitions ; p. 1762 (9 octobre 1962).

Modification dans la composition des commissions des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones et de la Santé publique et de la Famille ; p. 1850 (11 octobre 1962).

## DECES.

*Ann.* — M. le PRESIDENT :

Rend hommage à la mémoire du vicomte Van de Vyvere, Ministre d'Etat ; M. VERMEYLEN, m.j. s'associe à cet hommage, au nom du Gouvernement ; pp. 4 et 5 (14 novembre 1961) ;

Rend hommage à la mémoire de MM. Louis Grootjans, Louis Gob et Arthur Clays, anciens sénateurs ; M. VERMEYLEN, m.j. s'associe à cet hommage, au nom du Gouvernement ; p. 5 (14 novembre 1961) ;

Rend hommage à la mémoire de M. Julien MAES, Sénateur ; M. SERVAIS, m.e.t. s'associe à cet hommage, au nom du Gouvernement ; p. 18 (16 novembre 1961) ;

Rend hommage à la mémoire du comte de la Barre d'Erquennes, ancien sénateur ; p. 50 (21 novembre 1961) ;

Rend hommage à la mémoire de M. Victor Maistriau, Ministre d'Etat ; M. BERTRAND, m.c. s'associe à cet hommage au nom du Gouvernement ; p. 441 (23 janvier 1962) ;

Annnonce le décès de M. Edouard Descampe, ancien sénateur ; p. 441 (23 janvier 1962) ;

Rend hommage à la mémoire de M. DEBAISE, Sénateur ; M. SPINOY, m.a.éc.én. s'associe à cet hommage, au nom du Gouvernement ; p. 647 (14 février 1962) ;

Rend hommage à la mémoire de M. MARTENS, Sénateur ; M. CUSTERS, m.s.p.f., s'associe à cet hommage, au nom du Gouvernement ; p. 1035 (3 avril 1962).

Annnonce le décès de M. Urbain Muyldermans, ancien sénateur ; p. 1111 (24 mai 1962) ;

Annnonce le décès du baron Joseph van Zuylen, ancien sénateur ; p. 1126 (12 juin 1962) ;

Rend hommage à la mémoire de MM. René Desmedt et Ernest Coeckelbergh, anciens sénateurs ; p. 1450 (17 juillet 1962) ;

Rend hommage à la mémoire de MM. les Sénateurs MULLIE, GILIS et HANOTTE ; M. DEQUAE, m.f. s'associe à cet

## Chambres législatives — Sénat. — DECES (suite).

hommage, au nom du Gouvernement ; pp. 1633, 1634 (2 octobre 1962) ;

Annnonce le décès de MM. Van Steenberge, Rutten, Van Roosbroeck et Toch, anciens sénateurs ; p. 1634 (2 octobre 1962).

## DIVERS.

*Ann.* — M. le PRESIDENT :

Rend hommage aux victimes des événements du Katanga ; M. DEQUAE, m.f. s'associe à cet hommage au nom du Gouvernement ; p. 340 (19 décembre 1961) ;

Rend hommage à la mémoire des missionnaires massacrés à Kongolo ; M. BERTRAND, m.c. s'associe à cet hommage au nom du Gouvernement ; p. 440 (23 janvier 1962) ;

Salue le retour de M. le Sénateur LEEMANS qui a été absent par suite d'un accident d'automobile ; souhaite le retour de M. le Sénateur LIGOT, également victime d'un accident d'automobile ; p. 548 (31 janvier 1962) ;

Salue le retour de M. le Sénateur VERSIEREN, après une longue maladie ; p. 759 (7 mars 1962) ;

Rend hommage à M. SPAAK, Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères, à l'occasion de ses vingt-cinq ans de mandat parlementaire ; p. 894 (21 mars 1962) ;

Salue le retour de M. le Sénateur LIGOT ; p. 1128 (12 juin 1962) ;

Souhaite un prompt rétablissement à M. BRASSEUR, Ministre du Commerce extérieur ; p. 1246 (27 juin 1962) ;

Annnonce que M. le Sénateur BONJEAN a été victime d'un accident ; souhaite son prompt retour ; p. 1718 (9 octobre 1962).

## INCIDENTS.

*Ann.* — M. GILLON proteste contre une déclaration du Premier Ministre faite la veille à la Chambre des Représentants, déclaration dans laquelle il a mis en cause un membre du Sénat ; M. le PRESIDENT répond ; l'incident est clos ; p. 1381 (11 juillet 1962).

## LISTES.

*Doc.* — N° 1 : Liste alphabétique des membres du Sénat.

N° 2 : Liste des Sénateurs.

N° 3 : Liste des projets de loi dont le Sénat est saisi.

N° 4 : Liste des commissions permanentes.

## ORDRE DES TRAVAUX.

*Ann.* — M. le PRESIDENT déclare qu'il ne peut préciser à quel moment M. MOREAU de MELEN pourra développer son interpellation, le Ministre des Affaires étrangères étant retenu à la Chambre des Représentants ; il invite les membres à rester en séance ; par motion d'ordre M. VAN BUGGENHOUT déclare qu'il ne peut admettre qu'un budget soit examiné en commission tandis qu'un autre budget est discuté en séance publique ; intervention de MM. le PRESIDENT, ROLIN et VAN DEN STORME ; M. GILLON propose que la discussion de l'interpellation soit fixée au lendemain ; intervention de MM. le PRESIDENT et VERMEYLEN, m.j. ; observations de MM. HARMEGNIES et ORBAN ; M. le PRESIDENT déclare qu'il prendra contact avec le Ministre des Affaires étrangères et le Premier Ministre ; pp. 260, 261 (12 décembre 1961).

M. le PRESIDENT propose d'aborder le mardi suivant, à 16 h. 30, la discussion du projet de loi modifiant le titre IV, chapitre V, de la loi d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier, dite « loi unique » ; intervention de MM. HARMEGNIES, CROMMEN et VAN CAUWELAERT ; la proposition du PRESIDENT est adoptée ; pp. 469 à 471 (24 janvier 1962).

M. CUSTERS, m.s.p.f., demande la remise à quinzaine de la discussion du budget de la Santé publique et de la Famille ; observations de MM. ROLIN et VAN HEMELRIJCK ; M. le PRESIDENT constate l'accord sur la proposition de M. CUSTERS et déclare que le Sénat ne peut être rendu responsable de cette remise ; p. 643 (8 février 1962).

**Chambres législatives — Sénat. — ORDRE DES TRAVAUX (suite).**

- M. le **PRESIDENT** propose que le Sénat ne siège qu'un jour la semaine suivante et propose l'ordre du jour ; M. **GILLON** demande pour quelles raisons le budget de la Santé publique ne peut être discuté ; M. le **PRESIDENT** déclare que les raisons invoqués par le Ministre compétent pour demander la remise de cette discussion subsistent ; p. 714 (22 février 1962).
- M. **HARMEGNIES** demande une suspension de séance pour permettre à son groupe de se réunir et de se prononcer sur la discussion du budget de la Santé publique porté à l'ordre du jour du mardi suivant ; M. le **PRESIDENT** souhaite que la question soit tranchée au cours d'une séance publique ; M. **VERMEYLEN**, m.j. estime qu'il faut accéder à la demande de M. **HARMEGNIES** ; M. le **PRESIDENT** parle de l'inscription du budget de la Santé publique à l'ordre du jour et du conflit qui a surgi ; observations de MM. **HARMEGNIES**, le **PRESIDENT** ; M. **GILLON** se rallie à la demande de suspension de séance ; M. **HARMEGNIES** déclare que son groupe est d'accord pour l'inscription du budget de la Santé publique à l'ordre du jour de mardi prochain ; pp. 796, 797, 798 (7 mars 1962).
- M. le **PRESIDENT** propose de porter le projet de loi relatif à la frontière linguistique à l'ordre du jour du mardi suivant ; intervention de MM. de **STEXHE**, A. **GILSON** m.i.f.p., le **PRESIDENT**, **GILLON**, **MACHTENS**, **VAN HEMELRIJCK**, **VAN CAUWELAERT** et **ROLIN** ; observations de MM. **WIARD**, **HARMEGNIES**, **SLEDSSENS** et **NIHOUL** ; pp. 1253 à 1256 (27 juin 1962).
- M. le **PRESIDENT** propose que le Sénat examine, au cours d'une séance du matin, le jeudi suivant, le projet de loi relatif aux concessions et expropriations pour utilité publique en vue de la construction d'autoroutes ; M. **LIGOT** demande si la commission des Finances siègera ce jeudi matin ; observations de MM. **VAN DEN STORME**, **HOUSIAUX**, P. **DE SMET** et **LAUWEREINS** ; pp. 1339, 1340 (5 juillet 1962).
- M. **WARNANT** regrette que le projet de loi sur la compensation temporaire de certaines charges de l'industrie charbonnière doive se discuter si rapidement, en fin de session ; observations de MM. le **PRESIDENT**, **DE BLOCK** et **DUVIEUSART** ; pp. 1545 (24 juillet 1962).
- M. le **PRESIDENT** propose que l'examen du projet de réforme fiscale soit poursuivi le lendemain et que le projet linguistique n° 1 soit examiné le mardi suivant, au cours des séances du matin et de l'après-midi ; intervention de MM. **GILLON**, **VAN HEMELRIJCK** et **MOULIN** ; la proposition du **PRESIDENT** est adoptée ; pp. 1680, 1681 (3 octobre 1962).
- M. **HOUSIAUX** demande l'examen d'urgence de sa proposition tendant à l'institution d'une commission d'enquête au Sénat dans le cadre de l'examen du projet de loi sur l'emploi des langues ; il demande au Sénat de décider une brève suspension des travaux et de renvoyer la question immédiatement devant les commissions de l'Intérieur et de la Justice, afin que celles-ci fassent rapport verbal devant l'assemblée ; intervention de MM. de **STEXHE**, **CROMMEN**, **DEHOUSSE**, **DE BLOCK**, **GILLON**, le **PRESIDENT**, Mme **BEECKMAN-Vve VANDERVELDE**, MM. **MACHTENS**, **BALTUS**, **JANNE**, **MOUREAUX**, **FLAMME**, **VAN HEMELRIJCK** et **HOUSIAUX** ; observations de MM. **MAGE**, **ORBAN**, **HARMEGNIES**, **LEYNEN**, **DE BOODT** et **JESPERS** ; la proposition d'ajournement est rejetée (vote nominatif) ; pp. 1718 à 1723 ; communication de M. le **PRESIDENT** (au sujet de son vote) et intervention de M. **L. DESMET** (au sujet de son vote) ; pp. 1728 et 1731 (9 octobre 1962). — Rectification de vote de Mme **BEECKMAN-Vve VANDERVELDE** ; p. 1773 (10 octobre 1962).
- M. le **PRESIDENT** expose où en est le débat sur le projet de réforme fiscale et fait part des conclusions auxquelles ont abouti des conférences qu'il a eues avec les chefs des groupes ; il propose de terminer ce jour à une heure raisonnable et de reprendre la discussion le mardi suivant ; intervention de MM. **GILLON**, **ROLIN**, **DELMOTTE**, **DEQUAE**, m.f., **VAN HEMELRIJCK**, **GOOSSENS** ; observations de M. **HARMEGNIES**, Mme **BEECKMAN-Vve VANDERVELDE**, MM. **MACHTENS** et **DE BOODT** ; la proposition du **PRESIDENT** est adoptée ; pp. 1844 à 1846 (11 octobre 1962).

**OUVERTURE DE LA SESSION.**

Ann. — M. **MULLIE**, doyen d'âge, déclare ouverte la session de 1961-1962 ; prononce une allocution ; p. 3 (14 novembre 1961).

**Chambres législatives — Sénat. — OUVERTURE DE LA SESSION (suite).**

M. le **PRESIDENT** prononce une allocution et déclare le Sénat constitué ; dit qu'il en sera donné connaissance au Roi et à la Chambre des Représentants ; p. 4 (14 novembre 1961).

**PETITIONS.**

*Pétition sur lesquelles la commission a statué.*

Doc. — N° 70 : Feuilleton n° 1.  
N° 315 : Feuilleton n° 2.

**QUESTIONS ORALES.**

- Ann. — M. **ROLIN** interroge le Ministre de la Défense nationale au sujet de directives qui auraient été données par l'administrateur général du personnel du département en vue de réserver les commandements d'unités flamandes à des officiers de sang et d'expression flamands ; M. **SEGRS**, m.d.n., répond ; p. 111 (23 novembre 1961).
- Mme **BEECKMAN-Vve VANDERVELDE** interroge le Premier Ministre au sujet de l'attitude des délégués belges lors d'une réunion préparatoire à la Conférence des Ministres du Marché commun, à l'égard d'une proposition française tendant à hâter la mise en œuvre de l'article 119 du Traité de Rome établissant l'égalité des rémunérations entre les femmes et les hommes ; observations de MM. P. **DE SMET** et le **PRESIDENT** ; M. **LEFEVRE**, p.m. répond ; observations de Mme **BEECKMAN-Vve VANDERVELDE** ; p. 349 (19 décembre 1961).
- M. **MOUREAUX** demande au Ministre des Affaires économiques s'il croit pouvoir maintenir sa thèse suivant laquelle le recensement serait un acte de l'autorité communale, alors qu'en Allemagne les formulaires du recensement sont distribués par l'autorité militaire ; M. **SPINOY**, m.a.éc.én., répond ; p. 619 (7 février 1962).
- M. **STUBBE** interroge le Ministre de la Défense nationale au sujet de sa décision de supprimer le dépôt de l'aviation militaire à Ypres ; M. **SEGRS**, m.d.n., répond ; pp. 625, 626 (8 février 1962).
- M. **ORBAN** interroge le Ministre de la Santé publique et de la Famille au sujet de l'interdiction des combats de boxe et de mesures à prendre en vue d'éviter une publicité pour ces combats à la radio et la télévision ; M. **CUSTERS**, m.s.p.f., répond ; p. 943 (27 mars 1962).
- M. **SOBRY** attire l'attention du Ministre de l'Agriculture sur l'extension de la peste porcine dans les Flandres et demande qu'un vaccin efficace soit mis à la disposition des vétérinaires ; M. **HEGER**, m.a., répond ; observations de M. le **PRESIDENT** ; pp. 1095 à 1097 (12 avril 1962).

**QUESTIONS PARLEMENTAIRES.**

Ann. — M. le **PRESIDENT** fait une communication au sujet de réponses tardives à des questions parlementaires et demande que l'on n'utilise pas le Bulletin des Questions et Réponses pour poser au Gouvernement des questions d'intérêt privé ; pp. 337, 338 (14 décembre 1961).

**REGLEMENT.**

*Proposition de modification du Règlement du Sénat.*

Doc. — N° 181 : Proposition de M. **Orban**.

**RELATIONS EXTERIEURES.**

- Ann. — M. le **PRESIDENT** :  
Annonce qu'il a adressé à M. **Jonkman**, Président de la Première Chambre des Etats-Généraux des Pays-Bas, un télégramme de condoléances à l'occasion de la catastrophe ferroviaire de Harmelen ; donne lecture de la réponse reçue ; p. 441 (23 janvier 1962) ;  
Annonce qu'il a adressé à S. E. M. **Oppler**, Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne à Bruxelles, un télégramme de condoléances à l'occasion de la catastrophe minière en Sarre ; p. 624 (8 février 1962) ; donne lecture de la réponse reçue ; p. 647 (14 février 1962) ;  
Donne lecture du télégramme qu'il a adressé au Président du Sénat français, à l'occasion de l'issue heureuse de la con-

## Chambres législatives — Sénat. — RELATIONS EXTERIEURES (suite).

férence d'Evian, et de la réponse reçue ; p. 907 (21 mars 1962) ;

Annnonce qu'il a reçu du Président de l'Assemblée populaire suprême de la République populaire démocratique de Corée une communication relative à la présence de troupes américaines en Corée du Sud ; p. 1530 (24 juillet 1962) ;

Annnonce qu'il a adressé les condoléances du Sénat à l'ambassadeur d'Iran à l'occasion du tremblement de terre qui s'y est produit et à l'ambassadeur d'Espagne à l'occasion des inondations dans ce pays ; M. DEQUAE, m.f. s'associe à ces condoléances, au nom du Gouvernement ; p. 1634 (2 octobre 1962) ;

Salue la présence à la tribune de la présidence de M. Kimpiobi, Président de la Chambre de la république du Congo ; p. 1635 (2 octobre 1962).

## VALIDATION DES POUVOIRS.

*Ann.* — Validation des pouvoirs de M. G. RUTTEN, appelé à remplacer M. le Sénateur Maes, décédé ; M. SLEDSSENS donne lecture de son rapport ; les conclusions de ce rapport sont adoptées ; M. RUTTEN prête serment ; p. 51 (21 novembre 1961).

Validation des pouvoirs de M. VINET, appelé à remplacer M. le Sénateur Debàise, décédé ; M. USELDING donne lecture de son rapport ; les conclusions de ce rapport sont adoptées ; M. VINET prête serment ; p. 694 (22 février 1962).

Validation des pouvoirs de M. CARPELS, appelé à remplacer M. le Sénateur Martens, décédé ; M. SOBRY donne lecture de son rapport ; les conclusions de ce rapport sont adoptées ; M. CARPELS prête serment ; p. 1112 (24 mai 1962).

Validation des pouvoirs de M. HENSKENS, appelé à remplacer M. le Sénateur Gilis, décédé ; M. USELDING donne lecture de son rapport ; les conclusions de ce rapport sont adoptées ; M. HENSKENS prête serment ; p. 1636 (2 octobre 1962).

Il est décidé de procéder le 9 octobre à l'élection d'un sénateur coopté, en remplacement de M. le Sénateur Mullie, décédé ; p. 1635 (2 octobre 1962). — Validation des pouvoirs de M. MARTENS, appelé à remplacer M. Mullie ; M. VERHAEST donne lecture de son rapport ; les conclusions de ce rapport sont adoptées ; M. MARTENS prête serment ; pp. 1735, 1736 (9 octobre 1962).

Validation des pouvoirs de M. LEMAL, appelé à remplacer M. le Sénateur Hanotte, décédé ; M. ALLARD donne lecture de son rapport ; les conclusions de ce rapport sont adoptées ; M. LEMAL prête serment ; pp. 1735, 1736 (9 octobre 1962).

**Charbon.** — V. Commerce et Industrie.

**Chemins de fer.** — V. Communications.

**Chèques.** — V. Droit commercial.

**Chômage.** — V. Sécurité sociale.

**Colis postaux.** — V. Affaires étrangères/Communications. — Postes.

**Combats de boxe.** — V. Droit pénal.

## Commerce et Industrie.

### CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL.

*Projet de loi modifiant le statut de la Caisse nationale de Crédit professionnel et relevant la limite d'engagement du Fonds de garantie créé au sein de cette caisse.*

*Doc.* — N° 88 : Rapport de M. Franck.

*Ann.* — Pas de discussion générale.

*Discussion des articles* (6 février 1962).

Intervention de M. le PRESIDENT (concernant une modification de forme proposée par la commission) ; p. 599.

*Art. 1<sup>er</sup> à 5.*

Adoptés sans observations ; p. 599.

*Vote* (7 février 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 133 membres présents ; pp. 607, 608.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

*Ann.* — Bilan et compte de profits et pertes de la Caisse, arrêtés au 31 décembre 1961. — Transmis par le Directeur général de la Caisse nationale de Crédit professionnel ; p. 1111 (24 mai 1962).

## CHARBON.

*Projet de loi assurant la compensation temporaire de certaines charges de l'industrie charbonnière.*

*Doc.* — N° 349 : Rapport de M. De Winter.

*Ann.* — L'urgence est décidée ; p. 1593 (25 juillet 1962).

*Discussion générale* (25 juillet 1962).

Discours de MM. DE WINTER, rapp. (résume la portée du projet ; concernant l'opposition de la C.E.C.A. à un financement de charges de l'industrie charbonnière par la voie budgétaire, la situation similaire qui se présente en Allemagne, le caractère temporaire des taxes proposées) ; pp. 1593, 1594 ;

WARNANT (concernant les fermetures de charbonnages, une subside en faveur des charbonnages les moins marginaux, l'imposition d'une charge supplémentaire à l'économie tout entière, le mode de répartition des subsides aux charbonnages, l'assainissement de l'industrie charbonnière) ; pp. 1594, 1595 ;

Observations de M. SPINOY, m.a.éc.é ; p. 1595 ;

LEYNEN (concernant la valorisation du charbon dans le bassin campinois, la succession de l'actuel directeur général d'Inchar, les réserves de Campine) ; p. 1595 ;

Observations de M. DE WINTER ; p. 1595 ;

LEEMANS (déclare qu'il ne peut suivre le ministre en ce qui concerne le financement des conséquences d'un conflit salarial dans les mines) ; p. 1596 ;

DE BLOCK (concernant le vote émis en commission sur le projet, l'abstention des commissaires P.S.C., l'exemple de l'Allemagne, les charges imposées aux industries pétrolière et électrique) ; pp. 1599, 1600 ;

Observations de MM. WARNANT et DE WINTER ; pp. 1599, 1600 ;

VAN BUGGENHOUT (concernant le transfert des charges résultant des difficultés d'un secteur industriel sur d'autres secteurs, le montant des sommes consacrées à l'industrie charbonnière de 1945 à 1961, l'article 68 du traité de la C.E.C.A., la charge sociale résultant de la fermeture des charbonnages) ; pp. 1600, 1601 ;

Observations de MM. LEYNEN et le PRESIDENT ; p. 1600 ;

SPINOY, m.a.éc.é (concernant l'intervention en vue d'éviter un conflit social dans les mines, les moyens de faire face aux charges résultant du règlement intervenu, la position de la C.E.C.A. à l'égard d'un octroi de subventions par la voie budgétaire, la situation qui existe en Allemagne, le caractère temporaire des mesures, la situation globale dans le secteur charbonnier, les prévisions pour le proche avenir, les propositions de l'interexécutif des Communautés en matière de politique énergétique, l'assainissement du secteur charbonnier, la fermeture de charbonnages, la valorisation des charbons campinois, les réserves de Campine, Inchar,

**Commerce et Industrie. — CHARBON (suite).**

les différences entre la situation actuelle et celle qui existait en juillet 1960, la révision du Traité de Paris); pp. 1601 à 1604;

Observations de MM. DE WINTER et VAN BUGGEN-HOUT; p. 1602;

DE WINTER (concernant la communication à la commission sénatoriale des directives et critères qui seront appliqués pour la répartition des fonds recueillis); p. 1604;

SPINOY, m.a.éc.é. (répond à M. DE WINTER); p. 1604; La discussion générale est close.

*Discussion des articles* (25 juillet 1962).

*Art. 1<sup>er</sup> à 7.*

Adoptés sans observations; pp. 1604, 1605.

*Vote* (25 juillet 1962).

M. VERSE justifie son vote;

L'ensemble du projet de loi est adopté par 85 voix contre 14 et 36 abstentions; pp. 1605, 1606.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**COMMERCE EXTERIEUR.**

*Projet de loi portant ratification de cinq arrêtés royaux, pris en vertu de la loi du 30 juin 1931, relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises, modifiée par celle du 30 juillet 1934.*

*Ann. — Pas de discussion générale.*

*Discussion des articles* (21 novembre 1961).

*Art. 1<sup>er</sup> et 2.*

Adoptés sans observations; p. 53.

*Vote* (21 novembre 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 133 membres présents; p. 59.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

*Projet de loi modifiant la loi du 16 juillet 1948 créant un établissement public dénommé Office belge du Commerce extérieur.*

*Doc. — N° 45: Rapport de M. Demarneffe + Annexes.*

*Ann. — Discussion générale* (20 décembre 1961).

Discours de MM. DEKEYZER (concernant la coordination des organismes qui s'occupent actuellement d'export, la décentralisation de l'Office, l'introduction d'un roulement à la présidence de l'Office, la direction de l'Office); pp. 405, 406;

DEMARNEFFE, rapp. (concernant la décentralisation de l'Office, l'augmentation du nombre de membres du conseil d'administration et du comité directeur); p. 406;

LAHAYE (concernant la mission qui sera confiée aux différents bureaux régionaux, les conseillers du commerce extérieur, les foires et expositions, les missions commerciales à l'étranger, le financement à long terme des exportations); pp. 406, 407;

Observation de M. ADAM; p. 407;

PAIRON (concernant la représentation des petites et moyennes entreprises dans les conseils de l'Office); p. 407;

BRASSEUR, m.c.e.a.t. (répond aux orateurs et traite notamment de la composition du conseil d'administration et de sa présidence, des conseillers du commerce extérieur, de l'exposition de New York, des missions commerciales à l'étranger, du financement à long terme des exportations); pp. 407, 408;

PAIRON (concernant la Commission du Fonds du commerce extérieur); p. 408;

BRASSEUR, m.c.e.a.t. (répond à M. PAIRON); p. 408;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles* (20 décembre 1961).

(Texte présenté par la commission).

*Art. 1<sup>er</sup> à 11.*

Adoptés sans observations; pp. 408, 409.

*Vote* (20 décembre 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 107 membres présents; pp. 435, 436.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

**Commerce et Industrie. — COMMERCE EXTERIEUR (suite).**

*Projet de loi relatif à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises.*

*Doc. — N° 343: Projet transmis par la Chambre des Représentants. N° 348: Rapport de M. Goossens + Annexes.*

*Ann. — Discussion générale* (25 juillet 1962).

Discours de MM. GOOSSENS, rapp. (rappelle les buts que poursuit le projet); p. 1607;

WARNANT (émet de sérieuses critiques à l'égard du texte tel qu'il est présenté; concernant la portée réelle de l'article 7, le risque d'arbitraire, le système néerlandais, l'omission d'abroger l'arrêté royal du 17 janvier 1955); pp. 1607, 1608;

DE WINTER (concernant la protection des intérêts du secteur privé, le système prévu aux Pays-Bas; formule des remarques concernant les articles 2, 8 et 11 du projet, l'utilité du système bicaméral); p. 1608;

Observations de M. le PRESIDENT; p. 1608;

SPINOY, m.a.éc.é. (répond aux orateurs; concernant la portée du projet, la lutte contre le dumping, le système néerlandais, la possibilité de recours au Conseil d'Etat, l'abrogation de l'arrêté royal du 17 janvier 1955); pp. 1608 à 1610;

Observations de MM. WARNANT et DE WINTER; pp. 1609, 1610;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles* (25 juillet 1962).

*Art. 1<sup>er</sup> à 6.*

Adoptés sans observations; pp. 1610, 1611.

*Art. 7.*

Intervention de MM. le PRESIDENT, GOOSSENS et DE BLOCK; une rectification matérielle est apportée à cet article;

L'article, ainsi rectifié, est adopté; p. 1611.

*Art. 8 à 11.*

Adoptés sans observations; p. 1611.

*Vote* (25 juillet 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 117 voix contre 14 et 2 abstentions; p. 1612.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**EXPANSION ECONOMIQUE.****SOCIETES D'INVESTISSEMENT.**

*Projet de loi relatif à la constitution d'une société nationale d'investissement et de sociétés régionales d'investissement agréées.*

*Doc. — N° 95: Rapport de M. L. Desmet + Annexes.*

N° 96: Amendements proposés par M. De Winter.

N° 108: Amendement proposé par M. Bogaert.

N° 110: Amendements proposés par M. Warnant.

N° 113: Amendement proposé par M. Rolin.

N° 115: Amendement proposé par M. Rolin.

*Ann. — Discussion générale* (7 février 1962).

Discours de MM. L. DESMET, rapp. (concernant la nécessité de la création d'une société nationale d'investissement, la différence entre le donneur de crédits comme la S.N.C.I. et le participant à l'entreprise que veut être la société d'investissement, l'activité des banques et des holdings, l'opposition à la création de la société d'investissement, les buts à atteindre, les sociétés d'investissement dans les autres pays; la justification du projet, le rôle de la société nationale, les sociétés régionales, les moyens de financement des sociétés d'investissement, l'administration et la surveillance de la S.N.I., la nécessité d'une révision des données de notre vie économique, la limitation aux sociétés anonymes du recours aux services de la S.N.I.); pp. 602 à 604;

WARNANT (concernant l'état satisfaisant de notre évolution économique, le problème des investissements, l'incidence de la fiscalité dans ce domaine, l'évolution de la démographie et des besoins de main-d'œuvre, l'importance des investissements effectués en Belgique, l'impératif de croissance de l'économie, les exemples étrangers repris dans l'exposé des

## Commerce et Industrie. — EXPANSION ECONOMIQUE (suite).

### SOCIETES D'INVESTISSEMENT (suite).

motifs du projet, l'inspiration socialiste du projet, l'avis de M. Fraeys, l'abandon par l'Etat du rôle supplétif ou de coordination dans lequel il devrait se cantonner, les déclarations faites en mars 1959 par M. Scheyven lors d'un congrès du P.S.C., le projet de loi déposé sous le gouvernement Eyskens, la formule préconisée par le professeur Masoin, les causes d'un manque d'investissements du secteur privé, l'assouplissement des arrêtés de 1935, le monopole de l'« investment banking » dont jouiraient en fait les sociétés d'investissement, la nécessité de mettre sur un pied d'égalité les secteurs public et privé; pp. 604 à 606, 608 à 611;

Observations de MM. HARMEGNIES, HOUSIAUX, DE WINTER, SPINOY, m.a.éc.é., et RASSART; pp. 605, 609 à 611;

P. DE SMET (concernant la participation des secteurs public et privé à la S.N.I., l'« investment banking », la mise sur un pied d'égalité des sociétés privées d'investissements et des institutions publiques, la nécessité du sens de la grandeur, l'urgence de grands travaux d'infrastructure); pp. 611, 612;

JANNE (concernant le rôle supplétif mais indispensable de la S.N.I., la législation bancaire de 1935, la séparation des activités de crédit et de participation, la nécessité de tenir compte du cadre institutionnel où l'on se meut, la nécessité de stimuler les investissements dans l'industrie, les taux de croissance de la production belge comparativement à ceux des pays voisins, les critiques formulées à l'égard de la S.N.I., le problème des privilèges fiscaux); pp. 612 à 614;

NOEL (concernant l'insuffisance des investissements en Belgique, la restriction des pouvoirs de la S.N.I. à l'intérieur des sociétés créées ou élargies, le rapport de M. Evalenko au congrès du parti socialiste belge de 1959, le caractère temporaire et la limitation des prises de participations de la S.N.I., la limitation du droit de vote de la S.N.I., le rachat par les autres actionnaires des titres représentant la participation de la S.N.I. dans une société); pp. 614 à 616;

Observations de MM. SPINOY et DE WINTER; pp. 615, 616;

le baron de DORLODOT (motive son hostilité au projet); p. 616;

DE WINTER (concernant le taux de croissance de l'économie belge, l'accroissement du revenu net par habitant, l'absence de fondement des accusations formulées à l'égard du secteur privé en matière d'investissements, la création d'un climat favorable à l'industrialisation, la nécessité d'une politique adéquate en vue de promouvoir les investissements, le problème que pose le financement des entreprises indépendantes, l'encouragement de l'autofinancement, l'absence d'un véritable système d'« investment banking », les instruments dont disposent les pays voisins pour fournir à l'économie les capitaux à risque nécessaires, l'encouragement des investissements à bon escient, l'égalité de traitement entre les sociétés privées et sociétés publiques d'investissements); pp. 616 à 618;

#### Reprise de la discussion générale (8 février 1962).

Discours de MM. DELBOUILLE (concernant le rôle que l'Etat a joué dans le contexte de l'économie de marché, les tendances du projet en cause, l'autonomie réduite des sociétés régionales d'investissement, les raisons impérieuses qui ont justifié le dépôt du projet, la limitation de l'intervention des sociétés d'investissement); pp. 622 à 624;

FLAMME (concernant la nécessité d'accroître les investissements et de créer une société nationale d'investissement, la participation des S.R.I. à la formation du capital de sociétés créées à l'initiative de la S.N.I.); pp. 624, 625;

Observations de M. WARNANT; p. 624;

SPINOY, m.a.éc.é. (concernant l'attitude de l'opposition à l'égard du projet, la nécessité des sociétés d'investissement en vue d'une expansion économique constante, les conceptions opposées au sujet du rôle que le gouvernement est appelé à jouer dans l'économie, le fonctionnement des sociétés régionales d'investissement, les solutions appliquées dans d'autres pays, la coopération entre les secteurs public et privé prévue dans le projet, le droit d'initiative de la S.N.I.); pp. 626 à 629;

Observations de MM. WARNANT et ORBAN; pp. 627 à 629;

SLEGTEN (concernant l'absence d'organismes financiers susceptibles de financer les moyennes entreprises sans vouloir les contrôler, les pertes que subiront les S.R.I.); p. 629;

La discussion générale est close.

## Commerce et Industrie. — EXPANSION ECONOMIQUE (suite).

### SOCIETES D'INVESTISSEMENT (suite).

Discussion des articles (8 février 1962).

(Texte présenté par la commission).

#### Articles du projet.

##### Art. 1<sup>er</sup>.

Intervention de MM. DE WINTER et SPINOY; l'amendement de MM. DE WINTER et P. DE SMET est retiré;

L'amendement de MM. DE WINTER et P. DE SMET à l'article 6 des statuts est retiré;

Intervention de MM. SPINOY, ROLIN, DE BAECK, WARNANT, ADAM, le PRESIDENT et DE WINTER;

L'article est réservé; pp. 630 à 633.

##### Art. 2.

Intervention de MM. HAMBYE, SPINOY, BOGAERT et WARNANT; les amendements de M. BOGAERT et VAN DONINCK et de MM. WARNANT et MOTZ sont retirés; pp. 633 à 635.

##### Art. 3 à 7.

Adoptés sans observations; pp. 635, 636.

##### Art. 1<sup>er</sup> réservé.

Intervention de M. le PRESIDENT; observations de MM. P. DE SMET et DE WINTER; p. 636.

##### Art. 8.

Intervention de MM. DE WINTER, SPINOY et P. DE SMET; la première partie de l'amendement de MM. DE WINTER et P. DE SMET est rejetée; la deuxième partie de l'amendement de MM. DE WINTER et P. DE SMET est adoptée;

Intervention de M. ROLIN; l'amendement de M. ROLIN est retiré;

L'article, amendé, est adopté; pp. 636, 637.

##### Art. 9 et 10.

Adoptés sans observations; pp. 637, 638.

##### Art. 11.

Intervention de MM. DE WINTER et SPINOY; observations de MM. P. DE SMET, DE BAECK et ADAM; l'amendement de M. DE WINTER est adopté;

L'article, amendé, est adopté; pp. 638 à 640.

##### Art. 12.

Adopté sans observations; p. 640.

##### Art. 13.

Intervention de MM. DE WINTER, SPINOY, ROLIN et le PRESIDENT; l'amendement de M. DE WINTER est retiré; L'article est adopté; pp. 640 à 642.

##### Art. 1<sup>er</sup> réservé.

Intervention de MM. le PRESIDENT et DE BAECK; L'article est adopté; p. 642.

#### Reprise de la discussion des articles (14 février 1962).

#### Articles du projet.

##### Art. 14.

Intervention de MM. DE WINTER et SPINOY; l'amendement de MM. DE WINTER et P. DE SMET est adopté; L'article, amendé, est adopté; p. 649.

##### Art. 15 et 16.

Intervention de MM. DE WINTER, SPINOY, le comte d'ASPREMONT LYNDEN, VAN BUGGENHOUT, VAN HOUTTE et de la VALLEE POUSSIN; observations de M. ORBAN;

L'article 15 est adopté (vote nominatif);

L'article 16 est adopté; pp. 649 à 656.

##### Art. 17 à 19.

Adoptés sans observations; p. 656.

#### Articles des statuts.

##### Art. 1<sup>er</sup> à 11.

Adoptés sans observations; pp. 656 à 658.

**Commerce et Industrie. — EXPANSION ECONOMIQUE (suite).****SOCIETES D'INVESTISSEMENT (suite).****Art. 12.**

Intervention de MM. WARNANT, SPINOY, VAN CAUWELAERT et HOUIGARDY; l'amendement de MM. WARNANT et MOTZ est rejeté (vote nominatif);

Intervention de M. ROLIN; l'amendement de M. ROLIN, sous-amendé par lui, est adopté;

Intervention de MM. DE WINTER, SPINOY et P. DE SMET; l'avant-dernier alinéa de l'article est adopté (vote nominatif); les autres alinéas de l'article sont adoptés; pp. 658 à 663.

**Art. 13 à 17.**

Adoptés sans observations; pp. 663, 664.

**Art. 18.**

Intervention de MM. DE WINTER et SPINOY; l'article est adopté; p. 664.

**Art. 19 à 23.**

Adoptés sans observations; pp. 664, 665.

**Art. 24.**

L'amendement de MM. DE WINTER et P. DE SMET est adopté;

L'article, amendé, est adopté; p. 665.

**Art. 25 à 38.**

Adoptés sans observations; pp. 665 à 667.

Les articles amendés sont successivement remis aux voix et définitivement adoptés; p. 667.

**Vote (14 février 1962).**

L'ensemble du projet de loi est adopté par 112 voix contre 14 et 1 abstention; pp. 667, 668.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

**HOTELLERIE.**

*Projet de loi portant statut de l'Hôtellerie.*

Nouvel intitulé: *Projet de loi portant statut d'établissements hôteliers.*

*Doc. — N° 238: Exposé des motifs et projet de loi.*

N° 275: Amendements présentés par le Gouvernement.

N° 320: Rapport de M. Dekeyzer.

N° 351: Amendements proposés par M. Hambye au texte présenté par la commission.

*Ann. — Discussion générale (25 juillet 1962).*

Discours de MM. GOOSSENS (concernant la portée du projet); p. 1570;

BERTRAND, m.c. (concernant la nécessité d'adapter le statut de l'hôtellerie, datant de 1935, à l'extension et à la démocratisation du tourisme, la fixation des conditions techniques auxquelles doivent répondre les établissements); pp. 1570, 1571;

DE BLOCK (concernant les conditions auxquelles doit répondre l'organisation de l'hôtellerie, le cas de petites pensions en Ardenne, le délai à laisser aux petites entreprises pour se conformer aux dispositions légales nouvelles, l'aide financière et matérielle aux hôteliers, la qualification professionnelle des hôteliers); p. 1571;

MERCHIERS (concernant la présentation tardive du projet, le contenu du projet, l'encouragement de la qualification professionnelle des hôteliers); pp. 1571, 1572;

Observations de MM. STUBBE, GOOSSENS et LAUWEREINS; p. 1572;

BERTRAND, m.c. (répond aux orateurs; traite notamment du cas de petites pensions, de l'aide à l'hôtellerie, de la classification des hôtels, de la promotion du standing de l'hôtellerie dans le pays, de la présentation tardive du projet); pp. 1572 à 1574;

Intervention de M. MERCHIERS; p. 1574;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles (25 juillet 1962).*  
(Texte présenté par la commission)

**Art. 1<sup>er</sup> à 3.**

Adoptés sans observations; p. 1574.

**Commerce et Industrie. — HOTELLERIE (suite).****Art. 4.**

Intervention de MM. HAMBYE et BERTRAND; l'amendement de M. HAMBYE est rejeté;

L'article est adopté; pp. 1574, 1575.

**Art. 5.**

Intervention de MM. HAMBYE, BERTRAND et ROLIN; observations de M. VERMEYLEN, m.j.; l'amendement de MM. HAMBYE et VERSE, ainsi que l'article sont réservés; pp. 1575 à 1577.

**Art. 6 à 10.**

Adoptés sans observations; p. 1577.

**Art. 5 (réservé).**

L'amendement de M. ROLIN, présenté en remplacement de l'amendement de MM. HAMBYE et VERSE, est adopté;

L'article, ainsi amendé, est adopté; p. 1580.

L'article 5, amendé, est remis aux voix et définitivement adopté; p. 1581.

Le nouvel intitulé est approuvé; p. 1581.

**Vote (25 juillet 1962).**

L'ensemble du projet de loi est adopté par 139 voix et 1 abstention; pp. 1597, 1598.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

**I.R.S.I.A.**

*Projet de loi modifiant le statut de l'Institut pour l'encouragement de la recherche scientifique dans l'industrie et l'agriculture, refondu par l'arrêté royal du 5 juin 1957.*

*Doc. — N° 34: Rapport de M. Janne + Annexe.*

*Ann. — Discussion générale (12 décembre 1961).*

Discours de MM. JANNE, rapp. (résume la portée du projet); p. 253;

de STEXHE (concernant l'opportunité d'une coordination dans le domaine de la recherche scientifique); p. 253;

JANNE (répond à M. de STEXHE); p. 253;

La discussion générale est close.

**Discussion des articles (12 décembre 1961).****Art. 1<sup>er</sup> et 2.**

Adoptés sans observations; p. 254.

**Vote (12 décembre 1961).**

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 137 membres présents; p. 260.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

**OFFICE NATIONAL DU DUCROIRE.**

*Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 42 du 31 août 1939 réorganisant l'Office national du Ducroire.*

*Doc. — N° 266: Rapport de M. Leemans.*

*Ann. — Discussion générale (27 juin 1962).*

Intervention de M. le PRESIDENT (qui remercie S.A.R. le Prince Albert d'avoir voulu donner au Sénat la primeur des conclusions tirées de la mission belge en Extrême-Orient qu'il a présidée); p. 1242;

Discours de S.A.R. le PRINCE ALBERT (concernant l'utilité d'une mission en Extrême-Orient, l'opportunité du moment choisi pour l'accomplir; l'importance des marchés d'outre-mer, le choix des marchés à visiter, la nécessité d'un « follow up », le caractère exploratoire de la mission, le bilan positif de la mission; la composition de la mission, les pays visités; la rapidité de la croissance économique au Japon, le plan décennal prévoyant le doublement du revenu national, l'accroissement des importations de biens d'équipement au Japon, les possibilités qu'offre Hong-Kong; les possibilités pour l'exportation vers la Malaisie; la nécessité de poursuivre l'effort de pénétration dans les marchés visités, l'octroi de crédits à long terme, la valorisation des productions des pays en voie de développement); pp. 1242 à 1245;

## Commerce et Industrie. — OFFICE NATIONAL DU DUCROIRE (suite).

DEQUAE, m.f. (concernant la portée du projet en discussion, l'octroi de crédits à long terme, les mesures prises dans la plupart des pays exportateurs, le caractère marginal et supplétif de l'intervention nouvelle de l'Office du Ducroire); pp. 1245, 1246;

Intervention de M. le PRESIDENT (qui souhaite un prompt rétablissement à M. BRASSEUR, Ministre du Commerce extérieur); p. 1246;

Discours de MM. LEEMANS, rapp. (concernant le rythme d'accroissement de nos exportations vers les pays autres que ceux de la C.E.E., la nécessité d'une prospection des marchés mieux organisée et d'une promotion de l'industrie de construction de machines et outils, le caractère supplétif de l'intervention de l'Office); p. 1246;

DE GRAUW (concernant le danger d'une concentration de nos exportations sur un nombre restreint de marchés, l'effort d'adaptation de nos industries aux conditions particulières des marchés étrangers, l'octroi de crédits aussi longs que ceux accordés par la concurrence, l'élargissement de nos activités exportatrices, le recul des importations de produits belges en Amérique latine); pp. 1246, 1247;

DE WINTER (concernant l'allongement des délais de crédit, l'action de « Crédit-Export », le caractère marginal et supplétif de l'intervention de l'Office du Ducroire, le fonctionnement de l'Office, les risques assumés par l'Office); pp. 1247 à 1249;

Observations de MM. DEQUAE et LEEMANS; pp. 1248, 1249;

MOLTER (concernant la portée politique plus large du projet, les possibilités d'aide aux pays en voie de développement, un statut international de l'investissement, l'action du « pain pour la paix »); pp. 1249, 1250;

Observations de M. ROLIN; p. 1250;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles (27 juin 1962).*

*Art. 1<sup>er</sup>.*

Adopté sans observations; p. 1250.

*Art. 2.*

Intervention de MM. DE WINTER et le PRESIDENT (concernant la rectification d'une erreur matérielle);

L'article est adopté; p. 1250.

*Art. 3.*

Intervention de MM. DE WINTER et DEQUAE; l'amendement de M. DE WINTER est rejeté;

L'article est adopté; pp. 1250 à 1252.

*Art. 4 à 7.*

Adoptés sans observations; p. 1252.

*Vote (27 juin 1962).*

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 111 membres présents; p. 1252.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

## ORGANISATION DE L'ECONOMIE.

*Projet de loi relatif à l'élection de mineurs étrangers en qualité de membres des conseils d'entreprise.*

Doc. — N° 252: Projet transmis par la Chambre des Représentants.

## ABUS DE PUISSANCE ECONOMIQUE.

Ann. — Premier rapport aux Chambres législatives. — Transmis par le Ministre des Affaires économiques et de l'Énergie; p. 1111 (24 mai 1962).

## REGLEMENTATION DU COMMERCE.

### CONCURRENCE DELOYALE.

*Proposition de loi tendant à libérer le commerce de la concurrence déloyale que constituent les systèmes de vente du genre d'it « à la boule de neige ».*

Doc. — N° 62: Proposition de loi de M. Troclet.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission; p. 443 (23 janvier 1962).

## Commerce et Industrie. — REGLEMENTATION DU COMMERCE (suite).

### PAIN.

*Projet de loi autorisant le Roi à réglementer le poids du pain.*

Doc. — N° 323: Projet transmis par la Chambre des Représentants. N° 344: Rapport de M. Van In.

Ann. — Pas de discussion générale.

*Discussion des articles (25 juillet 1962).*

*Art. 1<sup>er</sup> à 9.*

Adoptés sans observations; pp. 1606, 1607.

*Vote (25 juillet 1962).*

L'ensemble du projet de loi est adopté par 123 voix et 2 abstentions; pp. 1628, 1629.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

### PRODUITS AGRICOLES ET HORTICOLES.

*Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 19 du 27 juillet 1939 relatif au commerce des produits agricoles et horticoles.*

Nouvel intitulé: *Projet de loi relatif au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime.*

Doc. — N° 219: Exposé des motifs et projets de loi.

N° 250: Rapport de M. Sledsens.

N° 278: Amendement proposé par M. Sledsens au texte présenté par la commission.

Ann. — *Discussion générale (27 juin 1962).*

Discours de MM. SLEDSSENS, rapp. (concernant la lutte contre la fraude dans le commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, l'amendement qu'il a déposé); pp. 1256, 1257;

Observations de MM. le PRESIDENT, STUBBE et ORBAN; p. 1257;

HEGER, m.a. (marque son accord concernant l'amendement de M. SLEDSSENS); p. 1257;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles (27 juin 1962).*  
(Texte présenté par la commission).

*Art. 1<sup>er</sup>.*

L'amendement de M. SLEDSSENS est adopté;

L'article, amendé, est adopté; pp. 1257, 1258.

*Art. 2.*

Intervention de MM. DEMARNEFFE, SLEDSSENS, LAUWEREINS, HEGER et le PRESIDENT; l'amendement de M. DEMARNEFFE est adopté;

L'article, amendé, est adopté; pp. 1258, 1259.

*Art. 3 à 8.*

Adoptés sans observations; pp. 1259 à 1261.

Les articles amendés sont successivement remis aux voix et définitivement adoptés; p. 1261.

Le nouvel intitulé est adopté; p. 1261.

*Vote (28 juin 1962).*

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 122 membres présents; pp. 1276, 1277.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

### Commerce et Industrie. — V. aussi Affaires étrangères.

### Commerce extérieur. — V. Commerce et Industrie.

### Commissions paritaires. — V. Travail.

### Commissions permanentes. — V. Chambres Législatives — Sénat.

**Communauté économique européenne. — V. Affaires étrangères.****Communes.**

*Projet de loi modifiant les articles 86 et 87 de la loi communale.*

Nouvel intitulé : *Projet de loi portant déconcentration du pouvoir d'annulation du Roi.*

Doc. — N° 20 : Exposé des motifs et projet de loi.

N° 170 : Rapport de M. Van Cauwenberghe + Annexes.

N° 175 : Amendement proposé par M. de Stexhe.

N° 226 : Projet amendé par la Chambre des Représentants.

N° 261 : Rapport de M. Van Cauwenberghe.

Ann. — *Discussion générale* (20 mars 1962).

Discours de MM. VAN CAUWENBERGHE, rapp. (concernant la portée du projet de loi, la progression du nombre d'annulations d'actes communaux, la nécessité d'une déconcentration du pouvoir d'annulation, la limitation du pouvoir d'annulation confié au gouverneurs de province); pp. 869, 870;

A. GILSON, m.i.f.p. (concernant la nécessité de décongestionner les services centraux et de rendre à l'Etat sa mission de conception, l'objection du Conseil d'Etat fondée sur l'article 108 de la Constitution, la réservation d'un pouvoir concurrent au Roi et aux gouverneurs); pp. 870, 871;

de STEXHE (estime que le projet de loi va trop loin; rappelle les efforts de décentralisation qui ont déjà été faits; concernant l'augmentation du nombre d'annulations de décisions communales, les raisons de cette augmentation, la nécessité d'éviter la centralisation excessive, la notion de l'intérêt général, l'interprétation différente que peuvent en avoir les gouverneurs, l'objection d'ordre constitutionnel, l'avis du Conseil d'Etat, la compétence concurrente du gouverneur et du Roi, le pouvoir hiérarchique du ministre sur le gouverneur, la possibilité de recours des parties intéressées ou d'évocation par le Roi); pp. 871 à 874;

Observations de MM. RASSART, VAN CAUWENBERGHE, REMSON, VAN CAUWELAERT, VAN BUGGENHOUT et HARMEGNIES; pp. 871 à 873;

HERCOT (concernant la puissance redoutable donnée aux gouverneurs de province; estime que la députation permanente aurait dû être habilitée pour annuler des actes communaux); pp. 880, 881;

Observations de MM. A. GILSON, VAN CAUWELAERT et de STEXHE; p. 880;

VAN CAUWELAERT (concernant la déconcentration poursuivie par le projet, les raisons de modifier la procédure actuelle en matière de contrôle des actes communaux, la nécessité d'instructions du ministre aux gouverneurs, les remarques quant à la constitutionnalité du projet); pp. 881, 882;

MERCHERS (concernant l'avis du Conseil d'Etat, les statistiques relatives aux motifs des décisions d'annulation, l'augmentation du nombre d'actes annulés, la compétence donnée concurrentement au Roi et aux gouverneurs d'annuler des actes portant atteinte à l'intérêt général, le droit d'évocation, l'attitude de son groupe à l'égard du projet); pp. 882, 883;

Observations de MM. VAN CAUWENBERGHE et A. GILSON; p. 882;

LEYNEN (appuie l'amendement de M. de STEXHE); p. 883;

(Observations de M. VAN CAUWELAERT; p. 883;

A. GILSON, m.i.f.p. (concernant l'absence d'objections sur le fond du projet; répond aux orateurs et traite notamment des objections d'ordre juridique à propos de l'interprétation de l'article 108 de la Constitution, de l'appréciation de l'intérêt général, du pouvoir d'évocation que l'on voudrait voir attribuer au Roi, de l'efficacité de la tutelle déconcentrée); pp. 884 à 886;

Observations de MM. de STEXHE, MERCHERS, LEYNEN et DELMOTTE; pp. 884 à 886;

de STEXHE (concernant la faiblesse de l'argumentation du ministre, la raison du pouvoir d'évocation du Roi suggéré dans son amendement, les statistiques relatives aux cas d'annulation, le nombre de cas qui seraient évoqués); pp. 886, 887;

Observations de MM. A. GILSON, VAN CAUWELAERT et LEYNEN; pp. 886, 887;

La discussion générale est close.

**Communes (suite).**

*Discussion des articles* (20 mars 1962).

(Texte présenté par la commission).

Art. 1<sup>er</sup>.

Adopté sans observations; p. 888.

Art. 2.

L'amendement de M. de STEXHE et l'article sont réservés; p. 888.

Art. 3 à 5.

Adoptés sans observations; p. 888.

*Reprise de la discussion des articles* (22 mars 1962).

Art. 2 (réservé)

L'amendement de M. de STEXHE est adopté (vote nominatif);

L'article, amendé, est adopté; pp. 920, 921.

Le nouvel intitulé est adopté; p. 921.

L'article 2, amendé, est remis aux voix et définitivement adopté; p. 921.

Vote (22 mars 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 136 voix et 3 abstentions; p. 921.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants. Amendé par la Chambre des Représentants; p. 1111 (24 mai 1962).

Pas de discussion générale.

*Discussion des articles* (21 juin 1962).

Art. 1<sup>er</sup> à 5.

Adoptés sans observations; pp. 1204, 1205.

Vote (21 juin 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 131 voix et 1 abstention; pp. 1205, 1206.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**TERRITOIRE DES COMMUNES.**

*Projet de loi portant modification des limites territoriales de la ville de Gand et de la commune de Mariakerke.*

Doc. — N° 61 : Rapport de M. Merchiers.

Ann. — Pas de discussion générale.

*Discussion des articles* (20 décembre 1961).

Art. 1<sup>er</sup> et 2.

Adoptés sans observations; p. 422.

Vote (20 décembre 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 107 membres présents; pp. 435, 436.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**TUTELLE ADMINISTRATIVE.**

*Proposition de loi renforçant la tutelle des pouvoirs subordonnés.*

Doc. — N° 104 : Proposition de loi de M. Gillon.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission; p. 735 (1<sup>er</sup> mars 1962).

**Communications.****AVIATION.****REGIE DES VOIES AERIENNES.**

Ann. — Bulletin relatif aux transferts de crédits opérés au budget de 1961 de la Régie. — Transmis par le Ministre des Communications; p. 1127 (12 juin 1962).

**Communications (suite).****CHEMINS DE FER.**

*Projet de loi modifiant la loi du 23 juillet 1926 créant la Société Nationale des Chemins de fer Belges.*

Doc. — N° 227 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 257 : Rapport de M. Stubbe.

Ann. — Pas de discussion générale.

*Discussion des articles (21 juin 1962).*

*Art. 1<sup>er</sup> et 2.*

Adoptés sans observations ; p. 1204.

*Vote (21 juin 1962).*

L'ensemble du projet de loi est adopté par 131 voix et 1 abstention ; pp. 1205, 1206.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

*Projet de loi établissant une intervention des employeurs dans la perte subie par la Société Nationale des Chemins de fer Belges par l'émission d'abonnements pour ouvriers et employés.*

Doc. — N° 322 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 339 : Rapport de M. Goossens.

N° 352 : Amendement proposé par M. Hambye.

Ann. — *Discussion générale (25 juillet 1962).*

Discours de MM. GOOSSENS, rapp. (concernant l'incidence financière du projet pour la S.N.C.B., la nécessité du projet) ; p. 1583 ;

DERUELLES (concernant les réductions de tarif imposées à la S.N.C.B., l'application de la législation) ; pp. 1583, 1584 ;

SMET (concernant la discrimination entre les travailleurs se rendant au travail en chemin de fer et ceux qui s'y rendent en tramway vicinal, l'augmentation de la limite des rémunérations fixée pour les employés pour bénéficier de l'intervention des employeurs, le cas des ouvriers qui vont travailler à l'étranger, l'établissement d'usines loin des lieux où habitent les travailleurs, la décentralisation des industries et des services de l'Etat) ; pp. 1584, 1585 ;

Observations de MM. GOOSSENS, BERTRAND, m.e. et LEY-NEN ; pp. 1584, 1585 ;

LAUWEREINS (concernant l'incidence possible du projet sur la rentabilité de certaines lignes des vicinaux) ; p. 1585 ;

HAMBYE (constate que le projet n'apporte qu'une solution partielle aux problèmes de la S.N.C.B. ; estime qu'il faut limiter de façon précise la part qui peut être imposée à l'employeur ; concernant l'ampleur des pouvoirs, donnés à l'exécutif, la portée de son amendement) ; pp. 1585, 1586 ;

Observation de M. GOOSSENS ; p. 1585 ;

BERTRAND, m.c. (répond aux orateurs ; traite notamment de la moins grande discrimination entre ouvriers et employés, de la différence qui subsiste suivant les moyens de transport utilisés par les travailleurs, du principe de l'intervention des employeurs dans les frais de transport des travailleurs, d'une fixation de l'intervention des employeurs suivant la situation économique dans les industries, de l'incidence de la loi sur la rentabilité de lignes vicinales, du problème des frontaliers, de la limitation de l'intervention des employeurs) ; pp. 1586, 1587 ;

Observations de M. SMET ; p. 1586 ;

DIEPENDAELE (concernant la décentralisation des entreprises et des services administratifs, la mise à charge des employeurs des frais de transport des travailleurs) ; pp. 1587, 1588 ;

Observations de M. SMET ; p. 1588 ;

GOOSSENS (concernant une dispersion des entreprises) ; p. 1588 ;

Observations de MM. DIEPENDAELE et LAUWEREINS ; p. 1588 ;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles (25 juillet 1962).*

*Art. 1<sup>er</sup>.*

L'amendement de MM. HAMBYE et VERSE est rejeté ;

L'article est adopté ; p. 1588.

*Art. 2 et 3.*

Adoptés sans observations ; p. 1588.

**Communications. — CHEMINS DE FER (suite).**

*Vote (25 juillet 1962).*

L'ensemble du projet de loi est adopté par 135 voix et 4 abstentions ; p. 1597.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Ann. — Bilan et compte de profits et pertes de la Société Nationale des Chemins de fer Belges au 31 décembre 1961. Transmis par le Ministre des Communications ; p. 1304 (4 juillet 1962).

**CREDITS MARITIMES**

Ann. — Rapport sur les opérations de crédit au cours de l'exercice 1961. — Transmis par le Ministre des Communications ; p. 1127 (12 juin 1962).

**TELEGRAPHES ET TELEPHONES.**

*Projet de loi modifiant la loi du 19 juillet 1930, créant la Régie des Télégraphes et des Téléphones.*

Doc. — N° 39 : Exposé des motifs et projet de loi.

N° 49 : Rapport de M. Delport.

Ann. — Pas de discussion générale.

*Discussion des articles (14 décembre 1961).*

*Art. 1<sup>er</sup> à 4.*

Adoptés sans observations ; p. 317.

*Vote (14 décembre 1961).*

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 138 membres présents ; p. 322.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

**TRANSPORTS EN COMMUN.**

*Projet de loi relatif au transport en commun des élèves des établissements d'enseignement.*

Doc. — N° 142 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 189 : Rapport de M. Vandeputte.

Ann. — *Discussion générale (4 avril 1962).*

Intervention de M. VANDEPUTTE, rapp. (demande au Sénat d'approuver le projet) ; p. 1069 ;

Discours de M. DELPORT (demande s'il n'est pas possible de considérer comme avantage social le transport gratuit d'élèves organisé par une commune pour ses écoles) ; p. 1069 ;

HAMBYE (craint l'inefficacité des mesures envisagées dans le projet ; estime que le texte du projet ne correspond pas au but que l'on veut atteindre ; concernant l'anomalie de l'article 4 du projet, le cas des autorisations données précédemment pour des transports rémunérés d'élèves) ; pp. 1069, 1070 ;

VAN CAUWELAERT (concernant l'arbitraire ministériel institué par le projet, l'absence de fixation d'un délai pour la réponse à une demande d'autorisation, la limitation de la distance pour les services de transport d'élèves, le danger pour les écoles communales ; dépose deux amendements) ; pp. 1070, 1071 ;

R. HOUBEN (concernant le critère pour la distinction entre transport en commun et transport en privé, l'utilité de la nouvelle loi en vue de connaître les services d'autobus existants et les conditions de leur fonctionnement) ; p. 1071 ;

Observations de M. VAN CAUWELAERT ; p. 1071 ;

VAN HEMELRIJCK (concernant le caractère d'avantage social d'un transport gratuit d'élèves organisé par une commune) ; pp. 1072, 1073 ;

BERTRAND, m.c. (concernant la procédure prévue pour les autorisations, l'intervention de la commission prévue à l'article 2, la composition de cette commission ; répond aux orateurs et traite notamment du renouvellement des demandes d'autorisations de transport rémunéré d'élèves accordées précédemment, du champ d'application du projet, des services de transport gratuit d'élèves organisés par les communes, du reproche d'arbitraire formulé contre le projet) ; pp. 1073 à 1075 ;

Observations de MM. VAN CAUWELAERT, le PRESIDENT, HAMBYE et VANDEPUTTE ; pp. 1073 à 1075 ;

**Communications. — TRANSPORTS EN COMMUN**  
(suite).

DELPORT (concernant les services d'autobus organisés par des communes hors de leur territoire); p. 1075;

VAN CAUWELAERT (défend son deuxième amendement); p. 1075;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles* (4 avril 1962).

*Art. 1<sup>er</sup>.*

Adopté sans observations; p. 1075.

*Art. 2.*

Intervention de M. BERTRAND; l'amendement de M. VAN CAUWELAERT est rejeté;

L'article est adopté; pp. 1075, 1076.

*Art. 3 à 5.*

Adoptés sans observations; p. 1076.

*Vote* (4 avril 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 121 voix contre 3 et 6 abstentions; p. 1076.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**Communications. — V. aussi Affaires Etrangères.****Comptabilité de l'Etat. — V. Finances.****Concordat judiciaire. — V. Droit commercial/Faillites, banqueroutes et sursis.****Concurrence déloyale. — V. Commerce et Industrie/Réglementation du commerce.****Conseil consultatif interparlementaire. — V. Affaires étrangères/Benelux.****Conseil de l'Europe. — V. Affaires étrangères.****Conseil d'Etat. — V. Droit public.****Conseils de prud'hommes. — V. Travail/Juridictions du travail.****Conseils provinciaux. — V. Provinces.****Conseils régionaux. — V. Droit public.****Contingent. — V. Armée.****Contrat d'emploi. — V. Travail.****Contraventions. — V. Droit pénal.****Contribution foncière. — V. Impôts/Impôts directs — Revenus.****Convention T.I.R. — V. Affaires étrangères/Douanes.****Cotisations. — V. Sécurité sociale.****Cour des Comptes.**

*Ann.* — Transmission au Sénat et renvoi à la commission des Finances de :

1<sup>o</sup> la délibération du Conseil des Ministres du 15 septembre 1961 (n<sup>o</sup> 1194), relative à l'octroi d'une pension d'orphelin de la guerre; 2<sup>o</sup> les délibérations du Conseil des Ministres des 22 septembre et 16 octobre 1961 (n<sup>os</sup> 1195, 1196, 1197, 1198, 1200, 1201, 1202, 1203 et 1204), relatives à des dépenses en marge de budgets; p. 6 (14 novembre 1961);

1<sup>o</sup> les délibérations du Conseil des Ministres des 23 octobre et 3 novembre 1961 (n<sup>os</sup> 1205, 1207, 1208, 1209, 1210, 1211 et 1212), relatives à des dépenses en marge de budgets; 2<sup>o</sup> la délibération du Conseil des Ministres du 29 septembre 1961 (n<sup>o</sup> 1199), concernant le différend survenu entre ce collègue et le Ministre des Travaux publics; p. 73 (22 novembre 1961);

Un exposé du dissentiment survenu entre la Cour des Comptes et le Ministre des Travaux publics; p. 198 (5 décembre 1961);

1<sup>o</sup> les délibérations du Conseil des Ministres du 17 novembre 1961 (n<sup>os</sup> 1213, 1215, 1216, 1217, 1218 et 1219), relatives à des dépenses en marge de budgets; 2<sup>o</sup> la délibération du Conseil des Ministres du 20 juillet 1961 (n<sup>o</sup> 1172), concernant le différend surgi entre ce collègue et le Ministre des Travaux publics; p. 251 (12 décembre 1961);

1<sup>o</sup> les délibérations du Conseil des Ministres du 17 novembre 1961 (n<sup>o</sup> 1214), concernant le différend survenu entre ce Collège et le Ministre de la Défense nationale; 2<sup>o</sup> les délibérations du Conseil des Ministres des 1<sup>er</sup> et 15 décembre 1961 et 5 janvier 1962 (n<sup>os</sup> 1220, 1221, 1222, 1223, 1224, 1226, 1227, 1228, 1229, 1230 et 1231), relatives à des dépenses en marge de budgets; p. 443 (23 janvier 1962);

1<sup>o</sup> la délibération du Conseil des Ministres du 15 décembre 1961 (n<sup>o</sup> 1225), relative à une pension de survie; 2<sup>o</sup> les délibérations du Conseil des Ministres des 12 et 19 janvier 1962 (n<sup>os</sup> 1233, 1234 et 1236), relatives à des dépenses en marge de budgets; p. 579 (6 février 1962);

La délibération du Conseil des Ministres du 23 octobre 1961 (n<sup>o</sup> 1206), concernant le dissentiment survenu entre ce collègue et le Ministre de la Défense nationale; p. 676 (20 février 1962);

Les délibérations du Conseil des Ministres des 2 et 16 février 1962 (n<sup>os</sup> 1237, 1238, 1239, 1240 et 1243), relatives à des dépenses en marge de budgets; p. 758 (7 mars 1962);

La délibération prise par le Conseil des Ministres le 16 février 1962 (n<sup>o</sup> 1242), relative à des dépenses en marge du budget; p. 802 (13 mars 1962);

1<sup>o</sup> la délibération du Conseil des Ministres du 2 mars 1962 (n<sup>o</sup> 1244), relative à des dépenses en marge du budget; 2<sup>o</sup> les délibérations du Conseil des Ministres des 5 janvier et 16 février 1962 (n<sup>os</sup> 1232 et 1241), concernant les différends survenus entre ce collègue et le Ministre des Finances; p. 867 (20 mars 1962);

Les délibérations prises par le Conseil des Ministres le 16 mars 1962 (n<sup>os</sup> 1245, 1246, 1247, 1248, 1249 et 1250), relatives à des dépenses en marge de budgets; p. 1081 (12 avril 1962);

1<sup>o</sup> les délibérations du Conseil des Ministres du 16 mars 1962 (n<sup>os</sup> 1251 et 1252), concernant les différends survenus entre ce collègue et le Ministre de la Défense nationale; 2<sup>o</sup> les délibérations du Conseil des Ministres du 30 mars et du 6 avril 1962 (n<sup>os</sup> 1253, 1254, 1255, 1256, 1257, 1258, 1259, 1260 et 1261), relatives à des dépenses en marge de budgets; p. 1111 (24 mai 1962);

1<sup>o</sup> les délibérations du Conseil des Ministres du 4 mai 1962 (n<sup>os</sup> 1262, 1263, 1264 et 1265), relatives à des dépenses en marge de budgets; 2<sup>o</sup> la délibération du Conseil des Ministres du 4 mai 1962 (n<sup>o</sup> 1266), concernant un dissentiment survenu entre ce collègue et le Ministre des Finances; 3<sup>o</sup> la délibération du Conseil des Ministres du 4 mai 1962 (n<sup>o</sup> 1267), concernant l'octroi d'une pension de survie; p. 1128 (12 juin 1962);

Les délibérations prises par le Conseil des Ministres les 18 et 25 mai 1962 (n<sup>os</sup> 1269, 1272, 1273 et 1274), relatives à des dépenses en marge de budgets; p. 1183 (21 juin 1962);

La délibération du Conseil des Ministres du 18 mai 1962 (n<sup>o</sup> 1271), concernant le différend survenu entre ce collègue et le Ministre des Finances; p. 1222 (26 juin 1962);

Les délibérations prises par le Conseil des Ministres le 5 juin 1962, sous les n<sup>os</sup> 1275 et 1276, relatives à des dépenses en marge de budgets; p. 1280 (3 juillet 1962);

1<sup>o</sup> la délibération du Conseil des Ministres du 4 mai 1962 (n<sup>o</sup> 1268), concernant le dissentiment survenu entre ce collègue et le Ministre de la Défense nationale; 2<sup>o</sup> les délibérations du Conseil des Ministres du 18 juin 1962, sous

**Cour des Comptes (suite).**

- les n<sup>os</sup> 1277, 1279, 1280 et 1281, relatives à des dépenses en marge de budgets ; p. 1354 (10 juillet 1962).
- La délibération prise par le Conseil des Ministres, le 29 juin 1962 (n<sup>o</sup> 1283), relative à des dépenses en marge du budget ; p. 1450 (17 juillet 1962) ;
- La délibération prise par le Conseil des Ministres le 29 juin 1962 (n<sup>o</sup> 1282), relative à des dépenses éventuelles en marge du budget ; p. 1530 (24 juillet 1962) ;
- 1<sup>o</sup> les délibérations du Conseil des Ministres, des 13, 27 juillet et 7 septembre 1962 (n<sup>os</sup> 1286, 1287, 1288, 1289, 1291, 1292, 1293, 1294, 1295, 1296, 1297, 1298, 1299, 1301, 1302 et 1303), relatives à des dépenses en marge de budgets ; 2<sup>o</sup> les délibérations du Conseil des Ministres des 15 mars 1961, 18 mai, 6 et 13 juillet 1962 (n<sup>os</sup> 1149, 1270, 1285 et 1290), concernant les différends survenus entre ce collège et les Ministres des Travaux publics et de la Défense nationale ; p. 1635 (2 octobre 1962) ;
- Les délibérations prises par le Conseil des Ministres les 7, 14 et 21 septembre 1962 (n<sup>os</sup> 1304, 1305, 1306, 1307, 1308, 1309, 1310), relatives à des dépenses en marge de budgets ; p. 1718 (9 octobre 1962) ;
- La délibération prise par le Conseil des Ministres, le 21 septembre 1962 (n<sup>o</sup> 1311), relative à des dépenses en marge du budget ; p. 1873 (16 octobre 1962).

**Crédits maritimes. — V. Communications.****Crédits provisoires. — V. Finances/Comptabilité de l'Etat.****Crédits supplémentaires. — V. Finances/Comptabilité de l'Etat.****Cultes.**

*Projet de loi reconnaissant les modifications de l'archevêché de Malines et la création de l'évêché d'Anvers.*

*Doc. — N<sup>o</sup> 187 : Rapport de M. Hambye.*

*Ann. — Discussion générale (29 mars 1962).*

Discours de MM. HOUSIAUX (concernant l'avis du Conseil d'Etat sur le texte du projet qui lui avait été soumis, l'indépendance de l'Eglise vis-à-vis de l'Etat, les articles 16 et 117 de la Constitution, l'opportunité de la création d'un nouvel évêché, la correspondance entre l'ambassadeur de Belgique auprès du Saint-Siège et le représentant de celui-ci) ; pp. 1019 à 1021 ;

Observations de MM. ORBAN, VERMEYLEN, m.j., et Mme BEECKMAN-Vve VANDERVELDE ; pp. 1020, 1021 ; VERMEYLEN, m.j. (concernant la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la publication des lettres dont a parlé M. HOUSIAUX, la nécessité de fait d'un certain concours de volontés) ; p. 1021 ;

Observations de MM. ORBAN, HOUSIAUX et VAN HEMELRIJCK ; p. 1021 ;

MERCHERS (concernant l'indépendance réciproque des autorités civile et religieuse) ; p. 1022 ;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles (29 mars 1962).*

*Art. 1<sup>er</sup> à 5.*

Adoptés sans observations ; p. 1022.

*Vote (29 mars 1962).*

L'ensemble du projet de loi est adopté par 67 voix et 24 abstentions ; p. 1022.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**D****Décès. — V. Chambres Législatives — Sénat.****Délais. — V. Procédure pénale.****Dettes publiques. — V. Finances.****Divers. — V. Chambres Législatives — Sénat.****Divisions du territoire. — V. Droit public.****Divorce. — V. Droit civil.****Domaines. — V. Finances.****Dommages. — V. Affaires africaines.****Douanes. — V. Affaires étrangères.****Douanes et Accises. — V. Affaires étrangères/Impôts. V. Impôts/Impôts indirects.****Droit civil.****BAIL A FERME.**

*Proposition de loi modifiant la législation sur le bail à ferme.*

*Doc. — N<sup>o</sup> 139 : Proposition de loi de M. Van Hemelrijck.*

*Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 1081 (12 avril 1962).*

**DROIT DE PREEMPTION.**

*Projet de loi relatif au droit de préemption en faveur des preneurs de biens ruraux.*

*Doc. — N<sup>o</sup> 196 : Rapport de M. Vandekerckhove.*

*N<sup>o</sup> 197 : Amendement proposé par M. Rolin au texte présenté par la commission.*

*N<sup>o</sup> 203 : Amendements proposés par M. Van Laeys au texte présenté par la commission.*

*N<sup>o</sup> 204 : Amendement proposé par M. Dua au texte présenté par la commission.*

*N<sup>o</sup> 265 : Rapport complémentaire de M. Vandekerckhove.*

*N<sup>o</sup> 276 : Amendement proposé par M. Van Hemelrijck.*

*N<sup>o</sup> 279 : Amendements proposés par M. Hambye.*

*N<sup>o</sup> 288 : Texte adopté en première lecture.*

*Ann. — Renvoi en commission (4 avril 1962).*

Intervention de MM. ROLIN (demande le renvoi du projet, aux commissions réunies de la Justice et de l'Agriculture), SLEDSSENS (regrette le dépôt de nouveaux amendements et demande que ces commissions reprennent le plus rapidement possible l'examen du projet) et le PRESIDENT (concernant le dépôt d'amendements après un long examen en commission) ; p. 1077 ;

Le renvoi aux commissions réunies est décidé ; p. 1077.

*Discussion générale (26 juin 1962).*

Discours de MM. HEGER, m.a. (rappelle les deux principes essentiels du projet) ; p. 1222 ;

VANDEKERCKHOVE, rapp. (concernant la profonde modification du projet transmis par la Chambre des Représentants, la reconnaissance du droit de préemption du fermier, les législations étrangères en la matière ; les principales modifications au texte transmis par la Chambre notamment en matière de vente publique, la simplification de la procédure, la sanction, l'interdiction pour le fermier acquéreur d'aliéner le bien acquis pendant une période de cinq ans) ; pp. 1222 à 1224 ;

VAN LAEYS (concernant l'exclusion des terres à bâtir du droit de préemption, l'intervention du juge de paix) ; p. 1224 ;

HAMBYE (concernant le nombre extrêmement faible de cas dans lesquels la législation pourra être appliquée, le droit d'enregistrement auquel sera assujéti l'enregistrement de la subrogation) ; pp. 1224, 1225 ;

**Droit civil. — BAIL A FERME (suite).****DROIT DE PREEMPTION (suite).**

Observations de M. VAN HEMELRIJCK ; p. 1225 ;  
 VANDEKERCKHOVE (concernant l'assujettissement de la subrogation à un droit fixe d'enregistrement) ; p. 1225 ;  
 NIHOUL (déclare que le projet légalise en fait un usage à peu près constant ; concernant le maintien du droit de préemption en vente publique) ; p. 1225 ;  
 le baron de DORLODOT (craint que la loi ne prive de terre de jeunes cultivateurs cherchant à s'établir) ; pp. 1225, 1226 ;  
 MOUREAUX (déclare qu'il votera le projet) ; p. 1226 ;  
 VANDEKERCKHOVE (concernant l'élimination de fait des intermédiaires) ; p. 1226 ;  
 ROLIN (souhaite le vote du projet par le Sénat) ; pp. 1226, 1227 ;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles (26 juin 1962).*  
 (Texte présenté par les commissions réunies).

**Art. 1<sup>er</sup>.**

Intervention de MM. HAMBYE, VANDEKERCKHOVE et ROLIN ; le premier alinéa de l'amendement de M. HAMBYE à l'article 1778bis est rejeté ; les autres alinéas de l'amendement de M. HAMBYE sont retirés ;

Intervention de MM. VAN HEMELRIJCK (qui retire son amendement), ROLIN, NIHOUL, VANDEKERCKHOVE et VAN LAEYS ;

Intervention de MM. HAMBYE, VANDEKERCKHOVE, ROLIN, le PRESIDENT, OBLIN et MOUREAUX ;

Observations de MM. LEYNEN, ORBAN et VAN HEMELRIJCK ;

Le premier alinéa modifié du paragraphe 3 de l'article 1778ter est adopté ;

Intervention de MM. HAMBYE, VANDEKERCKHOVE, le PRESIDENT, VAN CAUWELAERT, ROLIN, HEGER, VAN LAEYS et NIHOUL ;

Observations de MM. VAN HEMELRIJCK et VERSE ; l'amendement de MM. VERSE, VAN CAUWELAERT et NEYBERGH à l'article 1778ter est rejeté ; l'amendement de M. HAMBYE à l'article 1778ter est réservé ;

Le Sénat marque son accord pour la correction d'une erreur matérielle au dernier alinéa de l'article 1778quater ;

Intervention de MM. HAMBYE, VANDEKERCKHOVE, NIHOUL et ROLIN ;

Le Sénat marque son accord sur une modification à l'alinéa 3 de l'article 1778quinquies ;

Intervention de MM. ROLIN et VANDEKERCKHOVE ; les amendements de M. HAMBYE à l'article 1778quinquies sont adoptés ;

Intervention de MM. HAMBYE et VANDEKERCKHOVE ; l'amendement de M. HAMBYE à l'article 1778sexies est retiré ; l'amendement de M. HAMBYE à l'article 1778septies est adopté ; pp. 1229 à 1238.

**Art. 2 et 3.**

Adoptés sans observations ; p. 1238.

*Vote sur l'amendement et l'article 1<sup>er</sup> réservés (27 juin 1962).*

L'amendement de M. HAMBYE à l'article 1778ter est adopté ;

L'article 1<sup>er</sup>, ainsi modifié, est adopté ;

Intervention de MM. le PRESIDENT, HEGER, HAMBYE, VAN HEMELRIJCK et ROLIN ;

Le vote du projet est renvoyé à la première réunion du Sénat de la semaine suivante ; pp. 1252, 1253.

*Vote de l'article 1<sup>er</sup> en seconde lecture (3 juillet 1962).*

Adopté sans observations ; pp. 1284 à 1286.

*Vote (3 juillet 1962).*

Le baron de DORLODOT justifie son vote ;

L'ensemble du projet de loi est adopté par 128 voix contre 1 et 2 abstentions ; p. 1286 ;

Le projet de loi sera renvoyé à la Chambre des Représentants.

**BAUX A LOYER.**

*Proposition de loi tendant à modifier les articles 1736, 1757, 1758, 1759 et 1762 du Code civil, relatifs aux baux à loyer.*

Doc. — N° 362 : Amendements présentés par le Gouvernement.

**Droit civil. — (suite).****DIVORCE ET SEPARATION DE CORPS.**

*Projet de loi concernant le divorce et la séparation de corps.*

Doc. — N° 221 : Projet amendé par la Chambre des Représentants.

N° 244 : Rapport de M. Orban.

N° 254 : Amendement proposé par M. George.

Ann. — Projet amendé par la Chambre des Représentants ; p. 1110 (24 mai 1962) .

*Discussion générale (21 juin 1962).*

Discours de MM. ORBAN, rapp. (concernant deux modifications d'ordre principal apportées au projet à la Chambre des Représentants, l'extension des possibilités de divorce) ; p. 1193 ;

VERMEYLEN, m.j. (concernant les raisons d'ordre social et de protection morale de la société qui ont motivé l'adoption du projet par la Chambre des Représentants) ; p. 1193 ;

PHILIPS (concernant la justification de l'adoption de la disposition contenue dans l'article 23 du projet donnée par M. Charpentier, rapporteur du projet à la Chambre des Représentants, la position du groupe P.S.C. du Sénat à l'égard du projet qui devient la loi du 30 juin 1956 sur le divorce) ; pp. 1193, 1194 ;

Observations de M. ORBAN ; p. 1194 ;

VERMEYLEN, m.j. (concernant l'unanimité de la commission de la Justice de la Chambre des Représentants sur la disposition nouvelle qui a été introduite dans la proposition originale) ; p. 1194 ;

ORBAN (demande un vote séparé au sujet du dernier paragraphe de l'article 23) ; p. 1194 ;

ROLIN (concernant la recevabilité du projet, l'assouplissement de la disposition de l'article 298, les considérations d'ordre social qui demandent l'adoption d'une mesure semblable en vue de la conversion en divorce de la séparation de corps prononcée pour adultère) ; pp. 1194, 1195 ;

Observations de M. ORBAN ; p. 1195 ;

PHILIPS (maintient ses objections contre le projet) ; p. 1195 ;  
 La discussion générale est close.

*Discussion des articles (21 juin 1962).*

**Art. 1<sup>er</sup> à 22.**

Adoptés sans observations ; pp. 1195 à 1198.

**Art. 23.**

L'amendement de MM. GEORGE et MERCHERS est retiré ; Les deux premiers alinéas de l'article sont adoptés ;

Le dernier alinéa de l'article est adopté (vote nominatif) ;

L'article est adopté ; pp. 1198, 1199.

**Art. 24 et 25.**

Adoptés sans observations ; p. 1199.

*Vote (21 juin 1962).*

M. ORBAN justifie son vote ;

L'ensemble du projet de loi est adopté par 80 voix contre 5 et 46 abstentions ; pp. 1206, 1207.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**PERSONNIFICATION CIVILE.**

*Projet de loi modifiant les articles 16 et 36 de la loi du 27 juin 1921, accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique.*

Doc. — N° 51 : Exposé des motifs et projet de loi.

N° 84 : Rapport de M. Camby.

Ann. — Pas de discussion générale.

*Discussion des articles (6 février 1962).*

**Art. 1<sup>er</sup> et 2.**

Adoptés sans observations ; p. 598.

*Vote (7 février 1962).*

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 133 membres présents ; pp. 607, 608.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

**Droit civil. — PERSONNIFICATION CIVILE (suite).**

*Projet de loi modifiant la loi du 5 avril 1923, accordant la personnalité civile à l'Institut national des Mines à Frameries.*

Doc. — N° 249 : Rapport de M. De Block.

Ann. — Pas de discussion générale.

*Discussion des articles* (28 juin 1962).

*Art. 1<sup>er</sup> à 5.*

Adoptés sans observations ; p. 1268.

*Vote* (28 juin 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 122 membres présents ; pp. 1276, 1277.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**RESPONSABILITE CIVILE.**

*Projet de loi relatif à la responsabilité civile du Centre d'Etude de l'Energie Nucléaire.*

Doc. — N° 118 : Exposé des motifs et projet de loi.

N° 208 : Rapport de M. Duvieusart.

N° 215 : Amendement proposé par M. Dua.

Ann. — *Discussion générale* (12 avril 1962).

Discours de MM. DUVIEUSART, rapp. (concernant les raisons d'être du projet, la responsabilité en matière d'accidents provenant de matériaux dus à l'énergie nucléaire, l'établissement d'une responsabilité basée sur le risque, l'étude de ce problème à l'O.E.C.E. et à l'Euratom ; la portée du projet en discussion, l'obligation de l'assurance pour les responsabilités du Centre et des sous-traitants, les dispositions relatives à la procédure et la compétence) ; pp. 1082, 1083 ;

Intervention de M. le PRESIDENT (annonce le dépôt d'un amendement à l'article 1<sup>er</sup>) ; p. 1083 ;

VERMEYLEN, m.j. (concernant l'attribution de compétence au tribunal de Bruxelles, l'exclusion de la constitution de partie civile devant d'autres juridictions) ; p. 1083 ;

DE BLOCK (concernant la nécessité de mettre en activité le réacteur BR 3, les raisons qui retardent le dépôt d'un projet de loi définitive) ; pp. 1083, 1084 ;

ORBAN (regrette que l'on n'ait pas admis dans le projet en discussion le principe de la responsabilité basée sur le risque) ; p. 1084 ;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles* (12 avril 1962).  
(Texte présenté par les commissions).

*Art. 1<sup>er</sup>.*

L'article est réservé ; p. 1084.

*Art. 2 à 15.*

Adoptés sans observations ; pp. 1084 à 1086.

*Art. 16.*

Intervention de MM. HOUSIAUX, DUA, VERMEYLEN et le PRESIDENT ;

L'article est adopté (vote nominatif) ; pp. 1086 à 1088.

*Art. 1<sup>er</sup> réservé.*

Intervention de MM. DUA, SPINOY, m.a.éc.é. ; l'amendement de M. DUA est rejeté ;

L'article est adopté ; p. 1088.

*Art. 17 à 22.*

Adoptés sans observations ; pp. 1088, 1089.

*Vote* (12 avril 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 130 voix et 8 abstentions ; p. 1095.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

**TEXTE NEERLANDAIS.**

*Projet de loi portant établissement du texte néerlandais du Code civil.*

Doc. — N° 25 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 68 : Rapport de M. Van Hemelrijck.

**Droit civil. — TEXTE NEERLANDAIS (suite).**

Ann. — *Discussion générale* (20 décembre 1961).

Discours de MM. TIELEMANS, m.adj.f. (remercie tous ceux qui ont collaboré à la préparation du projet) ; p. 421 ;

ROLIN (souligne l'importance du projet ; concernant l'examen du projet par un comité groupant des membres des deux Chambres) ; p. 421 ;

La discussion générale est close.

*Discussion de l'article unique* (20 décembre 1961).

Adopté sans observations ; p. 421.

*Vote* (20 décembre 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 107 membres présents ; pp. 435, 436.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

*Projet de loi établissant le texte néerlandais de certains articles du Code civil.*

Doc. — N° 213 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Ann. — *Discussion générale* (12 avril 1962).

Intervention de M. VAN HEMELRIJCK, rapp. (rappelle la portée du projet) ; p. 1089 ;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles* (12 avril 1962).

*Art. 1<sup>er</sup> et 2.*

Adoptés sans observations ; pp. 1089, 1090.

*Vote* (12 avril 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 133 membres présents ; pp. 1094, 1095.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**VENTE.****CESSIONS DE CREANCES.**

*Proposition de loi autorisant certaines institutions de crédit à acquérir des créances de ressortissants belges sur des débiteurs établis au Congo.*

Ann. — Retrait de la proposition ; p. 175 (29 novembre 1961).

**Droit commercial.****CHEQUES.**

*Projet de loi portant modification de la loi du 2 mai 1956 sur le chèque postal.*

Doc. — N° 424 : Exposé des motifs et projet de loi.

**FAILLITES, BANQUEROUTES ET SURSIS.**

*Projet de loi modifiant les articles 496, 510, 524, deuxième alinéa, 583, 595, deuxième alinéa, 601 et 607 du Code de commerce et les articles 25, 27 et 28, deuxième alinéa, des lois sur le concordat judiciaire coordonnées le 25 septembre 1946.*

Doc. — N° 190 : Projet transmis par la Chambre des Représentants. N° 243 : Rapport de M. de Stexhe.

Ann. — *Discussion générale* (21 juin 1962).

Discours de M. VERMEYLEN, m.j. (demande le rejet d'un amendement adopté par la commission et dépose un amendement verbal) ; p. 1190 ;

Observations de MM. DE BAECK et le PRESIDENT ; p. 1190 ;  
La discussion générale est close.

*Discussion des articles* (21 juin 1962).  
(Texte présenté par la commission).

*Art. 1<sup>er</sup> et 2.*

Adoptés sans observations ; p. 1191.

*Art. 3.*

M. DUVIEUSART propose le renvoi en commission ; cette proposition est rejetée ;

**Droit commercial. — FAILLITES, BANQUEROUTES ET SURSIS (suite).**

L'amendement du Gouvernement est rejeté ;  
L'article est adopté ; p. 1191.

*Art. 4 à 12.*

Adoptés sans observations ; pp. 1191 à 1193.

*Vote (21 juin 1962).*

L'ensemble du projet de loi est adopté par 131 voix et 1 abstention ; pp. 1205, 1206.

Le projet de loi, amendé, est renvoyé à la Chambre des Représentants.

**CONCORDAT JUDICIAIRE.**

*Projet de loi complétant les lois coordonnées sur le concordat judiciaire.*

*Doc. — N° 44 : Exposé des motifs et projet de loi.  
N° 83 : Rapport de M. De Baeck.*

*Ann. — Pas de discussion générale.*

*Discussion de l'article unique (6 février 1962).*

Adopté sans observations ; p. 597.

*Vote (7 février 1962).*

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 133 membres présents ; pp. 607, 608.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

**SOCIETES.**

*Projet de loi supprimant la forme de société dénommée « Union du Crédit ».*

*Ann. — Pas de discussion générale.*

*Discussion des articles (16 novembre 1961).*

*Art. 1<sup>er</sup> à 3.*

Adoptés sans observations ; pp. 29, 30.

*Vote (16 novembre 1961).*

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 99 membres présents ; p. 30.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

*Projet de loi modifiant les lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935, en ce qui concerne les obligations convertibles en actions ou avec droit de souscription.*

*Doc. — N° 247 : Rapport de M. De Baeck.*

*Ann. — Pas de discussion générale.*

*Discussion des articles (21 juin 1962).  
(Texte présenté par la commission).*

Intervention de M. VERMEYLEN, m.j. (concernant quelques modifications de forme) ; p. 1201.

*Art. 1<sup>er</sup> à 3.*

Adoptés sans observations ; pp. 1201 à 1203.

*Vote (21 juin 1962).*

L'ensemble du projet de loi est adopté par 131 voix et 1 abstention ; pp. 1205, 1206.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

**SOCIETES BELGES DE DROIT COLONIAL.**

*Projet de loi modifiant la loi du 17 juin 1960 relative au statut des sociétés belges de droit colonial ayant leur principal établissement administratif en Belgique.*

*Doc. — N° 21 : Rapport de M. Hambye.  
N° 26 : Amendement proposé par M. Lilar.*

*Ann. — Pas de discussion générale.*

**Droit commercial. — SOCIETES (suite).  
SOCIETES BELGES DE DROIT COLONIAL (suite).**

*Discussion des articles (5 décembre 1961).  
(Texte présenté par la commission).*

*Art. 1<sup>er</sup> à 3.*

Adoptés sans observations ; pp. 198 à 200.

*Art. 4.*

Intervention de MM. LILAR, VERMEYLEN, m.j., VERSE et HAMBYE ; l'amendement de MM. LILAR et VERSE est rejeté ;

L'article est adopté ; pp. 200, 201.

*Vote (5 décembre 1961).*

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 136 membres présents ; p. 205.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

*Projet de loi relatif au statut des sociétés belges de droit colonial constituées sous le régime de la législation en vigueur au Ruanda-Urundi et ayant leur principal établissement administratif en Belgique.*

*Doc. — N° 218 : Exposé des motifs et projet de loi + Annexe.  
N° 220 : Rapport de M. Hambye.*

*Ann. — Discussion générale (24 mai 1962).*

Discours de MM. HAMBYE, rapp. (concernant la portée du projet, les différences entre le projet et la loi du 17 juin 1960 relative à des sociétés constituées sur le territoire de l'ancien Congo Belge) ; p. 1114 ;

LAHAYE (déclare renoncer à la parole, le Ministre des Affaires étrangères, auquel il aurait voulu poser quelques questions, étant absent) ; pp. 1114, 1115 ;

Observations de M. le PRESIDENT ; p. 1115 ;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles (24 mai 1962)  
(Texte présenté par la commission).*

*Art. 1<sup>er</sup> à 3.*

Adoptés sans observations ; pp. 1115, 1116.

*Art. 4.*

Intervention de MM. VERMEYLEN, m.j. et ROLIN ; l'amendement du Gouvernement est adopté ;

L'article, amendé, est adopté ; pp. 1116, 1117.

*Art. 5 à 10.*

Adoptés sans observations ; pp. 1117, 1118.

*Art. 11.*

Intervention de M. VERSE (concernant une modification de forme) ; observations de MM. VERMEYLEN, DE WINTER, le PRESIDENT, ROLIN ;

L'article est adopté avec une modification de pure forme ; p. 1118.

*Art. 12.*

Adopté sans observations ; p. 1118.

L'article 4, amendé, est remis aux voix et définitivement adopté ; p. 1119.

*Vote (24 mai 1962).*

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 127 membres présents ; p. 1123.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

**Droit de préemption. — V. Droit civil/Bail à ferme.****Droit international privé. — V. Affaires étrangères.****Droit pénal.****ANORMAUX.**

*Projet de loi de défense sociale à l'égard des anormaux.*

*Doc. — N° 127 : Rapport de Mme Beeckman-Vve Vandervelde.  
N° 148 : Amendement présenté par le Gouvernement au texte présenté par la commission.  
N° 149 : Amendements proposés par M. Hambye au texte présenté par la commission.*

**Droit pénal. — ANORMAUX (suite).**

*Ann. — Renvoi en commission (7 mars 1962).*

Intervention de MM. VERMEYLEN, m.j. (qui demande le renvoi à la commission de la Justice, de nombreux amendements ayant été déposés), DE BAECK, le PRESIDENT et HOUSIAUX; pp. 759, 760;

Le renvoi en commission est décidé; p. 760.

**COMBATS DE BOXE.**

*Proposition de loi interdisant les combats et exhibitions de boxe.*

*Doc. — N° 214: Proposition de loi de M. De Baeck.*

*Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission; p. 1112 (24 mai 1962).*

**CONTRAVENTIONS.**

*Proposition de loi portant modification de l'article 551, 5°, du Code pénal.*

*Doc. — N° 16: Proposition de loi de M. Dua.*

*Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission; p. 121 (28 novembre 1961).*

**LIBERATIONS ET CONDAMNATIONS CONDITIONNELLES.**

*Projet de loi modifiant les lois concernant les libérations et les condamnations conditionnelles.*

*Doc. — N° 222: Projet réamendé par la Chambre des Représentants. N° 251: Rapport de M. De Baeck.*

*Ann. — Projet réamendé par la Chambre des Représentants; p. 1110 (24 mai 1962).*

Pas de discussion générale.

*Discussion des articles (21 juin 1962).*

*Art. 1<sup>er</sup> et 2.*

Adoptés sans observations; p. 1203.

*Vote (21 juin 1962).*

L'ensemble du projet de loi est adopté par 131 voix et 1 abstention; pp. 1205, 1206.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**OUTRAGES AUX BONNES MŒURS.**

*Proposition de loi modifiant et complétant l'article 386bis du Code pénal.*

Nouvel intitulé: *Proposition de loi modifiant les articles 382, troisième alinéa, 386 et 386bis du Code pénal et insérant au Code pénal un article 386ter.*

*Doc. — N° 69: Proposition de loi de M. Moreau de Melen.*

N° 132: Rapport de M. Hambye.

N° 326: Projet amendé par la Chambre des Représentants.

N° 328: Rapport de M. Hambye.

*Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission; p. 443 (23 janvier 1962).*

Pas de discussion générale.

*Discussion des articles (7 mars 1962). (Texte présenté par la commission).*

*Art. 1<sup>er</sup> à 3.*

Adoptés sans observations; pp. 760, 761.

Le nouvel intitulé est adopté; p. 761.

*Vote (7 mars 1962).*

L'ensemble de la proposition de loi est adopté par 134 voix contre 1; pp. 797, 798.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Amendé par la Chambre des Représentants; p. 1450 (17 juillet 1962).

Pas de discussion générale.

**Droit pénal. — OUTRAGES AUX BONNES MŒURS (suite).**

*Discussion des articles (25 juillet 1962).*

*Art. 1<sup>er</sup> à 3.*

Adoptés sans observations; pp. 1581, 1582.

*Vote (25 juillet 1962).*

L'ensemble du projet de loi est adopté par 139 voix et 1 abstention; pp. 1597, 1598.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**PROBATION.**

*Projet de loi concernant le sursis et la probation.*

*Doc. — N° 325: Projet transmis par la Chambre des Représentants.*

**REHABILITATION.**

*Proposition de loi modifiant la loi du 25 avril 1896 sur la réhabilitation des condamnés.*

*Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission; p. 6 (14 novembre 1961).*

**Droit public.****CONSEIL D'ETAT.**

*Projet de loi modifiant la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat.*

*Doc. — N° 71: Projet transmis par la Chambre des Représentants. N° 78: Rapport de M. de Stexhe.*

*Ann. — Discussion générale (31 janvier 1962).*

Discours de MM. de STEXHE, rapp. (rappelle brièvement la portée du projet); p. 545;

HOUGARDY (concernant le dépôt d'un projet modifiant la loi organique sur le Conseil d'Etat qui a été annoncé par le Ministre, la revalorisation des traitements des magistrats); p. 545;

A. GILSON, m.i.f.p. (répond à M. HOUGARDY); p. 545; La discussion générale est close.

*Discussion des articles (31 janvier 1962).*

*Art. 1<sup>er</sup> à 3.*

Adoptés sans observations; p. 546.

*Vote (31 janvier 1962).*

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 123 membres présents; p. 552.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

*Présentation de candidats à une place de Conseiller vacante au Conseil d'Etat par suite de l'admission à l'éméritat de M. le Président Devaux.*

*Doc. — N° 158: Liste des candidats.*

*Ann. — Transmission de la liste des candidats présentés en vue de la nomination à la place de conseiller devenue vacante par suite de l'admission à l'éméritat de M. le Président Devaux; le Sénat fera ses présentations au cours d'une séance ultérieure; pp. 734, 735 (1<sup>er</sup> mars 1962). Les désignations auront lieu au cours de la séance du mardi 13 mars 1962; p. 759 (7 mars 1962).*

*Ajournement (13 mars 1962).*

M. CROMMEN demande l'ajournement du vote sur la présentation de candidats afin de permettre au ministre de déterminer par arrêté royal que la quinzième place de conseiller revient à un candidat du rôle néerlandais; intervention de M. le PRESIDENT; l'ajournement à huitaine est décidé; pp. 808, 809.

*Déclaration du Gouvernement (14 mars 1962).*

M. A. GILSON, m.i.f.p. répond à M. CROMMEN: il estime l'augmentation du nombre d'affaires en langue néerlandaise.

**Droit public. — CONSEIL D'ETAT (suite).**

daise traitées par le Conseil d'Etat justifierait la constitution d'une deuxième chambre d'expression néerlandaise, d'ailleurs prévue dans le projet de loi sur l'organisation du Conseil d'Etat qui a été préparé; pp. 826, 827;

Intervention de M. CROMMEN; p. 827.

*Scrutin* (20 mars 1962).

Intervention de MM. VAN CAUWELAERT (qui prend acte de la déclaration du ministre de l'Intérieur relative à l'égalité entre les rôles linguistiques au Conseil d'Etat) et CROMMEN (qui demande le dépôt sans délai du projet de loi annoncé); p. 874;

M. Masquelin ayant obtenu la majorité absolue des suffrages, est proclamé premier candidat; M. Deckmijn, ayant obtenu la majorité des suffrages, est proclamé deuxième candidat; M. Maroy, ayant obtenu la majorité absolue des suffrages, est proclamé troisième candidat; pp. 874, 875.

**CONSEILS REGIONAUX.**

*Proposition de loi portant création d'un conseil consultatif pour la Flandre et d'un conseil consultatif pour la Wallonie.*

*Ann.* — Prise en considération. — Renvoi en commission; p. 6 (14 novembre 1961).

**DIVISIONS DU TERRITOIRE.**

*Proposition de loi relative au dédoublement du canton électoral de Hasselt*

*Doc.* — N° 29: Proposition de loi de M. Leynen.

N° 198: Rapport de M. Sledsens.

N° 212: Amendement présenté par le Gouvernement.

*Ann.* — Prise en considération. — Renvoi en commission; p. 198 (5 décembre 1961).

*Renvoi en commission* (12 avril 1962).

M. HARMEGNIES demande le renvoi de la proposition à la commission de l'Intérieur à la suite du dépôt, à la dernière minute, d'un amendement par le Gouvernement; intervention de MM. A. GILSON, m.i.f.p. et LEYNEN; le renvoi en commission est décidé; p. 1090.

*Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen.*

*Doc.* — N° 123: Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 280: Rapport de M. Van Cauwelaert + Annexe.

N° 281: Amendements proposés par Mlle Wibaut.

N° 282: Amendements proposés par M. Duvieusart.

N° 283: Amendements proposés par M. Jennard.

N° 284: Amendement proposé par M. Allard.

N° 285: Amendement proposé par M. Baltus.

N° 286: Amendements proposés par M. Vandenberghe.

N° 289: Amendement proposé par le chev. de Schaetzen.

N° 290: Amendement proposé par M. Wiard.

N° 291: Amendements proposés par M. Rolin.

N° 295: Amendement proposé par le baron Nothomb.

N° 298: Amendements proposés par M. Delor.

N° 300: Amendements proposés par M. Gillon.

N° 302: Amendements proposés par M. Diependaele.

N° 307: Amendement proposé par M. Housiaux.

N° 309: Amendement proposé par M. Flamme.

N° 311: Amendement proposé par M. Debucquoy.

N° 312: Amendement proposé par M. de Stexhe.

N° 317: Amendements proposés par M. Vandenberghe.

N° 319: Amendement proposé par M. Vandekerckhove.

N° 330: Amendement proposé par M. Leynen.

N° 331: Amendements proposés par M. Leynen.

N° 332: Amendement proposé par M. Leynen.

N° 333: Amendements proposés par M. Leynen.

N° 335: Texte adopté en première lecture.

N° 373: Rapport complémentaire de M. Van Cauwelaert.

N° 374: Amendements proposés par M. Crommen au texte adopté par la commission.

N° 375: Amendement proposé par M. Allard au texte adopté par la commission.

N° 391: Amendements présentés par le Gouvernement au texte adopté par la commission.

**Droit public. — DIVISIONS DU TERRITOIRE (suite).**

N° 396: Sous-amendement proposé par M. Gillon à l'amendement présenté par le Gouvernement.

N° 400: Sous-amendements proposés par M. Delbouille à l'amendement présenté par le Gouvernement.

N° 403: Amendement proposé par M. Henckaerts.

N° 407: Sous-amendement proposé par M. Adam à l'amendement présenté par le Gouvernement.

*Ann.* — *Discussion générale* (3 juillet 1962).

Discours de MM. A. GILSON, m.i.f.p. (concernant la nécessité du règlement préalable de nos problèmes linguistiques, l'adoption du projet par une large majorité à la Chambre des Représentants, la solution du problème par un compromis national, la portée du projet en discussion, la détermination des régions linguistiques, les contestations à propos des recensements et la suppression du volet linguistique, la stabilisation des limites régionales, le principe de l'unilinguisme, le respect des minorités, l'établissement de ressorts administratifs homogènes, l'intervention du Parlement en matière d'appartenance administrative d'une commune ou d'un hameau, les raisons de cette intervention du Parlement, la place du projet dans la législation conçue par le Gouvernement, l'état d'avancement du deuxième projet linguistique, le sens de la législation nouvelle, l'impasse à laquelle a abouti la loi de 1932, la logique interne de la législation proposée aujourd'hui, la nécessité d'un certain bilinguisme personnel, la révision des conditions d'enseignement des langues, les perspectives qu'ouvre la législation nouvelle); pp. 1280 à 1284;

VAN CAUWELAERT, rapp. (concernant la nécessité de donner une solution aux problèmes relatifs aux rapports entre Flamands et Wallons; l'adaptation des limites administratives à la frontière linguistique, la suppression de la mobilité de cette frontière, le fondement des limites administratives sur le critère linguistique, le problème de la région de Mouscron-Comines et des Fourons, l'avis du Centre Harmel, les raisons qui militent en faveur d'une adoption du projet tel que la Chambre des Représentants l'a adopté, l'incidence de l'adoption du premier projet sur la discussion du deuxième projet); pp. 1287 à 1289;

Observations de MM. DE WINTER, DE BOODT, VAN-DEPUTTE, CROMMEN, ROLIN, ORBAN, DE BLOCK, DEHOUSSE, ROOSENS, DELOR et DELBOUILLE; p. 1287 à 1289;

ORBAN (demande si l'avis du conseil provincial a été demandé au sujet du transfert de Mouscron et Comines au Hainaut); p. 1290;

A. GILSON, m.i.f.p. (répond à M. ORBAN); p. 1290;

Observations de MM. DELBOUILLE et MERCHERS; p. 1290;

GILLON (concernant les intransigeances qui existent en matière linguistique, le clichage de la frontière linguistique, l'opportunité d'une consultation des populations intéressées, l'invoication du *ius soli*); pp. 1290, 1291;

Observations de MM. DEHOUSSE, A. GILSON et VAN CAUWELAERT; pp. 1290, 1291;

DUVIEUSART (concernant l'adaptation du pays à la dualité des communautés linguistiques à la suite de l'évolution du pays depuis plus d'un siècle, la réorganisation de nos institutions; le principe fondamental du projet: adaptation des ressorts administratifs d'après la situation linguistique; la consultation des populations, le cas de Mouscron et Comines, la prévision de dispositions d'ordre scolaire dans le projet, le problème de Bruxelles, la solution de l'«*afgrenseling*» de l'agglomération bruxelloise, le rôle européen de Bruxelles); pp. 1291 à 1293;

Observations de MM. ORBAN, VAN CAUWELAERT, DEHOUSSE et A. GILSON; pp. 1292, 1293;

Intervention de M. le PRESIDENT (qui demande aux orateurs de demeurer dans la discussion des principes généraux); p. 1293;

Discours de MM. NIHOUL (concernant la liaison des trois projets linguistiques, la suppression du recensement, la sécurité territoriale des communautés culturelles, les discussions suscitées par le projet adopté par la Chambre des Représentants); pp. 1294, 1295;

Observations de MM. VAN CAUWELAERT, DEHOUSSE, A. GILSON, SLEDSSENS, VAN HEMELRIJCK et LEYNEN; pp. 1294, 1295;

DE GRAUW (concernant les discussions suscitées par le projet de loi, le grand nombre d'amendements déposés à la Chambre des Représentants, l'amendement tendant au rattachement de Petit-Lanaye à la province de Liège, la suppression du recensement linguistique, les mouvements migra-

**Droit public. — DIVISIONS DU TERRITOIRE (suite).**

toires de citoyens vers la périphérie, les perturbations que créera la loi); pp. 1295 à 1297;

Observations de MM. DE BLOCK, SLEDESENS, A. GILSON, VAN CAUWELAERT, DE BOODT, LAUWEREINS et le PRESIDENT; pp. 1295 à 1297.

*Reprise de la discussion générale (4 juillet 1962).*

Discours de MM. de STEXHE (concernant les modifications des limites provinciales et communales, un retour au projet initial du Gouvernement; le principe appliqué par la Chambre des Représentants dans son projet, les déclarations faites par d'éminentes personnalités lors des débats sur la loi de 1932, la solution qui avait été préconisée par M. Janssen; les conclusions du Centre Harmel, les résolutions adoptées par les congrès du P.S.C., l'avis du Gouvernement, l'avis des populations, les conséquences des modifications des limites administratives en matière judiciaire et en matière administrative, le danger de la constitution de deux blocs à base linguistique); pp. 1304 à 1308;

Observations de MM. VAN CAUWELAERT, ORBAN, le baron NOTHOMB, DE BOODT, DEHOUSSE, A. GILSON, ROLIN et MOREAU de MELEN; pp. 1305 à 1308;

DEHOUSSE (concernant la disjonction faite dès le départ entre les trois projets linguistiques et l'ensemble du contentieux flamando-wallon, la politique des « petits paquets », le régime des facilités, la procédure par arrêtés royaux en cette matière, la fixation de la frontière linguistique par une simple loi; la philosophie du projet en discussion, la solution du fédéralisme, le consentement des populations intéressées, l'abandon du recensement linguistique, la consultation des conseils communaux, la confusion entre les dialectes et la langue de culture, la question de Petit-Lanaye, les obligations qui résultent de la Convention européenne des droits de l'homme); pp. 1309 à 1312;

Observations de MM. VAN HEMELRIJCK, le PRESIDENT, ORBAN, A. GILSON, DE BLOCK, DE BOODT et LEYNEN; pp. 1309 à 1312;

DE BOODT (rappelle les prévisions optimistes d'hommes d'Etat des trois grands partis après le vote des lois linguistiques de 1932; estime que le projet en cause constitue la dernière chance de garder la structure unitaire de la Belgique; concernant la situation de Bruxelles, la nécessité de fixer d'abord la frontière linguistique, l'avis du Centre Harmel au sujet de l'homogénéité des régions linguistiques, la situation linguistique dans les régions de la Voer et de Comines-Mouscron, l'activité de la Ligue wallonne à Mouscron, le danger de voir remis en cause le règlement définitif du problème des relations entre Flamands et Wallons en cas de modification du projet transmis par la Chambre, le verrouillage de la francisation à Bruxelles); pp. 1312 à 1316;

Observations de MM. SLEDESENS, ORBAN, DE BLOCK, BALTUS, STUBBE, DE WINTER et le PRESIDENT; pp. 1313 à 1316.

*Reprise de la discussion générale (5 juillet 1962).*

Discours de MM. MERCHIERS (concernant la méthode des « petits paquets » suivie pour l'examen des problèmes linguistiques, la suppression du recensement linguistique, la création d'une barrière entre les deux communautés linguistiques, l'appel royal à l'union des Belges, la consultation des populations des régions faisant l'objet de controverses, l'absence de consultation des conseils provinciaux, le régime de facilités dans les communes à la frontière linguistique); pp. 1327 à 1331;

Observations de MM. ORBAN, DE BLOCK, LEYNEN et VAN CAUWELAERT; pp. 1328 à 1330;

BALTUS (concernant l'acceptation d'un amendement de la Volksunie à la Chambre, le changement du régime linguistique des communes de la Voer, le trilinguisme instauré dans les communes de la région de Welkenraedt, l'abandon du recensement, le patois de la région des Fourons, la langue enseignée dans cette région, la prise de position de cinq conseils communaux en faveur du maintien de leur commune dans la province de Liège); pp. 1331 à 1334;

Observations de MM. A. GILSON, le PRESIDENT, SLEDESENS, de STEXHE, DE WINTER, GOOSSENS, VAN CAUWELAERT, DEHOUSSE, ORBAN, DE BOODT, HOUGARDY, LEYNEN, DUVIEUSART et LAUWEREINS; pp. 1331 à 1334;

**Droit public. — DIVISIONS DU TERRITOIRE (suite).**

VANDEKERCKHOVE (concernant l'existence du souci du bilinguisme en Belgique, la lutte pour la réalisation des droits élémentaires flamands, l'incompréhension des milieux centralisateurs, l'unilinguisme en Flandre, la réalisation de l'unité culturelle flamande, le rejet du principe du bilinguisme généralisé en 1932, les travaux du Centre Harmel, le caractère politique de la question, le rôle de Bruxelles, la méfiance des Flamands); pp. 1340 à 1343;

Observations de MM. LAUWEREINS, VERHAEST, SLEDESENS, de STEXHE, ORBAN, VAN CAUWELAERT et DE WINTER; pp. 1341 à 1343;

le comte d'ASPREMONT LYNDEN (concernant le manque de lignes directrices de la politique en matière linguistique, la nécessité d'un bilinguisme, la stabilisation de la frontière linguistique, la suppression du recensement linguistique, l'adaptation de la frontière administrative à la frontière linguistique, le cas des communes de la Flandre Wallonne et de la Voer, les aspects sociaux, économiques et historiques du problème); pp. 1343 à 1345;

Observations de MM. ORBAN et VAN CAUWELAERT; p. 1344;

LAHAYE (craint que l'adoption des projets linguistiques n'amène pas le calme dans le pays; concernant les problèmes que fera naître le rattachement de communes de Flandre Occidentale au Hainaut, la consultation des populations intéressées); pp. 1345, 1346;

SLEDESENS (estime que le projet doit être approuvé *ne varietur* et qu'il ne faut pas perdre de vue l'essentiel; concernant la non-application de la loi de 1932 à Bruxelles); pp. 1346, 1347;

Observations de M. DE WINTER; p. 1346;

de la VALLEE POUSSIN (concernant les conséquences du principe de l'unilinguisme établi par la législation de 1932, la création de deux communautés distinctes, le bilinguisme indispensable du cerveau de l'Etat, le respect de la volonté des populations); pp. 1347, 1348;

Observations de MM. DEHOUSSE, ROLIN et VAN CAUWELAERT; pp. 1347, 1348;

DE BLOCK (estime que l'adoption du projet en cause renforcera l'unité de la Belgique; concernant la nécessité de trouver une solution raisonnable au problème des relations entre Wallons et Flamands, le refus du recensement linguistique, la non-application de la loi de 1932, le cas de Bruxelles, la création de régions unilingues et le respect de la liberté individuelle, l'utilité de la connaissance des langues, la consultation des populations, la création d'îlots dans un territoire administratif unilingue, la recherche d'une solution modérée); pp. 1348 à 1351;

Observations de MM. SLEDESENS, DUVIEUSART, GILLON et TRAPPENIERS; pp. 1349, 1350;

DIEPENDAELE (concernant l'absence de sanctions dans la loi de 1932, l'absence de classes de transmutation en Wallonie, la nécessité de délimiter des régions linguistiques homogènes, le bilinguisme, les facilités linguistiques, les cas d'Enghien et de Renaix, les sermons français à Anvers; déclare que le projet ne donne pas satisfaction à son groupe); pp. 1351, 1352;

Observations de M. TRAPPENIERS; pp. 1351, 1352.

*Reprise de la discussion générale (10 juillet 1962).*

Intervention de M. le PRESIDENT (qui demande un effort de concision aux orateurs encore inscrits); p. 1354;

Discours du baron NOTHOMB (concernant la nécessité d'une nouvelle organisation de la Belgique qui consolide notre communauté nationale, la réorganisation sur la base provinciale, la création d'un Brabant totalement bilingue, l'amitié entre les Belges); pp. 1354 à 1356;

Observations de MM. A. GILSON et DEHOUSSE; p. 1355; de MM. CROMMEN (concernant la division des partis au sujet du projet, la consultation des populations, la promotion du bilinguisme; demande le vote du projet); pp. 1356, 1357;

Observations de MM. DE WINTER, SLEDESENS, DE BLOCK, REMSON et DELPORT; p. 1356;

HOUGARDY (concernant la discussion simultanée des trois projets linguistiques, le régime des facilités, la consultation des populations, l'agitation linguistique, le verrouillage de Bruxelles); pp. 1357, 1358;

Observations de MM. SLEDESENS, HOUSIAUX, VAN CAUWELAERT, DE BLOCK, A. GILSON et DEHOUSSE; pp. 1357, 1358;

**Droit public. — DIVISIONS DU TERRITOIRE (suite).**

HENCKAERTS (regrette que les projets aillent vers un unilinguisme renforcé; concernant la fixation d'une frontière linguistique, la détermination de limites administratives sur base des seuls critères linguistiques, l'avis des populations intéressées, le cas de Petit-Lanaye); pp. 1358 à 1360;

Observations de M. VAN CAUWELAERT; p. 1359;

A. GILSON, m.i.f.p. (constate que les principes fondamentaux du projet de loi n'ont pas été mis en cause; concernant les changements apportés au projet initial par la Chambre, les votes à la commission de l'Intérieur de la Chambre au sujet du transfert de Mouscron et Comines et des Fourons, le problème de la procédure, le passage de la déclaration gouvernementale relatif au problème linguistique, le dépôt des trois projets, l'abandon du recensement, la consultation des populations, l'article 83 de la loi provinciale, l'avis des conseils communaux intéressés, l'organisation d'une consultation populaire, le régime des facilités, sa garantie, l'unité nationale, les transferts de hameaux en vue de garantir à de petites minorités l'usage de la langue de leur choix, l'assurance des conditions de vie en commun des Flamands et des Wallons, la réforme de l'enseignement des langues); pp. 1360 à 1368;

Observations de MM. GODIN, HOUIGARDY, LAHAYE, BALTUS, DELBOUILLE, HARMEGNIES, DEHOUSSE, ORBAN, DE BOODT, VAN BUGGENHOUT, MERCIERS, DE WINTER, de STEXHE, DUVIEUSART et le PRESIDENT; pp. 1360 à 1368;

DELBOUILLE (concernant les conclusions du Centre Harmel, le transfert des Fourons, le parler populaire de cette région, le processus de francisation qui s'y est développé, les facilités, le devoir d'information du Sénat, la création d'une sous-commission d'information au sein de la commission de l'Intérieur); pp. 1368 à 1370;

Observations de MM. DE WINTER, de STEXHE, le PRESIDENT, VAN CAUWELAERT, RASSART, DEHOUSSE et A. GILSON; pp. 1368 à 1370;

DELPART (concernant l'accord qui existe sur la majeure partie du projet, la situation des travailleurs flamands en Wallonie, le caractère social du problème flamand); pp. 1370, 1371;

Observations de MM. DEHOUSSE et TROCLET; p. 1371;

GODIN (concernant la suppression du recensement, le cas de la Voer, la nécessité d'une solution nationale); pp. 1371, 1372;

Observations de MM. DE WINTER et VAN CAUWELAERT; pp. 1371, 1372;

PONTUS (concernant le mécontentement que le projet a suscité dans les Fourons, les déclarations relatives aux Fourons lors de l'examen du projet Moyersoen au Sénat); pp. 1372, 1373;

WIARD (concernant la suppression du recensement linguistique, la prédominance du territorialisme dans le projet en cause, la scission des projets linguistiques); pp. 1373, 1374;

Observations de MM. DE BLOCK, DIEPENDAELE et A. GILSON; p. 1373;

VAN CAUWELAERT (concernant l'adaptation des limites administratives en se basant sur le seul principe de l'appartenance linguistique, le caractère flamand des Fourons, la consultation des instances provinciales, les dispositions à prendre dans le domaine de l'ordre judiciaire, les facilités); pp. 1374 à 1376;

Observations de MM. de STEXHE, TROCLET, DEHOUSSE, DELBOUILLE, PONTUS, A. GILSON et MERCIERS; pp. 1374, 1375;

ROOSENS (concernant la dualité du pays, la reconnaissance de deux communautés dans le pays, le bilinguisme individuel, les objections contre le système des facilités, l'extension du territoire francophone, l'aspect social du problème linguistique, le cas de la région de la Voer, la pression administrative qui y est exercée, les avis des linguistes au sujet du caractère flamand de la région, la lutte menée pour sa francisation); pp. 1376 à 1380;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles (11 juillet 1962).*

*Art. 1<sup>er</sup>.*

Intervention de MM. DUVIEUSART, A. GILSON, de la VALLEE POUSSIN, DEHOUSSE et TRAPPENIERS; les amendements de M. DUVIEUSART sont retirés;

**Droit public. — DIVISIONS DU TERRITOIRE (suite).**

Intervention du baron NOTHOMB; l'amendement du baron NOTHOMB est retiré;

Intervention de MM. ORBAN, A. GILSON et VAN BUGGENHOUT; observations de MM. SLEDSSENS, SOBRY, VERHAEST, VAN CAUWELAERT, DEHOUSSE, HOUSIAUX, LAHAYE, GODIN, DE WINTER, le PRESIDENT, HARMEGNIES; intervention de MM. MOREAU de MELEN, A. GILSON, DE BLOCK et FLAMME; observations de MM. VAN CAUWELAERT et ORBAN; pp. 1382 à 1400.

*Reprise de la discussion des articles (12 juillet 1962).*

*Art. 1<sup>er</sup>.*

Intervention de MM. VANDENBERGHE, ROLIN, VAN CAUWELAERT et A. GILSON; observations de MM. ORBAN, GODIN, DEHOUSSE, DE BLOCK, JESPERS et de STEXHE; intervention de M. ROOSENS; observations de MM. ORBAN, le PRESIDENT et ROLIN; l'amendement de MM. DIEPENDAELE et ROOSENS est rejeté; le point 1 de l'article est adopté (vote nominatif);

Intervention de M. DEBUCQUOY; observation de M. le PRESIDENT; l'amendement de M. DEBUCQUOY est retiré; le point 2 de l'article est adopté (vote nominatif);

Les points 3 et 4 de l'article sont adoptés;

Intervention de MM. OBLIN, VAN CAUWELAERT, DUVIEUSART, A. GILSON, LEYNEN et NIHOUL; observations de MM. de STEXHE, HOUIGARDY et ROLIN; l'amendement de M. JENNARD et consorts est rejeté (vote nominatif);

Intervention de M. ROOSENS; les deux amendements de MM. DIEPENDAELE et ROOSENS sont rejetés; le point 5 de l'article est adopté;

Intervention de MM. MACHTENS, WIARD et A. GILSON; observations de MM. VAN HEMELRIJCK, DELOR, DE BLOCK et DEHOUSSE; le point 6 de l'article est adopté (vote nominatif);

Le point 7 de l'article est adopté;

Intervention du chevalier de SCHAETZEN, de MM. A. GILSON, DEMARNEFFE, LEYNEN, HOUSIAUX, VAN CAUWELAERT et DIEPENDAELE; observations de MM. ROLIN, le baron NOTHOMB, NIHOUL, MOURAUX, Mlle DRIESSEN, MM. MACHTENS et DE WINTER; l'amendement du chevalier de SCHAETZEN et consorts est rejeté (vote nominatif); le point 8 de l'article est adopté;

Les points 9 et 10 de l'article sont adoptés;

Intervention de MM. ALLARD, LEYNEN et VANDERMEULEN; observations de MM. de STEXHE, BALTUS, HOUSIAUX, MOREAU de MELEN, VAN CAUWELAERT, DIEPENDAELE, RASSART et DEHOUSSE; pp. 1423 à 1447.

*Reprise de la discussion des articles (17 juillet 1962).*

*Art. 1<sup>er</sup>.*

Intervention de MM. MOREAU de MELEN, DEHOUSSE, MAISSE, BALTUS, de STEXHE, DE BOODT, LEYNEN, GODIN, le baron NOTHOMB, VANDEKERCKHOVE, A. GILSON et ROLIN; observations de MM. ORBAN, VAN CAUWELAERT, VERMEYLEN, m.j., SLEDSSENS, DE WINTER et le PRESIDENT; intervention de M. DELBOUILLE (qui propose l'ajournement et demande une enquête); observations de MM. DE BOODT, VERMEYLEN et le PRESIDENT; la proposition d'ajournement est rejetée (vote nominatif); l'amendement de M. BALTUS est rejeté (vote nominatif);

Intervention de MM. ALLARD, HOUSIAUX et A. GILSON; observations de MM. le PRESIDENT, ORBAN, STUBBE et VERMEYLEN; l'amendement de M. ALLARD est rejeté (vote nominatif); le point 11 de l'article est rejeté (vote nominatif);

Intervention de MM. GILLON et DE BOODT (qui demande une suspension de séance); la séance est suspendue pendant une heure; pp. 1451 à 1468;

Intervention de MM. le PRESIDENT (qui propose de renvoyer au lendemain l'examen de l'opportunité de poursuivre la discussion ou de renvoyer le projet à la commission), VAN HEMELRIJCK, DE BLOCK et GILLON (qui, au nom de leur groupe respectif, marquent leur accord concernant la proposition du PRESIDENT); p. 1468.

**Droit public. — DIVISIONS DU TERRITOIRE (suite).**

Reprise de la discussion des articles (18 juillet 1962).

**Art. 1<sup>er</sup>.**

Intervention de MM. A. GILSON, GILLON, LEYNEN, VAN HEMELRIJCK, ROLIN et VAN CAUWELAERT; observations de MM. SLEDSSENS, DE BAECK et le PRESIDENT; la proposition du Gouvernement de réserver la discussion de l'article, d'examiner les autres articles du projet et d'ensuite revenir à l'article 1<sup>er</sup>, est adoptée; l'amendement de M. GILLON et consorts est retiré; l'amendement de MM. HOUSIAUX et JANNE est retiré; pp. 1474 à 1477.

**Art. 2.**

Intervention de MM. ROLIN et A. GILSON; le point 1 de l'article est adopté;

Intervention de MM. ROOSENS et A. GILSON; l'amendement de MM. DIEPENDAELE et ROOSENS est rejeté;

Intervention de MM. ROOSENS et ROLIN; observations de M. VAN CAUWELAERT; l'amendement de MM. DIEPENDAELE et ROOSENS est rejeté; le point 2 de l'article est adopté;

Intervention de M. ROOSENS; le point 3 de l'article est adopté;

L'amendement de MM. DIEPENDAELE et ROOSENS tendant à l'insertion d'un n° 3bis (nouveau) est rejeté;

Intervention de M. DIEPENDAELE; le deuxième amendement de MM. DIEPENDAELE et ROOSENS tendant à l'insertion d'un n° 3bis (nouveau) est rejeté;

Intervention de M. VANDENBERGHE; l'amendement de M. VANDENBERGHE tendant à l'insertion d'un n° 3bis (nouveau) est retiré;

Intervention de Mlle WIBAUT, MM. FLAMME, DESCAMPS et A. GILSON; l'amendement de Mlle WIBAUT et M. DESCAMPS est rejeté;

Intervention de M. FLAMME; l'amendement de MM. FLAMME et MOULIN est rejeté (vote nominatif); le point 4 de l'article est adopté;

Intervention de M. DIEPENDAELE; l'amendement de MM. ROOSENS et DIEPENDAELE tendant à insérer un n° 4bis (nouveau) est rejeté;

Intervention de M. DIEPENDAELE; l'amendement de MM. DIEPENDAELE et ROOSENS est rejeté; le point 5 de l'article est adopté;

Intervention de M. DIEPENDAELE; l'amendement de MM. DIEPENDAELE et ROOSENS tendant à l'insertion d'un n° 5bis (nouveau) est rejeté;

Intervention de MM. OBLIN, de STEXHE et A. GILSON; le point 6 de l'article est adopté;

Intervention de M. OBLIN; l'amendement de M. JENNARD et consorts est retiré; le point 7 de l'article est adopté;

Intervention de MM. OBLIN et A. GILSON; l'amendement de M. JENNARD et consorts tendant à l'insertion d'un n° 7bis (nouveau) est retiré; l'amendement de MM. DIEPENDAELE et ROOSENS tendant à l'insertion d'un n° 7bis (nouveau) est rejeté; l'amendement de MM. DIEPENDAELE et ROOSENS au point 8 est rejeté;

Intervention de MM. DELOR, A. GILSON et ROLIN; l'amendement de M. DELOR et consorts est retiré; le point 8 de l'article est adopté;

Le point 9 de l'article est adopté;

Intervention de M. DIEPENDAELE; l'amendement de MM. DIEPENDAELE et ROOSENS est rejeté; le point 10 de l'article est adopté;

Intervention de MM. DELOR et A. GILSON; l'amendement de M. DELOR et consorts est rejeté (vote nominatif);

Intervention de M. DIEPENDAELE; l'amendement de MM. ROOSENS et DIEPENDAELE est rejeté; le point 11 de l'article est adopté;

L'amendement de MM. DIEPENDAELE et ROOSENS tendant à l'insertion d'un n° 11bis (nouveau) est rejeté;

Le point 12 de l'article est adopté;

Intervention de M. DIEPENDAELE; l'amendement de MM. DIEPENDAELE et ROOSENS tendant à l'insertion d'un n° 12bis (nouveau) est rejeté;

Les points 13 et 14 de l'article sont adoptés;

Intervention de M. DIEPENDAELE; l'amendement de MM. DIEPENDAELE et ROOSENS tendant à l'insertion d'un n° 14bis (nouveau) est rejeté;

**Droit public. — DIVISIONS DU TERRITOIRE (suite).**

Le point 15 de l'article est adopté;

L'amendement de MM. DIEPENDAELE et ROOSENS tendant à l'insertion d'un n° 15bis (nouveau) est rejeté;

Le point 16 de l'article est adopté;

Intervention de MM. A. GILSON, VANDEKERCKHOVE, BALTUS, LEYNEN, DELBOUILLE et DEHOUSSE; observations de MM. DE BOODT et SLEDSSENS; l'amendement de M. VANDEKERCKHOVE tendant à l'insertion d'un n° 17 est retiré; l'amendement de M. GILSON est retiré;

Intervention de MM. NIHOUL, ROLIN et A. GILSON; l'amendement de M. ROLIN est adopté;

L'article ainsi amendé, est adopté; pp. 1477 à 1491.

Intervention de M. DIEPENDAELE; l'amendement de MM. DIEPENDAELE et ROOSENS tendant à l'insertion d'un article 2bis (nouveau) est rejeté; p. 1491.

**Art. 3.**

Intervention de MM. VAN CAUWELAERT, A. GILSON, LEYNEN et HOUSIAUX; observations de M. le PRESIDENT;

L'article est réservé; pp. 1491, 1492.

**Art. 4.**

Intervention de MM. LEYNEN, JESPERS, A. GILSON et GILLON; observations de M. le PRESIDENT; la proposition du ministre de passer à la discussion de l'article 4 est adoptée;

Intervention de MM. de STEXHE, STUBBE, VANDENBERGHE et A. GILSON; l'amendement de M. VANDENBERGHE et consorts est rejeté; l'amendement de Mlle WIBAUT et M. DESCAMPS est retiré;

Intervention de MM. LEYNEN, GODIN, le baron NOTHOMB, HAMBYE, A. GILSON, PONTUS et FLAMME; observations de MM. DE BLOCK, DEHOUSSE, DE BOODT, DIEPENDAELE et DE WINTER; tous les amendements de M. LEYNEN sont retirés;

Intervention de M. ROOSENS; l'amendement A, en ordre principal, et l'amendement B, b), en ordre subsidiaire, de MM. DIEPENDAELE et ROOSENS sont retirés;

Intervention de MM. VAN CAUWELAERT et ROOSENS; les amendements de MM. DIEPENDAELE et ROOSENS au paragraphe 1 de l'article sont retirés; les paragraphes 1 et 2 sont adoptés;

Intervention de MM. ROOSENS et VAN CAUWELAERT; observations de MM. DEBUCQUOY et DE WINTER; l'amendement de MM. DIEPENDAELE et ROOSENS au paragraphe 3 est retiré;

Intervention de MM. A. GILSON et HAMBYE; une modification de forme au paragraphe 3 est adoptée; le paragraphe 3, ainsi modifié, est adopté;

Intervention de MM. ROOSENS et A. GILSON; les amendements de MM. ROOSENS et DIEPENDAELE au paragraphe 4 sont rejetés; le paragraphe 4 est adopté;

L'article est adopté; pp. 1493 à 1502.

**Art. 5.**

L'article est adopté; p. 1502.

Les amendements de M. LEYNEN à l'article 5 et proposant un article 5bis (nouveau) sont retirés; p. 1502.

**Art. 6.**

Intervention de MM. de STEXHE et A. GILSON; les deux amendements de M. de STEXHE sont retirés;

Intervention de MM. MOUREAUX, de STEXHE, A. GILSON, ROLIN et VAN CAUWELAERT; l'amendement de M. de STEXHE est retiré;

L'article est adopté; pp. 1502 à 1505.

**Art. 7.**

L'article est adopté; p. 1505.

Intervention de M. DIEPENDAELE; l'amendement de MM. ROOSENS et DIEPENDAELE tendant à l'insertion d'un article 7bis (nouveau) est rejeté; p. 1505.

**Art. 8.**

Intervention de MM. ROLIN et A. GILSON; l'amendement de M. ROLIN est adopté; l'amendement de M. VANDENBERGHE et consorts et les amendements de M. LEYNEN sont retirés;

L'article, amendé, est adopté; pp. 1505, 1506.

**Droit public. — DIVISIONS DU TERRITOIRE (suite).****Art. 9.**

L'article est adopté; p. 1506.

Intervention de M. DIEPENDAELE; l'amendement de MM. DIEPENDAELE et ROOSENS tendant à l'insertion d'un article 9 bis (nouveau) est rejeté; p. 1506.

**Art. 10.**

L'article est adopté; p. 1506.

**Art. 11.**

Intervention de MM. ROLIN et de STEXHE; observations de MM. A. GILSON et le PRESIDENT; l'amendement de M. ROLIN est adopté;

L'article, amendé, est adopté; p. 1507.

**Art. 12 (nouveau).**

L'amendement de MM. DIEPENDAELE et ROOSENS tendant à l'insertion d'un article 12 (nouveau) est rejeté;

Intervention de MM. ROLIN et A. GILSON; observations de MM. DE BAECK et VERMEYLEN; l'amendement de M. ROLIN, tendant à l'insertion d'un article 12 (nouveau), est adopté; p. 1507.

**Art. 1<sup>er</sup> et 3.**

Les amendements de M. VANDENBERGHE et consorts et de M. LEYNEN à l'article 3 sont retirés;

La proposition de rejet des deux articles est adoptée;

Le projet de loi est renvoyé à la commission de l'Intérieur;

Observations de MM. HARMEGNIES et MACHTENS; pp. 1507, 1508.

**Ajournement (24 et 25 juillet 1962).**

Intervention de MM. le PRESIDENT, HARMEGNIES, A. GILSON, DE BOODT, ROLIN, GILLON et VAN HEMELRIJCK;

L'ajournement est décidé; pp. 1531, 1591, 1592.

**Discussion des articles en seconde lecture (9 octobre 1962 — séance du matin).**

Intervention de M. le PRESIDENT (concernant la procédure); pp. 1723, 1724;

Intervention de MM. A. GILSON, GILLON, NIHOUL, de STEXHE, ALLARD, DEHOUSSE et DIEPENDAELE; observations de MM. DELBOUILLE, VAN CAUWELAERT, VANDEKERCKHOVE et ORBAN; pp. 1727 à 1734.

**Reprise de la discussion des articles en seconde lecture (9 octobre 1962 — après-midi).****Art. 1<sup>er</sup>.**

Intervention de M. DE BLOCK; observations de M. ORBAN;

Intervention de M. le PRESIDENT (concernant la procédure); observations de MM. VANAUDENHOVE, HOUGARDY et MOUREAUX;

Intervention de MM. VANAUDENHOVE, LEFEVRE, p.m., MOUREAUX et ROLIN; observations de MM. VANDEKERCKHOVE, STUBBE, DE BOODT, SLEDSSENS, le PRESIDENT, A. GILSON et DEHOUSSE;

Intervention de MM. DELBOUILLE, BALTUS, GILLON, PONTUS, de la VALLEE POUSSIN et HOUSSIAUX; observations de MM. A. GILSON, DEHOUSSE, VAN CAUWELAERT, LEYNEN et HARMEGNIES; la première partie de l'amendement de M. DELBOUILLE est rejetée (vote nominatif); la deuxième partie de l'amendement de M. DELBOUILLE tombe;

Intervention de MM. GILLON, MACHTENS, DUVIEUSART, DE BLOCK, DEHOUSSE, ORBAN et HOUSSIAUX; observations de MM. DE BOODT, LEYNEN, LAHAYE, MOUREAUX et le PRESIDENT; l'amendement de M. GILLON est rejeté (vote nominatif);

Intervention de M. CROMMEN (qui retire son amendement);

Intervention de MM. HENCKAERTS, ROLIN, le PRESIDENT, A. GILSON, DEHOUSSE, MOREAU de MELEN, VANDEKERCKHOVE, ADAM, de la VALLEE POUSSIN, VAN HEMELRIJCK et DUVIEUSART; l'amendement de M. HENCKAERTS, modifié par M. ROLIN, est rejeté (vote nominatif); l'amendement de M. ADAM est rejeté (vote nominatif);

**Droit public. — DIVISIONS DU TERRITOIRE (suite).**

le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> de l'amendement du Gouvernement est adopté (vote nominatif);

l'alinéa 2 du paragraphe 1<sup>er</sup> de l'amendement du Gouvernement est adopté (vote nominatif);

Au sujet d'un premier vote sur l'ensemble de l'amendement du Gouvernement à l'article, à l'occasion duquel plusieurs appareils de vote n'ont pas fonctionné, intervention de MM. DEHOUSSE, le PRESIDENT, DE BOODT, LEYNEN, CHOT, LERUSE, VAN HEMELRIJCK, SLEDSSENS, DIEPENDAELE, HOUGARDY, BEULERS, VANDERMEULEN, LIGOT et VAN CAUWENBERGHE;

L'ensemble de l'amendement du Gouvernement à l'article 1<sup>er</sup> est adopté (vote nominatif); pp. 1736 à 1760;

L'amendement de M. ALLARD, tendant à l'insertion d'un article 1 bis (nouveau) est retiré; p. 1760;

L'amendement du Gouvernement concernant l'article 1 bis est adopté; p. 1760.

Le vote sur l'ancien article 2 est confirmé; p. 1760.

Les articles 2 et 6, amendés (anciens articles 4 et 8) sont définitivement adoptés; p. 1760.

L'article 9 amendé (ancien article 11) est définitivement adopté; p. 1760.

L'article 10, amendé, est remis aux voix et définitivement adopté; p. 1760.

**Vote (9 octobre 1962).**

Le baron NOTHOMB, MM. NOEL, VERSE, ORBAN, JANNE, de la VALLEE POUSSIN, ADAM, ROLIN, le comte d'ASPREMONT LYNDEN, USELDING et ROOSENS justifient leur vote;

L'ensemble du projet de loi est adopté par 91 voix contre 56 et 14 abstentions; pp. 1760 à 1762.

Le projet de loi, amendé, sera renvoyé à la Chambre des Représentants.

**INCOMPATIBILITES.**

*Proposition de loi modifiant la loi du 6 août 1931 établissant les incompatibilités et interdictions concernant les Ministres, les anciens Ministres et Ministres d'Etat, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives, modifiée par la loi du 23 décembre 1950.*

Doc. — N° 103: Proposition de loi de M. Poncin.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission; p. 735 (1<sup>er</sup> mars 1962).

Renvoi à la commission de l'Intérieur et de la Fonction publique; p. 759 (7 mars 1962).

**NATIONALITE.**

*Projet de loi relatif à la naturalisation.*

Doc. — N° 75: Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 112: Rapport de M. Camby.

Ann. — *Discussion générale* (14 février 1962).

Intervention de M. VERMEYLEN, m.j. (concernant la durée de la résidence en Belgique prévue à l'article 1<sup>er</sup>); p. 672;

La discussion générale est close.

**Discussion des articles (14 février 1962).****Art. 1<sup>er</sup> et 2.**

Adoptés sans observations; p. 672.

**Vote (20 février 1962).**

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 126 membres présents; pp. 680, 681.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

*Projet de loi relatif à la déchéance de la nationalité belge résultant de l'arrêté-loi du 20 juin 1945.*

Doc. — N° 124: Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 151: Rapport de M. De Baeck.

Ann. — Pas de discussion générale.

**Droit public. — NATIONALITE (suite).**

*Discussion des articles* (20 mars 1962).  
(Texte présenté par la commission).

Art. 1<sup>er</sup> à 7.

Adoptés sans observations ; pp. 868, 869.

Vote (20 mars 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 125 membres présents ; pp. 875, 876.

Le projet de loi, amendé, sera renvoyé à la Chambre des Représentants.

*Proposition de loi relative à la naturalisation.*

Doc. — N° 193 : Proposition de loi de M. Lacroix.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 1081 (12 avril 1962).

**Droits d'enregistrement. — V. Impôts/Impôts indirects.****Droits d'entrée. — V. Affaires étrangères/Impôts. — Douanes et Accises.**

V. Impôts/Impôts indirects. — Douanes et Accises.

**Droits de succession. — V. Impôts/Impôts indirects.****Droits de timbre. — V. Impôts/Impôts indirects.****E****Education physique. — V. Hygiène et Santé.****Energie nucléaire. — V. Droit civil/Responsabilité civile.****Enquêtes.**

*Proposition tendant à la constitution d'une Commission d'enquête chargée de mieux informer le Sénat sur les faits qui doivent déterminer le transfert de communes prévu par le n° 11 de l'article premier du projet de loi n° 123.*

Doc. — N° 334 : Proposition de M. Delbouille.

*Proposition tendant à l'institution d'une Commission d'Enquête du Sénat, dans le cadre de l'examen du projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen.*

Doc. — N° 390 : Proposition de M. Housiaux.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 1718 (9 octobre 1962).

**Enseignement.****ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.**

*Projet de loi modifiant l'article 34 des lois coordonnées sur l'enseignement primaire relatif aux allocations et indemnités accordées aux instituteurs.*

Doc. — N° 35 : Rapport de M. Leysen.

Ann. — Discussion et rejet du projet de loi (12 décembre 1961).

Intervention de M. LEYSEN, rapp. (concernant la proposition de la commission de rejeter le projet) ; p. 252.

L'article 1<sup>er</sup> est rejeté ; pp. 252, 253.

**Enseignement (suite).****ENSEIGNEMENT SPECIAL.**

*Proposition de loi organique de l'enseignement spécial.*

Doc. — N° 365 : Proposition de loi de M. Moureaux.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 1636 (2 octobre 1962).

**ENSEIGNEMENT SUPERIEUR.**

*Projet de loi modifiant la loi du 11 septembre 1933 sur la protection des titres d'enseignement supérieur.*

Doc. — N° 36 : Rapport de M. Leynen.

*Discussion générale* (12 décembre 1961).

Intervention de MM. VANDEKERCKHOVE (concernant la durée des études de la licence) et LAROCK, m.é.n.c. ; p. 253 ; La discussion générale est close.

*Discussion des articles* (12 décembre 1961).

Art. 1<sup>er</sup> et 2.

Adoptés sans observations ; p. 253.

Vote (12 décembre 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 137 membres présents ; p. 260.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

*Projet de loi relatif au régime pécuniaire du personnel enseignant de l'Ecole de médecine vétérinaire de l'Etat à Bruxelles (Cureghem) et des instituts agronomiques de l'Etat à Gand et à Gembloux.*

Doc. — N° 195 : Rapport de M. Jennard.

Ann. — Pas de discussion générale.

*Discussion des articles* (4 avril 1962).  
(Texte présenté par la commission).

Art. 1<sup>er</sup> et 2.

Adoptés sans observations ; p. 1077.

Vote (4 avril 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 122 voix contre 1 ; p. 1077.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

*Proposition de loi modifiant la loi du 28 avril 1953 sur les universités de l'Etat et la loi du 12 août 1911 sur les universités de Bruxelles et de Louvain et concernant l'essaimage des candidatures.*

Doc. — N° 417 : Proposition de loi de M. R. Houben.

**EQUIVALENCE DE DIPLOMES ET TITRES.**

*Projet de loi modifiant, en ce qui concerne les équivalences de scolarité, les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires coordonnées le 31 décembre 1949.*

Doc. — N° 136 : Rapport de Mlle Wibaut.

Ann. — Discussion et rejet du projet de loi (7 mars 1962).

Intervention de M. JESPERS (concernant la proposition de rejet faite par la commission) ; p. 794.

L'article unique est rejeté.

Le projet de loi est rejeté ; p. 794.

*Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne les grades délivrés par la Faculté polytechnique de Mons, les lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires.*

Doc. — N° 292 : Rapport de M. Delbouille.

**Enseignement. — ENSEIGNEMENT SUPERIEUR**  
(suite).**EQUIVALENCE DE DIPLOMES ET TITRES** (suite)

*Ann. — Discussion générale* (12 juillet 1962).

Intervention de M. DELBOUILLE, rapp. (qui souligne l'urgence du projet); p. 1403;

La discussion générale est close.

*Discussion de l'article unique* (12 juillet 1962).

Adopté sans observations; p. 1403.

*Vote* (12 juillet 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 142 membres présents; pp. 1433, 1434.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

**MEDECIN SPECIALISTE.**

*Proposition de loi concernant l'institution du grade de médecin spécialiste et l'organisation de l'enseignement en médecine spécialisée par les universités.*

*Doc. — N° 418* : Proposition de loi de M. R. Houben.

**FONDS DES CONSTRUCTIONS SCOLAIRES.**

*Ann. — Rapport annuel sur l'utilisation des crédits au cours de l'exercice 1961* : du Fonds des constructions scolaires et parascolaires de l'Etat; du Fonds des constructions scolaires provinciales et communales; du Fonds des constructions de l'enseignement supérieur et des cités universitaires de l'Etat. — Transmis par le Ministre de l'Education nationale et de la Culture; p. 1035 (3 avril 1962).

**INSTITUTIONS D'EDUCATION DE L'ETAT.**

*Projet de loi organique des pensionnats, homes, restaurants, cantines, maisons de jeunesse, colonies scolaires et de vacances relevant du Ministère de l'Instruction publique.*

*Doc. — N° 135* : Rapport de M. Block.

*Ann. — Discussion et rejet du projet de loi* (7 mars 1962).

Intervention de M. JESPERS (concernant la proposition de rejet faite par la commission); p. 794.

L'article 1<sup>er</sup> est rejeté.

Le projet de loi est rejeté; p. 794.

**PERSONNEL ENSEIGNANT.**

*Proposition de loi relative au recrutement et à l'avancement du personnel enseignant de l'Etat.*

*Doc. — N° 100* : Proposition de loi de M. Van Hemelrijck.

*Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission*; p. 649 (14 février 1962).

**Epargne.****ACCES A LA PROFESSION.**

*Proposition de loi tendant à encourager l'épargne en vue de l'accès à la profession et instaurant un système de crédit pour l'établissement des travailleurs indépendants.*

*Doc. — N° 368* : Proposition de loi de M. Dua.

*Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission*; p. 1852 (16 octobre 1962).

**Epargne. — V. aussi Affaires étrangères/Communications — Postes.**

**Equivalence de diplômes et titres. — V. Enseignement/Enseignement supérieur.**

**Estropiés et mutilés. — V. Sécurité sociale.**

**Etain. — V. Affaires étrangères/Commerce et Industrie.**

**Etat d'urgence. — V. Sûreté de l'Etat.**

**Exequatur. — V. Affaires étrangères/Droit international privé.**

**Exonération. — V. Impôts/Impôts indirects. — Taxe de séjour.**

**Expansion économique. — V. Commerce et Industrie.**

**Evénements du Katanga. — V. Affaires africaines. V. Interpellation de M. Moreau de Melen.**

**Expropriations. — V. Travaux publics/Voirie. — Autoroutes.**

**F**

**Faillites. — V. Droit commercial.**

**Finances.****COMPTABILITE DE L'ETAT.**

*Projet de loi modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat.*

*Ann. — Discussion générale* (31 janvier 1962).

Discours de MM. P. DE SMET (expose le processus qui a été suivi pour l'examen du projet en commission; rend hommage à l'œuvre des rapporteurs, MM. LEEMANS et DOUTREPONT; concernant les considérations de M. Matton sur la réforme de la comptabilité de l'Etat, notamment à propos de propositions de loi et amendements entraînant des dépenses nouvelles); pp. 548, 549;

LEEMANS (remercie les membres du Sénat et le personnel des nombreux témoignages de sympathie reçus après l'accident d'auto dont il fut victime; rend hommage au travail de M. DOUTREPONT; concernant les efforts faits sur le plan international en vue de l'établissement de budgets d'état comparables, la nouvelle conception des budgets; analyse les différents chapitres du projet); pp. 549 à 551;

TIELEMANS, m.adj.f. (concernant la nécessité d'une réforme de la comptabilité de l'Etat, les règles administratives spéciales pour les administrations publiques ayant un caractère industriel ou commercial, la comptabilité patrimoniale, le respect des principes budgétaires établis, le travail de la commission de la réforme de la comptabilité de l'Etat); pp. 551, 552, 554, 555;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles* (31 janvier 1962).  
(Texte présenté par la commission).

*Art. 1<sup>er</sup> à 81.*

Adoptés sans observations; pp. 555 à 565.

*Vote* (7 février 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 133 membres présents; pp. 607, 608.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

**ADMINISTRATION DES FINANCES.**

*Ann. — Résultats apparaissant dans le compte général de l'Administration des Finances, établi pour l'année 1960. — Transmis par le Ministre des Finances*; p. 443 (23 janvier 1962).

**Finances. — COMPTABILITE DE L'ETAT (suite).****CREDITS PROVISOIRES.**

*Projet de loi ouvrant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1962.*

Doc. — N° 54 : Rapport de M. Godin.

Ann. — Discussion générale jointe à celle des budgets des Voies et Moyens et des Recettes extraordinaires pour l'exercice 1962.

*Discussion des articles (20 décembre 1961).*

Art. 1<sup>er</sup> à 8.

Adoptés sans observations ; pp. 396 à 398.

Vote (20 décembre 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 93 voix contre 9 et 5 abstentions ; p. 434.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

*Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1962.*

Doc. — N° 191 : Rapport de M. Lacroix.

Ann. — Discussion générale (29 mars 1962).

Discours de MM. HOUARDY (concernant l'incohérence de la politique du gouvernement, le retard dans la discussion du budget de la Santé publique, la question de l'I.N.E.P.S.) ; pp. 994, 995 ;

Observations de MM. HARMEGNIES, STUBBE, VAN CAUWELAERT, le PRESIDENT et VAN HEMELRIJCK ; p. 994 ;

HARMEGNIES (concernant la demande de douzièmes provisoires par le gouvernement précédent) ; p. 995 ;

DEQUAE, m.f. (répond aux orateurs) ; p. 995 ;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles (29 mars 1962).*

Art. 1<sup>er</sup> à 3.

Adoptés sans observations ; p. 995.

Intervention de M. le PRESIDENT (concernant l'effort fait par le Sénat pour la discussion des budgets) et de M. DEQUAE, m.f. (qui rend hommage au Sénat) ; p. 995.

Vote (29 mars 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 119 voix contre 12 et 5 abstentions ; p. 1001.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

*Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1962.*

Doc. — N° 228 : Rapport de M. De Man.

Ann. — Discussion générale (24 mai 1962).

Discours de MM. GILLON (concernant le retard apporté à la discussion du budget de l'Education nationale, l'opposition du P.L.P. à une scission du ministère de l'Education nationale, la compromission du prestige des institutions parlementaires, la carence gouvernementale, la promesse du Premier Ministre qu'il ne serait plus demandé de nouveaux crédits provisoires après le 31 juillet, la procédure du vote provisoire à la commission de l'Intérieur) ; pp. 1119, 1120 ;

Observations de MM. STUBBE, ORBAN, R. HOUBEN, P. DE SMET et HOUARDY (qui renonce à la parole) ; pp. 1120, 1121 ;

DEQUAE, m.f. (concernant l'obligation devant laquelle il s'est trouvé de déposer le projet en cause) ; p. 1121 ;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles (24 mai 1962).*

Art. 1<sup>er</sup> à 3.

Adoptés sans observations ; p. 1121.

Vote (24 mai 1962).

M. ORBAN justifie son vote ;

Intervention de MM. DEQUAE et VAN CAUWELAERT ; observations de MM. P. DE SMET et HOUARDY ; p. 1121.

**Finances. — COMPTABILITE DE L'ETAT (suite).****CREDITS PROVISOIRES (suite).**

L'ensemble du projet de loi est adopté par 114 voix contre 12 et 4 abstentions ; p. 1122.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**CREDITS SUPPLEMENTAIRES.**

*Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1961 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1960 et antérieurs.*

Doc. — N° 6 : Exposé des motifs et projet de loi.

N° 9 : Amendements présentés par le Gouvernement.

N° 12 : Rapport de M. Wiard + Annexes.

N° 38 : Amendement proposé par le Gouvernement.

N° 55 : Amendements proposés par M. Van Houtte au texte adopté par la Commission.

Ann. — Discussion générale jointe à celle des budgets des Voies et Moyens et des Recettes extraordinaires pour l'exercice 1962.

*Discussion des articles du tableau (20 décembre 1961).*

(Texte présenté par la commission).

Les articles du Titre 1<sup>er</sup> des tableaux relatifs aux budgets de la Dette publique, des Pensions, des Dotations, des Non-Values et Remboursements, des Services du Premier Ministre, du Ministère de la Justice ainsi que les articles relatifs au budget du Ministère de l'Intérieur, à l'exception de l'article 25-4 (nouveau) sont successivement mis aux voix et adoptés ; p. 398.

Art. 25-4 (nouveau).

L'amendement du Gouvernement est adopté ;

L'article, ainsi amendé, est adopté ; p. 398.

Les articles relatifs au budget du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, à l'exception de l'article 24-5, sont successivement mis aux voix et adoptés ; p. 398.

Art. 24-5.

Intervention de MM. DEQUAE, m.f., VAN HOUTTE, HOUARDY, GILLON et ROLIN ;

L'article est rejeté (vote nominatif) ; pp. 398 à 400.

Les articles relatifs au Ministère de la Défense nationale, à l'exception de l'article 28-8, sont successivement mis aux voix et adoptés ; p. 400.

Art. 28-8.

L'article est rejeté (vote nominatif) ; p. 400.

Les autres articles du Titre 1<sup>er</sup> ainsi que les articles du Titre II sont successivement mis aux voix et adoptés ; p. 400.

*Discussion des articles du projet de loi (20 décembre 1961).*

Art. 1<sup>er</sup> à 23.

Adoptés sans observations ; pp. 400 à 405.

Vote (20 décembre 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 93 voix contre 9 et 5 abstentions ; p. 434.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

**ORGANISMES ET SERVICES DECLARES NULS.**

Ann. — Rapports rédigés par le comité de liquidation pour le deuxième semestre 1961. — Transmis par le Ministre des Finances ; p. 1111 (24 mai 1962).

Rapports rédigés par le comité de liquidation pour le premier semestre 1962. — Transmis par le Ministre des Finances ; p. 1635 (2 octobre 1962).

**REGLEMENT DEFINITIF DES BUDGETS.**

*Projet de loi contenant le règlement définitif des budgets des exercices 1956, 1957 et 1958 et des budgets d'organismes d'intérêt public pour les années 1956, 1957 et 1958 ou pour des années antérieures.*

Doc. — N° 94 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.  
N° 140 : Rapport de M. Wiard.

Ann. — Pas de discussion générale.

**Finances. — COMPTABILITE DE L'ETAT (suite).****REGLEMENT DEFINITIF DES BUDGETS (suite).***Discussion des articles (7 mars 1962).**Art. 1<sup>er</sup> à 60.*

Adoptés sans observations; pp. 775 à 793.

*Vote (7 mars 1962).*

L'ensemble du projet de loi est adopté par 134 voix contre 1; p. 797.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**DETTE PUBLIQUE.****CAISSE D'AMORTISSEMENT.***Ann. — Compte de gestion de la Caisse pour l'année 1960. — Transmis par le Premier Président de la Cour des Comptes; p. 6 (14 novembre 1961).**Rapport sur les opérations d'amortissement de la Dette publique effectuées en 1961. — Transmis par le Ministre des Finances; p. 1264 (28 juin 1962).***DOMAINES.***Projet de loi domaniale.**Doc. — N° 355 : Rapport de M. Godin.**Ann. — Pas de discussion générale.**Discussion des articles (25 juillet 1962).**Art. 1<sup>er</sup> et 2.*

Adoptés sans observations; pp. 1623 à 1627.

*Vote (25 juillet 1962).*

L'ensemble du projet de loi est adopté par 123 voix et 2 abstentions; pp. 1628, 1629.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

*Projet de loi relatif à l'aliénation et à la location des immeubles domaniaux de l'Etat.**Doc. — N° 356 : Rapport de M. Godin.**Ann. — Discussion générale (25 juillet 1962).**Intervention de M. GODIN, rapp. (concernant la portée du projet); p. 1627;**La discussion générale est close.**Discussion des articles (25 juillet 1962).**Art. 1<sup>er</sup> à 4.*

Adoptés sans observations; pp. 1627, 1628.

*Vote (25 juillet 1962).*

L'ensemble du projet de loi est adopté par 123 voix et 2 abstentions; pp. 1628, 1629.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**REDRESSEMENT FINANCIER.***Projet de loi modifiant le titre IV, chapitre V, de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier.**Doc. — N° 17 : Exposé des motifs et projet de loi.**N° 33 : Amendement présenté par le Gouvernement.**N° 37 : Amendements présentés par le Gouvernement.**N° 77 : Rapport de M. Neybergh.**N° 97 : Amendement proposé par M. Allard au texte présenté par la Commission.**N° 98 : Amendement proposé par M. De Baeck au texte présenté par la Commission.**N° 99 : Amendements proposés par M. Merchiers au texte présenté par la Commission.**Ann. — Discussion générale (30 janvier 1962).**Discours de MM. A. GILSON, m.i.f.p. (concernant l'impuissance des communes à réaliser l'équilibre de leur budget, la nécessité d'un assainissement fondamental, les points du programme de redressement: un contrôle plus rigoureux des dépenses, un meilleur fonctionnement des institutions com-***Finances. — REDRESSEMENT FINANCIER (suite).***munales par de nouvelles méthodes d'organisation, la fusion des communes et la réalisation des grandes agglomérations, la mise en œuvre du principe de la responsabilité communale par la répartition des Fonds communaux en fonction des besoins réels des communes et par l'élargissement de la fiscalité communale; la modération du projet, les exonérations qu'il prévoit, la suppression des discriminations économiques, la création d'un fonds spécial, la durée de la loi); pp. 510 à 512;**Observations de M. HARMEGNIES; p. 510;**NEYBERGH, rapp. (concernant le nombre de communes présentant un budget en déficit, l'inadaptation des dotations du Fonds des communes et du Fonds communal d'assistance publique, l'extension du pouvoir fiscal des communes par la loi unique, le contrôle des dépenses par l'autorité supérieure, le principe de la responsabilité financière des communes, les taxations proposées par le ministre, la situation des grands invalides bénéficiant de l'exemption de la taxe de roulage à l'égard d'additionnels communaux à cette taxe); pp. 512, 513;**Observations de MM. HARMEGNIES, ORBAN et A. GILSON; p. 513;**MERCHERS (concernant les dispositions prévues par la loi unique en vue d'assainir les finances communales, le milliard enlevé au Fonds des communes par la loi unique, l'augmentation des centimes additionnels qui favorisera l'exode des habitants des grands centres, le manque de vigilance de la part du Gouvernement à l'égard de dépenses injustifiées, la perception généralisée de l'impôt de 5 p.c. sur les sociétés); pp. 513 à 515;**Observations de MM. HARMEGNIES et DE MAN; pp. 514, 515;**HARMEGNIES (concernant le problème des finances provinciales, l'accroissement des charges qui pèsent sur les communes, la réduction du Fonds des communes lorsque fut voté le pacte scolaire, la quote-part des communes dans les impôts de l'Etat, la diminution de la taxe communale sur les traitements et salaires, le recours des communes à l'emprunt); pp. 515, 516;**NIHOUL (concernant les avantages de la loi de 1948, la quotité du Fonds des communes affectée à l'article 18 de la loi de 1948, la restitution d'une part du pouvoir de taxation aux communes par la loi unique, la réduction de la possibilité de taxation communale du revenu professionnel, la création d'un nouveau Fonds de 400 millions dont bénéficieront les communes à finances obérées, les contradictions entre le projet en discussion et le projet de réforme fiscale); pp. 516 à 518;**Observations de MM. HERCOT, DELMOTTE et A. GILSON; p. 517;**HERCOT (concernant la levée d'impôts nouveaux par les communes, le renforcement du contrôle des autorités supérieures sur les dépenses communales, la prise en charge par l'Etat de la consolidation des déficits accumulés des communes, l'impossibilité pour les communes pauvres d'encore entreprendre des travaux extraordinaires); pp. 518, 519;**de STEXHE (concernant les charges fiscales découlant du projet, l'impôt sur les personnes morales, les additionnels à la taxe professionnelle, la majoration des additionnels à la contribution foncière, l'abandon des mesures d'économie que contenait la loi unique, les dispositions en matière de cadre et de traitements du personnel communal, les modalités de répartition du Fonds des communes, la restitution d'un milliard au Fonds des communes, la diminution de la responsabilité financière des communes, le caractère transitoire du projet, la perception des centimes additionnels à la taxe de circulation et à la taxe professionnelle, la majoration de 5 p.c. de l'impôt d'Etat sur les sociétés); pp. 519 à 524;**Observations de MM. A. GILSON, DELMOTTE, P. DE SMET, DE WINTER, HARMEGNIES, MACHTENS, ADAM et TRAPPENIERS; pp. 519 à 523;**MACHTENS (concernant l'exonération d'additionnels pour les petits revenus, le problème des grandes agglomérations, la quote-part d'un neuvième du produit des taxes alimentant le Fonds des communes, le problème du Fonds d'assistance publique); pp. 524, 525;**Observations de MM. VERSE, de STEXHE, MOUREAUX, DE WINTER, MERCHERS et HARMEGNIES; pp. 524, 525;**CLAEYS (concernant le rétablissement de la responsabilité financière des communes, la spoliation des recettes communales au profit de l'Etat, la suppression de l'octroi, les Fonds des communes créés depuis 1860, la diminution de la quote-part des communes dans les taxes perçues par*

**Finances. — REDRESSEMENT FINANCIER (suite).**

l'Etat, les nouvelles taxes communales, la situation financière des grandes villes, les charges nationales ou régionales qui leur incombent, l'intervention demandée à la ville de Gand pour le conservatoire royal de musique de cette ville, le rendement des nouveaux impôts à Gand); pp. 525 à 527;

HAMBYE (concernant le caractère transitoire du projet, la perception des additionnels à la taxe professionnelle retenue à la source, la création d'un Fonds spécial de 400 millions de francs, l'impôt additionnel nouveau sur les sociétés, l'article 2 du projet); pp. 527, 528;

Observations de MM. A. GILSON et de STEXHE; p. 528;

TRAPPENIERS (concernant l'adoucissement des dispositions prévues dans la loi unique, la perception par l'Etat d'additionnels à la taxe mobilière pour la création d'un Fonds de 400 millions, le principe de solidarité qui le justifie); pp. 528, 529;

VANDENBUSSCHE (concernant les problèmes financiers des communes rurales notamment en matière d'additionnels à l'impôt foncier); pp. 529, 530;

VERSE (motive son opposition au projet); p. 530;

Observations de M. A. GILSON; p. 530.

*Reprise de la discussion générale* (31 janvier 1962 — matin).

Discours de MM. DELMOTTE (concernant la suppression des ristournes aux communes de quotes-parts d'impositions levées par l'Etat, la loi Vermeylen de 1948, les communes pauvres, les critères de répartition du Fonds des communes); p. 532;

DE BRUYNE (concernant la création d'un Fonds spécial de 400 millions, le rendement des additionnels à l'impôt foncier dans les communes industrielles et autres, l'opposition de membres du P.S.C. au projet, l'approbation du projet de loi par les socialistes); pp. 532 à 534;

ALLARD (concernant la constitution d'un Fonds spécial de 400 millions); p. 534;

NOEL (concernant le principe de l'autonomie communale invoquée pour justifier le projet, la double condition de lever 800 ou 1000 centimes additionnels inscrite dans le projet, les répercussions de la péréquation cadastrale, l'établissement du coefficient moyen de péréquation pour chaque commune, les additionnels à la taxe professionnelle et à la taxe de roulage); pp. 534 à 536;

A. GILSON, m.i.f.p. (répond aux orateurs concernant notamment le maintien des principes de la loi unique, la restitution du milliard enlevé au Fonds des communes par la loi unique, la suppression de la discrimination économique qui résultait de l'imposition communale sur les sociétés, le seuil des 1000 centimes additionnels prévu dans le projet, les critères de répartition du Fonds des communes, les frais pour fournitures classiques, le cas des véhicules automobiles qui bénéficient d'une exemption de la taxe de l'Etat); pp. 536 à 541;

Observations de MM. HARMEGNIES, de STEXHE, HOU-GARDY, OBLIN, le PRESIDENT, NOEL et VAN HOUTTE; pp. 536 à 540;

HAMBYE (précise deux questions posées au Ministre de l'Intérieur); p. 541;

Observations de M. A. GILSON; p. 541;

DE MAN (concernant la nécessité de la responsabilité financière des communes, les économies sur le plan communal, le Fonds de 400 millions de francs, le système d'amortissement d'emprunt imposé aux communes); pp. 541, 542;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles* (31 janvier 1962 — matin).  
(Texte présenté par la commission).

*Art. 1<sup>er</sup>.*

Intervention de M. MERCHIERS; le vote sur l'amendement de M. MERCHIERS et sur l'article est réservé; pp. 542, 543.

*Art. 2.*

Intervention de MM. A. GILSON et ALLARD (qui retire son amendement); le vote sur l'amendement de M. MERCHIERS est réservé;

Intervention de MM. DE BAECK et A. GILSON; l'amendement de MM. DE BAECK et DEKEYZER est adopté;

Le vote sur l'article est réservé; pp. 544, 545.

*Art. 3.*

Adopté sans observations; p. 545.

**Finances. — REDRESSEMENT FINANCIER (suite).**

*Discussion des articles réservés* (31 janvier 1962 — après-midi).

*Art. 1<sup>er</sup>.*

L'amendement de M. MERCHIERS est rejeté;

L'article est adopté; pp. 552, 553.

*Art. 2.*

L'amendement de M. MERCHIERS est rejeté;

L'article 2, tel qu'il a été amendé au cours de la séance précédente, est adopté; p. 553.

L'article 2, amendé, est remis aux voix et définitivement adopté; p. 553.

*Vote* (31 janvier 1962 — après-midi).

M. DE BAECK justifie son vote; p. 553.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 107 voix contre 14 et 20 abstentions; pp. 553, 554.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

*Proposition de loi complétant l'article 118 de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier.*

*Doc.* — N° 165: Proposition de loi de M. Van Cauwenberghé.

*Ann.* — Prise en considération. — Renvoi en commission; p. 938 (27 mars 1962).

**Finances. — V. aussi Affaires étrangères.****Finances communales. — V. Finances/Redressement financier.****Fonds communs de placement. — V. Impôts/Impôts indirects. — Droits de timbre.****Fonds des constructions scolaires. — V. Enseignement.****Fonds d'investissement agricole. — V. Agriculture.****Fonds monétaire international. — V. Affaires étrangères/Finances.****Fonds social de l'industrie diamantaire. — V. Sécurité sociale.****Forces armées. — V. Affaires étrangères.****Fractions de franc. — V. Sécurité sociale.****Fusion de sociétés. — V. Impôts/Impôts directs — Revenus.****G****Guerre.****ANCIENS COMBATTANTS.**

*Projet de loi prorogeant le délai d'introduction des demandes d'octroi de la dotation prévue par le statut des militaires qui ont effectué du service pendant la guerre 1940-1945 dans les Forces belges en Grande-Bretagne.*

*Doc.* — N° 202: Exposé des motifs et projet de loi.  
N° 293: Rapport de M. Flamme.

*Ann.* — *Discussion générale* (12 juillet 1962).

Intervention de M. FLAMME, rapp. (qui rappelle la portée du projet); p. 1402;

La discussion générale est close.

**Guerre. — ANCIENS COMBATTANTS (suite).**

*Discussion des articles* (12 juillet 1962).

*Art. 1<sup>er</sup> et 2.*

Adoptés sans observations; p. 1402.

*Vote* (12 juillet 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 142 membres présents; pp. 1433, 1434.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

**PRISONNIERS DE GUERRE.**

*Projet de loi fixant date de forclusion pour l'introduction des demandes tendant à la reconnaissance de la qualité de prisonnier de guerre de 1940-1945.*

*Doc. — N° 211 : Exposé des motifs et projet de loi.*  
*N° 296 : Rapport de M. Moreau de Melen.*

*Ann. — Pas de discussion générale.*

*Discussion de l'article unique* (18 juillet 1962).

Adopté sans observations; p. 1472.

*Vote* (19 juillet 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 129 membres présents; pp. 1515, 1516.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

**VICTIMES DE LA GUERRE (O.N.A.C.).**

*Projet de loi modifiant la loi du 2 avril 1958 attribuant à l'Œuvre Nationale des Anciens Combattants et des Victimes de la guerre (O.N.A.C.), en vue d'une aide sociale aux bénéficiaires de cette œuvre, des fonds non réclamés provenant des salaires gagnés pendant la guerre 1940-1945 en Allemagne ou dans les territoires occupés par l'Allemagne.*

*Doc. — N° 47 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.*  
*N° 146 : Rapport de M. Smet.*

*Ann. — Discussion générale* (20 mars 1962).

*Intervention de M. SMET, rapp. (concernant l'adoption du projet par la commission unanime); p. 867;*

*La discussion générale est close.*

*Discussion des articles* (20 mars 1962).

*Art. 1<sup>er</sup> et 2.*

Adoptés sans observations; p. 867, 868.

*Vote* (20 mars 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 125 membres présents; pp. 875, 876.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**H****Habitations.**

*Proposition de loi modifiant l'arrêté du Régent du 12 août 1948 déterminant les conditions mises à l'octroi de primes à fonds perdus à la construction, par l'initiative privée, d'habitations à bon marché et de petites propriétés terriennes.*

*Nouvel intitulé : Proposition de loi abrogeant certaines dispositions légales déterminant les conditions mises à l'octroi des avantages consentis pour la construction ou l'achat, par l'initiative privée, d'habitations sociales, de petites propriétés terriennes ou d'habitations y assimilées.*

*Ann. — Discussion générale* (21 novembre 1961).

*Discours de M. VANDERMEULEN, rapp. (concernant la portée de la proposition); p. 51;*

*La discussion générale est close.*

**Habitations (suite).**

*Discussion des articles* (21 novembre 1961).  
(Texte présenté par la commission).

*Art. 1<sup>er</sup> et 2.*

Adoptés sans observations; pp. 51, 52.

Le nouvel intitulé est adopté; p. 52.

*Vote* (21 novembre 1961).

L'ensemble de la proposition de loi est adopté à l'unanimité des 133 membres présents; p. 59.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

**FONDS NATIONAL DU LOGEMENT.**

*Projet de loi prorogeant les délais fixés par la loi du 29 mai 1948 portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations sociales et à l'acquisition de petites propriétés terriennes et par la loi du 15 avril 1949 instituant un Fonds national du logement.*

*Ann. — Discussion générale* (21 novembre 1961).

*Discours de M. STUBBE, rapp. (concernant le but du projet); p. 52;*

*La discussion générale est close.*

*Discussion des articles* (21 novembre 1961).

*Art. 1<sup>er</sup> et 2.*

Adoptés sans observations; p. 53.

*Vote* (21 novembre 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 133 membres présents; p. 59.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

**Hôtellerie. — V. Commerce et Industrie.****Huile d'olive. — V. Affaires étrangères/Agriculture et Horticulture.****Huissiers. — V. Organisation judiciaire.****Hygiène et Santé.****EDUCATION PHYSIQUE.**

*Projet de loi modifiant la loi du 15 mars 1956 créant l'Institut National de l'Education Physique et des Sports et organisant le contrôle des entreprises de concours de paris sur épreuves sportives.*

*Doc. — N° 182 : Exposé des motifs et projet de loi.*  
*N° 194 : Rapport de M. Verhaest.*

*Ann. — Discussion générale* (3 avril 1962).

*Discours de MM. LEFEVRE, p.m. (concernant les modalités du transfert de l'I.N.E.P.S. au département de l'Education nationale, l'étude des problèmes de la jeunesse par une commission spéciale); p. 1038;*

*VERHAEST, rapp. (formule des réserves concernant le transfert de l'I.N.E.P.S.; concernant l'installation d'une commission spéciale pour l'étude des problèmes de la jeunesse, la portée du projet); pp. 1038, 1039;*

*Observations de M. LEFEVRE; p. 1039;*

*MOUREAUX (concernant l'engagement qui avait été pris par le Premier Ministre de placer l'I.N.E.P.S. sous l'autorité du ministre de l'Education nationale, les mesures en vue de l'établissement d'un équilibre idéologique à l'I.N.E.P.S., le droit de veto accordé à chacun des ministres de l'Education nationale); pp. 1039, 1040;*

*Observations de MM. REMSON, DEHOUSSE, DELBOUILLE et LAUWEREINS; p. 1039;*

**Hygiène et Santé. — EDUCATION PHYSIQUE (suite).**

VAN HEMELRIJCK (concernant le souci du P.S.C. d'éviter une étatisation de l'éducation physique, le concept de la neutralité, les expropriations exagérées qui sont faites lors de la création de chaque nouvel établissement d'enseignement de l'Etat, la promesse de réforme du département de l'Education nationale, la constitution d'une commission spéciale chargée d'examiner les problèmes de la jeunesse, les attributions de l'organisme qui se substituera à l'I.N.E.P.S.); pp. 1040, 1041;

Observations de M. DEVUYST; p. 1040;

DE GRAUW (concernant l'inquiétude du P.S.C. suscitée par le transfert de l'I.N.E.P.S., les garanties prévues dans l'article 5 du projet, l'accroissement des dépenses administratives de l'I.N.E.P.S. qui résultera du projet, le malaise qui règne au sein de la majorité); pp. 1051, 1052;

Observations de MM. MOULIN, DELMOTTE, HANOTTE, RASSART et le PRESIDENT; pp. 1051, 1052;

LEDoux (concernant la gravité du problème posé par le transfert de l'I.N.E.P.S.; déclare qu'il ne votera pas le projet); pp. 1052, 1053;

Observations de M. DELOR; p. 1052;

R. HOUBEN (concernant l'alignement de l'I.N.E.P.S. sur le sport lors de sa création, les objections formulées par les milieux P.S.C. lors de la création de l'I.N.E.P.S., son rattachement au département de l'Education nationale ou à celui des Affaires culturelles, l'absence de justification du transfert dans le projet transitoire, la nécessité de garanties quant à la compétence du Ministre, Adjoint à l'Education nationale et à la Culture); pp. 1053, 1054;

Observations de M. GILLON; p. 1053;

DIEPENDAELE (s'étonne de l'attitude des membres flamands du groupe P.S.C. et déclare que son groupe votera contre le projet); p. 1054;

Observations de MM. SLEDSSENS et VAN HEMELRIJCK; p. 1054;

ROLIN (concernant la prévision du transfert de l'I.N.E.P.S. dans le programme gouvernemental, la formule de l'équilibre linguistique et idéologique); p. 1054.

*Reprise de la discussion générale* (4 avril 1962).

Discours de MM. CUSTERS, m.s.p.f. (répond aux orateurs et traite notamment de la recherche d'une solution définitive pour le problème de l'I.N.E.P.S., du régime transitoire et des garanties prévues, du pouvoir de tutelle des deux ministres, du contrôle médico-sportif); pp. 1064, 1065;

le baron de DORLODOT (motive son vote négatif); p. 1065;

Observations de M. REMSON; p. 1065;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles* (4 avril 1962).  
(Texte présenté par la commission).

Art. 1<sup>er</sup> à 6.

Adoptés sans observations; pp. 1065, 1066.

Vote (4 avril 1962).

M. ORBAN justifie son vote; p. 1071.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 99 voix contre 27 et 10 abstentions; pp. 1071, 1072.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

**POLLUTION DES EAUX.**

*Projet de loi sur la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures.*

Doc. — N° 210: Rapport de M. Stubbe.

Ann. — Pas de discussion générale.

*Discussion des articles* (12 avril 1962).

Art. 1<sup>er</sup> à 18.

Adoptés sans observations; pp. 1090 à 1092.

Vote (12 avril 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 133 membres présents; p. 1094.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

**I****Impôts.****IMPOTS DIRECTS.****JEUX ET PARIS.**

*Projet de loi tendant à remédier à la double imposition en matière de taxe sur les jeux et paris, frappant les enjeux et les prix ou récompenses dans les concours de paris sur les résultats d'épreuves sportives.*

Doc. — N° 168: Rapport de M. Lacroix.

Ann. — *Discussion générale* (20 mars 1962).

Intervention de M. LACROIX, rapp.; p. 878.

La discussion générale est close.

*Discussion des articles* (20 mars 1962).

Art. 1<sup>er</sup> et 2.

Adoptés sans observations; p. 878.

Vote (20 mars 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 129 membres présents; p. 879.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**REVENUS.**

*Proposition de loi tendant à améliorer la perception de la taxe mobilière par des simplifications des formalités administratives.*

Ann. — Retrait de la proposition; p. 175 (29 novembre 1961).

*Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus.*

Doc. — N° 263: Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 366: Rapport de MM. Van Houtte et L. Desmet + Annexes.

N° 367: Amendements présentés par le Gouvernement au texte adopté par la commission.

N° 369: Amendements proposés par M. Sckaert.

N° 370: Amendement proposé par M. De Baeck.

N° 371: Amendement proposé par M. Godin.

N° 372: Amendement proposé par M. Dua.

N° 377: Amendements proposés par M. Versé.

N° 378: Amendements proposés par M. Versé.

N° 379: Amendements proposés par M. Versé.

N° 380: Amendements proposés par M. Versé.

N° 381: Amendement proposé par M. Janne.

N° 382: Amendements proposés par M. Harmegnies.

N° 383: Amendements proposés par M. Vreven.

N° 384: Amendement proposé par M. Lilar.

N° 385: Amendement proposé par M. Hougardy.

N° 386: Amendement proposé par M. Moureaux.

N° 387: Amendement proposé par M. Adam.

N° 388: Amendement proposé par M. Ligot.

N° 389: Amendement proposé par M. Noël.

N° 392: Amendements proposés par M. Van Laeys.

N° 393: Amendement proposé par M. Wiard.

N° 394: Amendement proposé par M. Lacroix.

N° 395: Amendements proposés par M. Maisse.

N° 397: Amendements proposés par M. Vreven.

N° 398: Amendements proposés par M. Moureaux.

N° 399: Amendements proposés par M. Hougardy.

N° 401: Amendement proposé par M. Versé.

N° 402: Amendement proposé par M. Versé.

N° 405: Amendements proposés par M. De Baeck.

N° 406: Amendements proposés par M. Noël.

N° 408: Amendement proposé par M. Hougardy.

N° 409: Amendements proposés par M. De Baeck.

N° 410: Amendement proposé par M. Van Laeys.

N° 411: Amendements proposés par M. Vreven.

N° 412: Amendement proposé par M. Moureaux.

N° 413: Amendements proposés par M. Nihoul.

N° 414: Amendement proposé par M. Adam.

N° 415: Amendement proposé par M. Piron.

N° 419: Amendement proposé par M. Adam.

N° 420: Amendements présentés par le Gouvernement.

**Impôts. — IMPOTS DIRECTS (suite).**  
REVENUS (suite).*Ann. — Discussion générale* (2 octobre 1962).

Intervention de M. le **PRESIDENT** (qui félicite et remercie les rapporteurs, MM. VAN HOUTTE et L. DESMET) ; p. 1636 ;

Discours de MM. DEQUAE, m.f. (concernant l'examen approfondi du projet en commission, l'objectivité qui a présidé aux débats ; remercie les rapporteurs ; concernant la nécessité d'une réforme fiscale, les défauts de la législation actuelle, l'incidence de la déductibilité, l'interprétation du principe *non bis in idem*, les fraude et évasion fiscales ; le principe de base de la réforme : une répartition plus équitable des charges fiscales ; la globalisation des revenus, la suppression de la déductibilité, les trois précomptes, le précompte immobilier, le précompte mobilier, la nécessité de précomptes ; la limitation de l'impôt global à un taux de 50 p.c., la normalisation de la progressivité, l'impossibilité de maintenir la déductibilité dans le système de l'impôt global, la diminution du revenu global de l'Etat qui en découlerait ; la répercussion générale de la réforme, la lutte contre la fraude, les diminutions d'impôts pour les personnes physiques, la diminution de la taxation du capital à risques, l'augmentation de la taxation des bénéfices réservés, le nouveau régime des amortissements dégressifs ; les amendements du Gouvernement, l'amendement à l'article 11 relatif à la non-déductibilité ; déclare qu'il posera la question de confiance à ce sujet) ; pp. 1636 à 1641 ;

L. **DESMET**, rapp. (rend hommage à M. P. DE SMET, Président de la commission des Finances et au co-rapporteur, M. VAN HOUTTE ; concernant les principes directeurs de la réforme fiscale, la globalisation des revenus, le cumul des revenus d'époux, la non-déductibilité, les précomptes, une plus juste perception de l'impôt, l'institution d'un impôt spécifique des sociétés, la suppression de l'article 52 des actuelles lois coordonnées, le nouveau régime des revenus mobiliers, le paiement de l'impôt par le créancier du revenu, le remboursement du précompte mobilier à partir de l'exercice 1966, les réactions suscitées par la réforme fiscale) ; pp. 1641 à 1644 ;

P. **DE SMET** (se déclare très satisfait du travail de la commission des Finances, rend hommage aux deux rapporteurs) ; pp. 1644, 1645 ;

**VREVEN** (concernant le travail fourni par la commission des Finances, le grand nombre de modifications apportées au projet par la commission, la réalisation de la réforme fiscale en quatre temps, le manque d'étude et de préparation préalables au dépôt du projet de loi en cause, l'opposition au projet, la taxation des revenus de carnets d'épargne, les effets de la réforme sur le revenu cadastral, le rétablissement du cumul des revenus des époux, la suppression de la déductibilité des impôts, la fixation à 50 p.c. de la limite absolue de la charge fiscale, l'augmentation de la fiscalité par la dépréciation de la monnaie, la taxation des sociétés, l'incidence néfaste de la réforme sur l'autofinancement des petites et moyennes entreprises, la prétendue simplification, l'assainissement des finances ; déclare que le projet de réforme fiscale est inacceptable) ; pp. 1645 à 1649 ;

Observations de M. **DEQUAE** ; p. 1646 ;

**NIHOUL** (concernant les objectifs du projet : simplification fiscale, assainissement des finances de l'Etat, plus grande justice fiscale ; les effets de la loi unique, le problème de l'intégration de la fiscalité communale dans la fiscalité nouvelle, la suppression de la déductibilité) ; pp. 1649, 1650 ;

Observations de MM. **DEQUAE** et **TRAPPENIERS** ; pp. 1649, 1650.

*Reprise de la discussion générale*  
(3 octobre 1962 — matin).

Discours de MM. **MOLTER** (déclare que le projet de réforme fiscale ne satisfait pas entièrement le groupe socialiste ; concernant les améliorations que le projet apporte au régime fiscal actuel, la simplification fiscale, la globalisation des revenus, la suppression de la déductibilité des impôts, l'impôt sur les bénéfices des sociétés, l'adaptation du principe *non bis in idem* de l'article 52 des actuelles lois coordonnées, la taxation des holdings, les dispositions du projet tendant à favoriser l'expansion économique, la lutte contre la fraude fiscale, la progressivité insuffisante des barèmes de taxation pour les personnes physiques, l'instauration d'une réglementation privilégiée pour les professions libérales, le problème de l'adaptation de l'impôt pour raisons familiales, le dégrèvement excessif de certains revenus d'origine étran-

**Impôts. — IMPOTS DIRECTS (suite).**  
REVENUS (suite).

gère, les abattements appliqués sur les revenus fonciers globalisés, les barèmes de taxation des sociétés, l'impôt sur les pensions, le cumul des revenus d'époux, l'indexation des barèmes fiscaux ; la réforme fiscale dans le cadre de la politique économique et financière du Gouvernement) ; pp. 1653 à 1659 ;

**GODIN** (concernant le bouleversement de la loi antérieure, la complication du régime nouveau, l'erreur psychologique commise en présentant une nouvelle réforme fiscale, la question de la déductibilité) ; pp. 1659, 1660 ;

Observations de MM. **DE BLOCK** et **HARMEGNIES** ; p. 1660 ;

**NOEL** (concernant l'accroissement des charges fiscales sur les salaires, la disproportion entre impôts directs et impôts indirects, l'augmentation de la taxe de transmission due à la loi unique, les déclarations du ministre à propos de la fiscalité indirecte, l'incidence de la péréquation cadastrale, la fiscalité communale sur les revenus, les mesures prises en faveur des trusts, l'absence d'indexation des barèmes fiscaux, la discussion de la question de l'indexation lors de l'examen du budget des voies et moyens, la déductibilité, l'examen des amendements sur l'indexation) ; pp. 1660 à 1664 ;

Observations de MM. **VAN HOUTTE**, **LACROIX**, **DE BLOCK**, **DEQUAE**, **TIELEMANS**, m.adj.f. et **JENNARD** ; pp. 1662 à 1664.

*Reprise de la discussion générale*  
(3 octobre 1962 — après-midi).

Discours de MM. **WARNANT** (concernant l'accroissement des recettes fiscales que visait le projet, l'élévation de la fiscalité en Belgique, l'augmentation des dépenses publiques, l'absence de simplification dans la réforme, l'accroissement de la fiscalité applicable aux entreprises, le rétablissement du cumul des revenus d'époux, la suppression de la déductibilité, les mesures prévues pour lutter contre la fraude fiscale, la portée doctrinale du projet) ; pp. 1666 à 1669 ;

Observations de MM. **HARMEGNIES**, **ORBAN**, **TIELEMANS**, **DE BLOCK** et **DEQUAE** ; pp. 1668, 1669 ;

**WIARD** (concernant l'indexation, les possibilités d'expansion économique contenues dans le projet, le système d'amortissement dégressif, le régime de taxation des plus-values, l'imposition des bénéfices distribués des capitaux à risque, le régime des provisions pour créances douteuses, l'impôt spécifique sur les bénéfices des sociétés, l'attribution de tous revenus mobiliers bruts d'impôts) ; pp. 1669 à 1672 ;

Observations de MM. **HOUGARDY**, **WARNANT** et **DE BLOCK** ; pp. 1669 à 1671 ;

**ADAM** (concernant les principales répercussions du projet sur le plan économique, la neutralité de la réforme fiscale, l'impôt spécifique sur les sociétés, l'impact de la réforme fiscale sur les bénéfices des sociétés commerciales, la taxation des bénéfices distribués, le régime des plus-values, la suppression des distorsions entre les différents modes de crédit, les absorptions ou fusions de sociétés, le régime spécial prévu pour les sociétés de personnes, les amendements du Gouvernement relatifs aux provisions déductibles et à la fusion ou à l'absorption de sociétés, les lacunes du projet quant aux participations industrielles et aux amortissements) ; pp. 1672 à 1674 ;

Observations de MM. **DEQUAE**, **VAN HOUTTE** et **ORBAN** ; pp. 1672 à 1674 ;

**HOUGARDY** (regrette que le projet en discussion ait un but politique ; concernant la technicité des lois fiscales et en particulier de la réforme fiscale, la discrimination entre indépendants et salariés, la majoration des charges fiscales des sociétés, le maintien de l'augmentation de la taxe de transmission, le retard dans l'envoi des avertissements-extraits de rôles ; propose le renvoi en commission pour l'étude des documents communiqués par le Ministre des Finances la veille du jour du débat en séance publique) ; pp. 1674 à 1676 ;

Observations de M. **GILLON** ; p. 1675 ;

**DE BAECK** (concernant la majoration de la charge fiscale pour certaines sociétés, l'assainissement financier dans divers secteurs des assurances sociales et aux chemins de fer ; la simplification fiscale, une perception plus équitable des impôts ; la non-déductibilité, les arguments invoqués pour la justifier, les raisons de maintenir la déductibilité) ; pp. 1677 à 1680 ;

Observations de MM. **VREVEN**, **DEQUAE** et **DE BRUYNE** ; pp. 1677 à 1680 ;

**Impôts. — IMPOTS DIRECTS (suite).**  
REVENUS (suite).

Intervention de MM. le **PRESIDENT** (qui donne connaissance d'une proposition de renvoi en commission de l'article 11), **DEQUAE, VREVEN, HARMEGNIES, HOU-GARDY, VAN HOUTTE** et **P. DE SMET** ;

La proposition de renvoi en commission est retirée ; pp. 1681, 1682 ;

Discours du baron de **DORLODOT** (expose les raisons pour lesquelles il ne votera pas le projet) ; pp. 1682, 1683.

*Reprise de la discussion générale*  
(4 octobre 1962 — matin).

Discours de MM. **LILAR** (concernant les problèmes de l'établissement et de la perception des impôts, les rapports des commissions présidées par M. l'Avocat Général Ganshof van der Meersch, les mesures provisoires prévues dans le titre VI du projet) ; pp. 1685, 1686 ;

Observations de M. **TIELEMANS** ; p. 1686 ;

**VAN LAEYS** (concernant l'injustice de la globalisation de tous les revenus pour celui qui travaille et épargne, la charge des additionnels communaux pour celui qui a converti son épargne en biens immeubles, les exemples donnés dans la brochure « Finances publiques et réforme fiscale », la pénalisation de l'effort de l'épargnant, le problème de la déductibilité) ; pp. 1686 à 1689 ;

Observations de MM. le **PRESIDENT** et **TIELEMANS** ; pp. 1688, 1689 ;

**MERCHIERS** (concernant les raisons qui ont rendu nécessaire une réforme fiscale, la complexité du système fiscal ; la globalisation et les précomptes prévus dans la réforme, l'avis du Conseil supérieur des Classes moyennes au sujet de la globalisation ; la taxation des pensions de vieillesse, la situation faite aux indépendants et aux professions libérales dans la réforme ; les difficultés qui découleront de la mise en application de la réforme, l'absence de mesures d'assainissement des finances publiques) ; pp. 1689 à 1691 ;

**MOUREAUX** (concernant les protestations qui ont accueilli le projet de réforme fiscale, l'argument de l'intégration de la législation fiscale belge dans le cadre d'une législation fiscale européenne, la complexité du projet, la suppression de la déductibilité, l'application de la déductibilité dans les pays étrangers, le rétablissement du cumul des revenus d'époux) ; pp. 1691 à 1694 ;

Observations de MM. **TIELEMANS** et **MOULIN** ; pp. 1691 à 1694.

*Reprise de la discussion générale*  
(4 octobre 1962 — après-midi).

Discours de M. **DEQUAE, m.f.** (répond aux orateurs ; traite notamment de l'opposition au projet, de la péréquation cadastrale, de la fiscalité communale, des répercussions de la réforme fiscale pour l'économie et pour l'épargne, du ralentissement de l'augmentation de la dette publique, du rapport entre impôts directs et indirects, de l'indexation des impôts, de la non-déductibilité) ; pp. 1695 à 1699 ;

Observations de MM. **DE BAECK, ORBAN, MOUREAUX** et **NOEL** ; pp. 1696 à 1699 ;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles* (4 octobre 1962 - après-midi).  
(Texte présenté par la commission).

*Art. 1<sup>er</sup>.*

Intervention de M. **VAN HOUTTE** ;  
L'article est adopté ; pp. 1700 à 1702.

*Art. 2.*

Intervention de MM. **GODIN, DEHOUSSE, DEQUAE** et **VAN HOUTTE** ; observations de MM. **ORBAN, DE BLOCK, le PRESIDENT, HOU-GARDY, DE BAECK** et **TROCLET** ; la recevabilité de l'amendement de M. **GODIN** n'est pas admise ;

Intervention de MM. **ORBAN, DEHOUSSE, MOUREAUX, le PRESIDENT** et **DEQUAE** ; la motion de la commission des Finances (relative à l'immunisation fiscale des rémunérations allouées à des citoyens belges par des organismes internationaux) est adoptée ;

L'article est adopté ; pp. 1703 à 1706.

*Art. 3.*

Adopté sans observations ; p. 1706.

**Impôts. — IMPOTS DIRECTS (suite).**  
REVENUS (suite).

*Art. 4.*

Intervention de MM. **VREVEN** et **DEQUAE** ; l'amendement de M. **VREVEN** et consorts au 4<sup>e</sup> du paragraphe 2 de l'article est rejeté (vote nominatif) ;

Intervention de MM. **DEQUAE** et **VAN HOUTTE** ; observations de MM. **WARNANT, VAN HEMELRIJCK, le PRESIDENT** et **HOU-GARDY** ; les deux amendements du Gouvernement tombent ;

Intervention de MM. **VAN LAEYS, DEQUAE, le PRESIDENT** et **MOUREAUX** ; le nouvel amendement du Gouvernement est adopté ;

Intervention de MM. **VERSE** et **DEQUAE** ; l'amendement de M. **VERSE** et consorts est rejeté (vote nominatif) ;

Le texte du 5<sup>e</sup> alinéa du 4<sup>e</sup> du paragraphe 2 est adopté ;

L'article est adopté ; pp. 1706 à 1712.

*Art. 5.*

Intervention de MM. **HOU-GARDY** et **DEQUAE** ; observations de M. **CUSTERS, m.s.p.f.** ; la première partie de l'amendement de M. **VREVEN** est rejetée ;

Intervention de MM. **HOU-GARDY, DEQUAE** et **MOUREAUX** ; la seconde partie de l'amendement de M. **VREVEN** est rejetée ;

L'article est adopté ; pp. 1712 à 1715.

*Reprise de la discussion des articles* (10 octobre 1962 - matin).

*Art. 5.*

Intervention de MM. **L. DESMET** et **HOU-GARDY** ; pp. 1763, 1764.

*Art. 6.*

Intervention de MM. **MOUREAUX, de STEXHE, DEQUAE, VAN HOUTTE** ; observations de M. **TIELEMANS** ; le point A de l'amendement de M. **VREVEN** et consorts est rejeté (vote nominatif) ;

Intervention de MM. **MAISSE, VAN HOUTTE, de STEXHE, HAMBYE, VERSE, HOU-GARDY** et **OBLIN** ; observations de MM. **TIELEMANS, ADAM, DEQUAE** et **MERCHIERS** ; l'amendement de M. **MAISSE** est rejeté ;

Intervention de MM. **DEQUAE, ADAM** et **VAN HOUTTE** ; l'amendement du Gouvernement est retiré ; l'amendement de M. **ADAM** et consorts est adopté ; le point B de l'amendement de M. **VREVEN** et consorts est rejeté ;

Intervention de MM. **VREVEN, TIELEMANS, de STEXHE, MOUREAUX** et **VAN HOUTTE** ; observations de MM. **VERSE, NIHOUL** et **ADAM** ; le point C, a) de l'amendement de M. **VREVEN** et consorts est rejeté (vote nominatif) ; le point C, b) de l'amendement de M. **VREVEN** et consorts est rejeté ; l'amendement verbal de M. de **STEXHE** est rejeté ; pp. 1765 à 1778.

*Reprise de la discussion des articles*  
(10 octobre 1962 - après-midi).

*Art. 6.*

Intervention de MM. **VREVEN, DEQUAE** et **VERSE** ; observations de MM. **VAN CAUWELAERT** et **VAN BUGGENHOUT** ; l'amendement de M. **VERSE** et consorts au paragraphe 7 est rejeté ; l'amendement subsidiaire de M. **VERSE** et consorts est rejeté ;

Intervention de MM. **VERSE, DEQUAE** et **HAMBYE** ; le point 2 de l'amendement de M. **VERSE** et consorts est rejeté ;

L'article, amendé, est adopté ; pp. 1779 à 1781.

*Art. 7.*

Intervention de MM. **VREVEN, VAN HOUTTE, DEQUAE** et **DUVIEUSART** ;

L'article est adopté ; pp. 1781 à 1783.

*Art. 8.*

Les amendements de M. **VERSE** sont retirés ;

L'article est adopté ; p. 1783.

*Art. 9.*

Intervention de MM. **VREVEN** et **DEQUAE** ; observations de M. **SCOKAERT** ; l'amendement de M. **VREVEN** est rejeté ;

**Impôts. — IMPOTS DIRECTS (suite).****REVENUS (suite).**

Intervention de MM. HAMBYE et TIELEMANS ;  
L'article est adopté ; pp. 1783, 1784.

*Art. 10.*

Adopté sans observations ; p. 1784.

*Art. 11.*

Intervention de MM. VERSE, HOUGARDY (qui propose le renvoi en commission de l'article), VAN HOUTTE et le PRESIDENT ; l'amendement de M. VERSE et consorts est rejeté ;

Intervention de MM. NOEL, VREVEN et DEQUAE ; observations de MM. le PRESIDENT, VAN HOUTTE, HARMEGNIES et SCOKAERT ; il sera voté ultérieurement sur l'amendement de M. NOEL ;

Intervention de MM. DEQUAE, VAN HOUTTE et ADAM ; observations de MM. VREVEN, WIARD, ROLIN, DE BAECK, DE WINTER, DE BLOCK, MOUREAUX, TIELEMANS, TRAPPENIERS, HENSKENS, ORBAN et LAUWEREINS ;

Intervention de MM. DE BAECK, MOUREAUX, HOUGARDY (qui renouvelle sa demande de renvoi en commission), DEQUAE et le PRESIDENT (qui propose qu'il soit voté sur la demande de renvoi le lendemain) ; observations de MM. P. DE SMET et ROLIN ; intervention de MM. VAN AUDENHOVE, DEQUAE, VREVEN, DIEPENDAELE, VAN HOUTTE, VERSE, HOUGARDY, MOUREAUX, TRAPPENIERS et DUVIEUSART ; observations de MM. DEBUCQUOY, SCOKAERT, le PRESIDENT, ROLIN et ADAM ; pp. 1785 à 1802.

*Reprise de la discussion des articles (11 octobre 1962 - matin).*

*Art. 12.*

Discours de MM. DE BAECK et DEQUAE ; l'amendement de M. DE BAECK et consorts est rejeté ; l'amendement de MM. DE BAECK et ADAM est réservé ; pp. 1804, 1805.

*Art. 13.*

Intervention de MM. ADAM, DEQUAE et WARNANT ; observations de MM. VAN HOUTTE et DE BLOCK ; l'amendement de M. HOUGARDY et consorts est rejeté (vote nominatif) ; pp. 1805 à 1809.

*Art. 11 (réservé).*

La proposition de renvoi de l'article à la commission est rejetée (vote nominatif) ;

Le sous-amendement de MM. DE BAECK et ADAM à l'amendement du Gouvernement est rejeté (vote nominatif) ;

Intervention de MM. SANTENS, GILLON, de STEXHE et VAN LAEYS ; l'amendement du Gouvernement est adopté (vote nominatif) ; l'amendement de M. NOEL est rejeté ;

L'article, amendé, est adopté ; pp. 1809 à 1811.

*Art. 12 (réservé).*

Intervention de M. DE BAECK ; l'amendement de MM. ADAM et DE BAECK est retiré ;

L'article est adopté ; p. 1811.

*Art. 14.*

Adopté sans observations ; p. 1811.

*Art. 15.*

Intervention de MM. L. DE SMET, VREVEN, le PRESIDENT, VAN HOUTTE, MOUREAUX, SCOKAERT et NOEL ; observations de MM. VERSE, P. DE SMET et TIELEMANS ; pp. 1811 à 1820.

*Reprise de la discussion des articles  
(11 octobre 1962 - après-midi).*

*Art. 15 (suite) et 21.*

Intervention de MM. VREVEN, VERSE et DEQUAE ; observations de MM. DE WINTER et VANDER BRUGGEN ; les deux amendements de M. SCOKAERT et consorts sont retirés ;

Intervention de M. NOEL (qui reprend les amendements de M. SCOKAERT) ; observations de MM. le PRESIDENT et VAN BUGGENHOUT ; M. ROLIN justifie son vote ; l'amendement de M. NOEL à l'article 15 est rejeté (vote nominatif) ; l'amendement subsidiaire de M. NOEL est retiré ;

**Impôts. — IMPOTS DIRECTS (suite).****REVENUS (suite).**

Observations de MM. le PRESIDENT, VAN HOUTTE et DEQUAE ; l'amendement de M. VREVEN à l'article 21 est rejeté (vote nominatif) ; l'amendement de M. VERSE à l'article 21 est rejeté (vote nominatif) ;

Intervention de MM. WIARD, MOUREAUX, DEQUAE, DE BAECK et le PRESIDENT ; l'amendement de M. WIARD et consorts à l'article 15 est adopté ; l'amendement de M. MOUREAUX et consorts est rejeté ;

L'amendement de M. MOUREAUX et consorts relatif au 6<sup>o</sup> du paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 15 est retiré ;

Intervention de MM. VREVEN et DEQUAE ; l'amendement de M. VREVEN et consorts relatif au 5<sup>o</sup> du paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 15 est rejeté ;

Intervention de MM. MAISSE et DEQUAE ; l'amendement de M. MAISSE à l'article 15 est rejeté (vote nominatif) ;

L'amendement de MM. DE BAECK et ADAM à l'article 15 est retiré ;

Intervention de MM. DE BAECK et DEQUAE ; observations de MM. DE WINTER et VANDE PUTTE ; l'amendement de M. DE BAECK et consorts à l'article 15 est rejeté (vote nominatif) ;

L'article 15 est adopté ; pp. 1822 à 1829.

*Art. 16.*

Intervention de MM. MACHTENS, HARMEGNIES, VREVEN, VERSE, PAIRON et TIELEMANS ; observations de M. WARNANT ; l'amendement de M. VREVEN et consorts est rejeté (vote nominatif) ; l'amendement subsidiaire de M. VREVEN et consorts est rejeté (vote nominatif) ; l'amendement de M. PAIRON et consorts est rejeté (vote nominatif) ;

Intervention de M. VERSE ; l'amendement de M. VERSE et consorts au paragraphe 1<sup>er</sup> est rejeté (vote nominatif) ;

Intervention de M. VERSE ; l'amendement de M. VERSE et consorts au paragraphe 2 est rejeté (vote nominatif) ; l'amendement subsidiaire de M. VERSE et consorts est rejeté ;

L'amendement de M. PAIRON est retiré ;

Intervention de MM. MOUREAUX et DEQUAE ; l'amendement de M. VREVEN et consorts est rejeté (vote nominatif) ;

L'article est adopté ; pp. 1829 à 1837.

*Art. 17.*

Intervention de MM. LILAR et DEQUAE ; l'amendement de M. LILAR est rejeté (vote nominatif) ;

Intervention de MM. MOUREAUX, JANNE, DEHOUSSE, P. DE SMET, DEQUAE, HAMBYE, VAN HOUTTE, ROLIN et MACHTENS ; observations de M. le PRESIDENT ; l'amendement modifié de M. MOUREAUX et consorts est rejeté (vote nominatif) ; l'amendement de M. JANNE, modifié par le ministre des Finances, est adopté ;

Intervention de MM. MOUREAUX et TIELEMANS ; l'amendement de M. MOUREAUX est rejeté ;

Intervention de MM. VREVEN, DEQUAE, SLEDSSENS et VAN HOUTTE ;

L'article, amendé, est adopté ; pp. 1837 à 1844.

*Article 18.*

Intervention de MM. VAN LAEYS, VREVEN, HAMBYE, DEQUAE, NIHOUL et ADAM ; observations de MM. ROLIN, DE WINTER et VAN HOUTTE ; l'amendement du Gouvernement est adopté ; les deux amendements de M. VAN LAEYS sont rejetés ; l'amendement de M. VREVEN et consorts est retiré ; la modification proposée par M. HAMBYE est adoptée ;

L'article, amendé, est adopté ; pp. 1846 à 1849.

*Art. 19.*

Adopté sans observations ; p. 1849.

*Reprise de la discussion des articles (16 octobre 1962 - matin).*

*Art. 20.*

Intervention de MM. VREVEN et DEQUAE ; l'amendement de M. MOUREAUX et consorts est rejeté ;

L'article est adopté ; pp. 1852, 1853.

*Art. 21.*

Intervention de MM. VREVEN, SCOKAERT, TIELEMANS, SLEGTEN et DEQUAE ; les amendements de M. SCO-

**Impôts. — IMPOTS DIRECTS (suite).****REVENUS (suite).**

KAERT et consorts sont retirés ; l'amendement de MM. DE BAECK et ADAM au paragraphe 1<sup>er</sup> est retiré ;  
Intervention de MM. VERSE et DEQUAE ; l'amendement de M. VERSE est rejeté ;  
L'amendement de M. NOEL tombe ;  
Intervention de MM. PAIRON, DEQUAE, VERSE, VAN HOUTTE et le PRESIDENT ; l'amendement de M. VERSE, complété par l'amendement de M. PAIRON, au paragraphe 2 est adopté (vote nominatif) ;  
Intervention de MM. VERSE et DEQUAE ; le second amendement de M. VERSE au paragraphe 2 est rejeté ;  
Intervention de MM. VREVEN et DEQUAE ; l'amendement de M. HOUGARDY et consorts est rejeté (vote nominatif) ;  
L'amendement de MM. DE BAECK et ADAM au paragraphe 3 est retiré ;  
L'article, amendé, est adopté ; pp. 1853 à 1863.

*Art. 22.*

Intervention de MM. DEQUAE, ADAM, VAN HOUTTE, DE BAECK et MOUREAUX ; l'amendement du Gouvernement est adopté (vote nominatif) ;  
Intervention de MM. VERSE et DEQUAE ; l'amendement de M. VERSE et consorts est rejeté (vote nominatif) ;  
L'article, amendé, est adopté ; pp. 1863 à 1867.

*Art. 23.*

Intervention de MM. de STEXHE, DEQUAE et VAN HOUTTE ;  
L'article est adopté ; pp. 1867 à 1869.

*Art. 24.*

Les amendements de M. HOUGARDY et consorts sont rejetés ;  
L'article est adopté ; p. 1869.

*Art. 25 et 26.*

Adoptés sans observations ; pp. 1869, 1870.

*Art. 27.*

Intervention de MM. DUA, DEQUAE, le PRESIDENT et DE BAECK ; pp. 1870, 1871.

*Reprise de la discussion des articles*  
(16 octobre 1962 - après-midi).

*Art. 27 (suite).*

Intervention de M. DUA ; le vote de l'article est réservé ; p. 1873.

*Art. 28.*

L'amendement de M. MOUREAUX tendant à supprimer l'article est rejeté ;  
L'amendement subsidiaire de M. MOUREAUX au paragraphe 1<sup>er</sup> est rejeté ;  
L'amendement de M. MOUREAUX relatif au paragraphe 2 est rejeté ;  
L'article est adopté ; pp. 1873, 1874.

*Article 29.*

Intervention de MM. VERSE, DEQUAE, ADAM et VAN HOUTTE ;  
L'amendement du Gouvernement est retiré ;  
L'amendement de M. ADAM est adopté ;  
L'article, amendé, est adopté ; pp. 1875, 1876.

*Art. 30 à 32.*

Adoptés sans observations ; p. 1876.

*Art. 33.*

L'amendement de M. MOUREAUX est rejeté ;  
L'article est adopté ; pp. 1876, 1877.

*Art. 34.*

Intervention de MM. ADAM, VAN HEMELRIJCK et DEQUAE ; l'amendement de M. ADAM est adopté ;  
L'article, amendé, est adopté ; pp. 1877 à 1879.

*Art. 35.*

Intervention de M. VERSE ; l'amendement de M. VERSE et consorts est rejeté ;

**Impôts. — IMPOTS DIRECTS (suite).****REVENUS (suite).**

Intervention de MM. LIGOT, MOUREAUX, VAN HOUTTE, DEQUAE et ADAM ; l'amendement de M. LIGOT et consorts est adopté (vote nominatif) ;  
Le premier amendement du Gouvernement est adopté ;  
Intervention de MM. VREVEN et DEQUAE ; l'amendement de M. HOUGARDY et consorts est rejeté ;  
Le second amendement du Gouvernement est adopté ;  
L'article, amendé, est adopté ; pp. 1879 à 1884.

*Art. 27 (réservé).*

Intervention de M. DUA ; l'amendement de M. DUA et consorts est retiré ;  
L'article est adopté ; pp. 1883, 1884.

*Art. 36.*

Adopté sans observations ; p. 1884.

*Art. 37.*

L'amendement du Gouvernement est adopté ;  
L'article, amendé, est adopté ; pp. 1884 à 1886.

*Art. 38.*

Intervention de MM. PAIRON, DEQUAE et ORBAN ;  
Les deux premiers paragraphes sont adoptés ;  
Le paragraphe 3 de l'article est rejeté (vote nominatif) ;  
L'article, amendé, est adopté ; pp. 1886 à 1888.

*Art. 39 et 40.*

Adoptés sans observations ; p. 1888.

*Art. 41.*

Intervention de MM. VREVEN et DEQUAE ; l'amendement de M. VREVEN et consorts est rejeté (vote nominatif) ;  
Intervention de MM. LACROIX et DEQUAE ; l'amendement de M. LACROIX et consorts est adopté (vote nominatif) ;  
L'article, amendé, est adopté ; pp. 1888 à 1891.

*Art. 42 à 47.*

Adoptés sans observations ; pp. 1891 à 1893.

*Art. 48.*

Intervention de MM. NIHOUL, DEQUAE, VREVEN, VERSE et VAN LAEYS ; l'amendement principal de M. NIHOUL et consorts est rejeté (vote nominatif) ; l'amendement subsidiaire de M. NIHOUL et consorts est rejeté (vote nominatif) ;

Intervention de MM. VERSE et DEQUAE ; observations de M. SCOKAERT ; l'amendement principal de M. VERSE et consorts est rejeté ; l'amendement subsidiaire de M. VERSE et consorts est rejeté ;

Intervention de MM. le PRESIDENT et VERSE ; observations de MM. ORBAN et SCOKAERT ; l'amendement de M. VERSE et consorts est rejeté ;  
L'article est adopté ; pp. 1893 à 1897.

*Art. 49 à 51.*

Adoptés sans observations ; pp. 1897 à 1899.

*Art. 52.*

Intervention de MM. MOUREAUX, DEQUAE et VERSE ; l'amendement de M. VREVEN est rejeté ;  
L'article est adopté ; pp. 1899, 1900.

*Art. 53 et 54.*

Adoptés sans observations ; pp. 1900, 1901.

*Art. 55.*

Intervention de MM. LILAR et DEQUAE ; l'amendement de M. VREVEN et consorts est rejeté (vote nominatif) ;  
L'article est adopté ; pp. 1901 à 1903.

*Art. 56.*

Intervention de MM. VERSE, MOUREAUX et VAN HOUTTE ; l'amendement de M. HOUGARDY et consorts est rejeté ;  
L'article est adopté (vote nominatif) ; pp. 1903 à 1906.

**Impôts. — IMPOTS DIRECTS (suite).**  
REVENUS (suite).

Art. 57 à 65.

Adoptés sans observations; pp. 1906 à 1909.

Art. 66.

L'amendement de M. VERSE est retiré;

L'article est adopté; pp. 1909, 1910.

Art. 67 à 73.

Adoptés sans observations; pp. 1910, 1911.

Art. 74.

Intervention de MM. OBLIN et DEQUAE;

L'article est adopté; p. 1911.

Art. 75.

Adopté sans observations; pp. 1911, 1912.

Art. 76 (nouveau).

Intervention de MM. VERSE, DEQUAE et VAN HOUTTE;

l'amendement de M. VERSE est rejeté;

L'article est adopté; pp. 1912, 1913.

Art. 77 à 86.

Adoptés sans observations; pp. 1913 à 1915.

Art. 87.

Intervention de MM. VERSE et DEQUAE; observations de MM. le PRESIDENT, VAN BUGGENHOUT, ORBAN, LAHAYE et DE BOODT; l'amendement de M. VERSE et consorts est retiré; l'amendement du Gouvernement est adopté;

L'article, amendé, est adopté; pp. 1915 à 1917.

Art. 88 et 89.

Adoptés sans observations; pp. 1917 à 1919.

Les articles amendés sont successivement remis aux voix et définitivement adoptés; p. 1919.

Vote (16 octobre 1962).

MM. GILLON, ROLIN, VAN HOUTTE, le baron de DORLODOT, DE BAECK, le baron NOTHOMB, GODIN, MOUREAUX, ORBAN, USELDING, CROMMEN, ADAM et Mlle WIBAUT justifient leur vote; pp. 1919, 1920;

Intervention de M. le PRESIDENT (concernant la manière dont s'est déroulée la discussion du projet, l'utilité des travaux du Sénat pour l'application de la loi); pp. 1920, 1921;

L'ensemble du projet de loi est adopté par 102 voix contre 29 et 18 abstentions; p. 1921;

Le projet de loi, amendé, est renvoyé à la Chambre des Représentants.

**Contribution foncière.***Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise, en ce qui concerne les revenus des biens immobiliers.*

Doc. — N° 93: Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 120: Rapport de M. Scokaert.

N° 122: Amendement proposé par M. Versé.

N° 128: Amendement proposé par M. Versé.

N° 131: Amendements proposés par M. Hougardy.

Ann. — Discussion générale (20 février 1962).

Discours de MM. DEQUAE, m.f. (souligne la portée générale du projet qui est la suite logique de la loi du 14 juillet 1955; concernant les différences dans les coefficients de péréquation, la fixation des nouveaux taux d'imposition, l'incidence du projet en matière d'impôt complémentaire personnel, le maintien de la réduction de l'impôt foncier pour les habitations modestes, les modifications en matière d'impôt foncier sur les biens immobiliers industriels et l'outillage, le redressement des dérogations consenties depuis 1932); pp. 676 à 678;

SCOKAERT, rapp. (concernant l'opposition à l'application en 1962 des dispositions contenues dans le projet, l'absence de liaison entre la péréquation cadastrale et la réforme fiscale, la fixation provisoire du coefficient de péréquation du matériel et de l'outillage industriel, le nouveau taux de la contribution foncière, la conversion des additionnels communaux

**Impôts. — IMPOTS DIRECTS (suite).**  
REVENUS (suite)**Contribution foncière (suite)**

et provinciaux, l'augmentation d'impôts à charge de locataires et des loyers, l'adaptation des limites de revenu cadastral auxquelles se réfèrent diverses dispositions, les problèmes de l'exclusion des immeubles par destination du champ d'application de la loi); pp. 678 à 681;

VREVEN (concernant l'ampleur de la tâche de l'Administration du Cadastre, la moins-value budgétaire entraînée par l'application du projet, l'insuffisance de l'adaptation du taux de la contribution foncière, la moyenne de la contribution nationale de crise, les coefficients de péréquation, les aggravations résultant de la fiscalité des pouvoirs locaux, l'incidence de la péréquation cadastrale à l'impôt complémentaire personnel et sur la taxe professionnelle, le report de l'application de la nouvelle loi à 1963, l'intégration du projet dans la réforme fiscale); pp. 681 à 684;

Observations de MM. STUBBE, SLEDSSENS, DEQUAE, VERHAEST, REMSON et HOUGARDY; pp. 681 à 684;

NIHOUL (concernant la plus-value fiscale qui résultera de la péréquation cadastrale, la conversion des centimes additionnels communaux, le problème de la taxation de l'outillage et du matériel des usines, la suppression de l'article 52, l'aggravation de la charge fiscale pour les grandes exploitations agricoles); pp. 684, 685;

Observations de MM. HARMEGNIES et DEQUAE; pp. 684, 685;

DE BRUYNE (concernant la table de conversion des centimes additionnels communaux, l'augmentation de l'imposition foncière que subiront les propriétaires particuliers à la suite de la péréquation moindre appliquée aux installations industrielles, la révision du revenu cadastral industriel); pp. 685, 686;

VERSE (concernant les répercussions des nouveaux revenus cadastraux sur l'impôt complémentaire personnel, l'avis exprimé par M. DEQUAE lors de la discussion de la loi du 14 juillet 1955, les incidences financières du côté des provinces et des communes, la conversion des centimes additionnels, la modification apportée à l'article 52 des lois coordonnées, l'inégalité entre la situation du locataire commerçant et celle du propriétaire qui affecte son immeuble à l'exercice de sa profession); pp. 686 à 688;

Observations de MM. WARNANT, DEQUAE et HOUGARDY; pp. 686 à 688;

DEQUAE, m.f. (répond à M. VERSE et rappelle le point de vue qu'il avait défendu en 1955); p. 688;

HAMBYE (concernant la modification de la répartition de la contribution foncière dans l'ensemble de la population, l'augmentation de la contribution foncière en particulier pour les petits propriétaires, l'incidence de la péréquation cadastrale à l'impôt complémentaire personnel, la modification de l'article 52 des lois coordonnées, l'adaptation des revenus cadastraux cités dans nombre de lois, le revenu cadastral du matériel et de l'outillage); pp. 688, 689;

HOUGARDY (concernant la réforme de l'article 52 des lois coordonnées, l'incidence de la péréquation cadastrale en matière d'impôt complémentaire personnel, l'augmentation de la charge fiscale prélevée par les provinces et communes, les rapports entre le projet et la réforme fiscale, la péréquation cadastrale des immeubles industriels, du matériel et de l'outillage, l'inégalité entre le locataire et un propriétaire qui exerce son activité dans son immeuble); pp. 690 à 692;

Observations de MM. VAN HEMELRIJCK, VERSE, DEQUAE et VREVEN; pp. 690 à 692.

*Reprise de la discussion générale (22 février 1962).*

Discours de MM. DIEPENDAELE (concernant le manque de garanties quant aux décisions qui seront prises par les communes en matière de centimes additionnels, l'adaptation du revenu cadastral sur la base de la valeur locative présumée, l'incidence sur les loyers, le danger de fuite de capitaux, les exonérations); pp. 694, 695;

DE WINTER (concernant l'augmentation des charges fiscales foncières aux cours des dix dernières années, l'anticipation du projet sur la réforme fiscale, l'inégalité entre l'indépendant locataire et l'indépendant qui exerce son activité dans un immeuble lui appartenant); pp. 695, 696;

Observations de MM. DEQUAE et DE MAN; p. 696;

HARMEGNIES (concernant les retards dans la mise en œuvre de la révision cadastrale, la révision du cadastre industriel); pp. 696, 697;

Observations de MM. HOUGARDY, MERCHERS, DE WINTER, VREVEN et VERSE; pp. 696, 697;

**Impôts. — IMPOTS DIRECTS (suite).****REVENUS (suite).****Contribution foncière (suite).**

DEQUAE, m.f. (répond aux orateurs; traite notamment de l'augmentation des centimes additionnels communaux depuis 1932, du problème que la péréquation pose dans les communes fortement industrialisées, de la différence entre la situation du propriétaire et celle du locataire à l'égard du calcul des bénéfices professionnels, de l'admission de l'amortissement pour la partie d'un immeuble consacrée à l'exercice d'une profession libérale, de l'incidence de la péréquation sur l'impôt complémentaire personnel, de l'application de la péréquation, du nombre peu élevé des réclamations contre la révision des revenus cadastraux); pp. 697 à 701;

Observations de MM. VREVEN, HOUGARDY, DE WINTER, VAN HOUTTE, NIHOUL, VERSE, ADAM et MOUREAUX; pp. 697 à 700;

MOUREAUX (concernant le caractère transitoire du projet; estime qu'il serait opportun de discuter le projet en même temps que la réforme fiscale et demande l'ajournement du débat); p. 701;

Observations de MM. DEQUAE, DEVUYST, le PRÉSIDENT, DELMOTTE et HARMEGNIES; p. 701;

DEQUAE, m.f. (déclare que la loi en discussion ne devra pas être modifiée à la suite de la réforme fiscale); p. 701;

La proposition d'ajournement est rejetée (vote nominatif); pp. 701, 702;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles (22 février 1962).*

*Art. 1<sup>er</sup> et 2.*

Adoptés sans observations; p. 702.

*Art. 3.*

Intervention de M. VREVEN; l'amendement de MM. HOUGARDY et VREVEN est rejeté (vote nominatif);

L'article est adopté; pp. 702, 703.

*Art. 4.*

L'amendement de MM. HOUGARDY et VREVEN et l'article sont réservés; p. 703.

*Art. 5.*

Adopté sans observations; p. 703.

*Art. 6.*

Intervention de MM. VERSE, DEQUAE, ADAM et NIHOUL; observations de MM. le PRÉSIDENT et HARMEGNIES; le point a) de l'amendement subsidiaire de M. VERSE est rejeté (vote nominatif); intervention de MM. VERSE et DEQUAE; le point b) de l'amendement subsidiaire de M. VERSE est rejeté;

Intervention de MM. HOUGARDY, DEQUAE, HAMBYE et DUVIEUSART; observations de MM. HARMEGNIES, VREVEN et MOUREAUX; l'amendement principal de MM. HOUGARDY et VREVEN est rejeté (vote nominatif); l'amendement subsidiaire de MM. HOUGARDY et VREVEN est rejeté;

Intervention de MM. VERSE et DEQUAE;

L'article est adopté (vote nominatif); pp. 704 à 709.

*Article 4 réservé.*

Intervention de M. HOUGARDY; l'amendement de MM. HOUGARDY et VREVEN est rejeté;

L'article est adopté; p. 709.

*Art. 6*

Intervention de MM. VERSE, HARMEGNIES et DEQUAE; l'amendement de M. VERSE et consorts tendant à l'insertion d'un article 6bis (nouveau) est rejeté (vote nominatif);

Intervention de MM. HOUGARDY et DEQUAE; l'amendement de MM. HOUGARDY et VREVEN est rejeté (vote nominatif); pp. 709 à 711.

*Art. 7*

Intervention de MM. VAN DONINCK et DEQUAE;

L'article est adopté; p. 711.

*Art. 8.*

Intervention de MM. NIHOUL et DEQUAE;

L'article est adopté; pp. 711, 712.

*Art. 9 et 10.*

Adoptés sans observations; p. 712.

**Impôts. — IMPOTS DIRECTS (suite).****REVENUS (suite).****Contribution foncière (suite).**

*Art. 11.*

Intervention de M. MOUREAUX; l'amendement de M. MOUREAUX et consorts est rejeté (vote nominatif);

L'article est adopté; pp. 712, 713.

*Vote (22 février 1962).*

MM. NOEL, LEYNEN et ORBAN justifient leur vote;

L'ensemble du projet de loi est adopté par 107 voix contre 19 et 12 abstentions; pp. 713, 714.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**Fusion de sociétés.**

*Proposition de loi prorogeant l'application de la loi du 15 juillet 1959 tendant à favoriser l'absorption ou la fusion de sociétés et l'apport de branches d'activités.*

*Ann. — Pas de discussion générale.*

*Discussion de l'article unique (16 novembre 1961).*

Adopté sans observations; p. 29.

*Vote (16 novembre 1961).*

L'ensemble de la proposition de loi est adopté à l'unanimité des 99 membres présents; p. 30.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

**TAXE DE CIRCULATION.**

*Proposition de loi portant réglementation de la durée de stationnement sur la voie publique.*

*Doc. — N° 138: Rapport de M. Allard.*

*Ann. — Pas de discussion générale.*

*Discussion de l'article unique (7 mars 1962).*

Adopté sans observations; p. 774.

*Vote (7 mars 1962).*

L'ensemble de la proposition de loi est adopté par 134 voix contre 1; p. 797.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

**IMPOTS INDIRECTS.****DOUANES ET ACCISES.****Droits d'entrée.**

*Projet de loi portant confirmation des arrêtés royaux des 5 janvier 1959, 10 avril 1959, 29 mai 1959 et 25 décembre 1959, relatifs au Tarif des droits d'entrée.*

*Doc. — N° 171: Rapport de M. Godin.*

*Ann. — Pas de discussion générale.*

*Discussion de l'article unique (20 mars 1962).*

Adopté sans observations; pp. 877, 878.

*Vote (20 mars 1962).*

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 129 membres présents; p. 879.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**DROITS D'ENREGISTREMENT.**

*Projet de loi modifiant l'article 235 du Code des droits d'enregistrement, en ce qui concerne les ventes publiques de produits agricoles.*

*Doc. — N° 102: Exposé des motifs et projet de loi. N° 153: Rapport de M. De Baeck.*

*Ann. — Pas de discussion générale.*

*Discussion de l'article unique (20 mars 1962).*

Adopté sans observations; p. 876.

**Impôts. — IMPOTS INDIRECTS (suite).**  
**DROITS D'ENREGISTREMENT (suite).**

*Vote* (20 mars 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 129 membres présents ; p. 879.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

**DROITS DE SUCCESSION.**

*Proposition de loi tendant à la modification de l'article 54, 1° du Code des Droits de Succession.*

*Doc.* — N° 199 : Proposition de loi de M. Merchiers.

*Ann.* — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 1081 (12 avril 1962).

**DROITS DE TIMBRE.**

*Projet de loi modifiant la loi du 27 mars 1957, relative aux fonds communs de placement et modifiant le Code des droits de timbre et le Code des taxes assimilées au timbre.*

*Doc.* — N° 27 : Exposé des motifs et projet de loi.  
N° 43 : Rapport de M. Van Houtte + Annexes.

*Ann.* — Pas de discussion générale.

*Discussion des articles* (12 décembre 1961).  
(Texte présenté par la commission).

*Art. 1<sup>er</sup> à 5.*

Adoptés sans observations ; pp. 254, 255.

*Vote* (12 décembre 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 137 membres présents ; p. 260.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

*Proposition de loi modifiant l'article 10 de la loi du 27 mars 1957, relative aux fonds communs de placement et modifiant le Code des droits de timbre et le Code des taxes assimilées au timbre.*

Nouvel intitulé : *Proposition de loi modifiant l'article 10 de la loi du 27 mars 1957, relative aux fonds communs de placement et modifiant le Code des droits de timbre et le Code des taxes assimilées au timbre, modifiée et prorogée par la loi du 28 décembre 1961.*

*Doc.* — N° 76 : Proposition de loi de M. Van Houtte.  
N° 169 : Rapport de M. Wiard.

*Ann.* — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 579 (6 février 1962).

Pas de discussion générale.

*Discussion de l'article unique* (20 mars 1962).  
(Texte présenté par la commission).

Adopté sans observations ; p. 877.

Le nouvel intitulé est adopté ; p. 877.

*Vote* (20 mars 1962).

L'ensemble de la proposition de loi est adopté à l'unanimité des 129 membres présents ; p. 879.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

**TAXES ASSIMILEES AU TIMBRE.**

*Projet de loi modifiant le Code des taxes assimilées au timbre.*

*Doc.* — N° 58 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.  
N° 86 : Rapport de M. Scolaert.

*Ann.* — Pas de discussion générale.

*Discussion de l'article unique* (6 février 1962).

Adopté sans observations ; p. 598.

*Vote* (7 février 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 133 membres présents ; pp. 607, 608.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**Impôts. — IMPOTS INDIRECTS (suite).**  
**TAXES ASSIMILEES AU TIMBRE (suite).**

*Projet de loi modifiant le Code des Taxes assimilées au timbre.*

*Doc.* — N° 125 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.  
N° 157 : Rapport de M. De Man.

*Ann.* — Pas de discussion générale.

*Discussion des articles* (20 mars 1962).

*Art. 1<sup>er</sup> à 3.*

Adoptés sans observations ; pp. 876, 877.

*Vote* (20 mars 1962).

M. HOUARDY justifie son vote ;

L'ensemble du projet de loi est adopté par 121 voix contre 2 et 8 abstentions ; pp. 878, 879.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**TAXE DE SEJOUR.****Exonération.**

*Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 23 octobre 1957 exonérant de la taxe de séjour les stagiaires allemands et italiens.*

*Doc.* — N° 428 : Rapport de M. Housiaux.

**Incidents. — V. Chambres législatives — Sénat.****Incompatibilités. — V. Droit public.****Indépendants. — V. Pensions/Vieillesse et décès prématuré.**  
V. Sécurité sociale/Allocations familiales.**Institutions d'éducation de l'Etat. — V. Enseignement.****Interpellations.****BEECKMAN (Mme-Vve VANDERVELDE)**

*Ann.* — Interpellation au Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique « sur la réformation qu'il impose au budget de la ville de Bruxelles et sur les implications d'ordre social et d'ordre culturel des réductions prévues ». — Demande ; p. 1718 (9 octobre 1962).

**de la VALLEE POUSSIN.**

*Ann.* — Interpellation au Ministre des Travaux publics « sur la politique du Gouvernement en ce qui concerne l'aménagement de la ville de Bruxelles, notamment en ce qui concerne l'édification de tours, les grands axes de la circulation et le plan vert ». — Demande ; p. 1162 (14 juin 1962).

*Discussion* (21 juin 1962).

Discours de MM. de la VALLEE POUSSIN (concernant l'absence d'un plan d'aménagement régional pour l'agglomération bruxelloise, le problème que pose la construction de tours, l'immeuble de la place Rogier, la construction d'un immeuble très élevé à l'emplacement de l'ancien hôtel d'Ursel ; les immeubles projetés, les problèmes que pose la construction de tels bâtiments, le règlement proposé par la Ligue esthétique belge ; le problème de la circulation et des parkings, les transports en commun à Bruxelles, l'organisation d'un plan d'aménagement des grandes voies axiales, les goulots de l'avenue Louise et de l'avenue de Broqueville, la construction de tunnels, le cas du tunnel au carrefour de l'avenue Louise et de la rue Lesbroussart, les espaces verts, leur importance pour la santé de la population ; le respect des lois et règlements) ; pp. 1213 à 1216 ;

Observations de M. MERLOT, m.t.p., Mme BEECKMAN-Vve VANDERVELDE, MM. WIARD, DE BLOCK et VAN CAUWELAERT ; pp. 1213 à 1215 ;

**Interpellations. — de la VALLEE POUSSIN (suite).**

WIARD (concernant le problème des tours, la libération du sol, la rentabilité, le dépeuplement des communes de première ceinture au profit des communes de deuxième ou troisième ceinture, la construction d'une tour à la porte de Namur); p. 1216;

Observations de M. de la VALLEE POUSSIN; p. 1216;

Mme BEECKMAN-Vve VANDERVELDE (concernant la jonction Nord-Midi, la fontaine de Brouckère, le projet de création d'une liaison Est-Ouest passant devant l'église de la Chapelle); pp. 1216, 1217;

MM. MERLOT, m.t.p. (concernant la situation avant la loi sur l'aménagement du territoire du 29 mars 1962, la possibilité donnée par cette loi au ministre des Travaux publics de poursuivre un plan d'agglomération, la mise sur pied de la commission consultative de l'agglomération bruxelloise, l'aménagement des grands axes de pénétration, le tunnel au carrefour de l'avenue Louise et de la rue Lesbroussart, les espaces verts, la rentabilité du terrain, l'élaboration de plans de secteur); pp. 1217 à 1219;

Observations de MM. de la VALLEE POUSSIN, DUVIEUSART, Mme BEECKMAN-Vve VANDERVELDE et M. VERSE; pp. 1217 à 1219;

DUVIEUSART (concernant l'utilisation de la loi de mars 1962, la dégradation de la situation à Bruxelles au point de vue esthétique, la modernisation de Bruxelles dans une optique européenne); pp. 1219, 1220;

L'incident est clos.

**DESCAMPS.**

*Ann.* — Interpellation au Ministre de la Défense nationale « sur la situation actuelle de nos forces dans le cadre de la défense et l'organisation générale de l'armée ».

*Demande* (16 novembre 1961).

Intervention de MM. SEGERS, m.d.n., le PRÉSIDENT et DESCAMPS (concernant la fixation de l'interpellation); pp. 38, 39.

*Discussion* (30 novembre 1961).

Discours de MM. DESCAMPS (concernant la désorganisation des forces armées belges et la tension internationale croissante, la nécessité d'une politique de défense, l'effort militaire de la Belgique, le désarmement moral, la situation au point de vue de l'équipement et du personnel; la situation du charroi; la diminution du niveau moral des forces armées, les rémunérations trop basses des officiers et sous-officiers, la multiplication des statuts, les mutations; l'aliénation de bâtiments militaires inutilisés et le regroupement dans de grands camps, le repli d'un maximum de forces belges d'intervention en Belgique, le licenciement de volontaires, la standardisation de l'armement, la réduction des formalités, une politique du personnel renouvelée, la qualité de la nourriture et le service de santé, l'équité linguistique à l'armée); pp. 188 à 191;

Observations de MM. FLAMME, VREVEN, SEGERS, m.d.n. et HOUARDY; pp. 189, 190;

SEGERS, m.d.n. (se déclare d'accord sur un grand nombre de points exposés par M. DESCAMPS; concernant la nécessité d'un échelonnement des mesures à prendre); p. 191;

Observation de M. VREVEN; p. 191;

L'incident est clos.

*Ann.* — Interpellation au Ministre de la Défense nationale « sur : 1° le statut et la situation des cadres de l'armée; 2° la situation des armes « spéciales ». — *Demande*; p. 1105 (12 avril 1962).

*Nouvel intitulé* : Interpellation au Ministre de la Défense nationale « sur la justification politique et morale d'une politique de défense ». — *Communication* de M. le Président; p. 1162 (14 juin 1962).

*Discussion* (14 juin 1962)

Discours de MM. DESCAMPS (concernant la modification de l'intitulé de son interpellation, la situation actuelle de l'armée, l'absence de réorganisation approfondie, l'échec des volontaires O.T.A.N., la valeur opérationnelle de l'armée, la possibilité d'une attaque par des forces armées, l'établissement d'une force potentielle de défense, la nécessité de l'O.T.A.N., la création d'un comité ministériel de défense, le but d'une politique de défense, l'organisation de la défense de l'O.T.A.N., la fixation de limites budgétaires et du temps

**Interpellations. — DESCAMPS (suite).**

de service sans se soucier des engagements internationaux, le rééquipement de l'armée dans le cadre d'une loi-programme, une prolongation du service militaire, la révision du régime des inspections, une politique des cadres); pp. 1172 à 1174;

HANOTTE (concernant une prolongation du temps de service militaire, le « volontariat » de trois mois supplémentaires, l'organisation de ce volontariat, les avantages qui seraient accordés aux miliciens volontaires, les incidences budgétaires de cette mesure); pp. 1174, 1175;

HOUARDY (concernant les nouveaux barèmes des sous-officiers spécialistes, la diminution de leurs traitements, le temps de service effectivement consacré à l'instruction spécialisée du milicien); pp. 1175, 1176;

Observations de MM. VAN BUGGENHOUT et L. DESMET; p. 1175;

LAHAYE (concernant le maintien de soldats belges au Rwanda et au Burundi); p. 1176;

SEGERS, m.d.n. (concernant l'exécution du programme prévu lors de la discussion du budget de 1962, le respect des engagements pris au sein de l'O.T.A.N., le rapport des forces en présence, la possibilité de la guerre, le bouclier de l'O.T.A.N., les engagements de la Belgique, l'équipement de l'armée, une loi-programme, les problèmes de personnel, l'insuffisance des rémunérations, la campagne de recrutement de volontaires de carrière; la création d'une forme spéciale de volontariat, les avantages du service en Belgique, les droits des prioritaires légaux, le coût de la mesure; la modernisation de l'équipement et de l'armement, le coût de cette modernisation; les divisions belges en Allemagne, le moral de l'armée, la situation des cadres; les troupes belges au Rwanda et au Burundi); pp. 1176 à 1179;

Observations de MM. WARNANT et LAHAYE; pp. 1177 à 1179;

DESCAMPS (remercie le ministre); p. 1179;

L'incident est clos.

*Ann.* — Interpellation au Ministre de l'Agriculture « sur la situation catastrophique dans laquelle l'agriculture belge se trouve pour l'instant et sur les moyens qu'il a l'intention de mettre en œuvre en vue de remédier à cette situation ». — *Demande*; p. 1802 (10 octobre 1962).

**HOUARDY.**

*Ann.* — Interpellation au Ministre des Travaux publics « sur les conséquences économiques qui résulteront du fait que la manœuvre des ponts et écluses sera suspendue à titre d'essai les dimanches et jours fériés le long de certaines voies navigables ». — *Demande*; p. 1650 (2 octobre 1962).

**LAHAYE.**

*Ann.* — Interpellation au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et au Ministre des Finances « sur : 1. l'absence d'une politique humaine et réaliste à l'égard : a) de nos compatriotes victimes de sévices ou de dommages corporels; b) des familles de ceux qui furent tués à l'occasion des troubles provoqués soit par les Congolais, soit par les interventions de l'O.N.U.; c) des victimes de dommages matériels; d) des porteurs de titres d'emprunts non garantis par la Belgique; 2. la nécessité de ne plus baser notre position sur la loi fondamentale provisoire dont certains principes se révèlent chaque jour une source de troubles ou de mécontentement, notamment en ce qui concerne le Congo unitaire qui est à la base des événements sanglants du Katanga et autres lieux; 3. le retrait de tout soutien financier à l'O.N.U. ». — *Demande*; p. 386 (20 décembre 1961).

*Discussion* (1<sup>er</sup> mars 1962).

Discours de MM. LAHAYE (concernant la responsabilité morale du Gouvernement à l'égard des Belges victimes des troubles au Congo ou des opérations de l'O.N.U., les enquêtes qui seront faites en vue de déterminer les responsabilités des agents de l'O.N.U., le nombre de victimes et les montants des dommages réclamés, le cas des travailleurs indépendants revenus du Congo et âgés de plus de 60 ans; le transfert des fonds de ceux qui ont quitté le Congo, la récupération des frais de transport des réfugiés du Congo, le paiement de dettes contractées en francs congolais, le problème des biens abandonnés, le retour de colons au Congo, le reclassement de colons dans d'autres pays notamment au Brésil, le problème des biens meubles pillés ou détruits, la loi

## Interpellations. — LAHAYE (suite).

française en faveur de Français quittant le Congo ex-belge, les emprunts congolais non garantis par la Belgique, l'utilisation de la voie de Matadi pour les transports venant du Katanga ; la question du portefeuille du Congo, le déficit de trésorerie du gouvernement central du Congo, l'aide financière promise par les Etats-Unis, les résolutions adoptées à Tananarive et à Coquilhatville, le dictat de Kitona imposé à M. Tshombe, le retrait de tout soutien financier belge à l'O.N.U.) ; pp. 735 à 739 ;

ROLIN (concernant les travaux de la Table Ronde relatifs aux institutions congolaises) ; pp. 741, 742 ;

Observations de MM. HOUSIAUX et LILAR ; pp. 741, 742 ;

LAHAYE (concernant le vote par délégation à la Table Ronde) ; p. 742 ;

Observations de M. ROLIN ; p. 742 ;

SPAACK, v.p.m., m.a.étr. (concernant la réparation des dommages subis par des Belges au Congo, le contentieux congolais, la réparation des dommages dus à l'action des Nations Unies, les problèmes juridiques qui se posent à ce sujet, la distinction à faire entre l'action militaire et des faits en contravention avec les lois de la guerre, le problème de la juridiction qui serait compétente en la matière, le recours à des négociations avec l'O.N.U. en vue d'obtenir la réparation de certains dommages) ; pp. 742, 743 ;

Observations de MM. DE BOODT, ORBAN et DE WINTER ; pp. 742, 743 ;

DEQUAE, m.f. (concernant l'importance des charges financières qui résulteront pour la Belgique de la situation au Congo, le projet relatif au dédommagement des victimes des événements du Congo, le transfert de fonds venant du Congo, le portefeuille du Congo, les emprunts congolais) ; pp. 743, 744 ;

Observations de M. DE WINTER ; p. 744 ;

BRASSEUR, m.c.e.a.t. (concernant le reclassement des coloniaux à l'étranger notamment au Brésil) ; p. 744 ;

LAHAYE (concernant l'indemnisation des victimes des événements du Congo, la récupération des frais de transport des réfugiés du Congo, le transfert de fonds bloqués, le reclassement des colons) ; pp. 744, 745 ;

L'incident est clos.

Ann. — Interpellation au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères « sur les mesures de précaution prévues ou à prendre d'urgence pour protéger la vie et les intérêts matériels de nos compatriotes au Ruanda-Burundi, avant et après l'accession de ces territoires à l'indépendance, ainsi que sur les mesures prises afin de garantir la sécurité de certains sujets africains résidant au Ruanda-Burundi qui demandent notre protection ». — Demande ; p. 1124 (24 mai 1962).

Ann. — Interpellation au Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique « sur les conditions dans lesquelles se fait la liquidation du Ministère des Affaires africaines, et notamment sur le sort réservé au personnel définitif de ce département par l'arrêté dont le texte a été soumis le 18 avril 1962 au Comité général de consultation syndicale, ainsi que sur la nécessité de retirer cet arrêté ou, du moins, d'en adoucir les conséquences ». — Demande ; p. 1128 (12 juin 1962).

Discussion (21 juin 1962).

Discours de MM. LAHAYE (concernant la liquidation du département des Affaires africaines, la désignation d'un conseiller général chargé de la liquidation, l'écartement du secrétaire général des Affaires africaines, l'existence secrète d'une direction pour les affaires africaines au département des Affaires étrangères, la création d'un service pour la coopération au développement, le sort des anciens membres du personnel d'Afrique, le projet d'arrêté royal, le sort discriminatoire fait aux agents du ministre des Affaires africaines, les questions parlementaires posées par M. VAN HOUTTE à propos de la situation des agents du département des Affaires africaines, le transfert du personnel du Musée de Tervuren au département de l'Education nationale, les conditions du transfert du personnel qui appartenait au département des Affaires africaines, l'avis des membres du comité général de consultation syndicale au sujet du projet d'arrêté royal réglant la situation du personnel précité, le sort des agents temporaires du département des Affaires africaines) ; pp. 1207 à 1209 ;

Observations de MM. HOUGARDY, DE BLOCK et le PRESIDENT ; pp. 1208 à 1210 ;

## Interpellations. — LAHAYE (suite).

VERSE (concernant le problème social que pose l'affectation du personnel de l'ancien département des Affaires africaines) ; p. 1210 ;

A. GILSON, m.i.f.p. (concernant la suppression de l'ancien département des Affaires africaines, les conditions dans lesquelles s'effectue la liquidation de ce département, la nomination d'un conseiller général ; l'institution d'un office de coopération au développement, l'instauration d'un statut spécial de recrutement, la répartition des attributions de l'ancien département des Affaires africaines, le sort des agents de ce département, le cas des agents temporaires) ; pp. 1210 à 1212 ;

Observations de MM. HOUGARDY et LAHAYE ; p. 1210 ;

LAHAYE (concernant le nombre de questions qu'il a posées au ministre, le choix à laisser aux agents entre l'arrêté de 1953 et celui de 1962) ; p. 1212 ;

Observations de MM. A. GILSON et le PRESIDENT ; p. 1212 ;

HOUGARDY (concernant la rationalisation des services de l'ancien département) ; p. 1212 ;

A. GILSON, m.i.f.p. (concernant l'optique dans laquelle se fait la rationalisation, la constitution d'un groupe interdépartemental en vue de la coordination des activités qui appartiennent au département des Affaires africaines) ; p. 1212 ;

Observations de MM. HOUGARDY et LAHAYE ; p. 1212 ; L'incident est clos.

Ann. — Interpellation au Ministre des Finances « sur l'absence de mesures d'indemnisation en faveur des victimes des événements du Congo, et notamment des porteurs de titres de la dette publique ». — Demande ; p. 1128 (12 juin 1962).

Discussion (19 juillet 1962).

Discours de MM. LAHAYE (concernant la situation des porteurs de titres de la dette publique de l'ex-Congo Belge, les négociations avec le gouvernement congolais, l'attitude du gouvernement belge, la réponse à sa question parlementaire, les charges incombant au gouvernement congolais et la discrimination dans les remboursements, la possibilité pour la Belgique de prendre des mesures en faveur des porteurs de titres de la dette congolaise et les conséquences de cette mesure ; l'intérêt que la question suscite dans divers milieux) ; pp. 1524 à 1526 ;

DEQUAE, m.f. (regrette l'interpellation ; concernant les négociations en cours, l'importance des emprunts coloniaux, la position du gouvernement belge quant aux droits et obligations de l'ex-Congo-Belge ; la distinction entre les emprunts émis par l'Etat libre ou par la colonie, la possibilité de prendre des mesures en faveur des porteurs des titres en question ; l'attitude du gouvernement belge dictée d'après les résultats des négociations) ; pp. 1526, 1527 ;

LAHAYE (concernant l'opportunité de son interpellation, la réponse du ministre qui apaisera de nombreuses personnes, les négociations en cours, les sommes dont il s'agit, le paiement des coupons aux porteurs de titres de la dette publique de l'ex-Congo Belge) ; p. 1527 ;

Observations de M. DEQUAE ; p. 1527 ;

L'incident est clos.

Ann. — Interpellation au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères « sur les raisons invoquées par le gouvernement belge pour refuser un visa au président Moïse Tshombe ». — Demande ; p. 1650 (2 octobre 1962).

Ann. — Interpellation au Ministre de l'Agriculture « sur la carence du département de l'Agriculture dans le secteur animal et l'urgence de réserver une solution satisfaisante aux justes et légitimes revendications des agriculteurs belges ». — Demande ; p. 1820 (11 octobre 1962).

## MAISSE.

Ann. — Interpellation au Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique et au Ministre des Finances « sur les mesures prises par le Gouvernement en vue de la revalorisation de la fonction publique ». — Demande ; p. 799 (7 mars 1962).

Discussion (3 avril 1962).

Discours de MM. MAISSE (concernant l'urgence du problème de la revalorisation de la fonction publique, la nécessité de cette revalorisation, l'inadaptation de l'actuel système de recrutement, les règles en matière de promotion, le manque d'efficacité des administrations, leur politisation progressive, les cabinets ministériels, l'adaptation des rémunérations des

**Interpellations. — MAISSE (suite).**

fonctionnaires, le découragement au sein des administrations fiscales, les causes de ce découragement, la requête remise au Premier Ministre par l'Union nationale du cadre technique des finances, le mécontentement des ingénieurs de l'Etat; les problèmes particuliers qui se posent pour le Conseil d'Etat, l'augmentation du nombre des conseillers, le problème des traitements des membres de la Cour des Comptes, la revalorisation de la fonction judiciaire, les barèmes des membres de la police judiciaire, la création de nouveaux organismes paraétatiques, le recrutement de handicapés à l'Etat); pp. 1054 à 1059;

Observations de MM. DEHOUSSE, HANOTTE et A. GILSON, m.i.f.p.; pp. 1056, 1057;

A. GILSON, m.i.f.p. (concernant l'établissement d'une véritable programmation en matière de revalorisation pécuniaire, la dépense de six milliards de francs échelonnée sur trois ans qui en résultera, l'éventail de rémunérations, l'importance de la réforme administrative, une plus grande cohérence de la hiérarchie des grades et barèmes, le regroupement des 2.500 grades existants, l'établissement d'équivalences, l'analyse des fonctions, le problème de la sélection, le stage, la formation des fonctionnaires, la rationalisation des services de l'Etat, les problèmes particuliers des administrations fiscales, du Conseil d'Etat, de la Cour des Comptes et de la magistrature); pp. 1059 à 1062;

Observations de M. de la VALLEE POUSSIN; p. 1060;

L'incident est clos.

**MOREAU de MELEN.**

Ann. — Interpellation au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et du Ruanda-Urundi sur « les mesures à prendre à la suite des bombardements par l'O.N.U. d'hôpitaux et d'installations civiles au Katanga, ayant entraîné la mort de civils blancs et noirs ». — Demande; p. 252. — M. le PRESIDENT donne lecture de deux propositions de résolutions l'une de MM. VANAUDENHOVE et HOUGARDY, l'autre de M. VERSE, relatives aux événements du Katanga; p. 252 (12 décembre 1961).

*Discussion* (12 décembre 1961).

Discours de MM. MOREAU de MELEN (concernant l'inquiétude que cause le sort des Belges installés au Katanga, l'emploi de la force par l'O.N.U., les résolutions du Conseil de Sécurité, le bombardement de l'hôpital d'Elisabethville; l'attitude de l'U.R.S.S. et de certains pays asiatiques, l'aide apporté par les Etats-Unis à l'action de l'O.N.U., l'absence de respect des lois de la guerre, les moyens à mettre en œuvre pour mettre fin à la guerre du Katanga, les possibilités de recours contre les responsables des dommages causés); pp. 267, 268;

GILLON (concernant la naissance d'un sentiment national au Katanga, la légitime défense invoquée par l'O.N.U. pour justifier son action au Katanga); pp. 268, 269;

Observations de MM. P. DE SMET et ROLIN; p. 269;

HOUGARDY (concernant l'absence de justification de l'intervention des Nations Unies, l'aspect économique de cette action, la volonté d'entente de M. Tshombe, la détérioration de la situation à Léopoldville, la nécessité d'une trêve immédiate); pp. 269, 270;

ROLIN (concernant l'action des Nations Unies au Katanga, les griefs qui peuvent être formulés, l'attitude d'une partie de la population civile au Katanga, la possibilité de sanctions et de réparations pour les dommages causés par l'action de l'O.N.U.); pp. 270, 271;

Observations de MM. VAN BUGGENHOUT, DE WINTER et DEKEYZER; pp. 270, 271;

DUVIEUSART (dit sa crainte de voir détruire les réalisations belges au Katanga et de voir mettre en péril l'avenir de l'O.N.U.; concernant la mauvaise interprétation de la décision prise par le Conseil de Sécurité le 8 août 1960, les moyens d'aboutir au retrait de cette interprétation, la recherche d'une solution pacifique au Congo); pp. 271, 272;

GILLON (concernant le mécontentement suscité par l'action de l'O.N.U., son inaction après le meurtre des aviateurs italiens); p. 272;

SPAAK, v.p.m., m.a.étr. (concernant l'attitude de la Belgique à l'égard de la sécession katangaise, le comportement inadmissible de l'O.N.U., la légitime défense invoquée par le secrétaire général de l'O.N.U., le prétendu plan d'attaque de la gendarmerie katangaise, le caractère démesuré de l'opération entreprise par l'O.N.U., les conseils de réconciliation avec Léopoldville donnés à M. Tshombe, l'inopportunité d'un

**Interpellations. — MOREAU de MELEN (suite).**

appel au Conseil de Sécurité, une action des grands alliés de l'O.T.A.N. en vue d'obtenir un cessez-le-feu au Katanga, la réclamation de dommages-intérêts aux pays qui participent à la force militaire de l'O.N.U.); pp. 272 à 274;

Observations de MM. GILLON, le baron de DORLODOT, VERSE, ROLIN, OBLIN, VAN BUGGENHOUT et GODIN; pp. 272 à 274;

Un ordre du jour est déposé par MM. ROLIN et VAN HEMELRIJCK; pp. 274, 275;

Intervention du baron de DORLODOT et de M. GILLON; p. 275;

L'ordre du jour est adopté; p. 275;

M. le PRESIDENT exprime la sympathie du Sénat aux femmes arrivées du Katanga ce jour; p. 275.

Ann. — Interpellation au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères sur « 1° l'état des négociations relatives à l'enquête internationale proposée précédemment par le Sénat et portant sur les faits graves reprochés à des unités des forces de l'O.N.U. stationnées au Katanga; cette enquête pourrait porter aussi sur les faits survenus depuis lors, notamment le meurtre d'un de nos compatriotes et de sa mère à Elisabethville; 2° l'opportunité de publier à ce sujet un livre blanc; 3° la nécessité de faire accepter par les Nations Unies un arbitrage à propos des crimes de droit commun au moins ». — Demande; p. 864 (15 mars 1962). — Discussion jointe à la discussion générale du Budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de l'Assistance technique. — Crédits: Affaires étrangères.

**MOUREAUX.**

Ann. — Interpellation au Ministre de la Défense nationale « sur l'augmentation de la durée du temps du service militaire ». — Demande; p. 1238 (26 juin 1962).

*Discussion* (19 juillet 1962).

Discours de MM. MOUREAUX (concernant le communiqué du département de la Défense nationale au sujet de la durée du service militaire (en Belgique: 12 mois + 3 ou 6 mois de réengagement; en Allemagne: 12 mois); le volontariat, les techniciens de l'O.T.A.N., la mission des miliciens en Belgique et en Allemagne, la solution préconisée par le ministre, la délibération au sein du Gouvernement, le recrutement des officiers de réserve, l'éventuelle prolongation du service militaire, les engagements de l'O.T.A.N.); pp. 1520 à 1522;

Observations de M. SEGERS, m.d.n.; p. 1522;

SEGERS, m.d.n. (concernant la durée du service militaire fixée à douze mois, l'exemple du volontariat accepté par les officiers de réserve et les para-commandos, la création d'une nouvelle catégorie de volontaires, le double aspect du nouveau programme approuvé par le Gouvernement, les projets de réorganisation, la situation à l'armée, les techniciens de l'O.T.A.N., les mesures nécessaires à l'amélioration du sort des militaires de carrière, les engagements de l'O.T.A.N., le volontariat spécial et les avantages techniques liés au nouveau système, les recommandations, les résultats chiffrés du nouveau système); pp. 1522 à 1524;

Observations de M. MOUREAUX; p. 1523;

MOUREAUX (concernant certains arguments de son premier discours, la réponse donnée par le ministre); p. 1524;

GHEYSEN (concernant le nouveau système de recrutement, les résultats chiffrés cités par le ministre, le sort des prioritaires légaux ou sociaux); p. 1524;

SEGERS, m.d.n. (concernant les droits des prioritaires légaux ou sociaux); p. 1524;

L'incident est clos.

**ORBAN.**

Ann. — Interpellation au Ministre de la Santé publique et de la Famille au Ministre de la Justice et au Ministre, Adjoint à l'Education nationale et à la Culture « sur le fait qu'à ce jour, aucune mesure d'exécution de la loi réglementant les combats de boxe n'a été prise et que la télévision belge continue à diffuser pareils spectacles, alors que leur caractère immoral a été dénoncé par les plus hautes autorités morales et qu'ils exercent incontestablement une influence des plus pernicieuses, particulièrement sur la jeunesse ». — Demande; p. 1095 (12 avril 1962).

## Interpellations. — ORBAN (suite).

Discussion (14 juin 1962).

Discours de MM. ORBAN (concernant la publication de la loi du 31 mai 1958 relative aux combats de boxe quatre ans après son adoption, la publication de l'arrêté royal contenant les mesures d'application de la loi, la consultation de M. Gruslin, Président de l'I.N.E.P.S., au sujet de cet arrêté, l'application des articles 398 et 399 du Code pénal pour les coups et blessures donnés pendant les combats de boxe, la jurisprudence en la matière, la mort du boxeur Paret, les conséquences de la pratique de la boxe, la transmission de combats de boxe par la T.V., la condamnation de la boxe par les plus hautes autorités morales; demande que des mesures efficaces soient prises pour l'exécution de la loi et que la diffusion des combats de boxe par la T.V. soit interdite); pp. 1162 à 1165;

VERHAEST (concernant les mesures prises en Belgique par les organisateurs et soigneurs depuis 1958, les accidents qui se produisent dans d'autres sports); pp. 1166, 1167;

Mme BEECKMAN-Vve VANDERVELDE (rappelle les arguments qui militent en faveur d'une stricte réglementation des combats de boxe, particulièrement de la boxe comme spectacle); pp. 1167, 1168;

MM. CUSTERS, m.s.p.f. (concernant les accidents mortels de la boxe, la publication de la loi du 31 mai 1958, la préparation de l'arrêté royal d'exécution en étroite collaboration avec l'I.N.E.P.S. et les milieux sportifs sérieux; les objectifs que poursuit l'arrêté; le contrôle médical, le contrôle technique, le contrôle administratif sur l'organisation des combats de boxe); pp. 1168, 1169;

Observations de M. ORBAN; pp. 1168, 1169;

VERMEYLEN, m.j. (concernant la jurisprudence en matière de poursuites pénales pour des blessures résultant de combats de boxe, l'application de la nouvelle loi par la justice); pp. 1169, 1170;

Observations de M. ORBAN; pp. 1169, 1170;

VAN ELSLANDE, m.adj.é.n.c. (concernant l'émission par la T.V. d'actualités contenant des images de combats de boxe, la contre-propagande que pareilles émissions constituent pour la boxe); p. 1170;

ROLIN (concernant l'opportunité de poursuites pénales dans certains cas, la diffusion de matches de boxe par la radio et la télévision); pp. 1170, 1171;

VERMEYLEN, m.j. (concernant l'attention que les parquets accordent aux problèmes des combats de boxe); p. 1171;

ORBAN (demande l'intervention des parquets en cas de coups et blessures volontaires); p. 1171;

Un ordre du jour est déposé par MM. VAN HEMELRIJCK, ROLIN, ORBAN, ADAM, Mme BEECKMAN-Vve VANDERVELDE et M. GEORGE; p. 1171;

Intervention de M. VERMEYLEN, m.j. (qui précise avec quelles réserves le Gouvernement accepte l'ordre du jour); p. 1171.

L'ordre du jour est adopté; p. 1171.

## ROLIN.

Ann. — Interpellation au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et au Ministre de la Défense nationale « sur les informations parues dans la presse concernant la coopération atomique entre la Belgique et les Etats-Unis d'Amérique dans le domaine militaire ». — Demande; p. 1128 (12 juin 1962).

Discussion (4 juillet 1962).

Discours de MM. ROLIN (concernant l'inquiétude suscitée par les informations relatives à la coopération atomique entre la Belgique et les Etats-Unis dans le domaine militaire, la puissance des missiles atomiques dont pourrait disposer la Force aérienne, le nombre d'unités équipées de matériel atomique, leur stationnement, la date de la décision prise en la matière, la mission de la force armée de missiles atomiques, le texte de l'accord entre les Etats-Unis et la Belgique, les déclarations successives des gouvernements au sujet de l'arme atomique); pp. 1316 à 1319;

Observations de MM. DEHOUSSE et DE BOODT; pp. 1316, 1317;

NOEL (demande les raisons de doter l'armée d'armes nucléaires; concernant le souci des Nations-Unies d'empêcher la dissémination des armes atomiques); p. 1319;

Observations de M. DEHOUSSE; p. 1319;

## Interpellations. — ROLIN (suite).

SPAARK, v.p.m., m.a.étr. (concernant l'absence de rapport entre la création éventuelle en Belgique d'une escadrille de bombardement atomique et l'accord du 31 mai 1962, pris en exécution de la loi du 29 juin 1951 relative à l'aide pour la défense mutuelle, la nécessité de la ratification d'un pareil accord, la communication de l'accord, le rôle de l'arme atomique dans l'organisation de la défense, la distinction entre armes offensives et défensives, la disparition des armes atomiques); pp. 1319 à 1321;

Observations de MM. ORBAN, ROLIN et NOEL; pp. 1320, 1321;

SEGBERS, m.d.n. (concernant la formulation de la demande d'interpellation de M. ROLIN, le problème de l'armement atomique tel qu'il se pose pour la Belgique, la différence entre les armes atomiques stratégiques et tactiques, les armes tactiques dont dispose la Belgique, la création d'une escadrille de chasseurs-bombardiers pouvant être équipée d'armes atomiques, sa mission); pp. 1321, 1322;

Observations de MM. ORBAN et ROLIN; pp. 1321, 1322;

SPAARK, v.p.m., m.a.étr. (concernant la communication de l'accord du 31 mai 1962); p. 1322;

ROLIN (concernant la soumission de l'accord du 31 mai à approbation; s'oppose à l'utilisation d'armes nucléaires par les Belges; concernant l'augmentation du risque pour la Belgique, la défense du monde libre, le plan Rapacki de dénucléarisation régionale, le désarmement général et contrôlé); pp. 1322 à 1324;

Observations de MM. SPAARK et SEGBERS; pp. 1323, 1324;

DIEPENDAELE (concernant un désarmement progressif, le danger qui résulterait de la désignation de Bruxelles comme capitale de l'Europe occidentale); p. 1324;

L'incident est clos.

## ROOSENS.

Ann. — Interpellation au Ministre de la Justice « sur la convention entre la Belgique et la Norvège, relative à l'installation d'un Bureau médical norvégien à Anvers, l'activité de ce bureau, la suspension, décidée par M. le Procureur du Roi d'Anvers, de l'instruction judiciaire ouverte à la suite de la plainte portée par le Cercle médical d'Anvers, le Syndicat général des Médecins de Belgique et l'Association belge d'Odontologie contre les membres du personnel du Bureau médical norvégien d'Anvers ». — Demande: M. VERMEYLEN, m.j., croit que l'interpellation est devenue superflue, étant donné qu'il a fait les démarches demandées par l'interpellant; p. 759 (7 mars 1962). — Retrait; p. 938 (27 mars 1962).

## VANAUDENHOVE.

Ann. — Interpellation au Premier Ministre « sur la politique générale du Gouvernement ».

Discussion (12 juin 1962).

Discours de MM. VANAUDENHOVE (expose les raisons qui motivent l'interpellation; concernant l'atmosphère de mécontentement et de manque de confiance qui règne dans le pays, la situation économique du pays, le problème des relations entre Flamands et Wallons, le malaise qui existe, l'absence de solution, les mesures à prendre en vue d'assurer la liberté du travail et la sécurité des personnes et des biens, l'assainissement des finances publiques, l'augmentation de la dette publique et des dépenses de l'Etat, les conséquences de la loi unique; l'assainissement de l'assurance maladie-invalidité, des chemins de fer, de l'industrie charbonnière; l'évolution de la dette publique; les impôts nouveaux, l'augmentation de la taxe de transmission, le caractère temporaire de cette augmentation, le précompte, la péréquation cadastrale, l'augmentation des additionnels communaux à la contribution foncière, la réforme fiscale, l'effort fait dans les pays occidentaux en vue de diminuer les impôts, l'exemple britannique, la discussion de la réforme fiscale à la Chambre des Représentants, les conséquences de cette réforme sur les investissements de capitaux en Belgique; l'augmentation des charges sociales à la suite des mesures prises par le Gouvernement; la création du directoire charbonnier et de la société nationale d'investissement; l'augmentation des pensions pour ouvriers et des allocations de chômage, le retard mis à voter le budget de l'Education nationale; l'économie libre et la démocratie parlementaire); pp. 1129 à 1138;

Observations de MM. DE BLOCK, VAN HOEYLANDT, VERSPEETEN, HANOTTE, DEQUAE, m.f., LEFEBVRE, p.m., DELOR, LACROIX, HARMEGNIES, DE WINTER.

## Interpellations. — VANAUDENHOVE (suite).

- RASSART, ROLIN, STUBBE, DEHOUSSE, A. GILSON, m.i.f.p. et MACHTENS; pp. 1129 à 1137;
- LEFEVRE, p.m. (concernant l'index, l'augmentation des pensions et des allocations familiales); p. 1138;
- WARNANT (concernant les réalisations du Gouvernement dans le domaine économique, la création du directoire charbonnier, le retard dans la mise en œuvre de la loi sur les sociétés d'investissement, la réticence des secteurs public et privé à participer à la formation du capital de la société nationale d'investissement, la politique du Gouvernement en matière énergétique, l'approvisionnement du pays en charbons à usage domestique, la question de la formation des prix, la manipulation de l'index; la recherche scientifique, la politisation dans ce domaine); pp. 1138 à 1141;
- Observations de MM. HARMEGNIES et DE BLOCK; pp. 1139, 1140;
- HOUARDY (concernant la politique du gouvernement dans le domaine des classes moyennes et en matière agricole, la pension des indépendants, l'augmentation des charges qui pèsent sur les petites et moyennes entreprises, le problème des organismes subventionnés par le département des Classes moyennes, la situation de l'agriculture, le déficit du Fonds agricole, l'incidence de la politique de l'index pour l'agriculture); pp. 1141 à 1143;
- Observations de MM. LEFEVRE et A. GILSON; p. 1143.

## Reprise de la discussion (13 juin 1962).

- Discours de MM. DEQUAE, m.f. (concernant l'investissement de capitaux étrangers en Belgique, la péréquation cadastrale, le précompte, l'assainissement des finances publiques, la diminution des feuillets de crédits supplémentaires; l'assainissement des finances communales, de la S.N.C.B. et de l'assurance maladie-invalidité; le ralentissement de l'augmentation de la dette publique, la situation de la trésorerie, la diminution du taux de l'intérêt); pp. 1146, 1147;
- Observations de M. le PRÉSIDENT; p. 1146;
- MERCHIERS (concernant le bilan social du Gouvernement et ses conséquences financières, l'augmentation des pensions et des allocations familiales; le chômage, l'augmentation des allocations, l'absence des économies nécessaires, l'assainissement de l'assurance maladie-invalidité, la question du salaire hebdomadaire garanti, les abonnements sociaux aux chemins de fer, le total des charges supplémentaires imposées à l'économie, l'augmentation du salaire indirect au détriment du salaire direct, les conséquences de l'augmentation des charges sociales en cas de récession); pp. 1147 à 1149;
- Observations de MM. DEVUYST, VAN CAUWELAERT, Mme BEECKMAN-Vve VANDERVELDE, MM. LACROIX et ROLIN; pp. 1148, 1149;
- MOUREAUX (concernant la scission du ministère de l'Éducation nationale, l'opposition du P.L.P. à la division totale de ce département); p. 1150;
- LEFEVRE, p.m. (concernant les critiques formulées par l'opposition à l'égard des mesures sociales prises par le Gouvernement, le problème des relations entre Wallons et Flamands, le retard dans l'exécution de certaines mesures annoncées dans la déclaration gouvernementale; les réalisations gouvernementales, le maintien de l'ordre, le recensement, la discussion des budgets, la revalorisation de la fonction publique, les réformes de structure, la société nationale d'investissement, le différend avec la C.E.C.A. à propos du directoire charbonnier, la politique sociale, l'assainissement des finances publiques, la dette publique, les chemins de fer; la réforme fiscale, la taxe de transmission; les problèmes linguistiques, les difficultés en matière d'éducation nationale, la réforme des institutions, la constitution d'un groupe de travail chargé de préparer la révision de la Constitution, l'abstention du P.L.P.; la politique familiale et démographique, la démocratisation de l'enseignement, l'expansion économique, la réforme judiciaire; le « timing », l'examen des projets de lois linguistiques et fiscale par les Chambres, le bon fonctionnement de nos institutions, la souveraineté du Parlement); pp. 1150 à 1157;
- Observations de MM. VANAUDENHOVE et LEBURTON, m.p.s.; pp. 1153 et 1157;
- Un ordre du jour est déposé par MM. VAN HEMELRIJCK et ROLIN; p. 1157;
- Discours de M. VANAUDENHOVE (concernant l'amélioration de la situation financière par suite de la haute conjoncture, l'absence d'un véritable assainissement financier, les relations entre Flamands et Wallons, le maintien de l'ordre; la réforme fiscale, son examen par le Sénat; la coopération du P.L.P. à une commission chargée de la préparation de la

## Interpellations. — VANAUDENHOVE (suite).

- révision constitutionnelle et de la réforme des institutions); pp. 1157, 1158;
- Observations de MM. A. GILSON et LEFEVRE; pp. 1157, 1158;
- L'incident est clos.
- Vote sur l'ordre du jour (14 juin 1962).
- M. LEYNEN justifie son vote;
- L'ordre du jour est adopté par 110 voix contre 20 et 17 abstentions; p. 1165.

## VAN HEMELRIJCK.

- Ann. — Interpellation au Ministre de l'Éducation nationale et de la Culture « sur le message adressé par le Ministre de l'Éducation nationale et de la Culture, M. Larock, au personnel enseignant de l'État à l'occasion du troisième anniversaire de la signature du pacte scolaire ». — Demande; p. 65 (21 novembre 1961).

## Discussion (28 novembre 1961).

- Discours de MM. VAN HEMELRIJCK (concernant la nécessité de définir la notion de neutralité dans l'enseignement de l'État, les notions traditionnelles de la neutralité reprises dans la première partie de la circulaire, les graves objections auxquelles donne lieu la seconde partie de la circulaire, l'introduction de la notion de libre-examen dans cette partie, l'interprétation possible de cette partie de la circulaire, les instructions données par le gouvernement français en matière de neutralité, la conception du ministre au sujet de la neutralité de l'enseignement de l'État, l'établissement de la notion de neutralité avec l'aide de la commission du pacte scolaire); pp. 130 à 132;
- GILLON (concernant les réserves qu'appelle la seconde partie de la circulaire, le devoir de l'État en matière de neutralité, les déclarations faites par M. Léo Collard en 1955); p. 132;
- LAROCK, m.é.n.c. (concernant les raisons qui ont incité le ministre à adresser la circulaire en cause au personnel enseignant de l'État, les critiques formulées à l'égard du pacte scolaire, la définition de la neutralité scolaire, l'insuffisance de règles purement négatives, le caractère réservé et intangible du domaine de la croyance, l'émission d'un avis sur la neutralité par la commission permanente du pacte scolaire, les deux paragraphes de la circulaire qui ont suscité des objections); pp. 133, 134;
- Observations de MM. SMET, VAN HEMELRIJCK, DE WINTER, le baron NOTHOMB, R. HOUBEN et P. DE SMET; pp. 133, 134;
- ROLIN (concernant l'intervention de M. GILLON, les raisons de retenir l'interprétation de la circulaire qu'a donnée M. LAROCK, l'attachement du groupe socialiste au pacte scolaire, le renvoi du problème de la définition de la neutralité à la commission du pacte); pp. 134, 135;
- Observations de MM. DE BOODT, DE BRUYNE et LAROCK; p. 135;
- VAN HEMELRIJCK (concernant les déclarations de MM. ROLIN et LAROCK, la consultation de la commission du pacte scolaire); p. 135;
- L'incident est clos.
- Ann. — Interpellation au Ministre des Affaires économiques et de l'Énergie « sur la mesure prise par lui, le 7 avril 1962, réglementant les prix des pommes de terre de consommation ».
- Discussion (12 avril 1962).
- Discours de MM. VAN HEMELRIJCK (concernant la portée de l'arrêté fixant des prix maxima pour la vente de pommes de terre, la contradiction entre cette mesure et la déclaration gouvernementale, les conséquences d'un long hiver en matière de prix, la répercussion sur le chiffre de l'index, les risques du stockage supportés par les agriculteurs, l'inefficacité de la réglementation; demande le retrait de la mesure prise); pp. 1097, 1098;
- L. DESMET (concernant les raisons de la pénurie actuelle de pommes de terre, l'inefficacité de l'arrêté, les exportations, l'accaparement du marché, la nécessité d'une surveillance du marché, une grève des consommateurs); pp. 1098, 1099;
- Observations de M. ORBAN; p. 1099;
- SPINOY, m.a.éc.é. (concernant la nécessité d'une stabilisation des prix pour mener une politique d'expansion économique, la recherche d'un équilibre entre les intérêts des producteurs

**Interpellations. — VAN HEMELRIJCK (suite).**

- de produits agricoles et les intérêts des consommateurs de ces produits, les hausses saisonnières des prix, l'augmentation des demandes de licences d'exportation, la spéculation à la hausse, la limitation des prix à la vente par les grossistes et les détaillants, le reproche fait au Gouvernement de mener une politique de l'index en matière de produits agricoles, la nécessité de la mesure prise) ; pp. 1099 à 1101 ;
- Un ordre du jour est déposé par MM. DESCAMPS, MATERNE et VREVEN ; p. 1101 ;
- Discours de MM. VAN HEMELRIJCK (concernant l'impossibilité d'envisager une stabilisation des prix dans l'agriculture, l'intervention du Gouvernement chaque fois que les prix des produits agricoles montent ; demande si l'arrêté sera maintenu) ; p. 1101 ;
- ADAM (insiste en vue du retrait de la mesure prise par le Gouvernement ; concernant le caractère insuffisamment rémunérateur de la production de pommes de terre) ; p. 1101 ;
- Un ordre du jour est déposé par MM. MOULIN et L. DESMET ; p. 1101 ;
- Discours de MM. VREVEN (concernant le dépôt d'un ordre du jour par le groupe P.L.P., la politique de l'index menée par le Gouvernement, l'importance des prix dans la politique agricole) ; p. 1102 ;
- Observations de MM. SLEDESENS, STUBBE et DE BLOCK ; p. 1102 ;
- VAN HEMELRIJCK (demande la suspension de la mesure prise et que le Ministre entame des pourparlers avec les milieux intéressés) ; p. 1102 ;
- SPINOY, m.a.éc.é. (concernant les mesures qui furent prises par son prédécesseur en matière de prix ; déclare que le Gouvernement est disposé à engager des pourparlers) ; p. 1102 ;
- Observations de MM. SLEDESENS, HOUGARDY, ORBAN et ADAM ; p. 1102 ;
- Un ordre du jour est déposé par MM. VAN HEMELRIJCK, ADAM et SLEDESENS ; p. 1102 ;
- Discours de MM. LEFEVRE, p.m. (déclare que le Gouvernement ne peut accepter que des membres de la majorité « exigent » le retrait de l'arrêté, mais qu'il est disposé à examiner le problème avec la majorité) ; p. 1103 ;
- Observations de MM. VAN HEMELRIJCK, DEVUYST et ORBAN ; p. 1103 ;
- de la VALLEE POUSSIN (concernant le mouvement créé dans les milieux urbains par la hausse des prix des légumes) ; p. 1103 ;
- VAN BUGGENHOUT (propose une suspension de séance) ; p. 1103 ;
- Observations de M. ORBAN ; p. 1103 ;
- VAN HEMELRIJCK (propose la remise du vote sur les ordres du jour après les vacances de Pâques) ; p. 1103 ;
- Intervention de M. le PRESIDENT (concernant une remise du vote sur les ordres du jour) et de M. VAN HEMELRIJCK (qui retire sa proposition) ; p. 1103 ;
- La séance est suspendue pendant 25 minutes.
- Un nouvel ordre du jour est déposé par MM. JESPERS, de STEXHE et DE BLOCK ; p. 1104 ;
- Intervention de MM. MOULIN et VAN HEMELRIJCK (qui retirent leurs ordres du jour) ; p. 1104 ;
- L'ordre du jour de M. VREVEN et consorts est rejeté (vote nominatif) ; p. 1104 ;
- M. NOEL justifie son vote ; p. 1104 ;
- L'ordre du jour de MM. JESPERS, de STEXHE et DE BLOCK est adopté par 94 voix contre 13 et 26 abstentions ; pp. 1104, 1105.

**I.R.S.I.A. — V. Commerce et Industrie.****J****Jeux et paris. — V. Impôts/Impôts directs.****Juridictions du travail. — V. Travail.****L****Langues. — V. Administrations publiques. — V. Armée.****Libérations et condamnations conditionnelles. — V. Droit pénal.****Loteries.**

*Projet de loi tendant à modifier l'affectation des bénéfices de la Loterie africaine des exercices 1960 et 1961.*

Doc. — N° 73 : Exposé des motifs et projet de loi.  
N° 180 : Rapport de M. Pairon.

Ann. — *Discussion générale* (3 avril 1962).

Intervention de M. PAIRON, rapp. ; p. 1036.

La discussion générale est close.

*Discussion des articles* (3 avril 1962).

*Art. 1<sup>er</sup> et 2.*

Adoptés sans observations ; p. 1036.

*Vote* (3 avril 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 135 membres présents ; p. 1041.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

**M****Magistrats. — V. Organisation judiciaire/Personnel judiciaire.****Marchés administratifs.**

*Projet de loi relatif aux marchés passés au nom de l'Etat.*

Doc. — N° 364 : Exposé des motifs et projet de loi.

**Médecins. — V. Art de guérir.****Médecin spécialiste. — V. Enseignement/Enseignement supérieur.****Milice. — V. Armée.****Monts-de-piété. — V. Assistance publique.****Motions d'ordre.****GILLON.**

Ann. — M. GILLON propose d'instituer en commission un débat sur les problèmes soulevés ce jour à la tribune concernant le projet de loi autorisant le passage et le séjour en Belgique des troupes des pays liés à la Belgique par le Traité de l'Atlantique-Nord, et de discuter la question à fond lors de l'examen du budget des Affaires étrangères au Sénat ; M. SPAAK, v.p.m., m.a.étr., demande au Sénat de repousser la proposition de M. GILLON et souligne que le projet est en fait un projet de toilette juridique ; observations de M. le PRESIDENT, M. GILLON retire sa proposition ; pp. 750, 751 (1<sup>er</sup> mars 1962).

**ROLIN.**

Ann. — M. ROLIN demande pourquoi deux séances ont été prévues pour l'interpellation de M. VANAUDENHOVE : M. le PRESIDENT répond ; p. 1127 (12 juin 1962).

**Motions d'ordre (suite).****VAN BUGGENHOUT.**

*Ann.* — M. VAN BUGGENHOUT déclare qu'il ne peut admettre qu'un budget soit examiné en commission tandis qu'un autre budget est discuté en séance publique; intervention de MM. le PRÉSIDENT, ROLIN et VAN DEN STORME; pp. 260, 261 (12 décembre 1961).

M. VAN BUGGENHOUT demande que, vue l'intense brouillard, il n'y ait plus de votes après 17 heures afin de permettre aux sénateurs de province de rentrer chez eux; il demande que le débat se poursuive d'une manière rationnelle sans redites; M. le PRÉSIDENT propose qu'il ne soit plus voté après 17 heures et que la discussion de l'article 11 soit poursuivie jusqu'à 19 heures; observations de MM. DE BLOCK, ORBAN et SCOKAERT; la proposition de M. le PRÉSIDENT est adoptée; p. 1793 (10 octobre 1962).

**N****Nationalité. — V. Droit public.****Naturalisations.**

*Projets de loi accordant la naturalisation.*

*Doc.* — N° 40: Feuilletons n° 1 à 14.

N° 41: Rapport de MM. Allard, Buts, De Bruyne, Delor, Knops, Neybergh, Oblin, Wiard et Mlle Wibaut.

*Ann.* — Scrutin sur la prise en considération; pp. 345, 365 (19 décembre 1961).

Pas de discussion générale.

*Discussion des articles uniques* (20 décembre 1961).

Adoptés sans observations; pp. 423 à 433.

*Vote* (20 décembre 1961).

L'ensemble des projets de loi est adopté à l'unanimité des 107 membres présents; pp. 435, 436.

Les projets de loi seront soumis à la sanction royale.

*Projets de loi accordant la naturalisation.*

*Doc.* — N° 162: Rapport de MM. Allard, Buts, De Bruyne, Delor, Knops, Neybergh, Oblin, Wiard et Mlle Wibaut.  
N° 163: Feuilletons n° 1 à 13.

*Ann.* — Scrutin sur la prise en considération; pp. 999, 1000, 1024 à 1032 (29 mars 1962).

Pas de discussion générale.

*Discussion des articles uniques* (3 avril 1962).

Adoptés sans observations; pp. 1042 à 1050.

*Vote* (3 avril 1962).

L'ensemble des projets de loi est adopté à l'unanimité des 143 membres présents; p. 1051.

Les projets de loi seront soumis à la sanction royale.

*Projets de loi accordant la naturalisation.*

*Doc.* — N° 272: Feuilletons n° 1 à 9.

N° 273: Rapport de MM. Allard, De Bruyne, Delor, Neybergh, Oblin, Wiard et Mlle Wibaut.

*Ann.* — Scrutin sur la prise en considération; pp. 1284, 1298 à 1302 (3 juillet 1962).

Pas de discussion générale.

*Discussion des articles uniques* (5 juillet 1962).

Adoptés sans observations; pp. 1334 à 1339.

*Vote* (5 juillet 1962).

L'ensemble des projets de loi est adopté à l'unanimité des 122 membres présents; p. 1339.

Les projets de loi seront soumis à la sanction royale.

**O****Objecteurs de conscience. — V. Armée/Milice.****Occupation allemande.****BANQUE D'EMISSION.**

*Projet de loi rouvrant le délai de déclaration des créances de la Banque d'Emission à Bruxelles.*

*Doc.* — N° 126: Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 156: Rapport de M. Versé.

*Ann.* — Pas de discussion générale.

*Discussion de l'article unique* (20 mars 1962).

Adopté sans observations; p. 876.

*Vote* (20 mars 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 129 membres présents; p. 879.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**Office belge du Commerce extérieur. — V. Commerce et Industrie. — Commerce extérieur.****Office national du Ducroire. — V. Commerce et Industrie.****Officiers. — V. Armée.****O.N.A.C. — V. Guerre/Victimes de la guerre.****Ordre des travaux. — V. Chambres Législatives — Sénat.****Organisation de l'économie. — V. Commerce et Industrie.****Organisation internationale du travail. — V. Affaires étrangères/Travail.****Organisation judiciaire.****HUISSIERS.**

*Projet de loi relatif aux fonctions d'huissier de justice.*

*Doc.* — N° 72: Projet transmis par la Chambre des Représentants.

**PERSONNEL JUDICIAIRE.****MAGISTRATS.**

*Projet de loi prorogeant jusqu'au 30 juin 1962 les effets de la loi du 20 mars 1954 modifiant l'article 232 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire.*

*Doc.* — N° 143: Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 150: Rapport de M. Housiaux.

*Ann.* — M. HOUSIAUX, rapp., demande l'urgence; L'urgence est décidée; p. 759 (7 mars 1962).

*Discussion générale* (7 mars 1962).

Discours de MM. VAN HEMELRIJCK (déclare qu'il ne votera pas le projet; estime que le problème des jetons de présence des magistrats aurait déjà dû être réglé d'une manière définitive); p. 761;

VERMEYLEN, m.j. (répond à M. VAN HEMELRIJCK et annonce que le problème sera réglé avant le 1<sup>er</sup> juillet 1962); p. 761;

**Organisation judiciaire. — PERSONNEL JUDICIAIRE (suite).****MAGISTRATS (suite).**

Intervention de MM. DE BAECK et HOUSIAUX, rapp. ; p. 761 ;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles (7 mars 1962).*

*Art. 1<sup>er</sup> et 2.*

Adoptés sans observations ; pp. 761, 762.

*Vote (7 mars 1962).*

L'ensemble du projet de loi est adopté par 138 voix contre 3 ; pp. 795, 796.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

*Proposition de loi d'organisation judiciaire portant des dispositions spéciales concernant les magistrats d'Afrique.*

Doc. — N° 262 : Proposition de loi de M. Orban.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 1354 (10 juillet 1962).

**SECRETAIRES AUX PARQUETS.**

*Proposition de loi modifiant la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire et celle du 15 juin 1899 comprenant le titre II du Code de Procédure pénale militaire.*

Doc. — N° 316 : Proposition de loi de M. Lilar.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; pp. 1635, 1636 (2 octobre 1962).

**REGIE DU TRAVAIL PENITENTIAIRE.**

Ann. — 1<sup>o</sup> Rapport sur l'activité de l'institution ; 2<sup>o</sup> bilan général et compte général de profits et pertes de la Régie ; 3<sup>o</sup> bilans et comptes de profits et pertes particuliers des ateliers de la Régie disposant de 25.000 francs et plus de capital immobilisé en machines et outils. — Transmis par le Ministre de la Justice ; p. 1111 (24 mai 1962).

**TRAITEMENTS.**

*Proposition de loi portant modification de la loi du 31 juillet 1952 modifiant la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire en ce qui concerne le traitement des magistrats, des greffiers et des employés des cours et tribunaux.*

Doc. — N° 30 : Proposition de loi de M. Lahaye.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 252 (12 décembre 1961).

*Proposition de loi modifiant, à titre transitoire, certaines dispositions relatives aux traitements des magistrats et des greffiers de l'ordre judiciaire.*

Doc. — N° 109 : Proposition de loi de MM. De Baeck, Lilar et Rolin.

N° 250 : Rapport intérimaire de M. Van Hemelrijck.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 649 (14 février 1962).

*Proposition de loi complétant l'article 233bis de la loi du 18 juin 1869 concernant les traitements des commis-greffiers et commis-greffiers principaux de l'Ordre judiciaire.*

Doc. — N° 271 : Proposition de loi de M. Deruelles.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 1354 (10 juillet 1962).

**TRIBUNAUX DE POLICE.**

*Projet de loi créant un tribunal de police dans l'arrondissement judiciaire de Mons.*

Doc. — N° 353 : Rapport de M. Deruelles.

Ann. — *Discussion générale* (25 juillet 1962).

Discours de MM. OBLIN (demande si le nouveau juge de police siégera également aux chefs-lieux des cantons de Boussu, Dour et Pâturages) ; p. 1582 ;

**Organisation judiciaire. — TRIBUNAUX DE POLICE (suite).**

VERMEYLEN, m.j. (répond à M. OBLIN) ; p. 1582 ; La discussion générale est close.

*Discussion des articles (25 juillet 1962).*

*Art. 1<sup>er</sup> à 3.*

Adoptés sans observations ; p. 1582.

*Vote (25 juillet 1962).*

L'ensemble du projet de loi est adopté par 139 voix et 1 abstention ; pp. 1597, 1598.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

*Projet de loi créant des tribunaux de police dans l'arrondissement judiciaire de Bruges.*

Doc. — N° 354 : Rapport de M. Laqae.

Ann. — Pas de discussion générale.

*Discussion des articles (25 juillet 1962).*

*Art. 1<sup>er</sup> à 5.*

Adoptés sans observations ; pp. 1582, 1583.

*Vote (25 juillet 1962).*

L'ensemble du projet de loi est adopté par 139 voix et 1 abstention ; pp. 1597, 1598.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**Organismes et services déclarés nuls. — V. Finances/Comptabilité de l'Etat.****Orphelins des victimes du travail. — V. Sécurité sociale.****Outrages aux bonnes mœurs. — V. Droit pénal.****Ouverture de la session. — V. Chambres Législatives — Sénat.****P****Pacte atlantique. — V. Affaires étrangères.****Pain. — V. Commerce et Industrie/Réglementation du commerce.****Passeports. — V. Affaires étrangères.****Pensions.****CAISSE NATIONALE DES PENSIONS DE RETRAITE ET DE SURVIE.**

Ann. — Comptes de gestion de la caisse pour l'exercice 1960. — Transmis par le Ministre de la Prévoyance sociale ; p. 251 (12 décembre 1961).

**PENSIONS CIVILES ET ECCLESIASTIQUES.**

*Proposition de loi complétant la loi du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques.*

Doc. — N° 404 : Proposition de loi de M. Deruelles.

**Pensions (suite).****PENSIONS DE REPARATION.**

*Projet de loi étendant l'application des lois sur les pensions de réparation aux conséquences de certains faits dommageables survenus sur les territoires de la République du Congo (Léopoldville) et du Ruanda-Urundi.*

Nouvel intitulé : *Projet de loi étendant l'application des lois sur les pensions de réparation aux conséquences de certains faits dommageables survenus sur les territoires de la République du Congo (Léopoldville), du Rwanda et du Burundi.*

Doc. — N° 217 : Exposé des motifs et projet de loi.

N° 239 : Amendements présentés par le Gouvernement.

N° 245 : Rapport de M. De Baeck.

N° 255 : Amendement proposé par M. Lahaye au texte présenté par la commission.

N° 342 : Projet amendé par la Chambre des Représentants.

N° 357 : Rapport de M. De Baeck.

Ann. — *Discussion générale* (21 juin 1962).

Discours de MM. HOUARDY (demande au Gouvernement de respecter les engagements antérieurs ; concernant le désordre qui règne dans l'administration à propos des questions intéressant les agents d'Afrique, la désignation d'un commissaire chargé de régler le contentieux belgo-congolais) ; pp. 1184, 1185 ;

VAN CAUWELAERT (demande que des mesures de précaution soient prises pour la sécurité des Belges au Burundi en cas de retrait des troupes belges) ; p. 1185 ;

Observations de M. le PRÉSIDENT ; p. 1185 ;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles* (21 juin 1962).

*Art. 1<sup>er</sup>.*

L'article est adopté avec une modification de forme ; p. 1185.

*Art. 2.*

Intervention de MM. LAHAYE, TIELEMANS, m.adj.f., et HOUARDY ; l'amendement de M. LAHAYE et consorts est rejeté ;

L'article est adopté ; pp. 1185 à 1187.

*Art. 3.*

L'article est adopté avec une modification de forme ; p. 1187.

*Art. 4 à 6.*

Adoptés sans observations ; p. 1187.

Une modification de forme dans l'intitulé est adoptée ; p. 1187.

*Vote* (21 juin 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 131 voix et 1 abstention ; pp. 1205 et 1206.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants. Amendé par la Chambre des Représentants ; p. 1530 (24 juillet 1962).

Pas de discussion générale.

*Discussion des articles* (25 juillet 1962).

*Art. 1<sup>er</sup> à 6.*

Adoptés sans observations ; pp. 1613, 1614.

*Vote* (25 juillet 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 123 voix et 2 abstentions ; pp. 1628, 1629.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**VIEILLESSE ET DECES PREMATURE.**

*Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des ouvriers et des employés.*

Doc. — N° 160 : Projet transmis par la Chambre des Représentants + Annexes.

N° 188 : Rapport de M. Moulin.

Ann. — *Discussion générale* (29 mars 1962).

Discours de MM. MOULIN, rapp. (se réjouit du vote de la loi ; concernant le problème du cumul de la pension de

**Pensions. — VIEILLESSE ET DECES PREMATURE (suite).**

deux conjoints qui ont fait leur carrière de travailleur dans un même régime, le problème de la carrière, la preuve de l'occupation) ; pp. 995, 996 ;

Observations de M. HOUARDY ; p. 995 ;

SIMOENS (concernant l'augmentation des pensions des indépendants, la preuve de la carrière, l'application de l'augmentation dès le mois d'avril) ; pp. 996, 997 ;

MERCHERS (concernant les négociations avec les partenaires sociaux, le financement de l'augmentation des pensions, l'intervention spéciale de préfinancement imposée aux patrons ; la consultation du Conseil d'Etat ; le nouveau système de preuve de la carrière, le plan de financement, les conséquences du raccourcissement de la période transitoire) ; pp. 997 à 999 ;

Observations de MM. REMSON, MOULIN et HARMIGNIES ; pp. 998, 999 ;

DERUELLES (concernant la réduction de la période transitoire prévue dans la loi de 1955, les dispositions de la nouvelle loi, le financement, la question de la preuve, le problème des cumuls, le service des carrières mixtes) ; pp. 1001, 1002 ;

Observations de M. LEBURTON, m.p.s. ; p. 1002 ;

SMET (concernant l'exigence de la preuve de la carrière depuis 1926, la preuve pour la période de 1926 à 1931, le financement, la discrimination faite à l'égard des travailleurs ayant fait partie d'organisations inciviques pendant la guerre 1940-1945, la tendance vers une plus grande individualisation des pensions) ; pp. 1002 à 1004 ;

Observations de MM. DEVUYST, F. HOUBEN, VREVEN, R. HOUBEN, MOULIN, MERCHERS et STUBBE ; pp. 1003, 1004 ;

VAN HEMELRIJCK (formule les réserves de son groupe au sujet des règles du projet quant aux preuves de carrière avant 1945 et fait encore des réserves concernant les dispositions déjà connues du projet d'arrêté royal d'application notamment pour les travailleurs ayant subi une condamnation pour leur conduite sous l'occupation) ; pp. 1004, 1005 ;

Observations de MM. LEBURTON, DEVUYST, MOULIN et STUBBE ; p. 1005 ;

LEBURTON, m.p.s. (concernant les conditions dans lesquelles le projet a été déposé, les pourparlers avec les partenaires sociaux, les nouveaux taux des pensions, l'abandon du système des minima garantis, le raccourcissement de la période transitoire, les modes de preuve de la carrière, le cas de la période antérieure à 1945 et notamment des années 1926 à 1931 et des années de guerre, la question du cumul) ; pp. 1005 à 1008 ;

Observations de MM. R. HOUBEN, MERCHERS, SMET, STUBBE et VAN HEMELRIJCK ; pp. 1005 à 1008 ;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles* (29 mars 1962).

Intervention de M. le PRÉSIDENT (concernant la rectification de certaines erreurs matérielles dans le texte du projet) ; p. 1008.

*Art. 1<sup>er</sup>.*

Adopté sans observations ; p. 1008.

*Art. 2.*

Intervention de M. LEBURTON ;

L'article est adopté ; pp. 1008 à 1010.

*Art. 3.*

Adopté sans observations ; p. 1010.

*Art. 4 et 5.*

Adoptés avec les modifications de forme ; pp. 1010, 1011.

*Art. 6 à 9.*

Adoptés sans observations ; pp. 1011 à 1013.

*Art. 10.*

Adopté avec les modifications de forme ; p. 1013.

*Art. 11 à 31.*

Adoptés sans observations ; pp. 1013 à 1019.

*Vote* (29 mars 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 114 voix et 8 abstentions ; p. 1019.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**Pensions. — VIEILLESSE ET DECES PREMATURE (suite).**

*Projet de loi relatif aux pensions de retraite et de survie.*

Doc. — N° 340 : Projet transmis par la Chambre des Représentants. N° 358 : Rapport de M. Jennard.

Ann. — *Discussion générale* (25 juillet 1962).

Discours de MM. JENNARD, rapp. (souligne l'urgence du projet et signale quelques corrections à apporter au rapport) ; pp. 1616, 1617 ;

WIARD (demande quelle sera la conséquence de l'application du projet sur les pensions des sous-officiers de carrière) ; p. 1617 ;

HOUGARDY (concernant le litige qui oppose la R.T.T. et la S.N.C.B. à leurs pensionnés à la suite des revalorisations barémiques, les conséquences de la revalorisation des traitements des agents de l'Etat des catégories A à D au 1<sup>er</sup> janvier 1961, le paragraphe 2 de l'article 1 bis) ; pp. 1617, 1618 ;

VREVEN (concernant la diminution du nombre de demandes de pension prématurée à la suite de la loi unique, la suspension de la réduction de 7 p.c. appliquée aux pensions prématurées, l'incidence budgétaire du projet, les pouvoirs spéciaux demandés dans le projet) ; p. 1618 ;

Observations de M. TROCLET ; p. 1618 ;

TIELEMANS, m.adj.f. (souligne l'essentiel du projet : régularisation de la situation des agents pensionnés avant le 1<sup>er</sup> juillet 1962 et remplacement de la formule de péréquation prévue dans la loi de 1955 ; répond aux orateurs) ; pp. 1618 à 1620 ;

Observations de MM. VREVEN, HOUGARDY, MERCHERS et WIARD ; pp. 1619, 1620 ;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles* (25 juillet 1962).

*Art. 1<sup>er</sup>.*

Intervention de MM. P. DE SMET et TIELEMANS ; le 1<sup>o</sup> de l'article est adopté (vote nominatif) ; les autres dispositions de l'article sont adoptées ;

L'ensemble de l'article est adopté ; pp. 1620, 1621.

*Art. 2 à 5.*

Adoptés sans observations ; pp. 1621, 1622.

*Vote* (25 juillet 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 112 voix contre 9 et 6 abstentions ; p. 1622.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**AGENTS DES POUVOIRS PUBLICS.**

*Projet de loi établissant le taux minimum de certaines pensions de retraite et de survie à charge du Trésor public.*

Doc. — N° 324 : Projet transmis par la Chambre des Représentants. N° 359 : Rapport de M. Lacroix.

Ann. — *Discussion générale* (25 juillet 1962).

Discours de MM. LACROIX, rapp. (demande si cette loi sera aussi d'application pour les pensions communales et provinciales) ; pp. 1614, 1615 ;

TIELEMANS, m.adj.f. (répond à M. LACROIX) ; p. 1615 ;

Observations de M. HARMEGNIES ; p. 1615 ;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles* (25 juillet 1962).

*Art. 1<sup>er</sup> à 11.*

Adoptés sans observations ; pp. 1615, 1616.

*Vote* (25 juillet 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 123 voix et 2 abstentions ; pp. 1628, 1629.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**INDEPENDANTS.**

*Proposition de loi complétant la loi du 28 mars 1960 relative à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants.*

Doc. — N° 264 : Proposition de loi de M. Lægae.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 1222 (26 juin 1962).

**Pensions. — VIEILLESSE ET DECES PREMATURE (suite).****OUVRIERS.**

*Proposition de loi modifiant l'article 7 de l'arrêté royal du 17 juin 1955 portant règlement général du régime de retraite et de survie des ouvriers.*

Doc. — N° 192 : Proposition de loi de M. Smet.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 994 (29 mars 1962).

**PEREQUATION.**

*Proposition de loi tendant à modifier la loi du 14 juillet 1951 portant péréquation des pensions de retraite et de survie, modifiée par la loi du 2 août 1955.*

Doc. — N° 90 : Proposition de loi de M. Deruelles.

Ann. — *Prise en considération* (14 février 1962).

Intervention de MM. JANSSEN (concernant le financement des dépenses que prévoit la proposition ; demande l'ajournement de la prise en considération) et DERUELLES ;

La proposition d'ajournement est rejetée ;

Intervention de MM. HARMEGNIES et le PRESIDENT ;

La proposition de loi est prise en considération et renvoyée à la commission des Finances ; pp. 647, 648.

*Renvoi en commission* (14 février 1962).

Intervention de M. DELPORT (qui demande le renvoi de la proposition aux commissions réunies des Finances et des Communications) ; la proposition de loi est renvoyée aux commissions réunies ; p. 672.

**PERSONNEL ENSEIGNANT.**

*Proposition de loi complétant la loi du 29 mai 1959 et fixant les règles de cumul d'une pension à charge du Trésor public avec une pension découlant d'un règlement provincial ou communal.*

Ann. — Retrait de la proposition ; p. 121 (28 novembre 1961).

*Proposition de loi modifiant le législation relative aux pensions du personnel de l'enseignement technique et tendant à instaurer des règles identiques, pour tous les enseignements, en ce qui concerne les bonifications d'ancienneté pour possession de certains diplômes ainsi que la prise en considération des services admissibles pour le calcul de la pension.*

Doc. — N° 79 : Proposition de loi de M. Hanotte.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 648 (14 février 1962).

*Proposition de loi complétant le régime de pensions du personnel enseignant de l'enseignement primaire.*

Nouvel intitulé : *Proposition de loi modifiant la loi du 10 juin 1937 relative aux pensions et à la mise en disponibilité des membres du personnel enseignant des écoles adoptées et adoptables ainsi que des écoles normales libres agréées.*

Doc. — N° 129 : Proposition de loi de M. Jaspers.

N° 236 : Amendements présentés par le Gouvernement.

N° 240 : Rapport de M. De Man.

N° 270 : Amendements présentés par le Gouvernement.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 735 (1<sup>er</sup> mars 1962).

*Discussion générale* (21 juin 1962).

Discours de MM. JASPERS (demande si les services prestés par des religieux dans l'enseignement payant, pris en considération par la loi du 23 juillet 1953, sont pris en considération pour le calcul de la pension) ; p. 1184 ;

TIELEMANS, m.adj.f. (déclare que pour tenir compte de la remarque faite par M. JASPERS, trois amendements ont dû être déposés ; donne lecture de ces amendements) ; p. 1184 ;

Observations de M. le PRESIDENT ; p. 1184 ;

La discussion générale est close.

**Pensions. — VIEILLESSE ET DECES PREMATURE**  
(suite).

PERSONNEL ENSEIGNANT (suite).

*Discussion des articles* (21 juin 1962).*Art. 1<sup>er</sup>.*L'article 1<sup>er</sup> (nouveau), proposé par un amendement du Gouvernement, est adopté ; pp. 1199, 1200 ;

L'amendement du Gouvernement tendant à l'insertion d'un article adopté sans observations ; p. 1200.

*Art. 2.*

Adopté sans observations, p. 1200.

*Art. 3.*

L'article 3 (nouveau), proposé par un amendement du Gouvernement, est adopté ; p. 1200.

Les articles amendés sont remis aux voix et définitivement adoptés ; p. 1200.

Le nouvel intitulé est adopté ; p. 1200.

*Vote* (21 juin 1962).

L'ensemble de la proposition de loi est adopté par 131 voix et 1 abstention ; pp. 1205, 1206.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

*Proposition de loi tendant à accorder aux licenciés en éducation physique le bénéfice des lois des 8 avril 1884 et 18 mai 1912 en vue de l'octroi d'années de service supplémentaires pour le calcul de la pension.**Doc.* — N° 154 : Proposition de loi de M. Van In.*Ann.* — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 938 (27 mars 1962).**Péréquation. — V. Pensions/Vieillesse et décès prématuré.****Personnel d'Afrique — V. Affaires africaines.****Personnel enseignant. — V. Enseignement. — V. Pensions/Vieillesse et décès prématuré.****Personnel judiciaire. — V. Organisation judiciaire.****Personnification civile. — V. Droit civil.****Pétitions. — V. Chambres Législatives — Sénat.****Polders et Wateringues.***Proposition de loi modifiant les articles 18 et 28 de la loi du 3 juin 1957 relative aux polders.**Doc.* — N° 234 : Proposition de loi de M. Sobry.*Ann.* — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 1128 (12 juin 1962).**Police judiciaire. — V. Procédure pénale.****Pollution des eaux. — V. Hygiène et santé.****Ports. — V. Travaux publics.****Postes. — V. Affaires étrangères/Communications.****Prisonniers de guerre. — V. Guerre.****Prix Nobel. — V. Arts, Sciences et Lettres.****Probation — V. Droit pénal.****Procédure pénale.***Projet de loi modifiant les articles 130 et 135 du Code d'instruction criminelle.**Doc.* — N° 224 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 241 : Rapport de M. Camby.

N° 258 : Amendement présenté par le Gouvernement.

*Ann.* — Pas de discussion générale.*Discussion des articles* (21 juin 1962).*Art. 1<sup>er</sup>.*

Adopté sans observations ; pp. 1200, 1201.

*Art. 2.*

Intervention de MM. VERMEYLEN, m.j., HAMBYE et ROLIN.

L'article 2 (nouveau) proposé par amendement du Gouvernement, est adopté ; p. 1201.

*Vote* (21 juin 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 131 voix et 1 abstention ; pp. 1205, 1206.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

**DELAIS.***Proposition de loi prorogeant les délais de signification des actes en matière répressive lorsque le dernier jour du délai est un dimanche ou un autre jour férié légal.**Doc.* — N° 256 : Proposition de loi de M. Laqae.*Ann.* — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 1183 (21 juin 1962).**POLICE JUDICIAIRE.***Projet de loi tendant à conférer des attributions de police judiciaire à certains agents du Comité Supérieur de Contrôle.**Doc.* — N° 145 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 200 : Rapport de M. de Stexhe.

*Ann.* — *Discussion générale* (12 avril 1962).

Intervention de MM. de STEXHE, rapp., le PRESIDENT (concernant une légère modification au texte néerlandais) et VERMEYLEN, m.j. ; p. 1082 ;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles* (12 avril 1962).*Art. 1<sup>er</sup> et 2.*

Adoptés sans observations ; p. 1082.

*Vote* (12 avril 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 133 membres présents ; pp. 1094, 1095.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

*Proposition de loi modifiant la loi du 7 avril 1919 instituant des officiers et agents judiciaires près les parquets, en vue de créer une brigade mobile spéciale chargée de la recherche et de la poursuite de crimes sur l'ensemble du territoire national.**Doc.* — N° 185 : Proposition de loi de M. Lahaye.*Ann.* — Prise en considération. — Renvci en commission ; p. 1081 (12 avril 1962).**Produits agricoles et horticoles. — V. Commerce et Industrie/Réglementation du commerce.**

**Professions.****AIDE FAMILIALE.**

*Proposition de loi tendant à protéger le titre d'aide familiale.*

Doc. — N° 130 : Proposition de loi de Mlle Driessen.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 735 (1<sup>er</sup> mars 1962).

**ARCHITECTES.**

*Proposition de loi instituant le grade de gradué en architecture et modifiant ou abrogeant certaines dispositions de la loi du 20 février 1939 sur la protection du titre et de la profession d'architecte.*

Doc. — N° 237 : Proposition de loi de M. Poncin.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 1128 (12 juin 1962).

*Projet de loi créant un ordre des architectes.*

Doc. — N° 299 : Exposé des motifs et projet de loi.

N° 361 : Rapport de M. Dua + Annexe.

N° 427 : Amendements présentés par le Gouvernement au texte présenté par la commission.

**Projets et propositions caducs. — V. Chambres Législatives.****Protection civile.**

*Projet de loi sur la protection civile.*

Doc. — N° 338 : Exposé des motifs et projet de loi.

**Provinces.****CONSEILS PROVINCIAUX.**

*Proposition de loi modifiant les dispositions de la loi provinciale relative à la convocation des conseils provinciaux.*

Doc. — N° 164 : Proposition de loi de M. Sledsens.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 938 (27 mars 1962).

**Q****Questions orales. — V. Chambres Législatives — Sénat.****Questions parlementaires. — V. Chambres Législatives — Sénat.****R****Radiodiffusion — Télévision.**

Ann. — Rapport d'activité pour l'exercice 1960 de la Radiodiffusion-Télévision belge (Emissions françaises). — Transmis par le Ministre de l'Education nationale et de la Culture ; p. 6 (14 novembre 1961).

Rapport d'activité pour l'exercice 1960 de la Radio-Télévision belge (Services communs). — Transmis par le Commissaire du Gouvernement auprès de la R.T.B. ; p. 443 (23 janvier 1962).

**Radiodiffusion-Télévision (suite).**

Rapport d'activité pour l'exercice 1961 de la Radio-Télévision belge (Emissions françaises). — Transmis par le Ministre de l'Education nationale et de la Culture ; p. 1354 (10 juillet 1962).

Rapport d'activité de la B.R.T. : 1° Institut des émissions néerlandaises ; 2° Institut des services communs, pour l'année 1961. — Transmis par le Commissaire du Gouvernement auprès de la B.R.T. ; p. 1718 (9 octobre 1962).

*Projet de loi portant modification de la loi du 14 mai 1930 sur la radiotélégraphie, la radiotéléphonie et autres radiocommunications.*

Doc. — N° 259 : Exposé des motifs et projet de loi.  
N° 301 : Rapport de M. Hambye.

Ann. — *Discussion générale* (12 juillet 1962).

Discours de M. BUSIEAU. m.p.t.t. (concernant les inconvénients et dangers de stations pirates de radiodiffusion, la portée du projet) ; p. 1403 ;

Intervention de M. DEHOUSSE ; p. 1403 ;  
La discussion générale est close.

*Discussion des articles* (12 juillet 1962).  
(Texte présenté par la commission).

*Art. 1<sup>er</sup> à 3.*

Adoptés sans observations ; pp. 1403, 1404.

*Vote* (12 juillet 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 142 membres présents ; pp. 1433, 1434.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

**Radiodiffusion — Télévision. — V. aussi Affaires étrangères.****Recensement.**

*Proposition de loi d'amnistie pour contraventions à l'obligation de satisfaire aux lois et arrêtés royaux relatifs aux recensements généraux de 1961.*

Doc. — N° 376 : Proposition de loi de M. Hougardy.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 1852 (16 octobre 1962).

**Redressement financier. — V. Finances.****Régie des voies aériennes. — V. Communications/Aviation.****Régie du travail pénitentiaire. — V. Organisation judiciaire.****Règlement. — V. Chambres Législatives — Sénat.****Réglementation du commerce. — V. Commerce et Industrie.****Règlement définitif des budgets. — V. Finances/Comptabilité de l'Etat.****Réhabilitation. — V. Droit pénal.****Relations extérieures. — V. Chambres Législatives — Sénat.****Responsabilité civile. — V. Droit civil.**

**Revenus. — V. Impôts/Impôts directs.**

**Roi et Famille Royale.**

*Ann.* — M. le **PRESIDENT** : Donne lecture du télégramme qu'il a adressé à LL.AA.RR. le Prince Albert et la Princesse Paola, à l'occasion de la naissance de leur fille, la Princesse Astrid, ainsi que de la réponse qu'il a reçue ; p. 1126 (12 juin 1962).

**Ruanda-Urundi. — V. Affaires étrangères.**

## S

**Saisissabilité des pensions. — V. Chambres Législatives.**

**Secrétaires aux parquets. — V. Organisation judiciaire/ Personnel judiciaire.**

**Sécurité sociale.**

*Projet de loi modifiant et complétant la législation concernant la sécurité sociale en vue d'uniformiser et de généraliser les prescriptions relatives à la suppression des fractions de francs.*

*Doc.* — N° 106 : Rapport de M. Devuyt.

*Ann.* — Pas de discussion générale.

*Discussion des articles* (14 février 1962).

*Art. 1<sup>er</sup> à 9.*

Adoptés sans observations ; pp. 673, 674.

*Vote* (20 février 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 126 membres présents ; pp. 680, 681.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

*Projet de loi portant relèvement de la limite des rémunérations à observer pour le calcul des cotisations afférentes aux allocations familiales des travailleurs salariés et intégrant le pécule familial de vacances dans le régime des allocations familiales pour travailleurs salariés.*

*Doc.* — N° 246 : Exposé des motifs et projet de loi.  
N° 274 : Rapport de M. Deruelles.

*Ann.* — *Discussion générale* (28 juin 1962).

Discours de MM. **LEBURTON**, m.p.s. (concernant la nécessité d'une politique familiale et démographique, la couverture des besoins de l'enfant par la sécurité sociale, une programmation sociale et familiale, le départ entre le salaire direct et le salaire indirect, l'action du gouvernement sur le plan familial depuis quatorze mois, l'augmentation du taux des allocations familiales en vigueur pour les travailleurs indépendants, l'augmentation des allocations de naissance et des allocations familiales à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1962, le relèvement du plafond de 8.000 à 11.000 francs, le pécule familial, son transfert du régime des vacances annuelles au secteur des allocations familiales, l'absence de compensation entre les deux secteurs, le parallélisme entre l'évolution des taux d'allocation familiale des indépendants et des salariés) ; pp. 1269 à 1271 ;

**DERUELLES**, rapp. (concernant le relèvement du plafond, l'intégration du pécule familial de vacances dans le régime des allocations familiales, l'utilisation du boni provenant des ressources nouvelles suivant les suggestions du professeur Sauvy, les conclusions de la commission Delpérée) ; p. 1271 ;

**MERCHERS** (concernant les effets de l'augmentation du plafond, la diminution de l'ensemble des disponibilités à répartir ultérieurement dans le cadre d'une programmation sociale, l'examen du rapport Delpérée, le transfert du pécule familial de vacances au secteur des allocations familiales, le recours à une solution de facilité) ; pp. 1271 à 1273 ;

**DEBUCQUOY** (concernant le relèvement du plafond, la mutation du pécule familial de vacances en allocation familiale de vacances, la détermination par le Roi du montant de l'allocation familiale de vacances) ; p. 1273 ;

**LEBURTON**, m.p.s. (répond aux orateurs) ; p. 1273 ;

La discussion générale est close.

**Sécurité sociale (suite).**

*Discussion des articles* (28 juin 1962).

*Art. 1<sup>er</sup> à 9.*

Adoptés sans observations ; pp. 1273 à 1276.

*Vote* (28 juin 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 111 voix et 9 abstentions ; p. 1276.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

**ACCIDENTS DU TRAVAIL.**

*Proposition de loi modifiant la loi sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail.*

*Doc.* — N° 15 : Proposition de loi de M. Troclet.

*Ann.* — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 443 (23 janvier 1961).

*Proposition de loi tendant à modifier les lois coordonnées sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail.*

*Doc.* — N° 24 : Proposition de loi de M. Deruelles.

*Ann.* — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 252 (12 décembre 1961).

**ALLOCATIONS FAMILIALES.**

**INDEPENDANTS.**

*Proposition de loi relative aux allocations familiales pour travailleurs indépendants.*

*Doc.* — N° 166 : Proposition de loi de M. Vandeputte.

*Ann.* — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 1112 (24 mai 1962).

**SALARIES.**

*Projet de loi modifiant l'article 53ter de la loi du 4 août 1930 relative aux allocations familiales pour travailleurs salariés.*

*Doc.* — N° 92 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.  
N° 159 : Rapport de M. Vandeputte.

*Ann.* — *Discussion générale* (3 avril 1962).

Intervention de M. **VANDEPUTTE**, rapp. (concernant l'amendement adopté par la commission) ; p. 1037 ;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles* (3 avril 1962).  
(Texte présenté par la commission).

*Art. 1<sup>er</sup> à 4.*

Adoptés sans observations ; pp. 1037, 1038.

*Vote* (3 avril 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 135 membres présents ; p. 1041.

Le projet de loi, amendé, est renvoyé à la Chambre des Représentants.

*Proposition de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés.*

*Doc.* — N° 287 : Proposition de loi de Mlle Driessen.

*Ann.* — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 1354 (10 juillet 1962).

*Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés.*

*Doc.* — N° 350 : Rapport de M. Smet.

*Ann.* — *Discussion générale* (25 juillet 1962).

Intervention de M. **SMET**, rapp. (concernant la portée du projet) ; p. 1613 ;

La discussion générale est close.

**Sécurité sociale. — ALLOCATIONS FAMILIALES (suite).****SALARIES (suite).**

*Discussion des articles* (25 juillet 1962).

*Art. 1<sup>er</sup> et 2.*

Adoptés sans observations ; p. 1613.

*Vote* (25 juillet 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 123 voix et 2 abstentions ; pp. 1628, 1629.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**CHOMAGE.**

*Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 27 décembre 1961 fixant le montant des allocations de chômage.*

*Doc.* — N° 233 : Proposition de loi de M. Smet.

*Ann.* — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 1128 (12 juin 1962).

**COTISATIONS.**

*Proposition de loi sur la publication des dettes envers l'Office national de Sécurité sociale.*

*Doc.* — N° 155 : Proposition de loi de M. Flamme.

*Ann.* — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 938 (27 mars 1962).

**ESTROPIÉS ET MUTILES.**

*Projet de loi portant modification de la loi du 10 juin 1937 relative à l'octroi d'allocations aux estropiés, mutilés et personnes assimilées.*

*Doc.* — N° 269 : Projet transmis par la Chambre des Représentants. N° 337 : Rapport de M. Moulin.

*Ann.* — *Discussion générale* (25 juillet 1962).

Discours de MM. MOULIN, rapp. (concernant la portée du projet) ; p. 1612 ;

LEBURTON, m.p.s. (répond à M. MOULIN) ; p. 1612 ;

La discussion générale est close.

*Discussion de l'article unique* (25 juillet 1962).

Adopté sans observations ; pp. 1612, 1613.

*Vote* (25 juillet 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 123 voix et 2 abstentions ; pp. 1628, 1629.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**FONDS SOCIAL DE L'INDUSTRIE DIAMANTAIRE. TAIRE.**

*Projet de loi modifiant la loi du 12 avril 1960 portant création d'un Fonds social pour les ouvriers diamantaires.*

*Doc.* — N° 268 : Projet transmis par la Chambre des Représentants. N° 321 : Rapport de M. Wyn.

*Ann.* — Pas de discussion générale.

*Discussion des articles* (18 juillet 1962).

*Art. 1<sup>er</sup> à 9.*

Adoptés sans observations ; pp. 1472 à 1474.

*Vote* (19 juillet 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 127 voix et 2 abstentions ; p. 1515.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**Sécurité sociale (suite).****ORPHELINS DES VICTIMES DU TRAVAIL.**

*Projet de loi modifiant la loi du 24 janvier 1931 instituant l'Œuvre nationale des orphelins des victimes du travail.*

*Doc.* — N° 56 : Projet transmis par la Chambre des Représentants. N° 137 : Rapport de M. Ledoux.

*Ann.* — Pas de discussion générale.

*Discussion de l'article unique* (7 mars 1962).

Adopté sans observations ; p. 774.

*Vote* (7 mars 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 134 voix contre 1 ; p. 797.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**Séparation de corps. — V. Droit civil/Divorce et séparation de corps.****Sociétés. — V. Droit commercial.****Sociétés belges de droit colonial. — V. Droit commercial/Sociétés.****Sociétés d'investissement. — V. Commerce et Industrie/Expansion économique.****Sous-officiers. — V. Armée.****Statistiques.**

*Projet de loi autorisant le Gouvernement à procéder à des investigations statistiques et autres sur la situation démographique, économique et sociale du pays.*

*Doc.* — N° 223 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 248 : Rapport de M. Roelants.

*Ann.* — Pas de discussion générale.

*Discussion des articles* (28 juin 1962).

*Art. 1<sup>er</sup> à 26.*

Adoptés sans observations ; pp. 1264 à 1268.

*Vote* (28 juin 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 122 membres présents ; p. 1276.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

**Sûreté de l'Etat.****ETAT D'URGENCE.**

*Proposition de loi portant l'installation d'un état d'urgence.*

*Doc.* — N° 105 : Proposition de loi de M. Gillon.

*Ann.* — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 735 (1<sup>er</sup> mars 1962).

**Sursis. — V. Droit commercial. V. Droit pénal/Probation.****T****Taxe de circulation. — V. Impôts/Impôts directs.****Taxe de séjour. — V. Impôts/Impôts indirects.**

**Taxes assimilées au timbre.** — V. Impôts/Impôts indirects.

**Télécommunications.** — V. Affaires étrangères/Communications.

**Télégraphes et Téléphones.** — V. Communications.

**Télévision.** — V. Radio-diffusion-Télévision.

**Territoire des communes.** — V. Communes.

**Théâtres.** — V. Arts, Sciences et Lettres.

**Traitements.** — V. Armée. — V. Organisation judiciaire.

**Transfert de communes.** — V. Enquêtes.

**Transport.** — V. Affaires étrangères.

**Transports en commun.** — V. Communications.

## Travail.

*Projet de loi modifiant les lois du 10 mars 1900 sur le contrat de travail, du 20 juillet 1960 instaurant le salaire hebdomadaire garanti, les lois sur le contrat d'emploi coordonnées par l'arrêté royal du 20 juillet 1955 et la loi du 1<sup>er</sup> avril 1936 sur les contrats d'engagement pour le service des bâtiments de navigation intérieure.*

Doc. — N° 327 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 426 : Rapport de M. Troclet + Annexes.

## COMMISSIONS PARITAIRES.

*Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 9 juin 1945 fixant le statut des Commissions paritaires.*

Doc. — N° 318 : Rapport de M. Houben.

Ann. — Pas de discussion générale.

*Discussion de l'article unique (18 juillet 1962).*

Adopté sans observations ; p. 1472.

*Vote (19 juillet 1962).*

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 129 membres présents ; pp. 1515, 1516.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

## CONTRAT D'EMPLOI.

*Proposition de loi tendant à la suppression du plafond de 180.000 francs en ce qui concerne les indemnités dues aux commis et aux ouvriers pour rupture irrégulière de contrat.*

Doc. — N° 416 : Proposition de loi de M. Duvieusart.

## JURIDICTIONS DU TRAVAIL.

### CONSEILS DE PRUD'HOMMES.

*Projet de loi modifiant la loi du 12 juillet 1960 portant modification de la loi du 9 juillet 1926 organique des Conseils de prud'hommes.*

Doc. — N° 59 : Rapport de M. Ledoux.

Ann. — Pas de discussion générale.

## Travail. — JURIDICTIONS DU TRAVAIL (suite). CONSEILS DE PRUD'HOMMES (suite).

*Discussion de l'article unique (20 décembre 1961).*

Adopté sans observations ; p. 422.

*Vote (20 décembre 1961).*

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 107 membres présents ; pp. 435, 436.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

## VACANCES.

*Projet de loi concernant les contestations relatives au paiement de la cotisation d'un demi-pour-cent afférente au congé supplémentaire prévue par la loi du 8 juillet 1936.*

Doc. — N° 216 : Rapport de M. Deruelles.

Ann. — Pas de discussion générale.

*Discussion de l'article unique (24 mai 1962).*

Adopté sans observations ; p. 1119.

*Vote (24 mai 1962).*

L'ensemble du projet de loi est adopté par 115 voix contre 12 et 1 abstention ; pp. 1122, 1123.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

*Projet de loi relatif à l'octroi d'une allocation complémentaire de vacances aux travailleurs salariés en 1962 et 1963.*

Doc. — N° 363 : Exposé des motifs et projet de loi.

**Travail.** — V. aussi Affaires étrangères.

## Travaux publics.

### PORTS.

*Projet de loi modifiant la loi du 21 juin 1937 relative à la création du port autonome de Liège et approuvant les modifications aux statuts de cet établissement public.*

Doc. — N° 422 : Exposé des motifs et projet de loi.

### VOIRIE.

#### AUTOROUTES.

*Projet de loi relatif aux concessions et aux expropriations pour cause d'utilité publique, en vue de la construction des autoroutes.*

*Nouvel intitulé : Projet de loi relatif aux expropriations pour cause d'utilité publique et aux concessions en vue de la construction des autoroutes.*

Doc. — N° 277 : Exposé des motifs et projet de loi.

N° 308 : Rapport de M. Claeys.

N° 314 : Amendements proposés par M. Hambye au texte présenté par la commission.

Ann. — *Discussion générale (12 juillet 1962).*

Discours de MM. CLAEYS, rapp. (concernant l'urgence de la réalisation de la partie belge de la route E.3, l'augmentation du trafic sur la route Anvers-Gand-Courtrai, l'importance d'un réseau d'autostrades pour la Belgique, les mesures prévues en vue d'une accélération de la procédure d'expropriation ; remercie le ministre des Travaux publics et souligne l'urgence du projet) ; pp. 1404, 1405 ;

Observations de M. VANAUDENHOVE ; p. 1405 ;

BLOCK (concernant la formule de l'octroi de concessions, le retard dans la construction des autoroutes Bruxelles-Wavre et Anvers-Liège, le tracé international de la route E.3) ; pp. 1405, 1406 ;

HERCOT (concernant l'application de la nouvelle formule à la route de Wallonie, la priorité reconnue à cette route, l'inquiétude à propos de sa réalisation) ; p. 1406 ;

VANAUDENHOVE (regrette que ce projet doive être examiné à la hâte ; concernant le dépôt d'un projet similaire au cours

**Travaux publics. — VOIRIE (suite).****AUTOROUTES (suite).**

de la précédente législature, l'inquiétude suscitée en Wallonie par le projet, le respect de la priorité reconnue à la route de Wallonie, le système prévu dans le projet en vue de l'accélération de la procédure d'expropriation); pp. 1406 à 1408;

Observations de MM. STUBBE, VAN BUGGENHOUT, DE WINTER, HERCOT, MERLOT, m.t.p. et FLAMME; pp. 1407, 1408;

HARMEGNIES (concernant la construction de l'autoroute Bruxelles-Paris); p. 1408;

HAMBYE (concernant la formule du projet, l'acquisition des terrains, l'établissement et l'exploitation des services au profit des usagers des autoroutes, les plus-values qui sont la conséquence des investissements publics, l'accélération de la prise de possession des terrains nécessaires, l'accélération de la procédure judiciaire et de la procédure administrative, la réalisation de l'autoroute de Wallonie); pp. 1408 à 1410;

FLAMME (marque son accord sur le principe de la loi; concernant la priorité absolue de l'autoroute de Wallonie, la responsabilité de l'intercommunale, la participation du secteur privé); pp. 1410, 1411;

Observations de MM. MERLOT et VAN DEN STORME; p. 1411;

SMET (concernant l'urgence de la réalisation de la route E.3, la fixation du tracé de cette route, les charges découlant de l'aménagement des voies d'accès à la route E.3, la deuxième liaison entre les rives de l'Escaut à Anvers); pp. 1411, 1412;

Observations de MM. SLEDSSENS et DE WINTER; p. 1412;

VAN HEMELRIJCK (concernant une coordination des dispositions légales en matière d'expropriations); p. 1412;

SLEDSSENS (concernant l'alignement de la route Anvers-Turnhout, à Wijnegem); p. 1412;

MERLOT, m.t.p. (répond aux orateurs; traite notamment de la priorité de l'autoroute de Wallonie, du recours à la concession, de la seconde liaison entre les rives de l'Escaut à Anvers, de l'autoroute Bruxelles-Paris, du problème des expropriations, des amendements de M. HAMBYE, de la charge finale de la construction des autoroutes en concession, de l'apport des terrains par l'Etat); pp. 1412 à 1416;

Observations de MM. HARMEGNIES, VANAUDENHOVE et FLAMME; pp. 1413, 1414;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles (12 juillet 1962).*  
(Texte présenté par la commission)

**Art. 1<sup>er</sup>.**

L'amendement de M. HAMBYE tombe;  
L'article est adopté; p. 1416.

**Art. 2 et 3.**

Adoptés sans observations; p. 1416.

**Art. 4.**

Intervention de M. HAMBYE; l'amendement de M. HAMBYE est retiré;  
L'article est adopté; pp. 1416, 1417.

**Art. 5.**

L'amendement du Gouvernement est adopté;  
Intervention de MM. le PRESIDENT, MERLOT et HAMBYE; deux modifications sont encore adoptées;  
L'article, ainsi amendé, est adopté; pp. 1417 à 1421.

**Art. 6.**

Adopté sans observations; p. 1421.

**Travaux publics. — VOIRIE (suite).****AUTOROUTES (suite).**

L'article 5, amendé, est remis aux voix et définitivement adopté; p. 1421.

Le nouvel intitulé est adopté; p. 1421.

*Vote (12 juillet 1962).*

L'ensemble du projet de loi est adopté par 146 voix et 4 abstentions; p. 1433.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

**Tribunaux de police. — V. Organisation Judiciaire.****Tutelle administrative. — V. Communes.****U****Union de l'Europe Occidentale. — V. Affaires étrangères/Conseil de l'Europe et Union de l'Europe occidentale. V. Affaires étrangères/Forces armées.****Union Interparlementaire. — V. Chambres Législatives.****V****Vacances. — V. Travail.****Validation des pouvoirs. — V. Chambres Législatives — Sénat.****Vente. — V. Droit civil.****Victimes de la guerre (O.N.A.C.). — V. Guerre.****Vieillesse et décès prématuré. — V. Pensions.****Voirie. — V. Travaux publics.****Voies d'eau. — V. Affaires étrangères/Communications.****W****Wateringues. — V. Polders et Wateringues.**